

# Registre des délibérations - décisions

## TOME II

### SEANCE PUBLIQUE DU :

**Lundi 8 novembre 2010**

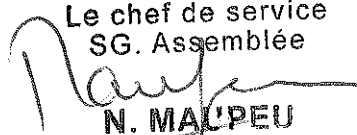
**et**

**Lundi 24 novembre 2010**

Le présent registre contenant deux cent quinze pages a été coté et paraphé par Monsieur Nicolas MAUPEU Agent territorial, en application de l'article R2122-8 alinéa 2 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'arrêté n° 2010/769/T/R de la Ville de Montpellier.

Montpellier, le 24/01/2011

Par M. de Naive et  
Par délégation,

Le chef de service  
SG. Assemblée  
  
N. MAUPEU

## **SOMMAIRE**

\*\*\*\*\*

### **TOME II / II**

**Suite et Fin du Conseil Municipal du 08/11/2010**

**Délibération et annexes .....216 à 371**  
**(2010/496 à 2010/512)**

**Décisions et Annexes .....372 à 422**  
**(2010/384 à 2010/432)**

\*\*\*\*\*

**Convocation, émargement du Conseil Municipal.....423 à 430**  
**du 24/11/2010**

**Délibérations et annexes.....431 à 432**  
**(2010/496 à 2010/512)**

## Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02/11/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEBIOS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

### Absents :

Arnaud JULIEN.

## PAE Marquerose Extension du réseau d'eau potable – Aménagement pluvial Avenant n°1

Au nom de la Commission, Serge FLEURENCE rapporte :

Par délibération en date du 09 novembre 2009, le Conseil municipal a autorisé Madame le maire à signer le marché 9 M 372 055 Extension du réseau d'eau potable – Aménagement pluvial – PAE Marquerose avec l'entreprise EIFFAGE T.P.

Le bon achèvement des travaux a nécessité la réalisation de travaux supplémentaires qui ont fait l'objet de l'ordre de service n°1 2010 du 29 avril 2010.

Les travaux, objet de cet avenant, concernent la construction d'un mur de soutènement de 24 m<sup>2</sup> pour un prix unitaire de 151 € H.T. le mètre carré soit 3624 € H.T. représentant 1,9 % du montant initial.

Le montant du marché initialement de 189 993,79 € H.T est donc porté après cet avenant à la somme de 193 617,79 € H.T.

Le montant total de l'avenant est fixé à 3624€ H.T., qui correspond à une augmentation de 1,9% du montant initial.

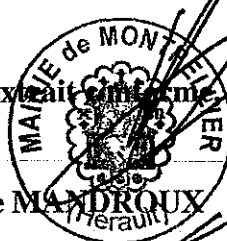
### En conséquence, nous vous demandons :

- d'approuver le principe d'un avenant au marché 9 M 372 055 pour un montant de 3624€ H.T.,
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'adjoint délégué à signer l'avenant à ce marché et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX







**DIRECTION  
DES  
AFFAIRES JURIDIQUES ET DE LA  
COMMANDE PUBLIQUE**

**SERVICE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

## PROJET D'AVENANT N° 1

### A. Identification de la personne morale de droit public qui a passé le marché et du titulaire

**Ministère, collectivité territoriale ou établissement :**

Ville de MONTPELLIER  
1 place Francis Ponge  
34064 MONTPELLIER CEDEX 2  
Correspondant : Madame le Maire

*Représenté par*  
Madame Le Maire

**Titulaire du marché :**

EIFFAGE TRAVAUX PUBLICS MEDITERRANEE ETABLISSEMENT HERAULT  
*Représenté par*

### B. Renseignements concernant le marché

*Objet du marché :*  
PAE Marquerose  
Desserte AEP aménagement pluvial

*N° du marché :*  
9M372055

*Notifié le :*  
27 novembre 2009

*Montant initial du marché :*

Montant HT : 189 993,79 Euros  
Montant TTC : 0,00 Euros

Date d'examen du projet d'avenant par la Commission d'appels d'offres (le cas échéant) :

Date de la délibération autorisant la signature de l'avenant :

### C. Objet de l'avenant

#### ARTICLE 1

Le présent avenant a pour objet d'augmenter le montant du contrat pour le(s) motif(s) suivant(s) : travaux supplémentaires qui s'avèrent nécessaires pour le bon achèvement de l'ouvrage.

#### ARTICLE 2

Les prestations supplémentaires à exécuter par le titulaire du contrat seront payées en fonction des prix inscrits dans sa proposition ci-jointe.

Cette pièce fait partie intégrante de l'avenant au contrat.

Le montant total de l'avenant au contrat est fixé à 3 624 euros, soit en toutes lettres : trois mille six cent vingt quatre euros H.T.

Le montant du contrat est donc porté à 193 617,79 € H.T., sous réserve de l'ajustement ultérieur de cette somme, d'une part suivant les prestations réellement exécutées et justifiées, et d'autre part par l'application des modalités de variation des prix prévues au contrat.

La plus-value s'élève donc à 1,9 % du contrat initial.

#### ARTICLE 3

Les clauses et conditions du contrat initial (et des précédents avenants éventuels) demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

#### ARTICLE 4 : Durée du marché

Inchangée

#### ARTICLE 5

Le présent avenant ne sera valable qu'après dépôt auprès de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault.

### D. Signatures des parties

A ....., le

L'entrepreneur,

Pour Madame Le Maire  
Le Directeur Général Adjoint des Services

Laurent BOURLET

### **E. Notification de l'avenant**

La notification consiste en la remise d'une photocopie de l'avenant au titulaire (ou dans le cas des avenants de transfert à l'ancien et au nouveau titulaire). Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre le (les) avis de réception postal (postaux) daté(s) et signé(s) du (des) titulaire(s). En cas de remise contre récépissé, le(s) titulaire(s) signera(ont) la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification, une copie certifiée conforme du présent avenant.

A ....., le

## Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02/11/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

### Absents :

Arnaud JULIEN.

## Signalisation horizontale : autorisation de signer le marché

Au nom de la Commission, Serge FLEURENCE rapporte :

Le présent marché à bons de commande a pour objet les travaux de signalisation horizontale sur l'ensemble de la Ville. Ce marché est conclu pour une durée de un an, renouvelable de manière expresse trois fois ; ce qui porte la durée totale de ce marché à 4 ans.

Une consultation selon une procédure adaptée, en application de l'article 77 du Code des Marchés Publics, a été lancée avec les critères de jugement suivants :

- valeur technique de l'offre au regard du cadre de mémoire technique : 60 %,
- prix des prestations : 40 %.

Le marché comporte deux lots :

- lot 1 : subdivision 1 de la voirie (quartiers Port Marianne, Mosson, Cévennes, Croix d'Argent et Près d'Arènes)
- lot 2 : subdivision 2 de la voirie (quartiers Montpellier Centre et Hôpitaux Facultés)

Pour chaque lot, le montant total des commandes pour la durée initiale du marché est de :

- seuil minimum : 80 000, 00 € HT
- seuil maximum : 300 000, 00 € HT.

Pour chaque lot, ces montants seront identiques pour chaque période de reconduction du marché.

La commission d'appel d'offres, au cours de sa séance du 19 octobre 2010, a retenu l'offre économiquement la plus avantageuse, proposée par les entreprises L.R.S. pour le lot 1, et Aximum pour le lot 2.

Les crédits nécessaires à l'exécution de ce marché sont inscrits au BP 2010.

**En conséquence, il est demandé au conseil municipal :**

- d'approuver l'attribution du marché n° 0M703 à l'entreprise L.R.S. pour le lot 1 et à l'entreprise Aximum pour le lot 2 pour un montant annuel compris entre 80 000, 00 € HT et 300 000, 00 € HT pour chaque lot;
- d'autoriser Mme le Maire ou à défaut M. le 1<sup>er</sup> adjoint à signer tous les documents ou actes relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

**Publiée le : mardi 9 11 2010**

Direction des Ressources  
Humaines  
Gestion Prévisionnelle des  
Postes et des Emplois

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2010 / 498

## Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02/11/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

### Absents :

Arnaud JULIEN.

## Dispositif d'aménagement d'emploi de sportif de haut niveau : Mlle Ophélie MEILLEROUX

Au nom de la Commission, Serge FLEURENCE rapporte :

La Direction Régionale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale de la Région Languedoc Roussillon a sollicité auprès de la Ville de Montpellier la mise en œuvre d'un dispositif d'aménagement d'emploi d'un sportif de haut niveau (au bénéfice de la Fédération Française de Football) concernant Mlle Ophélie MEILLEROUX, Adjoint technique 2cl. au sein du Service de la Surveillance de la Voie Publique et Environnement Urbain.

Les jours de mise à disposition demandés sont susceptibles d'évoluer en fonction de la qualification pour la Coupe du Monde 2012 et aux Jeux Olympiques 2012.

Ces jours de mise à disposition feront l'objet d'une compensation financière versée par l'Etat et/ou la Fédération, compensation dont le montant serait équivalent au coût chargé de l'agent pour la durée de la mise à disposition.

Afin de mettre en œuvre ces dispositions, une convention annuelle, renouvelable trois fois au plus, sous réserve que la sportive figure sur la liste des sportifs de haut niveau, doit être signée par les différents partenaires : Etat, Fédération, Agent, Ville.

Au regard de ces éléments, il est proposé de donner une suite favorable à la demande susvisée.

202

**Il est en conséquence proposé au Conseil municipal :**

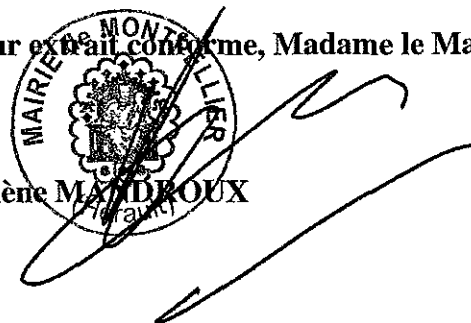
- d'autoriser Madame le Maire à signer la convention permettant de mettre en œuvre l'aménagement d'emploi de Mademoiselle Ophélie MEILLEROUX, dans les conditions ci-dessus définies, au profit de la Fédération Française de Football.

**Le Conseil adopte.**

Pour ~~extraire~~ ~~conferme~~, Madame le Maire

Hélène MEILLEROUX

**Publiée le : mardi 9 11 2010**

The image shows a circular official stamp of the 'MAIRIE de MONTEUIL' with a central emblem. Overlaid on the stamp is a large, stylized handwritten signature in black ink.

CONVENTION RELATIVE À L'INSERTION PROFESSIONNELLE  
D'UN(E) SPORTIF(IVE) DE HAUT NIVEAU

Entre

La collectivité territoriale, Mairie de Montpellier, 1, place Francis PONGE, 34064 MONTPELLIER Cedex 2, représentée par la Maire de Montpellier, Madame, Hélène MANDROUX, ci-après dénommée "l'employeur",

L'État, représenté par le Directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale, Jean-Pierre RIGAU, ci-après dénommé "l'État"

La fédération française de football représentée par Monsieur le Directeur Technique National de la Fédération Française de Football, Gérard HOULLIER, ci-après dénommée "la fédération"

La sportive de haut niveau, Madame Ophélie MEILLEROUX, ci-après dénommée "la sportive",

Considérant qu'aux termes du code du sport et notamment

- de l'article L. 221-2 et R. 221-2 relatif à l'établissement de la liste des sportifs de haut niveau,

- de l'article L. 221-7, qui dispose que «s'il est agent de l'État ou d'une collectivité territoriale ou de leurs établissements publics, le sportif, l'arbitre ou le juge de haut niveau figurant sur la liste mentionnée au premier alinéa de l'article L. 221-2 bénéficie, afin de poursuivre son entraînement et de participer à des compétitions sportives, de conditions particulières d'emploi, sans préjudice de carrière, ... »

ou

- de l'article L. 221-8, qui dispose que « le ministre chargé des sports peut, après avis du comité d'entreprise ou, à défaut, des délégués du personnel, conclure avec une entreprise publique ou privée une convention destinée à faciliter l'emploi d'un sportif de haut niveau et sa reconversion professionnelle. Cette convention a également pour objet de définir les droits et devoirs de ce sportif au regard de l'entreprise, de lui assurer des conditions d'emploi compatibles avec son entraînement et sa participation à des compétitions sportives et de favoriser sa formation et sa promotion professionnelle. Les conditions de reclassement du sportif à l'expiration de la convention sont également précisées ».

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 :

La présente convention vise à définir les conditions dans lesquelles l'employeur aménage le temps de travail de la sportive afin de lui permettre de mener parallèlement sa carrière professionnelle et son projet sportif de haut niveau.

Un avenant annuel précise les éléments évolutifs ou sujets à modification.

Article 2 :

La sportive assure auprès de l'employeur un temps de travail effectif et est mise à la disposition de sa fédération pour un temps complémentaire. Ces temps respectifs, susceptibles d'évoluer au cours de l'olympiade, notamment en vue d'une participation aux Jeux Olympiques, sont précisés dans



### Article 3 :

La sportive est tenue aux obligations légales et conventionnelles liées à son emploi pendant le temps de travail effectif défini à l'article 2, en premier lieu l'exercice des fonctions pour lesquelles elle a été recrutée.

Par ailleurs, elle participe une fois par an à un entretien avec l'employeur au cours duquel :

- au plan professionnel, elle présente les objectifs atteints, le résultat des formations effectuées et définit en accord avec l'employeur les objectifs et les formations éventuelles pour l'année à venir ;
- au plan sportif, elle présente le bilan des résultats, les objectifs à venir et le calendrier prévisionnel. Ces deux derniers éléments, préalablement validés par le directeur technique national de la fédération, figurent en annexe à l'avenant annuel.

La sportive informe l'employeur dans un délai minimum de 15 jours de toute modification apportée au calendrier prévisionnel. Ces modifications sont préalablement validées par le directeur technique national de la fédération. L'employeur informe en retour le sportif de son acceptation ou de son refus desdites modifications.

Dans les limites éventuellement imposées par les mesures légales liées au mécénat, la sportive s'engage à valoriser l'image de l'entreprise et à ne pas contracter d'accord concurrentiel.

### Article 4 :

L'employeur appelle l'attention de la sportive, au plus tard lors de la signature de son contrat, sur le fait que pendant sa mise à disposition auprès de la fédération, incluant les temps de déplacement sur les lieux de pratique sportive, celle-ci ne peut être considérée comme étant en service. La sportive s'engage à souscrire un contrat d'assurance de personnes couvrant les dommages corporels susceptibles de survenir à l'occasion de sa pratique sportive.

### Article 5 :

Afin de soutenir l'effort consenti par l'employeur, en contrepartie de l'application des dispositions précédentes et sous réserve des disponibilités budgétaires prévues à cet effet :

- l'État,
- et la fédération

verse(nt) à l'employeur une somme dont le montant est précisé dans l'avenant annuel.

### Article 6 :

L'employeur reçoit de l'État, pour signature et selon un calendrier défini par les parties, un avenant annuel, signé du financeur, de la fédération et de la sportive.

### Article 7 :

La présente convention est conclue pour une durée d'un an à compter de la date de signature. Elle est renouvelable par tacite reconduction, trois fois au plus et sous réserve que la sportive figure sur la liste des sportifs de haut niveau.

L'employeur dispose d'un délai de deux mois, à la réception de l'avenant annuel pour dénoncer la convention.

En cas de non respect par l'une des parties d'une disposition de la présente convention, la ou les parties qui s'estime(nt) lésée(s) peut(peuvent) dénoncer la présente convention.

Fait à Montpellier, en 4 exemplaires, le 7 septembre 2010

Pour l'employeur, la Maire de Montpellier, Madame Hélène MANDROUX.

Pour l'État, le Directeur régional de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale du Languedoc-Roussillon, Monsieur Jean-Pierre RIGAUX.

Pour la fédération, le Directeur Technique National de la Fédération Française de Football, Gérard HOULLIER.

La sportive, Madame Ophélie MEILLEROUX.

---

AVENANT ANNEE : 2010  
A LA CONVENTION RELATIVE À L'INSERTION PROFESSIONNELLE  
D'UN SPORTIF DE HAUT NIVEAU

---

1 - Conformément à l'attestation jointe en annexe, Madame Ophélie MEILLEROUX, est inscrite sur la liste des sportifs de haut niveau en catégorie : Senior.

2 - Le calendrier sportif prévisionnel de l'année (à venir) 2010/2011 validé par Le directeur technique national de la fédération française de football de la fédération est joint en annexe.

3 - Les objectifs sportifs de la sportive pour l'année 2010/2011 sont: qualification pour la Coupe du Monde 2012 et aux Jeux Olympiques 2012.

4 - La sportive est mise à la disposition de sa fédération par l'employeur (se reporter au calendrier ci-joint) pour l'année afin de lui permettre de préparer dans les meilleures conditions possibles les objectifs précisés au point 3. (se reporter au calendrier ci-joint)

5 – Afin de soutenir l'effort consenti par l'employeur :

La contrepartie financière versée par l'État à l'employeur, sous réserve des disponibilités budgétaires prévues à cet effet, s'élève pour l'année à la somme de (à préciser) ..... €.

La contrepartie financière versée par la fédération à l'employeur, sous réserve des disponibilités budgétaires prévues à cet effet, s'élève pour l'année à la somme de 4000 €.

Fait à Montpellier, le 8 octobre 2010

Pour l'employeur, la Maire de Montpellier, Madame Hélène MANDROUX.

Pour l'État, le Directeur régional de la jeunesse, des sports et de cohésion sociale du Languedoc-Roussillon, Monsieur Jean-Pierre RIGAUX.

Pour la fédération, le Directeur Technique National de la Fédération Française de Football, Gérard HOULLIER.

Le sportif, Madame Ophélie MEILLEROUX.

Direction des Ressources  
Humaines  
Gestion Prévisionnelle des  
Postes et des Emplois

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2010 / 499

## Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02/11/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMBAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

### Absents :

Arnaud JULIEN.

## Modifications au tableau des effectifs

Au nom de la Commission, Serge FLEURENCE rapporte :

### 1- CREATION DE POSTE :

**Ingénieur principal :** Création d'un poste au service Carrière et Rémunération en tant que responsable de service.

### 2- AUTORISATION DE RECRUTEMENTS D'AGENTS NON TITULAIRES SUR POSTES VACANTS :

#### Direction Organisation Evaluation :

Un poste d'attaché est vacant à la Direction Organisation Evaluation à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2010. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés territoriaux, justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB 379 à 966

#### Direction des Ressources Humaines :

Un poste d'attaché est vacant au service Carrière et Rémunération à compter du 15 janvier 2011. Compte tenu des besoins de service et en application de l'article 3 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, ce poste pourra être ouvert au recrutement d'un agent non titulaire par référence au cadre d'emplois des Attachés territoriaux, justifiant d'un diplôme et d'une expérience avérée dans ce domaine.

Niveau de rémunération : IB-379 à 966

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- D'autoriser les modifications apportées au Tableau des effectifs.

**Le Conseil adopte.**

Pour ~~extraire~~ conforme, Madame le Maire

Hélène MAUROUX

**Publiée le : mardi 9 11 2010**

## Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02/11/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAQUI, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMBIGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

### Absents :

Arnaud JULIEN.

## Versement au C.O.S.C. du reliquat de la contre valeur des titres de restauration périmés ou perdus

Au nom de la Commission, Serge FLEURENCE rapporte :

Les agents municipaux bénéficient de titres de restauration. Chaque année, la société prestataire de ces titres auprès de la collectivité fait au 31 janvier de l'année N + 1 un état du solde de la contre valeur des tickets périmés ou perdus et rembourse à la collectivité cette contre valeur.

En vertu de l'article R 3262-5 du code du travail, la contre valeur des titres périmés est versée au budget du comité d'entreprise, consacré aux activités sociales et culturelles. L'équivalent, de ce comité d'entreprise est pour la Mairie de Montpellier, le COSC (comité des œuvres sociales et culturelles).

Afin d'accroître les prestations offertes aux agents municipaux, Madame le Maire souhaite procéder par analogie à cette règle et reverser au COSC sous forme de don, le montant correspondant.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'attribuer la valeur restituée par la société prestataire au titre des tickets restaurant périmés ou perdus au COSC (comité d'œuvres sociales et culturelles) chaque année, et cela à compter de la réception de la contre valeur des titres émis en 2010.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : mardi 9 11 2010

## Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02/11/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

### Absents :

Arnaud JULIEN.

## Tarifs 2011 pour la Ville de Montpellier - Approbation

Au nom de la Commission, Max LEVITA rapporte :

Les ressources liées aux tarifs qui vous sont présentés aujourd'hui représenteront, en 2011 : 20 M€ de recettes de fonctionnement.

L'objectif de cette délibération est de compiler l'ensemble des tarifs de Montpellier afin d'accroître la lisibilité de ces derniers.

Les tarifs qui vous sont proposés répondent à une double exigence :

- Prendre en compte dans le calcul de la formule du tarif le coût de la prestation concernée ou le produit potentiel qui en résulte (par exemple, le produit généré par l'occupation du domaine public),
- Permettre à tous les usagers d'avoir accès aux services publics en proposant les tarifications calculées en fonction des moyens de chacun.

### Les grandes tendances de la tarification 2011

#### 1) Les tarifs des restaurants scolaires

Pour l'exercice 2010, le choix avait été fait de maintenir les tarifs au même niveau que les tarifs 2009. Les éléments dont nous disposons nous permettent d'évaluer l'évolution du coût des matières premières pour l'élaboration des repas à 3 % (+ 4,7 % en 2008, + 6,3 % en 2009).

Les tarifs proposés pour 2011 ne prendront - bien entendu - pas en compte ces niveaux d'évolution. Ils devront intégrer la nécessaire aide aux familles les plus touchées par la crise actuelle et demander aux familles qui appartiennent à la tranche la plus importante de revenus un effort mesuré.

Ainsi, les tarifs des restaurants scolaires évolueront de la façon suivante :

- diminution de 2 % sur les trois premières tranches concernant les revenus les plus faibles,
- 0 % d'évolution pour les trois tranches médianes de tarification,
- augmentation de 1 % pour la dernière tranche de revenus.

Nous faisons donc ici acte de justice sociale sans augmenter le niveau de recettes lié aux tarifs des restaurants scolaires qui resteront stables en 2011 par rapport à 2010.

## *2) Poursuite du soutien aux familles*

Dans la même optique qui avait été celle de l'exercice 2010, il a été choisi :

- de maintenir la carte Eté-Jeunes au même tarif que 2010 (en baisse par rapport à 2009),
- de confirmer le tarif 2010 des jardins familiaux (tarif en baisse par rapport à 2009).

A compter du printemps 2011, 16 nouvelles parcelles seront disponibles sur le site Rieucoulon, 3<sup>ème</sup> site créé après ceux de Malbosc et des grands Grès, portant à 148 le nombre total de parcelles mises à la disposition des montpelliérains.

## *3) Mise en place de la tarification carte-pass Agglo à la serre amazonienne*

Il est proposé au Conseil Municipal de diminuer le tarif plein adulte de 6 € à 5,50 € pour les titulaires de la carte-pass Agglo et de 6 € à 6,40 € pour les personnes ne disposant pas de cette carte.

La serre amazonienne confirmera ainsi sa vocation centrale dans la thématique de la culture scientifique et technique.

Les éléments ci-après détaillent le cadre juridique et la typologie des tarifs municipaux qui sont annexés en totalité à cette délibération.

### *Les tarifs sont en effet fixés selon différentes modalités :*

- certains sont imposés par des textes (ex. : certains modes de reproduction de documents administratifs) ;
- d'autres sont déterminés avec un montant plafonné par un texte (ex. : redevances d'occupation de certains réseaux) ;
- d'autres encore ont des modalités de calcul indiquées par les textes (ex. : pour les redevances d'occupation du domaine public) ;
- ou encore ils sont indexés sur des indices d'un secteur d'activités en particulier (ex. : certains indices du BTP pour les travaux de voirie pour le compte de tiers, ou encore l'indice INSEE du coût de la construction s'agissant de l'implantation de station de radiocommunication) ;
- parfois ils sont calculés sur la base d'un devis d'entreprise adjudicataire, devis dont le montant répond donc aux prix du marché, (ex. : la remise en état des espaces verts) ;
- et enfin, certains tarifs sont laissés à la discrétion de la collectivité.

### *Les tarifs peuvent être en outre classés selon la typologie suivante :*

- **Taxe** : le plus souvent, il s'agit d'une recette fiscale perçue à l'occasion de l'utilisation ou de la mise à disposition d'un service public, supposant un certain lien entre le contribuable et le service. Cependant, le montant acquitté n'a pas de rapport avec le service rendu, il est forfaitairement déterminé.
- **Redevance** : deux redevances sont distinguées :
  - **la redevance pour service rendu** est une somme demandée à des usagers en vue de couvrir les charges d'un service public déterminé, ou les frais d'établissement et d'entretien d'un ouvrage public, qui trouve sa contrepartie directe dans les prestations fournies par le service ou dans l'utilisation de l'ouvrage. Il doit y avoir un lien suffisant, une réelle corrélation entre le coût du service et le montant demandé (sans pour autant que le prix payé soit systématiquement et exactement le prix du service). En outre, il est possible d'introduire dans le calcul des éléments forfaitaires, et d'instituer des modalités de modulation dans le respect du principe d'égalité (modulation pour des tarifications sociales par exemple).



Peuvent être considérées comme telles les tarifs du Parc Zoologique, le service d'accueil régulier familial et collectif et les accueils sans hébergement, la copie des documents administratifs, la location de matériel, etc. ;

• **la redevance domaniale, ou redevance d'occupation du domaine public**, s'entend quant à elle de la somme demandée en contrepartie de l'obtention d'un droit d'occuper temporairement à titre privatif le domaine public de la collectivité (article L. 2125-1 du code général de la propriété des personnes publiques) : l'article L. 2125-3 de ce même code précise que cette redevance tient compte des avantages de toute nature procurés au titulaire de l'autorisation d'occupation du domaine public, incluant la valeur locative de ce domaine. Peuvent être considérés comme de telles redevances tous les tarifs relatifs aux occupations des dépendances domaniales de la commune : salles, installations sportives, voirie, halles et marchés, etc.

Pour autant, la tarification ne suffit pas à la Collectivité pour financer les prestations destinées aux usagers. Aussi, elle doit être complétée par la fiscalité et d'autres financements afin de contenir les tarifs et ainsi ne pas exclure les usagers d'un accès au service public.

### **Fonction 0 : Administration générale**

#### **➤ Communication-tirages photo**

- Duplication sur support numérique
- Fourniture du cdrom vierge

#### **➤ Secrétariat général**

- Reprographie des actes (format A4 noir et blanc, A4 couleur, A3 noir et blanc, A3 couleur, cédérom)
- Fourniture d'articles de papeterie (chemise élastique, chemise à sangles, chemise carton, transparent, reliure)

#### **➤ Protocole-matériel**

- Chaise
- Table
- Grille-caddie
- Podium
- Barrière
- Place de tribune
- Coffret électrique
- Cautionnement

#### **➤ Protocole-Salles**

- Location salles
- Cautionnement

#### **➤ Population**

- Fourniture de listes électorales sur support papier et sur cédérom
- Frais d'envoi de listes électorales sur cdrom

#### **➤ Administration des cimetières**

- Achat et renouvellement des concessions
- Vente des caveaux neufs ou anciens construits sur les terrains
- Taxe et redevances correspondant aux opérations liées aux inhumations, dispersions des cendres au Jardin du Souvenir, exhumations
- Vacations de police

#### **➤ Informations géographiques**

- Plan officiel de la Ville

- Plans historiques
- Vues aériennes

### **Fonction 1 : Enseignement - Formation**

#### ➤ **Restaurants Scolaires**

- Ecoles élémentaires,
- Ecoles maternelles
- Prise en charge PAI (Projet d'Accueil Individualisé)
- Associations
- Goûter
- Adultes repas extérieurs livrés
- Stagiaires
- Adultes occasionnels enseignants
- Adultes occasionnels enseignants (tarif subventionné par le rectorat)
- Carte MIDI (tarif de remplacement en cas de perte)

#### ➤ **Education**

- Accueil matin complet
- Accueil matin partiel
- Accueil soir
- Pénalité de retard

La prestation d'accueil gérée par le Service Education mais la collecte des paiements se fait par le Service Cuisine Centrale par le biais de la carte MIDI.

### **Fonction 2 : Culture et Patrimoine.**

#### ➤ **Archives**

- Photocopies, photographies et droits de reproduction : documents ou objets conservés dans les Archives et les Musées
- Publications : inventaires (publications anciennes faites par la Ville de Montpellier au XXe s.), bulletin historique de la ville de Montpellier (périodique, parution annuelle ou bisannuelle : n° spécial) et cartes postales.

#### ➤ **Administration**

- Entrées du Parcours muséographique « Histoire et Patrimoine » permettant l'accès au Musée de l'Histoire de Montpellier Xe-XVIe siècle (crypte Notre-Dame des Tables), au Musée du Vieux Montpellier (gratuit jusqu'au 1/08/2009) et à la Pharmacie et chapelle de la Miséricorde (site ouvert au public par délibération n°258 du 22 juin 2009).
- Redevance d'occupation du Carré Sainte Anne par des exposants.

### **Fonction 3 : Sport et jeunesse**

#### ➤ **Jeunesse**

La Ville met à disposition des jeunes montpelliérains des quartiers sensibles par l'intermédiaire du milieu associatif des Maisons pour Tous et de la Caisse des Ecoles des cartes été jeunes gratuites. De plus, une photocopieuse ainsi qu'un ordinateur et qu'une imprimante sont mis à disposition des jeunes montpelliérains à l'Espace Montpellier Jeunesse.

- Cartes été jeunes
- Stages petites vacances
- Photocopies et impressions.

➤ **Sports**

La Ville de Montpellier applique une tarification en faveur des activités sportives pratiquées dans le cadre des programmes de l'Education Nationale et de la promotion pour le développement du sport scolaire (Collèges, Lycées, Universités).

- Gymnase
- Plateau éducation physique et sportif
- Terrains
- Mur d'escalade
- Skate park
- Court de tennis
- Palais des Sports
- Pas de tir
- Carte Montpellier Sports

**Fonction 4 : Famille**

➤ **Enfance**

- Accueil des enfants dans les crèches collectives, jardins d'enfants, multi-accueil, familial

**Fonction 5 : Aménagement et services urbains, environnement**

➤ **Direction Réglementation et Tranquillité Public :**

- Stationnement payant
- Parking stade « La Mosson »
- Carte Pass
- Commande ouverture des bornes
- Fourrière
- Services exceptionnels effectués pour le compte d'un tiers dont la capture d'animaux dangereux ou mordeurs

➤ **Serre**

- Tarifs individuels et groupes
- Visites
- Location audio-guides
- Plans

➤ **Espaces verts**

- Déplacements ou remplacements de bacs et poteries
- Indemnisation des dégâts causés aux espaces verts
- Indemnisation des dommages causés aux arbres
- Location des jardins familiaux

➤ **Télécoms**

- Mise à disposition d'une paire de fibre optique du réseau Pégase
- Mise à disposition du réseau Pégase pour les membres du GFU (Groupement Fermé d'Utilisateurs)
- Tarification pour l'implantation de station de radiocommunication
- Redevance de mise à disposition d'un fourreau de télécommunication
- Redevance de mise à disposition d'un fourreau de télécommunication pour un réseau FTTH/FTTB
- Redevance d'occupation du domaine public routier et non routier par les opérateurs de Télécommunication
- Tarifs liés au Nœud de raccordement optique Euréka et sa zone d'influence

➤ **Voirie :**

- Redevance d'usage du domaine public
- Maintenance et petits travaux de voirie
- Signalisation verticale et horizontale

- Revêtement de trottoirs en asphalte coulé
- Serrurerie

➤ **Affaires commerciales**

- Halles et marchés
- Halles couvertes, droits de place, charges, droits d'entrée
- Frais de gestion
- Droit de stationnement
- Modulauto
- Droits de voirie
- Manifestations Publiques

**Fonction 6 : Actions économiques**

➤ **Gestion des moyens communs**

- Taxation des climatiseurs
- Occupations temporaires du domaine public
- Taxe locale sur la publicité extérieure
- Collecte des déchets, nettoyage et propreté de la Ville
- Frais d'enlèvement contre affichage sauvage

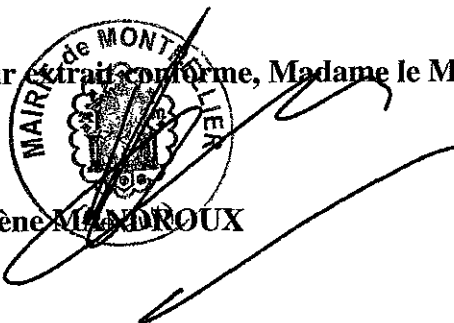
**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- d'adopter les tarifs qui vous sont proposés en annexe.
- de préciser qu'ils seront applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2011.
- d'approuver le nouveau Règlement Intérieur du Service du Protocole ( la location de salles et de matériel).
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous documents relatifs à cette affaire

**Le Conseil adopte.**

Pour ~~extraire conforme~~, Madame le Maire

Hélène MENDROUX



**Publiée le : mardi 9 11 2010**

SERVICES	PRESTATIONS	TARIFS 2011
Sports	gymnases lycées, collèges, écoles, université (l'heure)	13,00 €
	PEPS lycées, collèges, écoles, université (l'heure)	6,00 €
	terrains lycées, collèges, écoles, université (l'heure)	10,00 €
	mur d'escalade (l'heure)	9,20 €
	skate park Lycées, collèges, écoles, université (l'heure)	9,00 €
	le court de tennis Lycées, collèges, écoles, université (l'heure)	6,00 €
	utilisation ponctuelle gymnases (manif, stages) (l'heure)	46,00 €
	utilisation ponctuelle Palais des Sports (manif, spectacles sportifs) (l'heure)	minimum 2 500€ ou 12% de la
	utilisation ponctuelle installation athlétisme (manif, stages) (l'heure)	46,00 €
	utilisation ponctuelle PEPS (manif, stages) (l'heure)	7,10 €
	utilisation ponctuelle terrains (manif, stages) (l'heure)	36,00 €
	utilisation ponctuelle mur escalade (manif, stages) (l'heure)	41,00 €
	utilisation ponctuelle skate park (manif, stages) (l'heure)	41,00 €
	utilisation ponctuelle court de tennis (manif, stages) (l'heure)	41,00 €
	utilisation ponctuelle pas de tir montmaur par le CNFPT pour des polices municipales hors Montpellier : prix par séance (3 h maximum)	200,00 €
	<b>Forfait 1 journée</b> : utilisation ponctuelle de la cuisine et bar du Boulodrome Gasset dans le cadre de manifestations sportives par <u>les associations montpelliéraines</u> (utilisation des frigos, fours, piano gaz)	50,00 €
	<b>Forfait 2 journées</b> : utilisation ponctuelle de la cuisine et bar du Boulodrome Gasset dans le cadre de manifestations sportives par <u>les associations montpelliéraines</u> (utilisation des frigos, fours, piano gaz)	80,00 €
	<b>Forfait par journée</b> : utilisation ponctuelle de la cuisine et bar du Boulodrome Gasset dans le cadre de manifestations sportives par <u>des particuliers ou associations extérieures</u> (utilisation des frigos, fours, piano gaz)	150,00 €
	Carte "Montpellier Sports"	5,00 €

TARIFS 2011

SERVICES	PRESTATIONS	TARIFS 2011
<b>Enfance</b>	Tarif horaire - plafond défini par la CNAF Accueil collectif 1 enfant	2,74 €
	Tarif horaire - plafond défini par la CNAF Accueil collectif 2 enfants	2,29 €
	Tarif horaire - plafond défini par la CNAF Accueil collectif 3 enfants	1,83 €
	Tarif horaire - plafond défini par la CNAF Accueil collectif 4 enfants	1,37 €
	Tarif horaire - plancher défini par la CNAF Accueil collectif 1 enfant	0,35 €
	Tarif horaire - plancher défini par la CNAF Accueil collectif 2 enfants	0,29 €
	Tarif horaire - plancher défini par la CNAF Accueil collectif 3 enfants	0,23 €
	Tarif horaire - plancher défini par la CNAF Accueil collectif 4 enfants	0,17 €
	Tarif horaire - plafond défini par la CNAF Accueil familial 1 enfant	2,29 €
	Tarif horaire - plafond défini par la CNAF Accueil familial 2 enfants	1,83 €
	Tarif horaire - plafond défini par la CNAF Accueil familial 3 enfants	1,37 €
	Tarif horaire - plafond défini par la CNAF Accueil familial 4 enfants	0,91 €
	Tarif horaire - plancher défini par la CNAF Accueil familial 1 enfant	0,29 €
	Tarif horaire - plancher défini par la CNAF Accueil familial 2 enfants	0,23 €
	Tarif horaire - plancher défini par la CNAF Accueil familial 3 enfants	0,17 €
	Tarif horaire - plancher défini par la CNAF Accueil familial 4 enfants	0,12 €
SERVICES	PRESTATIONS	TARIFS 2011
<b>Jeunesse</b>	Carte été Jeunes	25,00 €
	Stages petites vacances	19,20 €
	Photocopies A4 / Impression imprimante CV ou lettre de motivation	0,10 €
	Photocopies A3	0,20 €

SERVICES	PRESTATIONS	TARIFS 2011
<b>Restaurants scolaires</b>	Repas enfants écoles élémentaires - Tarif général (quotient > 458€)	3,69 €
	Repas enfants écoles élémentaires - Tarification sociale 04 (quotient >0-167€)	1,76 €
	Repas enfants écoles élémentaires - Tarification sociale 05 (quotient >167-191€)	2,44 €
	Repas enfants écoles élémentaires - Tarification sociale 06 (quotient >191-260€)	2,83 €
	Repas enfants écoles élémentaires - Tarification sociale 07 (quotient >260-290€)	3,13 €
	Repas enfants écoles élémentaires - Tarification sociale 08 (quotient >290-335€)	3,47 €
	Repas enfants écoles élémentaires - Tarification sociale 09 (quotient >335-458€)	3,55 €
	Repas enfants écoles maternelles - Tarif général (quotient > 458€)	3,38 €
	Repas enfants écoles maternelles - Tarification sociale 04 (quotient >0-167€)	1,76 €
	Repas enfants écoles maternelles - Tarification sociale 05 (quotient >167-191€)	2,44 €
	Repas enfants écoles maternelles - Tarification sociale 06 (quotient >191-260€)	2,83 €
	Repas enfants écoles maternelles - Tarification sociale 07 (quotient >260-290€)	2,89 €
	Repas enfants écoles maternelles - Tarification sociale 08 (quotient >290-335€)	3,13 €
	Repas enfants écoles maternelles - Tarification sociale 09 (quotient >335-458€)	3,21 €
	Autres scolaires - écoles confessionnelles	3,45 €
	Autres scolaires - Prise en charge PAI (projet d'accueil individualisé)	1,83 €
	Adultes et associations - Associations	6,34 €
	Adultes et associations - ALSH (Accueil loisirs sans hébergement)	5,07 €
	Adultes et associations - ALSH hors école	3,65 €
	Adultes et associations - Goûters	0,61 €
	Adultes et associations - Adultes repas extérieurs livrés	7,51 €
	Adultes et associations - Stagiaires	3,75 €
	Adultes et associations - Adultes occasionnels enseignants (tarif de base)	6,60 €
	Adultes et associations - Adultes occasionnels enseignants (tarif subventionné rectorat)	Tarif base moins subvent <sup>a</sup>

# TARIFS 2011

PRESTATIONS	TARIFS 2011
Carte Midi (tarif du remplacement en cas de perte)	8,00 €
Accueil - Matin - Complet (7h30/8h50) - Tarif général (quotient > 458€)	0,93 €
Accueil - Matin - Complet (7h30/8h50) - Tarification sociale 04 (quotient >0-167€)	0,49 €
Accueil - Matin - Complet (7h30/8h50) - Tarification sociale 05 (quotient >167-191€)	0,58 €
Accueil - Matin - Complet (7h30/8h50) - Tarification sociale 06 (quotient >191-260€)	0,76 €
Accueil - Matin - Complet (7h30/8h50) - Tarification sociale 07 (quotient >260-290€)	0,85 €
Accueil - Matin - Complet (7h30/8h50) - Tarification sociale 08 (quotient >290-335€)	0,85 €
Accueil - Matin - Complet (7h30/8h50) - Tarification sociale 09 (quotient >335-458€)	0,88 €
Accueil - Matin - Partiel (8h20/8h50) - Tarif général (quotient > 458€)	0,31 €
Accueil - Matin - Partiel (8h20/8h50) - Tarification sociale 04 (quotient >0-167€)	0,17 €
Accueil - Matin - Partiel (8h20/8h50) - Tarification sociale 05 (quotient >167-191€)	0,20 €
Accueil - Matin - Partiel (8h20/8h50) - Tarification sociale 06 (quotient >191-260€)	0,26 €
Accueil - Matin - Partiel (8h20/8h50) - Tarification sociale 07 (quotient >260-290€)	0,29 €
Accueil - Matin - Partiel (8h20/8h50) - Tarification sociale 08 (quotient >290-335€)	0,29 €
Accueil - Matin - Partiel (8h20/8h50) - Tarification sociale 09 (quotient >335-458€)	0,30 €
Accueil - Soir (17h45/18h45) - Tarif général (quotient > 458€)	0,93 €
Accueil - Soir (17h45/18h45) - Tarification sociale 04 (quotient >0-167€)	0,49 €
Accueil - Soir (17h45/18h45) - Tarification sociale 05 (quotient >167-191€)	0,58 €
Accueil - Soir (17h45/18h45) - Tarification sociale 06 (quotient >191-260€)	0,76 €
Accueil - Soir (17h45/18h45) - Tarification sociale 07 (quotient >260-290€)	0,85 €
Accueil - Soir (17h45/18h45) - Tarification sociale 08 (quotient >290-335€)	0,85 €
Accueil - Soir (17h45/18h45) - Tarification sociale 09 (quotient >335-458€)	0,88 €
Pénalité accueil (DCM du 24/03/97)	8,00 €



# TARIFS 2011

SERVICES	PRESTATIONS	TARIFS 2011
<b>Population</b>	Communication copie liste sur support papier	0,18 €
	Frais envoi liste électorale générale	21,00 €
	Frais envoi liste électorale d'un canton	10,00 €
	Frais envoi liste électorale d'une circonscription ( * nombre de cantons)	10,00 €
	Communication copie liste sur support cd-rom	2,75 €
	Frais envoi	7,00 €
<b>Hygiène et Santé</b>	Distribution de raticide	Suppression
<b>Cimetières</b>	Concessions 15 ans	483,00 €
	Concessions 30 ans	973,00 €
	Concessions 50 ans	1 580,00 €
	Concessions perpétuelles de 2 m <sup>2</sup>	4 582,00 €
	Renouvellements pour 10 ans	317,00 €
	Renouvellements pour 5 ans	158,00 €
	Caveaux bâtis neufs à 2 places	1 511,00 €
	Caveaux bâtis neufs à 4 places	3 022,00 €
	Caveaux et monuments repris par la Ville et mis en vente avec le terrain	1 218,00 €
	Columbarium 2 places	492,00 €
	Columbarium 4 places	984,00 €
	Columbarium 6 places (50 ans cimetière Celleneuve)	1 523,00 €
	Taxes d'inhumations et de dispersions	67,00 €
	Redevances exhumations	67,00 €
	Caveau d'attente - droit d'entrée	67,00 €
	Caveau attente - droit de séjour	8,50 €
	Vacation de police	20,00 €

TARIFS 2011

SERVICES	PRESTATIONS	TARIFS 2011
<b>Archives</b>	Inventaire	24,50 €
	Bulletin historique de la Ville de Montpellier	8,30 €
	Communication par correspondance	1,00 €
	Carte postale	0,50 €
	Droit de reproduction (page)	25,00 €
	Travaux photographiques (1 prise de vue numérique)	4,00 €
	Fourniture d'un CD gravé	2,00 €
	Gravure numérique (par document reproduit)	1,00 €
	Photocopie A3	0,50 €
	Photocopie A4 (microforme)	0,30 €
	Photocopie A4 (document)	0,18 €
	Reproduction de plan (grand format)	5,10 €
	Impression document numérisé	0,50 €
	Authentification	3,20 €
SERVICES	PRESTATIONS	TARIFS 2011
<b>Administration</b>	redevance d'occupation du Carré Sainte Anne	96,00 €
	Visite crypte payante	0,00 €
	Visite parcours muséographique payante à tarif plein	3,00 €
	Visite parcours muséographique payante à tarif groupe	2,00 €
	Visite parcours muséographique payante à tarif réduit (sur présentation du billet de la visite du centre historique avec l'office de tourisme)	1,50 €

# TARIFS 2011

VOIRIE	PRESTATIONS	TARIFS 2011
Redevance d'usage du domaine public routier	occupation de la chaussée (par unité de voie de circulation) et/ou des trottoirs et dépendances en m <sup>2</sup> .j	0,53 €
Travaux pour tiers riverains	majoration appliquée au montant total des travaux réalisés pour le compte des tiers riverains correspondant au coût de mobilisation des agents voirie pour assurer la surveillance et la maîtrise d'œuvre d'exécution des travaux en %	8,00 €
<b>Maintenance et petits travaux de voirie</b>		
	Découpe de chaussée à la scie à joint. en m	2,56 €
	Décapage de la terre végétale sur une épaisseur maximale de 10 cm en m <sup>3</sup>	14,45 €
	Terrassement en pleine masse dans terrain de toute nature en m <sup>3</sup>	30,07 €
	Terrassement dans le rocher franc ou démolition de béton ou béton armé en m <sup>3</sup>	51,57 €
	Décapage de la terre végétale sur une épaisseur maximale de 10 cm en m <sup>3</sup>	16,48 €
	Terrassement en pleine masse dans terrain de toute nature en m <sup>3</sup>	30,21 €
	Terrassement dans le rocher franc ou démolition de béton ou béton armé en m <sup>3</sup>	14,91 €
	Décapage de la terre végétale sur une épaisseur maximale de 10 cm en m <sup>3</sup>	10,08 €
	Terrassement en pleine masse dans terrain de toute nature en m <sup>3</sup>	31,71 €
	Terrassement dans le rocher franc ou démolition de béton ou béton armé en m <sup>3</sup>	5,95 €
	Section trapézoïdale, gueule 1,00m, pied 0,50m, profondeur 0,50m en m	6,40 €
	Section trapézoïdale, gueule 1,50m, pied 0,50m, profondeur 1,00m en m	9,09 €
	Abattage d'arbres de 0,50 à 1,00 m de circonférence en u	161,71 €
	Abattage d'arbres pour arbres d'une circonférence comprise entre 1,00 m et 1,50 m en u	267,60 €
	Terrassement en tranchée dans terrain de toute nature en m <sup>3</sup>	39,33 €
	Terrassement en tranchée dans le rocher franc ou démolition de béton ou béton armé en m <sup>3</sup>	62,82 €
	Plus value pour terrassement en sous-œuvre en terrain de toute nature en m <sup>3</sup>	14,09 €
	Plus-value pour terrassement en sous-œuvre au marteau pneumatique en m <sup>3</sup>	46,92 €
	Terrassement en tranchée à l'engin mécanique en terrain de toute nature en m <sup>3</sup>	31,57 €

TARIFS 2011

VOIRIE	PRESTATIONS (suite)	TARIFS 2011
	Terrassement en tranchée à l'engin mécanique dans le rocher franc en m3	57,80 €
	Plus-value pour terrassement en sous-œuvre en terrain normal en m3	15,56 €
	Plus-value pour terrassement en sous-œuvre dans le rocher franc ou démolition de béton en m3	35,79 €
	Sondage isolé, cubature par sondage inférieure à 1 m3, en u	250,55 €
	Idem prix 123 dans rochers francs. Cubature inférieure à 1 m3. en u	307,53 €
	Récupération de pavés ou caladons rencontrés dans décaissement de chaussée en m²	15,82 €
	Boisage de parois de fouille jointif en m²	19,29 €
	Tuyau PVC de diamètre 63 à diamètre 100 droit en m	20,27 €
	diamètre 125 ou diamètre 160 nominal en m	25,03 €
	diamètre 200 ou diamètre 300 nominal en m	41,86 €
	diamètre 400 ou diamètre 500 nominal en m	72,88 €
	Fourreaux TPC diamètre 63 en m	10,49 €
	Fourreaux TPC diamètre 80 ou diamètre 90 en m	11,95 €
	Plus-value pour tuyau en béton en m	9,53 €
	Fourniture et mise en œuvre de grillage avertisseur détectable, largeur 30 cm en m	0,91 €
	Fourniture et mise en œuvre de sable de rivière, criblé et lavé mis en place en tranchée en m3	41,32 €
	Fourniture et mise en œuvre de sable de carrière concassé mis en place en tranchée en m3	31,49 €
	Fourniture et mise en œuvre de béton auto compactant en m3	132,45 €
	Fourniture et mise en œuvre de béton B25 pour enrobage de conduite en m3	140,60 €
	Fourniture et mise en œuvre de matériaux recyclés en m3	25,75 €
	Fourniture et mise en œuvre de grave calcaire GNT 3 (0/20) en tranchée en m3	31,41 €
	Fourniture et mise en œuvre de grave calcaire GNT 2 (0/31.5) en tranchée en m3	30,78 €
	Fourniture Terre végétale en m3	12,40 €
	fourniture Terre végétale amendée criblée en m3	30,42 €

TARIFS 2011

VOIRIE	PRESTATIONS (suite)	TARIFS 2011
	Fourniture Mélange terre-pierres en m3	33,73 €
	Mise en œuvre de terre végétale ou de mélange terre-pierre sur accotement, terre-plein, îlot. en m3	9,18 €
	Mise en œuvre de terre végétale sur talus, sur merlon antibruit ou sur buttes paysagères en m3	9,42 €
	Création d'une fosse pour plantation de 1 à 8 m3 en m3	97,22 €
	Fourniture et mise en œuvre de béton BPS C16/20 en m3	171,36 €
	Fourniture et mise en œuvre de béton BPS C25/30 en m3	186,70 €
	Plus value par m3 de béton pour adjonction d'adjuvants divers en m3	12,04 €
	Fourniture et mise en œuvre de coffrage ordinaire en m²	38,33 €
	Fourniture et mise en œuvre de coffrage fin en m²	50,81 €
	Fourniture et mise en œuvre d'acier haute adhérence pour BA en kg	2,40 €
	Fourniture et mise en œuvre d'agglos à bancher épaisseur 0,20 m en m²	131,72 €
	Fourniture et mise en œuvre d'agglos à bancher épaisseur 0,27 m en m²	144,21 €
	Fourniture et mise en œuvre d'agglomérés creux 0,15 x 0,20 x 0,50 en m²	86,45 €
	Fourniture et mise en œuvre d'aggloméré de ciment creux de 0,20 x 0,20 x 0,50 en m²	98,94 €
	Fourniture et mise en œuvre d'aggloméré de ciment creux de 0,27 x 0,20 x 0,50 en m²	109,79 €
	Fourniture et mise en œuvre de module à remplissage pour mur de soutènement betoflor en m²	119,71 €
	Fourniture et mise en œuvre de module à remplissage pour mur de soutènement betojar en m²	141,51 €
	Fourniture et mise en œuvre de boisseaux 0,40 m x 0,40 m ciment pour exécution de piliers en m	109,41 €
	Couronnement en élément de béton préfabriqué, largeur 0.40 m. en m	34,29 €
	Chapeau pour couronnement de pilier, 0,60 m x 0,60 m. en u	83,40 €
	Enduits lissés sur parois verticales exécutés à ciel ouvert en m²	23,84 €
	Enduit coloré en deux couches en m²	30,27 €
	Dégarnissage de joints à vif, rejointoiement sur une profondeur de 0,05 m en m²	9,61 €
	Reprise soubassement façade avec parement identique à l'existant en m²	63,66 €

265

# TARIFS 2011

VOIRIE	PRESTATIONS (suite)	TARIFS 2011
	Maçonnerie de pierre froide brute de taille en m3	387,87 €
	Pour un seul parement vu, 1 face en pierre en m3	316,12 €
	Réalisation de drains en m	14,97 €
	Badigeonnage de parements enterrés des murs de soutènement en m²	4,76 €
	Echafaudage pour maçonnerie ou enduit en m	14,84 €
	Location, pose maintenance évacuation de palissade de chantier pleine en m	62,87 €
	Dépose de clôture ou palissade en m	9,26 €
	Repose de palissade en m	14,60 €
	Mise en place et enlèvement de clôture provisoire en m	18,49 €
	Mise en place et enlèvement de séparateur de voie polyéthylène en m	24,76 €
	Mise en place et enlèvement de séparateur de voie GBA en m	53,78 €
	Maintenance journalière de séparateur de voies ou clôture provisoire en m.j	0,67 €
	Protection des arbres par planchage périphérique en u	118,65 €
	Tampon dimensions 400 x 400 série 250 KN. en u	117,82 €
	Tampon dimensions 400 x 400 série 400 KN. en u	155,34 €
	Tampon dimensions 800 x 800 série 400 KN. en u	274,81 €
	Plaque regard avec son tampon, la plaque mesurant 850 x 850 ou 1000 x 1000. en u	316,55 €
	Appareil de bouche d'égout, système inodore en u	371,01 €
	Grille pour bouche d'égout de dimensions 1000 x 300. en u	282,29 €
	Grille plate ou concave 500 x 500 - 600 x 600 - 700 x 700 avec son cadre en u	265,79 €
	Tête de gorgouille en u	58,98 €
	Tuyau en zinc ou polyvinyle en u	45,79 €
	Fourniture et pose de dauphins fonte en u	83,37 €
	Dépose d'un appareil de bouche d'égout et de tout système ou de plaque de regard en u	44,65 €

# TARIFS 2011

VOIRIE	PRESTATIONS (suite)	TARIFS 2011
	Mise à niveau sur trottoir des coffrets d'eau, fontes sur regard, branchements égouts en u	96,90 €
	Mise à niveau sur trottoir de regards supérieurs à 400x400 en u	126,69 €
	Mise à niveau des cadres et tampons sur chaussée < 400 mm en u	141,55 €
	Mise à niveau des cadres et tampons sur chaussée > 400 mm en u	209,42 €
	Mise à niveau de cadres et trappes de chambres France Télécom de type L1T ou L2T en u	217,20 €
	Mise à niveau de cadres et trappes de chambres France Télécom de type L3T ou L4T en u	278,48 €
	Mise à niveau de tête de bouche à clé de tous types en u	26,99 €
	Reconstitution d'une bouche à clé si la mise à niveau n'est pas réalisable en u	73,20 €
	Construction d'un regard borgne en u	144,87 €
	Construction sur branchement particulier d'un regard à toute profondeur en u	307,96 €
	Construction d'un regard de visite sur réseau pluvial en u	654,79 €
	Regard de visite préfabriqué, regard carré de 0,80m x 0,80m en u	499,82 €
	Plus value pour sur-profondeur au delà de 1,50 m en dm	45,05 €
	Plus value pour construction d'un regard sur réseaux existants pour diamètre > 600 mm en u	117,30 €
	Percement mécanique de paroi de regard existant pour branchement de canalisation en u	187,58 €
	Bouche d'égout à avaloir - bavette BE 1 en u	300,71 €
	Bouche d'égout à avaloir avec pré bouche type BE 2 en u	343,10 €
	Bouche d'égout à grille sur canalisation diamètre 600 maxi type BE 3 en u	314,64 €
	Bouche d'égout à avaloir et grille de 600 type BE 4 en u	358,00 €
	Acodrains et entourage de regards en m	258,99 €
	Fourniture et mise en œuvre d'un mortier mono-composant à prise rapide en m²	129,33 €
	Fourniture et mise en œuvre de géotextile en m²	1,72 €
	Fourniture et mise en œuvre de grave calcaire GNT 3 (0/20) en m³	34,53 €
	Fourniture et mise en œuvre de grave calcaire GNT 2 (0/31.5) en m³	30,60 €

# TARIFS 2011

VOIRIE	PRESTATIONS (suite)	TARIFS 2011
	Fourniture et mise en œuvre de ballast concassé de carrière 50/80 en m3	33,34 €
	Fourniture et mise en œuvre de matériaux recyclés en m3	24,56 €
	Réglage et compactage de la forme ou du fond d'encaissement en m²	0,73 €
	Fourniture et mise en œuvre de grave ciment en t	43,14 €
	Purge en chaussée, ponctuelle en m3	46,86 €
	Scarification de la chaussée sur 10 cm d'épaisseur en m²	1,33 €
	Nettoyage et balayage à vif de la surface de la chaussée en m²	0,21 €
	Enduit monocouche en m²	1,88 €
	Enduit bicouche en m²	2,94 €
	Colmatage et scellement de fissures par pontage	
	Pour une longueur ≤ 1000 m en m	3,35 €
	Pour une longueur > 1000 m en m	2,35 €
	Couche d'accrochage en m²	0,55 €
	Couche d'imprégnation en m²	1,32 €
	Fourniture et mise en œuvre d'un Enrobé coulé à froid (ECF) en 0/6 ou 0/10 en t	117,84 €
	Fourniture et mise en œuvre d'un Enrobé phonique en t	81,61 €
	Pour un tonnage < 15 t en t	128,35 €
	Pour un tonnage compris entre 15 et 50 t en t	107,76 €
	Pour un tonnage compris entre 50 et 150 t en t	82,69 €
	Pour un tonnage >150 t en t	69,95 €
	Pour un tonnage < 150 t en t	93,70 €
	Pour un tonnage >150 t en t	70,68 €
	Pour un tonnage < 150 t en t	99,98 €
	Pour un tonnage >150 t en t	75,58 €



TARIFS 2011

VOIRIE	PRESTATIONS (suite)	TARIFS 2011
	Pour un tonnage < 150 t en t	106,44 €
	Pour un tonnage >150 t en t	78,25 €
	Pour un tonnage >150 t en t	66,81 €
	Pour un tonnage < 150 t en t	95,24 €
	Pour un tonnage >150 t en t	72,74 €
	Pour un tonnage < 50 t en t	94,37 €
	Pour un tonnage compris entre 50 et 150 t en t	71,36 €
	Pour un tonnage >150 t en t	61,46 €
	Rabotage-fraisage : en rives et raccordements. en m <sup>2</sup>	7,71 €
	Moins de 6 cm Pour une surface inférieure à < 100 m <sup>2</sup> en m <sup>2</sup>	14,29 €
	Moins de 6 cm Pour une surface comprise entre 101 et 500 m <sup>2</sup> en m <sup>2</sup>	9,47 €
	Moins de 6 cm Pour une surface supérieure à 501 m <sup>2</sup> en m <sup>2</sup>	4,40 €
	de 6 cm à 12 cm Pour une surface inférieure à < 100 m <sup>2</sup> en m <sup>2</sup>	14,17 €
	de 6 à 12 cm Pour une surface comprise entre 101 et 500 m <sup>2</sup> en m <sup>2</sup>	9,03 €
	de 6 à 12 cm Pour une surface supérieure à 501 m <sup>2</sup> en m <sup>2</sup>	6,48 €
	Plus de 12 cm Pour une surface inférieure à < 100 m <sup>2</sup> en m <sup>2</sup>	14,31 €
	Plus de 12 cm Pour une surface comprise entre 101 et 500 m <sup>2</sup> en m <sup>2</sup>	11,67 €
	Plus de 12 cm Pour une surface supérieure à 501 m <sup>2</sup> en m <sup>2</sup>	8,12 €
	Traitement de joints à l'émulsion sablée en m	7,81 €
	Reprise ponctuelle d'enrobés à chaud de revêtements dégradés (nids de poule) en t	116,58 €
	Construction de ralentisseurs de 4 m de large en m	209,72 €
	Fourniture et pose de coussins berlinois en béton armé en u	3 536,32 €
	Revêtement en béton désactivé en quartzite en m <sup>2</sup>	71,19 €

# TARIFS 2011

VOIRIE	PRESTATIONS (suite)	TARIFS 2011
	" Recoupe fine" de Castries en m3	77,91 €
	P.V. au prix précédent pour une mise en œuvre manuelle en m3	41,77 €
	Pour une longueur ≤ 10 m en m	39,30 €
	Pour une longueur comprise entre 10 m et 100 m en m	29,55 €
	Pour une longueur > 100 m en m	25,74 €
	Pour une longueur ≤ 10 m en m	59,15 €
	Pour une longueur comprise entre 10 m et 100 m en m	48,65 €
	Pour une longueur > 100 m en m	45,04 €
	Bordures de type « Cap d'Agde » en u	46,75 €
	Pour une longueur ≤ 10 m en m	34,24 €
	Pour une longueur > 10 m en m	30,15 €
	Pour une longueur ≤ 10 m en m	34,79 €
	Pour une longueur > 10 m en m	25,52 €
	Bordures de type P Pour une longueur ≤ 10 m en m	30,26 €
	Pour une longueur comprise entre 10 m et 100 m en m	21,73 €
	Pour une longueur > 100 m en m	17,50 €
	Bordures anti stationnement et/ou cercueil en u	48,89 €
	Caniveaux de type AC Pour une longueur ≤ 10 m en m	44,65 €
	Pour une longueur comprise entre 10 m et 100 m en m	32,81 €
	Pour une longueur > 100 m en m	30,53 €
<b>Caniveaux de type CC</b>		
	Pour une longueur ≤ 10 m en m	43,77 €
	Pour une longueur comprise entre 10 m et 100 m en m	33,91 €
	Pour une longueur > 100 m en m	30,39 €

TARIFS 2011

VOIRIE	PRESTATIONS (suite)	TARIFS 2011
<b>Caniveaux de type CS</b>		
	Pour une longueur $\leq 10$ m en m	29,74 €
	Pour une longueur comprise entre 10 m et 100 m en m	21,64 €
	Pour une longueur $> 100$ m en m	18,18 €
<b>Pose de Bordures</b>		
	Pour une longueur $\leq 10$ m en m	33,60 €
	Pour une longueur comprise entre 10 m et 100 m en m	22,25 €
	Pour une longueur $> 100$ m en m	19,41 €
<b>Pose de caniveaux</b>		
	Pour une longueur $\leq 10$ m en m	25,04 €
	Pour une longueur comprise entre 10 m et 100 m en m	14,74 €
	Pour une longueur $> 100$ m en m	11,55 €
<b>Pose de bordures par simple collage sur revêtement à base de colle époxy</b>		
	Pour une longueur $\leq 10$ m en m	39,07 €
	Pour une longueur comprise entre 10 m et 100 m en m	25,52 €
	Pour une longueur $> 100$ m en m	21,94 €
	Récupération de bordures de toute nature lors de terrassements	10,61 €
	Dépose de bordures et bordurettes de trottoir de toute nature en m	4,88 €
	Rejointement de bordures existantes en m	3,75 €
<b>Trottoir, ilot : Structure et revêtement</b>		
	Terrassement mécanique en encaissement de trottoirs en m <sup>3</sup>	35,00 €
	Mise en œuvre de grave calcaire GNT 2 (0/31.5) sous trottoir en m <sup>3</sup>	28,90 €
	Fourniture et mise en œuvre d'un EB 6 noir sur trottoir en m <sup>2</sup>	14,85 €
	Fourniture et mise en œuvre d'un EB 6 rouge sur trottoir en m <sup>2</sup>	26,54 €

# TARIFS 2011

VOIRIE	PRESTATIONS (suite)	TARIFS 2011
	Dallage béton de trottoir en m <sup>2</sup>	34,88 €
	Réfection totale de trottoir en enrobé en m <sup>2</sup>	29,91 €
	Comme au prix précédent, mais avec enrobé de couleur en m <sup>2</sup>	39,18 €
	Décroûtage d'asphalte existant, exécution d'un ragréage au coulis de ciment en m <sup>2</sup>	13,64 €
	Construction ponctuelle de passage surbaissé pour handicapés en u	1 063,74 €
	Construction ou suppression ponctuelle et isolée de bateau ou entrée charretière en u	1 473,47 €
	Plus value aux prix 928 et 929 par mètre de largeur horizontale supplémentaire en m	323,88 €
	Fourniture et pose de dalles podo-tactiles en m	121,46 €
<b>Revêtement en béton désactivé en quartzite</b>		
	Pour une épaisseur de 10 cm en m <sup>2</sup>	42,01 €
	Pour une épaisseur de 15 cm en m <sup>2</sup>	51,75 €
<b>Dallage béton fibré, balayé, taloché</b>		
	Pour une épaisseur de 10 cm en m <sup>2</sup>	26,17 €
	Pour une épaisseur de 15 cm en m <sup>2</sup>	32,65 €
	Plus value au prix précédent pour lissage de la surface avec hélicoptère. en m <sup>2</sup>	10,52 €
	Plus value aux prix 933 pour incorporation d'oxyde pour coloration des bétons. en m <sup>2</sup>	7,27 €
	Réfection de partie de pavage en m <sup>2</sup>	56,14 €
<b>ASTREINTES</b>		
	Mise en astreinte en vue d'interventions d'urgences en sem.	1 071,93 €
<b>REGIE</b>		
	Camion automobile de 8 à 15 t de charge utile avec son chauffeur en h	61,39 €
	Fourgon automobile jusqu'à 3,5 t de charge utile avec son chauffeur en h	41,03 €
	Tractopelle avec son chauffeur en h	54,90 €
	Mécalac avec son chauffeur en h	73,16 €

TARIFS 2011

VOIRIE	PRESTATIONS (suite)	TARIFS 2011
	Mise à disposition de compresseur en h	7,80 €
	Camion grue (tonnage max en bout de flèche 3 t). en h	76,15 €
	Camion nacelle (hauteur maxi de l'intervention 14 m). en h	40,09 €
	Chef d'équipe y compris son véhicule de charge utile jusqu'à 2 t. en h	57,34 €
	Ouvrier qualifié sans véhicule, avec petit outillage en h	39,65 €
	Ouvrier non qualifié sans véhicule, avec petit outillage en h	35,91 €
	<b>MOBILIER URBAIN</b>	
	<b>Pose de panneaux</b>	
	Pose d'un panneau de police sur support existant en u	30,32 €
	<b>Pose de support</b>	
	Pose d'un support métallique diamètre 60 en u	110,09 €
	Dépose de support de signalisation scellé dans massif béton en u	102,53 €
	<b>Massifs et scellement</b>	
	<b>Massifs béton spécifiques avec ou sans tiges d'ancrage</b>	
	0,30 m x 0,30 m x 0,30 m en u	98,08 €
	0,50 m x 0,50 m x 0,50 m en u	140,14 €
	Autres dimensions en m3	303,95 €
	<b>POSE (fixation) de mobilier urbain spécifique</b>	
	Pose de bancs tous types et tous modèles en u	180,14 €
	Scellement de borne pierre petit modèle en u	115,55 €
	Scellement de borne pierre type Grand-Cœur en u	126,46 €
	Fourniture et pose de borne pierre type Grand-Cœur (ht : 60 cm) en u	298,05 €
	Fourniture et pose de borne pierre type Grand-Cœur (ht : 90 cm) en u	392,85 €

VOIRIE	PRESTATIONS (suite)	TARIFS 2011
<b>DEPOSE</b>		
	Dépose de borne de tous type. en u	52,19 €
	Dépose de potelet de toute nature. en u	49,21 €
	Dépose de corbeille à papier. en u	63,80 €
	Dépose de bancs tous types et tous modèles en u	90,16 €
<b>Signalisation verticale</b>		
<b><u>FOURNITURE</u></b>		
	Fourniture de panneaux de police, <b>gamme miniature</b> (sans panonceau), selon CCTP.	
	Type A de danger et type AB (sauf AB4) d'intersection et de priorité en U	10,02 €
	Type B de prescription (interdiction, obligation, fin de prescription) et type C ou CE d'indication en U.	26,43 €
	Type AB4 en U	8,93 €
	Fourniture de panneaux de police, <b>gamme petite</b> (sans panonceau), selon CCTP.	
	Type A de danger et type AB (sauf AB4) d'intersection et de priorité en U.	36,55 €
	Type B de prescription (interdiction, obligation, fin de prescription), AB4 et type C ou CE d'indication.	41,90 €
	Type B30 et B51 en U.	56,58 €
	Fourniture de panneaux de police, <b>gamme normale</b> (sans panonceau), selon CCTP en U	
	Type A de danger et type AB (sauf AB4) d'intersection et de priorité	28,40 €
	Type B de prescription (interdiction, obligation, fin de prescription), AB4 et type C ou CE d'indication en U	41,30 €
	Remise sur catalogue 2010 pour fourniture de panonceaux de type M	-65%
	Remise sur catalogue 2010 pour fourniture de signalisation de police autre en %	-85%
	Mise en œuvre d'un film anti-graffitis sur un panneau de police ou une plaque de rue en %	90%
<b>Fourniture de supports et accessoires</b>		
	Fourniture de support droit en acier galvanisé Ø60, de longueur 3.5 ml, d'épaisseur 3 mm minimum et de couleur brute, y compris bouchon couvrant et bande contrastée de 10 cm de largeur positionnée à 1.30 m du sol fini en U	40,00 €

# TARIFS 2011

VOIRIE	PRESTATIONS (suite)	TARIFS 2011
	Plus-value au prix 34010401 par ml pour hauteur supérieure à 3,50ml en ml.	6,50 €
	Moins-value au prix 34010401 par ml pour hauteur inférieure à 3,50ml en ml	1,00 €
	Plus-value au prix 34010401 pour ajout coude à l'équerre avec bras déporté de longueur égale à 1 ml en U	5,00 €
	Plus-value au prix 34010401 pour ajout coude à l'équerre avec bras déporté de longueur inférieure ou égal à 1 ml et retour parallèle au support de longueur 1 ml	6,00 €
	Fourniture de support droit en aluminium cannelé Ø60 de longueur 3.5 ml, d'épaisseur 3 mm minimum et de couleur champagne, y compris bouchon couvrant et bande contrastée de 10 cm de largeur positionnée à 1.30 m du sol fini en u.	16,92 €
	Plus-value au prix 34010406 par ml pour hauteur supérieure à 3,50ml en ml	7,00 €
	Moins-value au prix 34010406 par ml pour hauteur inférieure à 3,50ml en ml	1,00 €
	Plus-value au prix 34010406 pour ajout coude à l'équerre avec bras déporté de longueur égale à 1 ml en u.	5,00 €
	Plus-value au prix 34010406 pour ajout coude à l'équerre avec bras déporté de longueur inférieure ou égal à 1ml et retour parallèle au support de longueur 1 ml en u.	6,00 €
	Fourniture de dispositifs de support mural en console en acier galvanisé pour un panneau de gamme petite y compris platine percée dimensionnée à cet effet en u.	5,00 €
	Fourniture de dispositifs de support mural en console en aluminium couleur champagne pour un panneau de gamme petite y compris platine percée dimensionnée à cet effet en u.	5,10 €
	Fourniture de rail de fixation standard assemblable par colle à l'arrière du panneau, par longueur de 5 ml en u	0,90 €
	Fourniture d'un rouleau de 50 ml de feillard 20 mm y compris gaine de protection du support en u.	30,00 €
	Fourniture de brides de fixation 120 mm pour feillard y compris visserie.	0,96 €
	Remise sur catalogue 2010 pour fourniture de supports et accessoires autres en u.	-65%
<b>Fourniture de signalisation temporaire</b>		
	Fourniture de panneaux et panonceaux, <b>gamme petite</b> , selon CCTP. RABAIS SUR CATALOGUE 2010 en %.	-75%
	Fourniture de panneaux type KC et KD, quelque soit décor, selon CCTP. RABAIS SUR CATALOGUE 2010 en %.	-70%
	Remise sur catalogue 2010 pour fourniture de signalisation temporaire autre en %	-75%
	Fourniture d'un panneau de communication de chantier 1200mm X 1600mm en u.	250,00 €
<b>Fourniture de signalisation des rues</b>		
	Fourniture de fonds de plaque de rue vierge type Ville de Montpellier selon CCTP et annexe du CCTP en u	46,00 €

# TARIFS 2011

VOIRIE	PRESTATIONS (suite)	TARIFS 2011
	Plus-value aux prix 34010601 pour fond de cartouche vierge type « VOIE PRIVEE » de la Ville de Montpellier.	10,00 €
	Fourniture de plaques de rue en polyméthacrylate de méthyle type Centre Historique de la Ville de Montpellier selon CCTP en u.	10,00 €
	Plus-value aux prix 34010603 pour cartouche type « VOIE PRIVEE » de la Ville de Montpellier.	2,00 €
	Remise sur catalogue pour fourniture de signalisation des rues autre en %.	-50%
<b>Fourniture de matériel de balisage</b>		
	Fourniture de balises type J11 ou J12 en polyéthylène souple haute densité munies de deux colliers rétro-réfléchissants de classe 2, selon CCTP en u.	20,00 €
	Fourniture de balises auto-relevables type J5 de 500 en polyéthylène souple haute densité, décor en film rétro-réfléchissant de classe 2, dispositif anti-rotation, selon CCTP.	85,00 €
	Remise sur catalogue 2010 pour fourniture de matériel de balisage autre en %.	-50%
<b>MISE EN ŒUVRE</b>		
<b>Pose de panneaux</b>		
	Pose d'un panneau de signalisation de police (permanent ou temporaire dont KC et KD de surface inférieure à 1 m² inclus) ou d'une plaque de rue tout type sur support existant tout diamètre, quelque soit sa hauteur, y compris fourniture colliers et visserie en u.	16,00 €
	Pose d'un panneau de signalisation de police (permanent ou temporaire dont KC et KD de surface inférieure à 1 m² inclus) ou d'une plaque de rue tout type par fixations au feillard sur support tout type, quelque soit sa hauteur, y compris fourniture feillard, brides, visserie et gaine de protection du support en u.	23,00 €
	Pose d'un panneau de signalisation de police tout type ou plaque de rue en tôle, en fixation murale par scellements chimiques, quelque soit sa hauteur, y compris percement du support et fourniture kit de fixation murale et visserie en u.	5,00 €
	Pose d'un panneau de signalisation de police (permanent ou temporaire) tout type, quel que soit le mode de pose, y compris fourniture accessoires de pose.	5,00 €
	Pose d'un panneau de communication 1200 x 1600 mm ou de type KD d'une surface comprise entre 1 et 2 m² inclus sur support(s) existant(s) tout diamètre, quelque soit sa (leur) hauteur et le mode pose, y compris fourniture accessoires de pose en u.	60,00 €
	Pose d'un panneau type KD, d'une surface supérieure à 2 m² sur support(s) existant(s) tout diamètre, quelque soit sa (leur) hauteur et le mode de pose, y compris fourniture accessoires de pose en u.	50,00 €
	Pose d'une plaque de rue type Centre Historique, en fixation murale par scellements chimiques, quelque soit sa hauteur, y compris percement du support et fourniture kit de fixation murale et visserie en u.	5,00 €



# TARIFS 2011

VOIRIE	PRESTATIONS (suite)	TARIFS 2011
<b>Pose de supports</b>		
	Scellement d'un support en acier galvanisé ou aluminium de tout diamètre, sans gabarit d'ancrage, pour panneau de police ou plaque de rue tout type, selon CCTP en u.	55,00 €
	Pose d'un support aluminium ou acier galvanisé de tout diamètre sur tiges d'ancrages existantes, y compris fourniture du sabot et de la visserie, la réfection du sol à l'identique en u.	6,00 €
	Pose d'un support aluminium ou acier galvanisé en console murale y compris percement du support, scellement chimique et visserie en u.	6,00 €
<b>Pose de balisage</b>		
	Pose d'une balise souple type J y compris percement du support, scellement chimique et visserie en u.	18,00 €
	Pose d'une balise musoir souple type J14A Ø1000 y compris percement du support, scellements chimique et visserie en u.	7,00 €
	Pose de ralentisseur type coussin berlinois en caoutchouc recyclé (entier), y compris percement du support, scellement chimique et visserie en u.	50,00 €
<b>Confection de massifs de fondation</b>		
	Le massif jusqu'à 0,50m x 0,50m x 0,50m inclus en u.	20,00 €
	Le massif compris entre 0,50m x 0,50m x 0,50m et 0,70m x 0,70m x 0,70m inclus en u.	30,00 €
	Le massif supérieur à 0,70m x 0,70m x 0,70m en m3	110,00 €
<b>Mise à disposition de signalisation temporaire</b>		
	Mise à disposition de séparateurs de voies type K16 lestables, lestés (sable ou eau) en PEHD, de hauteur 500 mm minimum, couleur rouge et blanche, y compris bandes rétro-réfléchissantes et poignées de manutention en u.i.	0,80 €
	Mise à disposition de massifs en béton parallélépipédiques, y compris support en m3	15,00 €
	Location de massifs en béton parallélépipédiques, y compris support en j	2,00 €
	Location de massifs en caoutchouc, y compris support en u.j	0,05 €
	Mise à disposition de panneaux et panonceaux, <b>gamme petite</b> , selon CCTP en u.j	0,01 €
	Mise à disposition de panneaux type KD43a de dimensions 1300 x 300 selon CCTP en u.j	1,00 €

# TARIFS 2011

VOIRIE	PRESTATIONS (suite)	TARIFS 2011
<b>Dépose de panneaux</b>		
	Dépose d'un panneau de signalisation de police (permanent ou temporaire dont KC et KD de surface inférieure à 1 m <sup>2</sup> inclus), ou d'une plaque de rue tout type d'un support tout type et stockage aux ateliers municipaux en u.	15,00 €
	Dépose d'un panneau de signalisation de police (permanent ou temporaire dont KC et KD de surface inférieure à 1 m <sup>2</sup> inclus), ou d'une plaque de rue tout type d'un support mural et stockage aux ateliers municipaux, y compris masticage des trous en u.	1,00 €
	Dépose d'un panneau de signalisation de police ou temporaire tout type d'un support tout type et stockage aux ateliers municipaux en u.	5,00 €
	Dépose d'un panneau de signalisation de police ou temporaire tout type d'un support mural et stockage aux ateliers municipaux, y compris masticage des trous en u.	5,00 €
	Dépose d'un panneau de communication 1200 x 1600 mm ou de type KD d'une surface comprise entre 1 et 2 m <sup>2</sup> inclus d'un (de) support(s) existant(s) tout type et stockage aux ateliers municipaux en u.	40,00 €
	Dépose d'un panneau de type KD d'une surface supérieure à 2 m <sup>2</sup> inclus d'un (de) support(s) existant(s) tout type et stockage aux ateliers municipaux en u.	5,00 €
<b>Dépose de massifs et supports</b>		
	Dépose d'un massif y compris son support de diamètre inférieur à 90 mm inclus ou de section inférieure à 80 x 80 mm inclus en u.	5,00 €
	Dépose d'un massif y compris son support de diamètre supérieur à 90 mm ou de section supérieure à 80 x 80 mm en m3.	7,00 €
	Dépose de supports tout diamètre sur gabarit d'ancrage en u.	7,00 €
	Dépose de supports Ø 60 en u.	25,00 €
	Dépose d'un support aluminium ou acier galvanisé en console murale y compris masticage des trous en u.	5,00 €
<b>Dépose de balisage</b>		
	Dépose balises souples type J, y compris colmatage des trous en u.	5,00 €
	Dépose de ralentisseur type coussin berlinois en caoutchouc recyclé (entier), y compris colmatage des trous en u.	10,00 €
	Dépose de séparateur de voie en caoutchouc recyclé en u.	0,30 €

**TARIFS 2011**

<b>VOIRIE</b>	<b>PRESTATIONS (suite)</b>	<b>TARIFS 2011</b>
<b>Confection panneaux de chantier type Ville de Montpellier</b>		
	Les prix suivants s'entendent hors fourniture du panneau (panneau de récupération à récupérer à Garosud)	
	Confection du décor de fond en film adhésif classique, y compris préparation du support en m².	70,00 €
	Confection de lettrage en film adhésif classique en m².	50,00 €
	Protection du panneau confectionné en film anti-graffitis en m².	20,00 €
<b>Heures de régie</b>		
	Heure d'un chef d'équipe y compris petit outillage et véhicule en h.	45,00 €
	Heure d'un ouvrier spécialisé y compris petit outillage en h.	38,00 €
<b>Mise à disposition matériel</b>		
	Camion grue avec chauffeur en h.	80,00 €
	Camion nacelle (véhicule léger) avec chauffeur en h.	75,00 €
<b>Signalisation horizontale</b>		
<b>EFFACEMENT</b>		
	Effacement par rabotage, bouchardage en m².	15,36 €
	Effacement par brûlage et raclage en m².	5,59 €
	Effacement par eau à très haute pression pour surface minimale de 100 m² en m².	10,30 €
	Effacement par enduit à froid noir en m².	25,94 €
<b>DECOLLEMENT</b>		
	Décollement de bande préfabriquée en m².	5,58 €
<b>PREMARQUAGE</b>		
	Prémarquage par filet continu des lignes axiales et bandes rives en ml.	0,39 €

VOIRIE	PRESTATIONS (suite)	TARIFS 2011
<b>MARQUAGE EN PEINTURE BLANCHE A L'EAU</b>		
	Ligne continue ou discontinue (vide exclu) de 6 cm de largeur (2u sur piste cyclable) en ml.	0,21 €
	Ligne continue ou discontinue (vide exclu) de 9 cm de largeur (3u sur piste cyclable) en ml.	0,27 €
	Ligne continue ou discontinue (vide exclu) de 10 cm de largeur (2u sur chaussée) en ml.	0,29 €
	Ligne continue ou discontinue (vide exclu) de 15 cm de largeur (3u sur chaussée) en ml.	1,03 €
	Ligne continue ou discontinue (vide exclu) de 25 cm de largeur (5u sur chaussée y compris bande cyclable) en ml.	1,31 €
	Ligne continue ou discontinue de modulation T'2 (vide exclu) de 50 cm de largeur (ligne de "stop" ou "céder le passage") en ml.	2,45 €
	Plus-value aux prix 35 04 01 00 à 35 04 06 00 pour rétroréflexion par billage en %.	10,27%
<b>ZONE DE STATIONNEMENT</b>		
<b>Tracé de parking de largeur 10 cm y compris prémarquage</b>		
	En continu ou discontinu de modulation T'2 (vide exclu) en ml.	1,01 €
<b>POINTS SINGULIERS</b>		
	Damiers, îlots directionnels, zébras, passages piétons, triangles type "dents de requin" (vide exclu) y compris les tracés et prémarquages nécessaires en m <sup>2</sup> .	7,28 €
	Flèche directionnelle de longueur 4 m y compris le prémarquage en u.	11,78 €
	Flèche bidirectionnelle de longueur 4 m y compris le prémarquage en u.	14,02 €
	Flèche directionnelle de longueur 2 m y compris le prémarquage en u.	7,99 €
	Flèche bidirectionnelle de longueur 2 m y compris le prémarquage en u.	4,78 €
	Inscription de lettres de h : 150 cm y compris le prémarquage en u.	15,95 €
	Inscription de lettres de h : 20 cm y compris le prémarquage en u.	3,68 €
	Pictogramme Personne à Mobilité Réduite (PMR) l : 50 cm x h : 60 cm en u.	29,63 €
	Pictogramme Personne à Mobilité Réduite (PMR) l : 25 cm x h : 30 cm en u.	28,04 €
	Pictogramme cycliste l : 80 cm x h : 128 cm en u.	16,62 €
	Pictogramme "véhicule électrique" l : 60 cm x h : 30 cm en u.	13,97 €

# TARIFS 2011

VOIRIE	PRESTATIONS (suite)	TARIFS 2011
	Plus value aux prix 35 04 09 00 à 35 04 19 00 pour rétroréflexion en m².	0,77 €
	Plus value aux prix 35 04 09 00 à 35 04 19 00 pour saupoudrage de charges antidérapantes en m².	2,36 €
	Plus value aux prix 35 04 01 00 à 35 04 19 00 pour utilisation peinture solvantée P5 R3 S3 Q2 en %.	-10,24%
<b>MARQUAGE EN PEINTURE JAUNE A L'EAU</b>		
	Aire de livraisons longitudinale de longueur 5 ml, incluant marquage périphérique discontinu de modulation T'2, de largeur 10 cm (vide exclu), croix diagonale en ligne continue de largeur 10 cm, et marquage "LIVRAISON" parallèlement au marquage T'2 y compris le prémarquage en u.	128,25 €
	Tracés de ligne zigzag de largeur 10 cm pour matérialisation d'arrêts de bus sur chaussée y compris le prémarquage en ml.	1,62 €
	Plus value aux prix deux prix précédents pour utilisation peinture solvantée en %.	-10,24%
<b>MARQUAGE ROUTIER A L'ENDUIT A FROID STRUCTURE MONOCOMPOSANT (A L'EAU) BLANC</b>		
	Ligne continue ou discontinue (vide exclu) de 6 cm de largeur (2u sur piste cyclable) en ml.	0,41 €
	Ligne continue ou discontinue (vide exclu) de 9 cm de largeur (3u sur piste cyclable) en ml.	0,55 €
	Ligne continue ou discontinue (vide exclu) de 10 cm de largeur (2u sur chaussée) en ml.	0,76 €
	Ligne continue ou discontinue (vide exclu) de 15 cm de largeur (3u sur chaussée) en ml.	1,12 €
	Ligne continue ou discontinue (vide exclu) de 25 cm de largeur (5u sur chaussée y compris bande cyclable) en ml.	1,54 €
	Ligne continue ou discontinue de modulation T'2 (vide exclu) de 50 cm de largeur (ligne de "stop" ou "céder le passage") en ml.	6,15 €
	Plus-value aux prix 35 06 01 00 à 35 06 07 00 pour rétroréflexion en %.	10,27%
<b>POINTS SINGULIERS</b>		
	Damiers, îlots directionnels, zébras, passages piétons, triangles type "dents de requin" (vide exclu) y compris les tracés et prémarquages nécessaires en m².	23,71 €
	Flèche directionnelle de longueur 4 m y compris le prémarquage en u.	19,18 €
	Flèche bidirectionnelle de longueur 4 m y compris le prémarquage en u.	21,46 €
	Flèche directionnelle de longueur 2 m y compris le prémarquage en u.	12,95 €
	Flèche bidirectionnelle de longueur 2 m y compris le prémarquage en u.	15,14 €

VOIRIE	PRESTATIONS (suite)	TARIFS 2011
	Inscription de lettres de h : 150 cm y compris le prémarquage en u.	22,34 €
	Inscription de lettres de h : 20 cm y compris le prémarquage en u.	2,06 €
	Pictogramme "Personne à Mobilité Réduite" (PMR) l : 50 cm x h : 60 cm en u.	9,31 €
	Pictogramme "cycliste" l : 80 cm x h : 128 cm en u.	11,01 €
	Pictogramme "véhicule électrique" l : 60 cm x h : 30 cm en u.	11,54 €
	Plus value aux prix 35 06 01 00 à 35 06 18 00 pour fourniture et application d'une primaire d'accrochage en %.	1,03%
	Plus value aux prix 35 06 08 00 à 35 06 18 00 pour rétroréflexion en m².	0,77 €
	Plus value aux prix 35 06 01 00 à 35 06 18 00 pour utilisation enduit à froid bicomposant blanc en %.	5,00%
<b>FOURNITURE ET POSE PAR THERMOCOLLAGE DE PISTOGRAMMES EN BANDES PREFABRIQUEES BLANCHES OU JAUNES</b>		
	Pictogramme "cycliste" l : 80 cm x h : 128 cm de couleur blanche en u.	38,45 €
	Pictogramme "Personne à Mobilité Réduite" (PMR) l : 50 cm x h : 60 cm de couleur blanche en u.	19,28 €
	Pictogramme "véhicule électrique" l : 60 cm x h : 30 cm en u.	26,88 €
	Mot "LIVRAISON", h lettres : 19 cm en positif - ou négatif 2360*300 vertical en u.	97,55 €
	Mot "LIVRAISON", h : 19 cm 2360*300 en positif + négatif - vertical en u.	97,31 €
	Mot "TAXI", h lettres : 19 cm en positif - ou négatif 1000*200 - vertical en u.	38,19 €
	Mot "TAXI", h : 20 cm en positif + négatif 1000*200 - vertical en u.	32,20 €
<b>MARQUAGE ROUTIER TEMPORAIRE EN PEINTURE JAUNE A L'EAU DE CATEGORIE T</b>		
	Ligne continue ou discontinue (vide exclu) de 10 cm de largeur (2u sur chaussée) en ml.	0,45 €
	Ligne continue ou discontinue (vide exclu) de 15 cm de largeur (3u sur chaussée) en ml.	0,89 €
	Ligne continue ou discontinue (vide exclu) de 25 cm de largeur (5u sur chaussée y compris bande cyclable) en ml.	1,04 €
	Ligne continue ou discontinue de modulation T'2 (vide exclu) de 50 cm de largeur (ligne de "stop" ou "céder le passage") en ml.	3,04 €

TARIFS 2011

VOIRIE	PRESTATIONS (suite)	TARIFS 2011
<b>POINTS SINGULIERS</b>		
	Damiers, îlots directionnels, zébras, passages piétons, triangles type "dents de requin" (vide exclu) y compris les tracés et prémarquages nécessaires en m <sup>2</sup> .	9,25 €
	Flèche directionnelle de longueur 4 m y compris le prémarquage en u.	11,66 €
	Flèche bidirectionnelle de longueur 4 m y compris le prémarquage en u.	13,45 €
	Plus value aux prix 35 08 01 00 à 35 08 07 00 pour utilisation de peinture temporaire jaune solvantée en %.	-10,24%
<b>MARQUAGES ROUTIERS EN BANDES PREFABRIQUEES TEMPORAIRES (JAUNE) CATEGORIE T (durée de vie : minimum 3 mois) y compris fourniture et application de produits d'accrochage nécessaires définis dans l'homologation</b>		
	Ligne continue ou discontinue (vide exclu) de toutes largeurs, damiers, îlots directionnels, zébras, passages piétons, triangles type "dents de requin", flèches directionnelles (vide exclu), y compris la suppression finale en m <sup>2</sup> .	14,27 €
<b>FOURNITURE</b>		
	Fourniture de peinture blanche à l'eau en kg	2,80 €
	Fourniture de peinture blanche solvantée en kg	2,38 €
	Fourniture de peinture jaune à l'eau en kg	3,02 €
	Fourniture de peinture jaune solvantée en kg	2,60 €
	Fourniture de peinture temporaire jaune à l'eau en kg	2,69 €
	Fourniture de peinture temporaire jaune solvantée en kg	2,67 €
	Fourniture d'enduit à froid blanc à l'eau en kg	3,69 €
	Fourniture d'enduit à froid blanc bicomposant en kg	3,60 €
	Fourniture d'enduit à froid noir à l'eau en kg	3,36 €
	Fourniture d'enduit à froid noir bicomposant en kg	3,72 €
	Fourniture ruban adhésif de masquage de 50 mm de largeur par 50 ml de longueur en u.	37,82 €
	Fourniture de diluant en L	2,40 €

VOIRIE	PRESTATIONS (suite)	TARIFS 2011
<b>DIVERS</b>		
	Installation de chantier pour mise en chantier sur une rue et ses rues adjacentes pour un montant de travaux inférieur à 100 € h.t. au forfait	5,31 €
	Masquage de plots circulaires Ø100 mm rétro réfléchissants en verre trempé lors de la réfection des marquages en u.	6,05 €
	Dépose de plots circulaires Ø100 mm rétro réfléchissants en verre trempé en u.	1,56 €
	Dépose de séparateur de voies en caoutchouc en u.	1,03 €
	Fourniture et fixation plots de chaussée rétro réfléchissants en verre trempé Ø100 mm incolore en u.	14,18 €
	Fourniture et fixation plots de chaussée rétro réfléchissants en verre trempé Ø100 mm de couleur verte en u.	13,50 €
	Fourniture et pose de bande d'éveil de vigilance préfabriquée de largeur 42 cm par collage à la résine méthacrylique en ml.	47,14 €
	Fourniture et pose de bande d'éveil de vigilance préfabriquée de largeur 60 cm par collage à la résine méthacrylique en ml.	71,73 €
	Fourniture et pose de bande d'éveil de vigilance préfabriquée de largeur 18 cm par collage à la résine méthacrylique en ml.	37,20 €
	Fourniture et pose de bande de guidage de largeur 10 cm en résine méthacrylique bicomposante micro-gravillonnée en ml.	7,09 €
	Réalisation de revêtements de sol en résine méthacrylique bicomposante micro-gravillonnée avec granulats naturels (granulométrie 1/2.5 ) en m².	35,79 €
	Réalisation de revêtements de sol en résine méthacrylique bicomposante micro-gravillonnée avec granulats naturels (granulométrie 2.5/5 ) en m².	48,87 €
	Fourniture, mise en œuvre de pavés en résine en m².	69,45 €
<b>Asphaltes</b>		
	Fourniture et mise en place d'une chape d'asphalte noir supérieur à 5m² et d'une épaisseur de 0,002 m y compris fourniture et mise en œuvre de papier kraft en m²	18,70 €
	Plus-value au prix 1 par 0,005 m d'épaisseur supplémentaire en m²	4,16 €
	Fourniture et mise en place d'une chape d'asphalte rouge supérieur à 5 m² et d'une épaisseur de 0,02 m y compris fourniture et mise en place de papier kraft en m²	22,86 €
	Plus-value au prix 3 par 0,05 m d'épaisseur supplémentaire en m²	5,19 €
	Réfection d'une chape de 0,02 m d'épaisseur en asphalte noir pour raccord inférieurs à 5 m² en m²	35,33 €
	Plus-value au prix 5 par 0,005 m d'épaisseur supplémentaire en m²	8,31 €



# TARIFS 2011

VOIRIE	PRESTATIONS (suite)	TARIFS 2011
	Réfection d'une chape de 0,02 m d'épaisseur en asphalte rouge pour raccord inférieurs à 5 m <sup>2</sup> en m <sup>2</sup>	42,60 €
	Plus-value au prix 7 par 0,005 m d'épaisseur supplémentaire en m <sup>2</sup>	9,35 €
	Décroubage d'asphalte réalisé par tous les moyens manuels, comprenant le chargement et l'évacuation des déblais en décharge contrôlés en m <sup>2</sup>	17,66 €
	Réagréage en chape ciment épaisseur 0,3 m dosé à 550 kg en m <sup>2</sup>	17,66 €
	Travaux de nuit de 22h00 à 06h00 en %	20%

## Serrurerie de voirie

### A : DEPOSE, ENTRETIEN D'OUVRAGES DIVERS

Ces prix s'appliquent à la dépose soignée du mobilier : toutes sujétions comprises notamment le transport aux ateliers municipaux pour du mobilier pouvant être réemployé ou à défaut au dépôt de l'entreprise pour du mobilier non récupérable.

	Dépose potelets fer ou inox quel que soit le diamètre scellé dans le sol en u	23,30 €
	Dépose potelets fer ou inox quel que soit le diamètre fixé sur platine en u	24,27 €
	Dépose de fourreau pour potelets amovibles quel que soit le diamètre scellé dans le sol en u	27,18 €
	Dépose de tous types de barrières ou garde-corps scellé dans le sol en ml	37,86 €
	Dépose de tous types de barrières ou garde-corps fixé sur platine en ml	34,94 €
	Dépose de tous types de portails, construits à partir d'éléments de barrière type Ville de Montpellier ou barrière pivotante et scellé dans le sol en u	29,12 €
	Dépose de tous types de portails, construits à partir d'éléments de barrière type Ville de Montpellier ou barrière pivotante et fixé sur platine en u	27,18 €
	Dépose de réservations de bornes amovibles quel que soit le modèle scellées dans le sol en u	19,41 €
	Dépose de tous types de bornes (quel que soit le diamètre et la hauteur) scellées dans le sol en u	25,24 €
	Dépose de tous types de main courante fer ou inox y compris tous les accessoires de pose (élément anti skate, cavalier fixé au mur, poteau de soutènement...etc.) en ml	19,41 €

### Tarif horaire régie

	Réparation de mobilier : lorsque le remplacement des éléments concernés n'est pas obligatoire.	
--	--	--

Y compris toutes fournitures nécessaires à la réparation, au déplacement, au matériel et reprises de peinture antirouille nitrosynthétique de couleur noire après dégraissage et brossage et les deux couches de peinture (RAL 7016) en

# TARIFS 2011

VOIRIE	PRESTATIONS (suite)	TARIFS 2011
	Tarif horaire pour un manoeuvre	33,97 €
	Tarif horaire pour un ouvrier spécialisé	39,80 €
	Tarif horaire pour mise à disposition d'un camion 3 T 5 avec son chauffeur	147,54 €
	plus value horaire pour travaux de nuit ou jour fériés en %	100%
<b>B 1 : FOURNITURE DE POTELETS</b>		
<b>Tous les prix unitaires de fourniture de mobilier fer thermo laqué (RAL 7016) seront rendus chantier y compris transport, déchargement et toutes sujétions</b>		
	Fourniture de potelets série tube chauffage à sceller en tube rond diamètre 89 - h : 1 400 mm avec boules soudé Déformation à l'étau pour l'ancrage en u	43,68 €
	Fourniture de potelets série tube chauffage à sceller en tube rond diamètre 89 - h : 1 400 mm avec boules soudé Déformation à l'étau pour l'ancrage avec pattes d'attache en u	49,50 €
	Fourniture de fourreaux ronds pour potelets diamètre 89 amovibles diamètre 101 - 6x3.6 - h : 250 mm avec pattes d'attache en u	40,77 €
	Fourniture de potelets série tube chauffage en tube rond diamètre 89/h : 1050 mm avec platine basse en 100x160x10 avec trous de 12 en u	46,59 €
	Fourniture de potelets série tube de chauffage en tube rond de type tramway diamètre 76 h : 1000mm avec rondelle couvre joint acier diamètre 160 x 5mm en u	43,68 €
<b>B 2 : FOURNITURE DE BARRIERES ET GARDE CORPS</b>		
<b>Tous les prix unitaires de fourniture de mobilier fer thermo laqué (RAL 7016) seront rendus chantier y compris transport, déchargement et toutes sujétions</b>		
	Fourniture de barrières type ville de Montpellier y compris crosses et écusson : Elément de 660 mm en u	38,83 €
	Fourniture de barrières type ville de Montpellier y compris crosses et écusson : Elément de 1160 mm en u	73,77 €
	Fourniture de barrières type ville de Montpellier y compris crosses et écusson : Elément de 2160 mm en u	111,63 €
	Plus value pour élément en rampant (lisse parallèle à la pente) en u	16,50 €
	Fourniture de barrières amovibles par système de batteuse à clef pompier) y compris jeu de 3 clés : Elément de 660 mm en u	116,48 €
	Fourniture de barrières amovibles par système de batteuse à clef pompier y compris jeu de 3 clés : Elément de 1160 mm en u	217,43 €
	Fourniture de garde corps de sécurité type ville de Montpellier y compris écusson : Elément droit en ml	155,31 €
	Fourniture de garde corps de sécurité type ville de Montpellier y compris écusson : Elément cintré ou en rampant en ml	198,99 €

# TARIFS 2011

VOIRIE	PRESTATIONS (suite)	TARIFS 2011
	Fourniture de crosse en u	1,94 €
<b>B 3 : FOURNITURE DE Mobilier type grand cœur</b>		
<b>Tous les prix unitaires de fourniture de mobilier fer thermo laqué (RAL 7016) seront rendus chantier y compris transport, déchargement et toutes sujétions</b>		
	Potelets série tube chauffage à sceller en tube rond diamètre 89 - h : 1 400 mm avec boule soudée y compris système de fixation des gardes corps. Déformation à l'étau pour l'ancrage en u	50,48 €
	Potelets série tube chauffage à poser sur platine en tube rond diamètre 89 - h : 1050 mm avec boule soudée y compris système de fixation des gardes corps. en u	63,09 €
	Elément de barrières conforme au plan annexé en 920 mm y compris le système de fixation au potelet en u	77,65 €
	Elément de barrières conforme au plan annexé en 1958 mm y compris le système de fixation au potelet en u	116,48 €
<b>B 4 : BORNES</b>		
<b>Tous les prix unitaires de fourniture de mobilier fer thermo laqué (RAL 7016) seront rendus chantier y compris transport, déchargement et toutes sujétions</b>		
	Fourniture de bornes fonte type ZAC Richter Montpellier diamètre 220 mm, hauteur hors sol 500mm en u	213,55 €
	Fourniture de bornes fonte type ZAC Consuls de mer Montpellier, hexagonales, coniques, pointe de diamant, sur embase en saillie avec prolonge hauteur hors sol 550 mm en u	126,19 €
	Borne de sécurité pompier f220, avec fermeture par système de verrouillage manuel - h : 500 ou 600 mm, livrée avec 1 fourreau et 1 cache fourreau en u	388,27 €
	Plus-value au prix ci dessus pour fermeture par serrure rubis avec 3 clefs en u	58,24 €
	Fourniture de bornes basses en tube rond de type tramway hauteur 500mm diamètre 140mm avec rondelle couvre joint acier diamètre 250 x 5mm en u	101,92 €
	Fourniture de bornes demi sphère fonte diamètre 400 mm avec système de fixation en u	133,95 €
	Fourniture de bornes demi sphère fonte diamètre 600 mm avec système de fixation en u	436,80 €
<b>B 5 : FOURNITURE DE PORTAILS</b>		
	<b>Portail simple</b>	
	Construits à partir d'éléments de garde-corps type Ville de Montpellier	
	Fermeture par système de batteuse à clef pompier	
	Un vantail droit ou gauche articulé sur garde-corps fixe	
	Eléments de départ pour articulation portail renforcés et fixes	
	Peinture thermo laqué RAL 7016	
	sera rendu chantier y compris transport, déchargement et toutes sujétions	

# TARIFS 2011

VOIRIE	PRESTATIONS (suite)	TARIFS 2011
	Vantail de 1 000 mm en u	873,61 €
	Vantail de 1 500 mm en u	1 019,21 €
	Vantail de 2 000 mm en u	1 358,95 €
<b>B 6 : FOURNITURE DE BARRIERES PIVOTANTES</b>		
Barrières dissymétriques pivotantes avec pivot en tube rond diamètre 160 mm et bras rond de 70		
	Plaque tôle en 20/10. fermeture par clavette diamètre 25	
	Peinture thermo laqué RAL 7016	
	sera rendu chantier y compris transport, déchargement et toutes sujétions	
	Avec bras de 195 mm et 1 000 mm, en u	1 067,75 €
	Avec bras de 195 mm et bras de 1500 mm en u	1 164,81 €
	Avec bras de 195 mm et bras de 2000 mm en u	1 261,88 €
<b>B 7 : FOURNITURE DE MAIN COURANTE</b>		
Fourniture d'une main courante en tube rond diamètre 49, simple tube, peinture thermo laquée RAL 7016. La longueur sera définie en tenant compte du développé total (crosse ou main courante double)		
	sera rendu chantier y compris transport, déchargement, et toutes sujétions	
	Pour une longueur inférieure à 6 ml en ml	27,18 €
	Pour une longueur au-delà de 6 ml en ml	24,27 €
	Fourniture de support en tube rond diamètre 49 pour main courante simple tube à cheviller ou à sceller en u	29,12 €
	Fourniture de support en tube rond diamètre 49 y compris la pate en fer plat de 60mm de large sur 10mm d'épaisseur pour main courante double tube à cheviller ou à sceller en u	48,53 €
	Fourniture d'un élément diamètre 16mm thermo laqué RAL 7016 qui servira d'anti skate pour les mains courantes double en u	19,41 €
<b>B 8 : FOURNITURE D'OUVRAGES DIVERS</b>		
Tous les prix unitaires de fourniture de mobilier fer thermo laqué (RAL 7016) seront rendus chantier y compris transport, déchargement et toutes sujétions		
	Support vélos type TRAM à sceller en tube tel que défini thermo laqué RAL 7016 en u	168,90 €
	Plus-value pour 2 platines à cheviller 80x80x8 avec des trous de diamètre 12 soudées sur un support vélo en u	19,41 €
	Fourniture d'ergot anti skate en acier en u	14,56 €

VOIRIE	PRESTATIONS (suite)	TARIFS 2011
<b>B 9 : FOURNITURE DE MOBILIER INOX</b>		
<b>Tous les prix unitaires de fourniture de mobilier inox seront rendus chantier y compris transport, déchargement et toutes sujétions</b>		
	Fourniture de barrières acier thermo laqué RAL 7030 y compris main courante inox 316 L = 1450mm H = 1000mm (utile) avec une platine cache scellement en u	300,91 €
	Fourniture de la main courante pour barrières en inox 316 L seule en u	97,07 €
	Fourniture de potelets inox 316 L de type tramway diamètre 76 h : 1000mm (utile) avec platine cache scellement diamètre 200 en u	134,92 €
	Fourniture de bornes basses en inox 316 L de type tramway hauteur 500mm (utile) diamètre 154mm avec platine cache scellement diamètre 250 en u	169,87 €
	Fourniture de rack à vélos de type tramway en inox 316L diamètre 60mm comprenant 3 coudes avec ses platines cache scellement en u	236,85 €
	Fourniture de lisse basse en inox 316 L diamètre 60mm= 1460mm H utile 230mm avec platine cache scellement diamètre 120mm en u	169,87 €
	Fourniture d'ergot anti skate en inox 316 L en u	48,53 €
	Fourniture d'une main courante en tube rond diamètre 42, simple tube, en inox 316 L. La longueur sera définie en tenant compte du développé total (crosse ou main courante double) Pour une longueur inférieure à 6 ml en ml	97,07 €
	Fourniture d'une main courante en tube rond diamètre 42, simple tube, en inox 316 L. La longueur sera définie en tenant compte du développé total (crosse ou main courante double) Pour une longueur supérieure à 6 ml en ml	77,65 €
	Fourniture de support en inox 316 L diamètre 49 pour main courante simple tube à cheviller ou à sceller en u	77,65 €
	Fourniture de support en inox 316 L diamètre 49 y compris la pate en inox plat de 60mm de large sur 10mm d'épaisseur pour main courante double tube à cheviller ou à sceller en u	145,60 €
	Fourniture d'un élément diamètre 16mm thermo laqué RAL 7016 qui servira d'anti skate pour les mains courantes double en u	48,53 €
<b>TRAVAUX DE MISE EN ŒUVRE</b>		
	Les prix unitaires indiqués sont réputés comprendre :	
	- Toutes les fournitures telles que visserie, chevilles, matériaux de scellement et autre	
	- les travaux de terrassement ou de démolition, l'évacuation des déblais	
	- la réalisation du massif béton (250x250x300 ou carottage) et la remise à l'identique du revêtement,	
	- la fourniture et la mise en œuvre du béton dosé à 350 k/m3	

VOIRIE	PRESTATIONS (suite)	TARIFS 2011
<b>C 1 : MISE EN ŒUVRE POTELETS</b>		
<b>Scellement de potelets fer ou inox fixes dans massif béton 250x250x300 mm, y compris toutes sujétions</b>		
	De 1 à 5 unités en u	59,21 €
	Au-delà de 5 unités en u	54,36 €
<b>Scellement de fourreaux ronds pour potelets amovibles dans massif béton 250x250x300 mm, y compris toutes sujétions</b>		
	De 1 à 5 unités en u	33,97 €
	Au-delà de 5 unités en u	27,18 €
<b>Pose de potelets après carottage ( diamètre 120), profondeur 250 mm, y compris toutes sujétions</b>		
	De 1 à 5 unités en u	58,24 €
	Au-delà de 5 unités en u	51,45 €
<b>Pose de potelets sur platine fixé par 4 chevilles mécaniques par tige filetée 12x150 sur bordure de trottoir, y compris toutes sujétions</b>		
	De 1 à 5 unités en u	40,77 €
	Au-delà de 5 unités en u	36,89 €
<b>C 2/C 3 : MISE EN ŒUVRE BARRIERES ET GARDE CORPS</b>		
<b>Le prix de la mise en œuvre des barrières et garde corps sera le même quel que soit le modèle en fer ou en inox</b>		
<b>Scellement dans massif béton de barrières et garde corps (250x250x300mm), y compris toutes sujétions</b>		
	Jusqu'à 10 ml en ml	70,86 €
	Au delà de 10 ml en ml	45,62 €
<b>Pose de barrières et garde corps avec fixation par scellement dans le béton ou sur platine 100x150x8 fixés par 4 chevilles mécaniques pour tige filetée 12x150 sur bordure de trottoir, y compris toutes sujétions</b>		
	Au delà de 10 ml en ml	43,68 €
	Au delà de 10 ml en ml	40,77 €

# TARIFS 2011

VOIRIE	PRESTATIONS (suite)	TARIFS 2011
<b>Fixation par soudure sur platine en place de pied de barrières ou garde-corps après mise à la cote éventuelle, y compris toutes sujétions</b>		
	Jusqu'à 10 ml en ml	29,12 €
	Au delà de 10 ml en ml	24,27 €
<b>Scellement de barrières ou garde-corps après carottage diamètre 120 mm, profondeur 250 mm y compris toutes sujétions</b>		
	Jusqu'à 10 ml en ml	72,80 €
	Au delà de 10 ml en ml	48,53 €
	Pose d'éléments amovibles (fourreaux compris) en ml	73,77 €
	Fixation par soudure de crosse thermo laquée sur garde-corps en place y compris meulage des soudures et reprise de la peinture en u	19,41 €
	Fixation par soudure d'écusson M thermo laqué sur garde-corps en place y compris la fourniture de l'écusson M en fonte et reprise de la peinture en u	17,47 €
<b>C 4 : MISE EN ŒUVRE BORNE TOUS TYPES (FONTE - INOX)</b>		
	Scellement de borne tous types dans massif béton 300x300x300, y compris toutes sujétions en u	58,24 €
	Scellement de borne tous types par scellements chimiques, y compris toutes sujétions en u	43,68 €
<b>C 5 : MISE EN ŒUVRE PORTAILS</b>		
<b>Portails construits à partir d'éléments de garde-corps type Ville de Montpellier définis au chapitre B 5</b>		
	Mise en œuvre d'un portail avec un seul vantail quel que soit sa longueur, scellement dans massif béton 300x300x300, y compris toutes sujétions en u	135,89 €
	Mise en œuvre d'un portail avec un seul vantail quel que soit sa longueur, fourniture et pose sur platine 100x150x8 fixée par 4 chevilles chimiques pour tige filetée 14x150 sur bordure trottoir, y compris toutes sujétions en u	116,48 €
	Mise en œuvre d'un portail avec un seul vantail quel que soit sa longueur, scellement après carottage diamètre 120 mm, profondeur 250 mm, y compris toutes sujétions en u	135,89 €
<b>C 6 : MISE EN ŒUVRE BARRIÈRES PIVOTANTES</b>		
<b>Barrières pivotantes définies au chapitre B 6</b>		
	Mise en œuvre d'une barrière pivotante quel que soit sa longueur, scellement dans massif béton 500x500x500, y compris toutes sujétions en u	135,89 €
	Pose sur platine 280x280x12, fixée par 4 chevilles chimiques pour tige filetée 14x150, y compris toutes sujétions en u	116,48 €

VOIRIE	PRESTATIONS:(suite)	TARIFS 2011
<b>C 7 : MISE EN ŒUVRE MAIN COURANTE</b>		
<b>Mise en œuvre de main courante en tube rond fer diamètre 49 ou inox diamètre 42, y compris toutes sujétions</b>		
	Jusqu'à 6 ml en ml	58,24 €
	Au-delà de 6 ml en ml	53,39 €
	Mise en œuvre de support de scellement pour main courante simple à cheviller ou à sceller en u	43,68 €
	Mise en œuvre de support de scellement pour main courante double à cheviller ou à sceller en u	43,68 €
	Mise en œuvre de barre diamètre 16 servant d'anti skate en u	19,41 €
<b>C 8 : MISE EN ŒUVRE D'OUVRAGES DIVERS</b>		
<b>Mise en œuvre de supports vélos scellés ou chevillés, fourniture de chevilles 10x150 comprise (fer ou inox), y compris toutes sujétions</b>		
	De 1 à 10 unités en u	82,51 €
	Au-delà de 10 unités en u	72,80 €
	Mise en œuvre d'ergot anti skate en u	14,56 €



TARIFS 2011

SERVICES	PRESTATIONS	TARIFS 2011
<b>TELECOMMUNICATIONS</b>	Mise à disposition d' une paire de fibre optique du réseau Pégase unité paire/ml/an	Tarif actualisé selon la formule $P = P0 \times (0,6 \times S / S0 + 0,4 \times Psdt / PsdT0)$ avec $S0 = 116,5$ , $Psdt0 = 100$ , $Psdt0 = 113,2$ , $S = 143$ (avec S et PsdT valeur 2009)
	Mise à disposition du réseau Pégase pour les membres du GFU (groupement fermé d'utilisateur, Agglomération Montpellier, CCAS, SERM, SAEML ENJOY) unité par poste/an	Tarif actualisé selon la formule $P = P0 \times (0,6 \times S / S0 + 0,4 \times Psdt / PsdT0)$ avec $S0 = 116,5$ , $Psdt0 = 100$ , $Psdt0 = 113,2$ , $S = 143$ (avec S et PsdT valeur 2009)
	<b>Tarification pour l'implantation de station de radiocommunication selon détail ci-dessous</b> L'indemnité varie en même temps et dans les mêmes proportions que l'indice INSEE du coût de la construction. La variation s'apprécie au 1er janvier de l'année considérée,	
	surface au sol occupée jusqu'à 12m2	Selon la formule
	surface au sol occupée entre 12m2 et 16m2	
	surface au sol occupée entre 16m2 et 20 m2	
	m2 supplémentaire le m2	
	Antennes radioélectrique panneau à l'unité	
	Antennes radioélectrique cierge à l'unité	
	Antennes radioélectrique indoor à l'unité	
	Antenne de faisceau hertzien diamètre maximum 90 cm l'unité	
	Antenne de faisceau hertzien diamètre supérieur 90 cm l'unité	
	Redevance de mise à disposition d'un fourreau de télécommunication unité ml	$Rn = RO \times TP10bisn / TP10bis0$ ; $TP10bis0 = 490,3$

# TARIFS 2011

PRESTATIONS (suite)	TARIFS 2011
Redevance de mise à disposition d'un fourreau de télécommunication pour un réseau FTTH/FTTB unité ml	$R = R0 \times \frac{Tp10bisannée\ en\ cours}{Tp10bis2007}$ Tp10bis2009 666,1 Tp10bis2007 611,8
redevances d'occupation du domaine public routier et non routier par les opérateurs de Télécommunication (le décret n° 2005-1676 articles R.20-51 et R.20-52 du 27 décembre 2005)	redevances révisées au 1er janvier de chaque année, par application de la moyenne des quatre dernières valeurs trimestrielles de l'index général relatif aux travaux publics.
Artère aérienne au km	47,00 €
Artère en sous sol au km	35,00 €
Emprise au sol m2	23,00 €
<b>Tarifs liés au Nœud de raccordement optique Euréka et sa zone d'influence</b>	
Frais d'accès au service du Nœud de Raccordement Optique baie/an	1 000,00 €
Prise optique €HT/mois	75,00 €
Frais de mise en service/prise optique	100,00 €

TARIFS 2011

AFFAIRES COMMERCIALES HALLES ET MARCHÉS	PRESTATIONS	TARIFS 2011
<u>Halles et Marchés</u> Octave des morts	Marchés de l'Octave des Morts des cimetières. Redevance pour emplacement pour la durée du marché 8j /m2	31,00 €
<u>Halles et Marchés</u> Marché aux Puces et Brocante de l'Espace Mosson Non professionnels	redevance emplacement non abonné le carreau avec véhicule / séance de marché	19,00 €
	redevance emplacement non abonné 1 à 4m2 sans véhicule / séance de marché	10,00 €
<u>Halles et Marchés</u> Marché aux Puces et Brocante de l'Espace Mosson Professionnels	redevance emplacement abonné le carreau avec véhicule par trimestre 13 séances	270,00 €
	redevance pour emplacement abonné double carreau par trimestre	370,00 €
<u>Halles et Marchés</u> Marché aux Puces et Brocante de l'Espace Mosson CNS (Commerces non sédentaires) Alimentaires	1 camion + 2 carreaux par trimestre	725,00 €
<u>Halles et Marchés</u> Autres Marchés	redevance emplacement abonné /m2, par trimestre (voir annexe)	4,80 €
	redevance emplacement non abonné /m2, par jour lundi-samedi (voir annexe)	1,30 €
	redevance emplacement non abonné /m2, par jour dimanche-fériés (voir annexe)	1,80 €
<u>Halles et Marchés</u> Marché aux Plantes	redevance emplacement abonné annuel / m2, par trimestre (voir annexe)	14,00 €
	redevance emplacement non abonné, le carreau par jour (voir annexe)	34,00 €
<u>Halles couvertes - Droits de place</u> Halles des Quatre Saisons	redevance emplacement abonné / m2, par trimestre	39,00 €
<u>Halles couvertes - charges</u> Halles des Quatre Saisons	acomptes charges frais éclairage, télésurveillance, interventions, nettoyage vitres, vérification alarme incendie et extincteurs, alarme intrusion / m2 par trimestre	5,23 €

# TARIFS 2011

	PRESTATIONS (suite)	TARIFS 2011
<b>Halles couvertes</b> <b>- Droits de place</b> Halles Laissac	redevance emplacement abonné / m2, par trimestre	35,00 €
<b>Halles couvertes</b> <b>- Charges</b> Halles Laissac	acomptes charges frais éclairage, télésurveillance, interventions, nettoyage vitres, vérification alarme incendie et extincteurs, alarme intrusion / m2 par trimestre	7,00 €
<b>Halles couvertes</b> <b>- Droits de place</b> Halles Jacques Cœur	redevance emplacement abonné / m2, par trimestre	72,00 €
<b>Halles couvertes</b> <b>- Charges</b> Halles Jacques Cœur	acomptes charges frais éclairage, télésurveillance, interventions, nettoyage vitres, vérification alarme incendie et extincteurs, alarme intrusion / m2 par trimestre	12,00 €
<b>Halles couvertes</b> <b>- Droits de place</b> Halles Castellane	redevance emplacement abonné / m2, par trimestre	54,00 €
	redevance occupation d'une cave / m2, par trimestre	80,00 €
	redev, occupation d'une cave aménag, / m2, par trimestre	162,00 €
<b>Halles couvertes</b> <b>- Charges</b> Halles Castellane	acomptes charges frais éclairage, télésurveillance, interventions, nettoyage vitres, vérification alarme incendie et extincteurs, alarme intrusion / m2 par trimestre	16,00 €
<b>Halles couvertes</b> <b>- Droits d'entrée</b>	Etal surface <10m2	1 500,00 €
	Etal >= 10m2 <15m2	2 000,00 €
	Etal >= 15m2 <20m2	2 300,00 €
	Etal >= 20m2 <25m2	2 700,00 €
	Etal >= 25m2	3 300,00 €
<b>Frais de gestion et de contrôle des infractions constatées halles et marchés</b>	Montant forfaitaire par infraction constatée - frais de dossier	160,00 €
<b>Frais de dossier</b>		11,50 €
<b>Droits de stationnement Taxis</b>	par véhicule par trimestre	115,00 €
<b>Modulauto</b>	Emplacement de stationnement/an	150,00 €

**Droits de voirie**  
Terrasses de cafés, restaurants

	PRESTATIONS (suite)	TARIFS 2011
	Terrasse classe B (terrasses délimitées, perpendiculairement aux façades par des dispositifs mobiles non ancrés au sol ou pourvues d'accessoires de confort de l'emplacement tels que paravents, jardinières, écrans...) /m2 par an zone 1	150,00 €
	Terrasse classe B (terrasses délimitées, perpendiculairement aux façades par des dispositifs mobiles non ancrés au sol ou pourvues d'accessoires de confort de l'emplacement tels que paravents, jardinières, écrans...) /m2 par an zone 2	120,00 €
	Terrasse classe B (terrasses délimitées, perpendiculairement aux façades par des dispositifs mobiles non ancrés au sol ou pourvues d'accessoires de confort de l'emplacement tels que paravents, jardinières, écrans...) /m2 par an zone 3	105,00 €
	Terrasse classe B (terrasses délimitées, perpendiculairement aux façades par des dispositifs mobiles non ancrés au sol ou pourvues d'accessoires de confort de l'emplacement tels que paravents, jardinières, écrans...) Le /m2 par an zone 4	75,00 €
	Terrasse classe A (terrasses simples non délimitées par des éléments fixes et dépourvues d'équipements autres que le strict nécessaire à la consommation de la clientèle) /m2 par an zone 1	95,00 €
	Terrasse classe A (terrasses simples non délimitées par des éléments fixes et dépourvues d'équipements autres que le strict nécessaire à la consommation de la clientèle) /m2 par an zone 2	58,00 €
	Terrasse classe A (terrasses simples non délimitées par des éléments fixes et dépourvues d'équipements autres que le strict nécessaire à la consommation de la clientèle) /m2 par an zone 3	42,00 €
	Terrasse classe A (terrasses simples non délimitées par des éléments fixes et dépourvues d'équipements autres que le strict nécessaire à la consommation de la clientèle) /m2 par an zone 4	36,00 €
	Terrasse classe C (terrasses délimitées perpendiculairement aux façades, par des paravents fixes installés de manière saisonnière et équipées des éléments de confort proches d'une installation en dur (m2 par an - 3 mois indivisibles) zone 1	250,00 €
	Terrasse classe C (terrasses délimitées perpendiculairement aux façades, par des paravents fixes installés de manière saisonnière et équipées des éléments de confort proches d'une installation en dur (le m2 par an - 3 mois indivisibles) (le m2 / an - 3 mois indivisibles) zone 2	200,00 €
	Terrasse classe C (terrasses délimitées perpendiculairement aux façades, par des paravents fixes installés de manière saisonnière et équipées des éléments de confort proches d'une installation en dur (le m2 par an - 3 mois indivisibles) (le m2 / an - 3 mois indivisibles) zone 3	150,00 €
	Terrasse classe C (terrasses délimitées perpendiculairement aux façades, par des paravents fixes installés de manière saisonnière et équipées des éléments de confort proches d'une installation en dur (le m2 par an - 3 mois indivisibles) (le m2 / an - 3 mois indivisibles) zone 4	100,00 €
	Terrasse classe D : terrasses hivernales, recouvertes, délimitées perpendiculairement aux façades, par des paravents fixes, équipées des éléments de confort proches d'une installation en dur, le m2 par trimestre	
	Zone 1	125,00 €
	Zone 2	100,00 €
	Zone 3	75,00 €
	Zone 4	50,00 €

# TARIFS 2011

	PRESTATIONS. (suite)	TARIFS 2011
<b>Droits de voirie</b> Stands de vente, kiosques	Boissons, sandwiches, frites, glaces - CNS Matches de foot/m <sup>2</sup> /jour	7,50 €
	M <sup>2</sup> par semaine	28,00 €
	T-shirts, gadgets, vêtements et autres produits non alimentaires, m <sup>2</sup> par semaine zone 1	25,00 €
	Stands lors des concerts (Espace J, Lennon), le mètre linéaire par jour	91,00 €
	Espace Grammont 14 JUILLET/m <sup>2</sup>	12,00 €
	Kiosques de vente immobilière, m <sup>2</sup> par mois	96,00 €
<b>Droits de voirie</b> Véhicules	Véhicules aménagés pour la vente de pizzas, frites, beignets, glaces, par installation par mois	
	Zone 1	395,00 €
	Zone 2	300,00 €
	Zone 3	250,00 €
	Zone 4	200,00 €
<b>Droits de voirie</b> Chapiteaux - tentes pour spectacles - expositions - cérémonies	Avec entrée payante ou abritant un service payant de restauration jusqu'à 1000m <sup>2</sup> (unité = m <sup>2</sup> /jour)	6,00 €
<b>Droits de voirie</b> Etalages et autres dispositifs sur le domaine public	Etalages, le m <sup>2</sup> par an	125,00 €
	Vitrine mobile par m <sup>2</sup> /an	95,00 €
	Présentoir unité/an	155,00 €
	Conservateur à glaces, crêpière et rôtissoire unité/an	400,00 €
	Banc fruits de mer, unité/an	500,00 €
<b>Droits de voirie</b> Tournage de films sur le domaine public	Montpellier centre/Port Marianne/Odysséum par jour	600,00 €
<b>Manifestat° publiques</b> Antigone de l'Artisanat	plein air	140,00 €
<b>Occupation diverse du domaine public</b> m <sup>2</sup> /jour		1,50 €

	PRESTATIONS (suite)	TARIFS 2011
<b>Manifestat° publiques</b> <b>Marché de Noël</b> Place de la Comédie	chalet 6 m2 (par semaine)	850,00 €
<b>Marché de Noël</b> Esplanade Charles de Gaulle	Kiosque 5,45 m2 (par semaine)	425,00 €
<b>Occupation du domaine public divers</b>	Espace libre place de la Comédie par m2/jour	4,50 €
	Espace libre esplanade Charles de Gaulle	4,00 €
<b>Restauration sur place</b> Esplanade Charles de Gaulle	Tente alimentaire 5m*5 (par semaine)	775,00 €
	autre site	500,00 €
<b>Estivales</b> Artisanat, produits régionaux à emporter - Juillet	3m*3 = 9m2 (par soirée)	45,00 €
	6m*3 = 18m2 (par soirée)	85,00 €
<b>Estivales</b> Artisanat, produits régionaux à emporter	3m*3 = 9m2 (par soirée)	48,00 €
	6m*3 = 18m2 (par soirée)	96,00 €
<b>Estivales</b> Bouquinistes		20,00 €
<b>Estivales</b> Tapas et restauration	Par soirée	220,00 €
<b>Estivales</b> convention œnologie Les Coteaux du	par soirée	30,00 €
<b>Estivales</b> kiosques des métiers d'art	3m*2 = 6m2 (pour l'ensemble de la période )	1 900,00 €

SERVICES	PRESTATIONS	TARIFS 2011
<b>Espaces verts</b>	Déplacement de poteries et bacs en bois	217,10 €
	Poterie petit modèle : vandalisme, accident ou vol	615,10 €
	Poterie Grand modèle : vandalisme, accident ou vol	868,40 €
	Bac bois et autres types de jardinières : vandalisme, accident ou vol	542,80 €
	Bacs métalliques et bacs spécifiques	Suivant devis adjudicataire à la date du sinistre
	Forfait général déplacement pour constat, relevé des dégâts, établissement du devis de remise en état, recherche éventuelle des plans de réseaux avant travail du sol, déplacement pour surveillance de travaux et constat de remise en état	102,00 €
	1 m <sup>2</sup> de pelouse inférieur à 10m <sup>2</sup> : Travaux du sol manuel sur une profondeur de 0.30m avec apport d'amendement	1,40 €
	1 m <sup>2</sup> de pelouse inférieur à 10m <sup>2</sup> : Apport de terre complémentaire (0.10m <sup>3</sup> X 120)	2,20 €
	1 m <sup>2</sup> de pelouse inférieur à 10m <sup>2</sup> : Griffage, réglage, ensemencement et roulage	2,20 €
	1 m <sup>2</sup> de pelouse inférieur à 10m <sup>2</sup> : 1er arrosage	0,70 €
	1 m <sup>2</sup> de pelouse supérieur à 10m <sup>2</sup>	Suivant devis adjudicataire à la date du sinistre
	1 m <sup>2</sup> d'arbustes si surface est inférieure à 10 m <sup>2</sup> : Dessouchage et travail du sol	23,20 €
	1 m <sup>2</sup> d'arbustes si surface est inférieure à 10 m <sup>2</sup> : Apport de terre	16,90 €
	1 m <sup>2</sup> d'arbustes si surface est inférieure à 10 m <sup>2</sup> : Remplacement à l'identique, fourniture et plantation	16,70 €
	1 m <sup>2</sup> d'arbustes si surface est inférieure à 10 m <sup>2</sup> : 1er arrosage et maintenance garantie pendant un an	6,50 €
	1 m <sup>2</sup> d'arbustes si la surface est supérieure à 10 m <sup>2</sup>	Suivant devis adjudicataire à la date du sinistre
	Frais généraux (sur forfait et travaux) (en %)	8,00 €
	Locations jardins familiaux Loyers (1 m <sup>2</sup> )	0,95 €
	Locations jardins familiaux Loyers (120 m <sup>2</sup> )	114,00 €
	Caution jardins familiaux (à la signature du bail)	114,00 €



# TARIFS 2011

SERVICES	PRESTATIONS	TARIFS 2011
SERRE AMAZONTIENNE		
Individuels	Plein adultes	6,40 €
	Abonnement	4,20 €
	Etudiants et scolaires (12 / 18 ans)	3,10 €
	Enfants de 6 à 12 ans	2,60 €
	Familles nombreuses	2,60 €
	Demandeurs d'emplois	2,60 €
	Séniors à compter de 60 ans	4,20 €
	Enfants de moins de 6 ans	gratuit
	Bénéficiaires de minima sociaux	gratuit
	Plein adultes + PassAgglo	5,50 €
	Abonnement + PassAgglo	3,60 €
	Etudiants et scolaires (12 / 18 ans) + PassAgglo	2,70 €
	Enfants de 6 à 12 ans + PassAgglo	2,20 €
	Familles nombreuses + PassAgglo	2,20 €
	Demandeurs d'emplois + PassAgglo	2,20 €
	Séniors à compter de 60 ans + PassAgglo	3,60 €
Groupes	Groupes (CE, associations) >10 personnes	4,00 €
	Groupes Etudiants et scolaires (12 / 18 ans)	3,00 €
	Scolaires et centres de loisirs maternels et primaires de Montpellier	gratuit
	Scolaires et centres de loisirs maternels et primaires hors Montpellier	2,00 €
	Groupe visite nocturne et guidée	10,00 €
	Location audio guides	1,00 €
	Plans	0,50 €

SERVICES	PRESTATIONS	TARIFS 2011
<b>SIG - INFORMATIONS GEOGRAPHIQUES</b>		
<b>Plan officiel de la ville actuelle (voies et principaux bâtiments publics) • Sans droit de reproduction (L'unité de tarification est la ville entière)</b>	Plan et répertoire une centaine de pages reliées au format A4, (échelle environ 1/6500)	8,90 €
	Grand plan en couleurs avec quartiers échelle 1/10000 (environ 1,15 m x 1,15 m)	50,20 €
	Grand plan en couleurs avec quartiers échelle 1/7500 (environ 1,52 m x 1,30 m)	75,50 €
<b>Plan officiel de la ville actuelle (voies et principaux bâtiments publics) • Avec droit de reproduction et usage non commercial (L'unité de tarification est le quartier, la ville en</b>	<b>Livraison sur papier ou image numérique</b> (formats jpeg, tiff) par quartier (échelle moyenne 1/5000)	34,60 €
	<b>Données graphiques vectorielles</b> (formats e00, dxf, pdf) par quartier	69,20 €
<b>Plan officiel de la ville actuelle (voies et principaux bâtiments publics) • Avec droit de reproduction et usage commercial (L'unité de tarification est la ville entière)</b>	Livraison sur papier ou image numérique (formats jpeg, tiff) pour diffusion papier	1 211,00 €
	Livraison sur papier ou image numérique (formats jpeg, tiff) pour diffusion numérique	2 422,00 €
	Données graphiques vectorielles (formats e00, dxf, pdf) pour diffusion papier	2 422,00 €
	Données graphiques vectorielles (formats e00, dxf, pdf) pour diffusion numérique	4 844,00 €
<b>Cartes et plans historiques de la ville et de ses environs • Sans droit de reproduction (L'unité de tarification est la carte entière, tirage sur papier glacé)</b>	Carte de Montpellier et de ses environs en 1896 par A. Kruger carte en couleurs au 1/20000 (environ 0,90 m x 0,60 m)	50,00 €
	Plan de Montpellier en 1896 par A. Kruger plan monochrome au 1/5000 (environ 0,90 m x 0,90 m)	50,00 €
	Plan de Montpellier en 1911 par A. Kruger plan monochrome au 1/5000 (environ 0,90 m x 0,90 m)	50,00 €
	Carte d'état major fin XIXe du pays montpelliérain (assemblage) carte monochrome au 1/80000 (environ 0,80 m x 0,90 m)	50,00 €
	Carte d'état major fin XIXe du pays montpelliérain (assemblage) carte monochrome au 1/50000 (environ 1,30 m x 1,45 m)	70,00 €

# TARIFS 2011

SERVICES	PRESTATIONS (suite)	TARIFS 2011
<b>Vues aériennes</b> <i>Sans droit de reproduction ( tirage sur papier glacé)</i>	Ortho-image en couleurs de la ville entière échelle 1/10000 (environ 1,15 m x 1,15 m)	88,20 €
	Ortho-image en couleurs de la ville entière échelle 1/7500 (environ 1,50 m x 1,30 m)	131,80 €
	Ortho-image en couleurs (extraits) format A0 (environ 1,20 m x 0,84 m)	66,60 €
	Ortho-image en couleurs (extraits) format A1 (environ 0,60 m x 0,84 m)	33,30 €
	Ortho-image en couleurs (extraits) format quelconque (entre 0,50 m2 et 2,25 m2) le m2	66,60 €
	Photo aérienne ancienne en niveaux de gris (extraits). Format quelconque (entre 0,50 m2 et 2,25 m2) le m2	66,60 €
<b>Demandes particulières</b>	tarification sur devis pour conception, développement ou mise en forme (fichiers divers, travaux spéciaux...) l'heure	46,30 €

SERVICES	PRESTATIONS	TARIFS 2011
<b>PROTOCOLE LOCATION SALLES</b>		
<b>Location salles</b>	Salle des Rencontres	1 450,00 €
	Urbain V	300,00 €
	Magnol	555,00 €
	Espace Chaptal	740,00 €
	Pétrarque	600,00 €
	Belvédère	300,00 €
	Grammont	1 900,00 €
	Rabelais	1 270,00 €
	- salle de réunion	570,00 €
	- vacation projection	250,00 €
	F. Pelloutier (Maison des Syndicats)	1 270,00 €
	Guillaume de Nogaret	300,00 €
	Domaine de la Pompignane	1 470,00 €
	- Salle de Cheng Du	180,00 €
	- Salle du Sichuan	180,00 €
	- Salle Tu Fu	180,00 €
	- Hall des Pandas	650,00 €
	Parking Zénith	1 500,00 €
	Jacques 1er D'Aragon	405,00 €
	Cautionnement des salles	1 500,00 €
	Espace Rock Grammont	3 000,00 €
	Fluides (espace Rock et parking Zénith):	
	électricité (prix au kw/h)	0,70 €
	eau (prix au m3)	0,60 €
	Prestation nettoyage parking Zénith et Espace Rock	700,00 €
	Caution Espace Rock de Grammont	15 000,00 €
<b>Location matériel</b>	Chaise	0,30 €
	Table 1m50 ou 2m	4,05 €
	Grille-caddie	5,40 €
	Podium, le m <sup>2</sup>	7,60 €
	Barrière	7,60 €
	Place de tribune un jour	0,79 €
	Coffret électrique	165,00 €
	Pose et dépose de drapeaux, banderoles, tentures de rue (à l'unité et	15,00 €
	Cautionnement petit matériel	355,00 €
	Cautionnement barrières, tribunes, podium, matériel électrique, pavoisement	1 310,00 €

TARIFS 2011

SERVICES	PRESTATIONS	TARIFS 2011
COMMUNICAT° - TIRAGES PHOTOGRAPHIQUES		
	Duplication sur support numérique	10,00 €
	CDROM vierge	2,75 €
SEGRETARIAT GENERAL		
	page format A4 Noir et blanc (communication de docs administratifs)	0,18 €
	CDROM	2,75 €
	page format A4 couleur	2,50 €
	page format A3 N&B	1,25 €
	page format A3 couleur	5,00 €
	chemise élastique	1,30 €
	chemise à sangle	3,30 €
	chemise carton	0,25 €
	transparent	1,90 €
	reliure	9,10 €

SERVICES	PRESTATIONS	TARIFS 2011
<b>DRTP - Direction Réglementation et Tranquillité Publique</b>		
<b>Droits de voirie et d'occupation du domaine public</b>	Cartes Pass	12,00 €
	Commande ouverture des bornes (bips)	153,00 €
<b>Stationnement payant zone courte durée limitée 2H - Tarif normal</b>	Tarif normal 1/2 heure	1,00 €
	Tarif normal 45 minutes	1,50 €
	Tarif normal 1 heure	2,00 €
	Tarif normal 1 heure 15	2,50 €
	Tarif normal 1 heure 30	3,00 €
	Tarif normal 1 heure 45	3,50 €
	Tarif normal 2 heures	4,00 €
<b>Stationnement payant zone courte durée 2H - Tarif résidents carte oxygène</b>	Carte oxygène 4 heures	0,60 €
	Carte oxygène 5 heures	0,70 €
	Carte oxygène 9 heures	1,30 €
	Carte oxygène 6 jours	7,80 €
	Carte oxygène 15 jours	12,50 €
<b>Stationnement payant zone courte durée 2H - Carte mensuelle</b>	Carte mensuelle de stationnement (carte à gratter)	25,00 €
<b>Stationnement payant - zone moyenne durée limitée à 5H - Tarif normal</b>	Tarif normal 1 heure	1,30 €
	Tarif normal 2 heures	2,60 €
	Tarif normal 3 heures	3,10 €
	Tarif normal 4 heures	3,60 €
	Tarif normal 5 heures	4,00 €
<b>Stationnement payant - zone moyenne durée limitée à 5H - Tarif résidents carte oxygène</b>	Carte oxygène 4 heures	0,60 €
	Carte oxygène 5 heures	0,70 €
	Carte oxygène 9 heures	1,30 €
	Carte oxygène 6 jours	7,80 €
	Carte oxygène 15 jours	12,50 €

# TARIFS 2011

SERVICES	PRESTATIONS (suite)	TARIFS 2011
<b>Stationnement payant - zone moyenne durée limitée à 5H - Carte mensuelle (carte à gratter)</b>	Carte mensuelle de stationnement (carte à gratter)	25,00 €
<b>Stationnement payant zone longue durée limitée à 9H00 - Tarif normal</b>	Tarif normal 1 heure	0,80 €
	Tarif normal 2 heures	1,20 €
	Tarif normal 3 heures	1,40 €
	Tarif normal 4 heures	1,50 €
	Tarif normal 5 heures	1,60 €
	Tarif normal 6 ème heure	1,70 €
	Tarif normal 7 ème heure	1,80 €
	Tarif normal 8 ème heure	1,90 €
	Tarif normal 9 ème heure	2,00 €
<b>Stationnement des professions de santé et des PMR (DAP-Service Déplacements)</b>	40 minutes gratuites puis tarif normal selon les zones jaunes, oranges et vertes	Gratuité
<b>Parking stade "la Mosson"</b>	Parking stade "la Mosson" par voiture	2,00 €
<b>Fourrière</b>	Fourrière (enlèvement - expertise - gardiennage) par voiture	217,00 €
<b>Services exceptionnels effectués pour le compte d'un tiers, dont la capture d'animaux dangereux ou mordeurs</b>	Tarif 07 H à 21 H hors dimanches et jours fériés par heure et par agent	18,00 €
	Tarif 21 H à 07 H hors dimanches et jours fériés par heure et par agent	plus 25 % du tarif horaire
	Tarif 07 H à 21 H dimanches et jours fériés par heure et par agent	plus 25 % du tarif horaire
	Tarif 21 H à 07 H dimanches et jours fériés par heure et par agent	plus 50 % du tarif horaire
	Tarif par heure et par véhicules	7,00 €
<b>Capture animaux mordeurs</b>	capture de chien dangereux pour facturation auprès du propriétaire	55,00 €

Direction Finances et  
Contrôle de Gestion  
Direction Finances et  
Contrôle de Gestion

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2010 / 502

## Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02/11/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETTOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Mustapha MAJDOUL.

### Absents :

Arnaud JULIEN.

## SERM - Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid - Garantie d'emprunt - Réaménagement d'un emprunt de 3 863 225,03 € auprès de DEXIA MA

Au nom de la Commission, Serge FLEURENCE rapporte :

Dans le cadre de son activité de Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid, la Société d'Équipement de la Région de Montpellier souhaite réaménager un emprunt contracté auprès de DEXIA Crédit Local garanti par la Ville de Montpellier à hauteur de 50%.

L'emprunt actuel contracté auprès de DEXIA Crédit Local (n° MON 251317EUR001) s'élève à 3 863 225,03 € au 1<sup>er</sup> décembre 2010. Sa durée résiduelle est de 13 ans. Il s'agit d'un emprunt non risqué actuellement, basé sur l'évolution de l'EURIBOR 12 mois et celle de l'inflation française.

La commission de remboursement anticipée du contrat d'emprunt s'élève à 530 000 €. Cette commission est déductible du montant de l'impôt sur les sociétés.

La SERM financera cette soulte de réaménagement par autofinancement.

L'emprunt nouveau proposé par DEXIA MA pour le réaménagement est un emprunt à taux fixe à 2,44%.

Cette opération de réaménagement est intéressante pour la SERM puisqu'elle permet de transformer un emprunt dont le taux moyen actuel est estimé à 4,40% en un emprunt nouveau à taux fixe à 2,40%.

Cet emprunt était garanti à hauteur de 50% par la Ville de Montpellier. La SERM demande le renouvellement de la garantie d'emprunt à hauteur de 50%.

Les caractéristiques de l'emprunt nouveau dont la garantie est demandée à la Ville de Montpellier sont les suivantes :

Montant : 3 863 225,03 €

Durée : 12 ans

Date d'effet : 01/12/2010

Périodicité des intérêts et du capital : annuelle

Mode d'amortissement du capital : ligne à ligne (voir tableau ci-après)



Date	Capital Restant Dû	Amortissement du capital
01/12/2011	3 863 225,03 €	381 200,48 €
01/12/2012	3 482 024,55 €	399 896,04 €
01/12/2013	3 082 128,51 €	419 510,66 €
01/12/2014	2 662 617,85 €	440 089,63 €
01/12/2015	2 222 528,22 €	461 680,41 €
01/12/2016	1 760 847,81 €	484 332,87 €
01/12/2017	1 276 514,94 €	473 429,97 €
01/12/2018	803 084,97 €	461 460,01 €
01/12/2019	341 624,96 €	79 261,05 €
01/12/2020	262 363,91 €	83 224,10 €
01/12/2021	179 139,81 €	87 385,31 €
01/12/2022	91 754,50 €	91 754,50 €

Taux d'intérêt : 2,44%

Base de calcul des intérêts : exact/360

La garantie est demandée à la Ville de Montpellier à hauteur de 50%.

Cette garantie proposée par la Ville de Montpellier est une garantie à première demande qui porte sur la durée totale du prêt dont les caractéristiques sont indiquées ci-dessus.

Cette garantie est accordée pour le montant suivant : 1 931 612,52 €.

La garantie accordée par la Ville de Montpellier est une garantie à première demande.

Le garant accorde sa garantie pour le remboursement de toutes sommes dues en principal à hauteur de 50%, augmenté de tous intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, rompus, frais et accessoires au titre du contrat de prêt contracté par l'emprunteur dont les caractéristiques sont indiquées plus haut.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 50% de l'emprunt que la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) va contracter auprès de DEXIA à hauteur de 3 863 225,03 €,
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

**Publiée le : mardi 9 11 2010**

## Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02/11/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAoui, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

### Absents :

Arnaud JULIEN.

## Rapport d'observations définitives du 22 septembre 2010 : Association Opéra et Orchestre National de Montpellier - Information du Conseil Municipal

Au nom de la Commission, Max LEVITA rapporte :

La Chambre Régionale des Comptes du Languedoc-Roussillon a – le 22 septembre dernier – adressé au Président de l'Association Opéra et Orchestre National de Montpellier, le rapport d'observations définitives pour les exercices 2002 et suivants.

En application de l'article L.243-5 du code des juridictions financières, ce rapport est transmis à la Ville de Montpellier en qualité de financeur et doit être communiqué à l'assemblée délibérante pour information.

### 1 – Historique de l'association :

2001 : Elaboration des statuts initiaux de l'association « Opéra et Orchestre National de Montpellier », dite association EUTERP, issue de la fusion de deux associations distinctes préexistantes : l'association de gestion des opéras de Montpellier et l'association orchestre national de Montpellier.

2003 : Transfert de la compétence culturelle de la Ville vers l'Agglomération.

24 janvier 2007 : Nomination par le conseil d'administration (CA) du président de l'association.

Assemblée générale extraordinaire du 17 juin 2008 : Modification des statuts initiaux : détail de la composition des membres de droit de l'association (le CA est composé de l'ensemble des représentants des membres de droit).

- L'Etat représenté par 2 personnalités, dont le préfet de région Languedoc-Roussillon.

- Le conseil régional du Languedoc Roussillon représenté par 4 membres du conseil régional et 2 personnalités qualifiées.

- Le conseil général de l'Hérault représenté par un membre du conseil général.

- L'agglomération de Montpellier, représentée par 3 membres du conseil d'agglomération et 2 personnalités qualifiées.
- La ville de Montpellier représentée par 3 membres du conseil municipal.

## **2 – Les points soulevés par la Chambre Régionale des Comptes du languedoc-Roussillon :**

La Chambre Régionale des Comptes du Languedoc-Roussillon relève les points suivants dans la gestion administrative et financière de l'association :

### **Concernant le budget :**

La CRC relève que le budget global passe de 19.4 M€ à 23.2 M€ entre 2002 et 2008, avec en 2008, une participation de l'Agglomération représentant 52 % du budget global (près de 90% en 2003) ; de la Région de 31.7%, de l'Etat de 13.7%, du département de 2.6% et de la Ville de moins de 1%. La chambre note les financements inversement complémentaires entre la Communauté d'Agglomération et la Région.

Les ressources propres de la structure représentent moins de 10% du budget global. Selon la CRC ce chiffre devrait avoisiner les 15%.

### **Concernant le contrôle de la gestion de l'association :**

En combinant les articles 10-6 et 10-2 des statuts de l'association, il apparaît que le CA et l'assemblée générale (AG) de l'association présentent une configuration identique, l'AG risquant alors de n'être qu'une simple instance d'enregistrement, et non de contrôle, des actes des organes exécutifs.

### **Les autres remarques à noter sont les suivantes :**

- des instances dirigeantes réunies conformément aux statuts de l'Association,
- des délégations de signature à formaliser,
- une unification utile de la comptabilité en 2008,
- un nouveau règlement intérieur doit être adopté
- de nouveaux types de structurations juridiques à étudier,
- de bons résultats en terme de taux d'occupation,
- des statut et charges de personnel à optimiser,
- un développement des concerts dans l'Agglomération et la Région,
- des recettes insuffisamment proportionnelles à l'investissement financier de l'association pour la coréalisation des festivals Radio France et de Montpellier danse,
- le manque d'économies d'échelles réalisées suite à la fusion des 2 associations qui ont précédés l'EUTERP,
- un développement du mécénat à explorer

## **3 – Les préconisations de la Chambre Régionale des Comptes du languedoc-Roussillon :**

La Chambre suggère à l'association, et à ses membres, de réfléchir sur un nouveau statut juridique à adopter, et plus particulièrement, celui de l'Etablissement Public Industriel et Commercial (EPIC).

L'Opéra National en Région de Montpellier, au même titre que ceux de Bordeaux, de Nancy et du Rhin, est un pôle lyrique de référence. Il est soumis, puisque l'Etat y apporte son concours financier, à un cahier des

missions et des charges strict, qui lui impose un contrat d'objectifs pluriannuels établis par l'Etat et l'ensemble des partenaires financiers, sur une période de 5 ans. D'autre part, parmi les obligations qui incombent à cet organisme figure celle de disposer d'une autonomie de gestion dont le seuil minimum est la régie personnalisée.

Il existe une grande variété de statuts parmi les maisons d'opéra : association, syndicat mixte, syndicat intercommunal, régie directe ou personnalisée et Etablissement Public Coopération Culturelle (EPCC).

La Chambre préconise l'adoption de l'EPIC afin de permettre la gestion d'un service public dans des conditions satisfaisantes, de prendre en compte la spécificité des activités culturelles, de disposer d'une coopération culturelle nouvelle entre collectivités territoriales et d'associer au sein d'une même structure l'Etat et les collectivités territoriales.

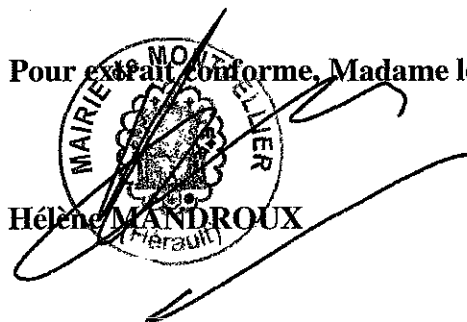
**Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir prendre acte de ce rapport.**

**Le Conseil prend acte.**

Pour ~~extraire~~ conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

**Publiée le : mardi 9 11 2010**



**Rapport d'observations définitives n° 106/689 du 22 Septembre 2010**  
**ASSOCIATION OPERA ET ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER (34)**  
**Exercices 2002 et suivants**

**S O M M A I R E**

<b>1- HISTORIQUE .....</b>	<b>3</b>
1-1. L'opéra.....	3
1-2. L'orchestre.....	3
1-3. La création de l'association.....	3
<b>2- LES STATUTS .....</b>	<b>4</b>
2-1. Membres de l'association et conseil d'administration .....	4
2-2. Les réunions des instances dirigeantes .....	6
2-3. Particularité des instances délibérantes.....	7
2-4. Le règlement intérieur .....	7
2-5. Les délégations de signature et le règlement financier.....	7
2-6. Les limites du recours à la structure associative.....	8
2-7. Interrogation sur la nature de l'association EUTERP.....	9
2-7.1. Les relations des collectivités avec l'association EUTERP .....	9
2-7.2. Les risques encourus .....	10
2-8. La participation des élus au vote des subventions à EUTERP.....	10
<b>3- LE FONCTIONNEMENT DE L'ASSOCIATION.....</b>	<b>11</b>
3-1. L'organigramme .....	11
3-1.1. Le président.....	11
3-1.2. Le surintendant de la musique .....	11
3-1.3. Administration .....	12
3-1.4. Les services artistiques et techniques.....	12
3-2. L'unification inachevée .....	12
3-3. Les conventions d'Opéra National .....	13
3-3.1. La convention 2002-2007 du 21 février 2002.....	13
3-3.2. La convention 2008-2012 du 17 mars 2008.....	14
3-4. Les statuts des personnels.....	15
3-4.1. L'application de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles.....	15
3-4.2. Accord collectif de réduction du temps de travail.....	18
3-4.3. Intermittents du spectacle.....	19
3-4.4. Le statut des fonctionnaires territoriaux détachés.....	20
3-5. La gestion comptable .....	20
3-5.1. Organisation de la comptabilité .....	20

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives : Association Opéra et Orchestre National de Montpellier (34)*

3-5.2. Procédure concernant les contrats .....	21
3-5.3. Paiement des dépenses .....	21
3-6. Les Salles de spectacle et les locaux .....	22
3-6.1. L'Opéra Comédie.....	22
3-6.2. Le Corum .....	22
<b>4- ACTIVITE DE L'ASSOCIATION .....</b>	<b>23</b>
4-1. Le bilan synthétique d'activité 2002/2008 .....	23
4-2. Les tournées en région.....	24
4-3. Les tournées à l'étranger.....	25
4-4. Les coréalizations et les coproductions .....	26
4-5. Le festival de Radio France et le festival de danse .....	27
4-5.1. Le festival Radio France.....	27
4-5.2. Montpellier Danse.....	31
4-6. Les recettes et les dépenses artistiques .....	33
<b>5- ANALYSE DES PRODUITS ET DES CHARGES .....</b>	<b>35</b>
5-1. Analyse d'ensemble .....	36
5-2. Les produits .....	37
5-2.1. Subventions des collectivités publiques .....	37
5-2.2. Les ressources propres .....	43
5-3. Les charges .....	47
5-3.1. La masse salariale.....	47
5-3.2. La location du Corum.....	55
5-3.3. Impression d'affiches, programmes et impressions diverses.....	57
5-3.4. Frais de missions et de réception des dirigeants .....	58
<b>ANNEXE 1 .....</b>	<b>59</b>
<b>ANNEXE 2 .....</b>	<b>61</b>

*Aux termes de l'article L. 211-8 du code des juridictions financières "l'examen de la gestion porte sur la régularité des actes de gestion, sur l'économie des moyens mis en œuvre et sur l'évaluation des résultats atteints par rapport aux objectifs de l'assemblée délibérante ou de l'organe délibérant. L'opportunité de ces objectifs ne peut faire l'objet d'observations".*

*La chambre régionale des comptes a examiné la gestion de l'Association Opéra et Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon.*

## **1- HISTORIQUE**

### **1-1. L'opéra**

C'est en 1979 qu'a été fondé l'orchestre de Montpellier. Parallèlement, le festival Montpellier Danse et le festival de Radio France ont débuté leurs premières représentations. En 1983, un chœur professionnel est constitué et en 1985, sous la direction générale d'Henri MAIER, l'opéra de Montpellier devient un centre de création et de production lyrique avec une saison complète.

En 1988, à l'occasion du centenaire de l'opéra de Montpellier (actuel opéra Comédie dont la première pierre a été posée en 1884 et qui fut inauguré le 1<sup>er</sup> octobre 1888), l'opéra de Montpellier entre dans la réunion des théâtres lyriques de France. En 2000, René KOERING est nommé "surintendant" de la musique à Montpellier et reprend la direction générale des opéras de Montpellier en même temps que celle de l'orchestre national de Montpellier. En 2001, l'opéra de Montpellier devient opéra national. Cette même année, est organisée la fusion entre l'association de gestion des opéras de Montpellier et l'orchestre national de Montpellier en une structure nouvelle qui prend l'appellation "Association de l'Opéra National et de l'Orchestre National de Montpellier". Le 21 février 2002, est signée une convention « Opéra et Orchestre National de Montpellier » entre l'association du même nom, l'Etat, la ville de Montpellier, la communauté d'agglomération de Montpellier, le département de l'Hérault et la région Languedoc-Roussillon. L'association prend le nom d'EUTERP le 19 juillet 2002.

### **1-2. L'orchestre**

Créé en 1979, l'orchestre de Montpellier a été porté par la ville, le conseil général de l'Hérault et la région Languedoc-Roussillon. De trente musiciens recrutés à l'origine, l'histoire de l'orchestre est jalonnée de concours de recrutement pour pouvoir jouer tout le répertoire symphonique, du XVIII<sup>ème</sup> au XX<sup>ème</sup> siècle. En 1985, l'ensemble devient orchestre de région. Le chœur professionnel avait été créé en 1983.

En 1990, le compositeur René KOERING, alors directeur du festival de Radio France Montpellier, prend la direction générale de l'orchestre philharmonique de Montpellier. L'orchestre s'installe alors au Corum dont il inaugure la salle Berlioz en novembre 1990. A l'inverse des orchestres français, celui de Montpellier se dote d'une structure originale avec un directeur général, responsable de la programmation artistique et de la gestion de la formation qu'il dote parallèlement d'un directeur musical-chef d'orchestre. L'orchestre accède en 1999 au statut d'orchestre national.

### **1-3. La création de l'association**

L'association « Opéra et Orchestre National de Montpellier », dite association EUTERP, prend la suite de deux associations distinctes préexistantes, l'association de gestion des opéras de Montpellier et l'association orchestre national de Montpellier, qui par des délibérations respectives de leurs assemblées générales extraordinaires des 6 juin 2001 et 17 décembre 2001 ont décidé de fusionner. L'association de gestion des opéras de Montpellier, déclarée le 21 août 1989, est l'association

absorbante. Cette nouvelle association est enregistrée le 4 mars 2002 avec un nouvel objet (promotion de l'opéra de Montpellier et de l'orchestre national de Montpellier) et un siège fixé au Corum.

## 2- LES STATUTS

Les statuts initiaux, élaborés le 17 décembre 2001, ont été modifiés en séance de l'assemblée générale extraordinaire du 17 juin 2008. La modification portait sur l'article 5 qui détaille la composition des membres de droit de l'association.

### 2-1. Membres de l'association et conseil d'administration

Selon l'article 5 des statuts initiaux, sont membres de droit de l'association : l'Etat représenté par deux représentants dont le préfet de la région Languedoc-Roussillon, le conseil régional de Languedoc-Roussillon représenté par un membre du conseil régional, le conseil général de l'Hérault représenté par un membre du conseil général, l'agglomération de Montpellier représentée par trois membres du conseil d'agglomération et deux personnalités qualifiées et la ville de Montpellier représentée par cinq membres du conseil municipal et deux personnalités qualifiées.

La composition des membres de l'association et du conseil d'administration (CA) sont identiques, l'article 6 des statuts indiquant que le conseil d'administration est composé de l'ensemble des représentants des membres de droit.

CA au 4 mars 2002	Collectivités	CA au 24 janvier 2007
<b>Président :</b> Elysé LOPEZ		<b>Président :</b> Daniel CONSTANTIN
<b>Vice-présidents :</b> Daniel CONSTANTIN Henri TALVAT Marie-Christine CHAZE Jacques ATLAN Marcel ROQUES	Etat Ville de Montpellier CA de Montpellier Conseil général de l'Hérault Conseil régional de Languedoc-Roussillon	<b>Vice-présidents :</b> Michel THENAULT Henri TALVAT Marie-Christine CHAZE Jacques ATLAN Patrick MALAVIEILLE (2)
<b>Secrétaire :</b> Claude COUGNENC	Ville de Montpellier	<b>Secrétaire :</b> François DELACROIX (2)
<b>Trésorier :</b> Yves LARBIOU	CA de Montpellier	<b>Trésorier :</b> Yves LARBIOU
<b>Membres :</b> François DE BANES GARDONNE Lina ANGLES Colette ZANNETTACCI Bernard FABRE Andrée WEILL Claude LEENHARDT (1) Jean-Pierre BOUVIER Jacques VALLET	DRAC Ville de Montpellier Ville de Montpellier Ville de Montpellier Ville de Montpellier CA de Montpellier CA de Montpellier CA de Montpellier	<b>Membres :</b> Didier DESCHAMPS Lina ANGLES Colette ZANNETTACCI Bernard FABRE Andrée WEILL Jean-Pierre DAMIENS Jean-Pierre BOUVIER Jacques VALLET

(1) remplacé par M. DAMIENS (CA du 17 décembre 2002)

(2) nommés par le CA du 9 juillet 2004



*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives : Association Opéra et Orchestre National de Montpellier (34)*

Il ne semble pas que toutes les modifications affectant la composition du conseil d'administration aient été signalées à la préfecture de l'Hérault en application de l'article 5 de la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901 relative au contrat d'association et du décret du 16 août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée. En effet, selon l'article 3 du décret, « les déclarations relatives aux changements survenus dans l'administration de l'association mentionnent :

*1° Les changements de personnes chargées de l'administration »*

Seule la nomination de M. Daniel CONSTANTIN en qualité de président de l'association par le conseil d'administration du 24 janvier 2007 a été transmise à la préfecture (récépissé de déclaration de modification du 9 novembre 2007) ; elle était accompagnée de la liste actualisée des membres du bureau et du conseil d'administration. Selon les statuts, la qualité de membre du conseil d'administration se perdant par le décès de la personne physique, la dissolution de la personne morale, la démission dûment notifiée par écrit au président de l'association, ou encore la cessation du mandat de représentant de la collectivité, il n'a pas été trouvé trace dans les procès-verbaux du conseil d'administration des justifications concernant le changement des représentants. Pour les représentants de l'Etat, les raisons sont transparentes puisqu'elles sont justifiées par le changement du titulaire du poste (préfet de région, DRAC).

Le conseil d'administration de l'association, lors de sa séance du 28 mai 2008, a procédé à une modification du bureau (récépissé de déclaration de modification du 16 février 2009). Selon l'article 7 des statuts, le bureau se compose d'un président, de vice-présidents, d'un secrétaire et d'un trésorier. M. Georges FRECHE fait également partie du bureau en qualité de président d'honneur fondateur.

L'assemblée générale extraordinaire du 17 juin 2008 a modifié l'article 5 des statuts relatif aux membres de droit de l'association (récépissé de déclaration de modification du 19 février 2009). Désormais, sont membres de droit de l'association :

- L'Etat représenté par deux représentants dont le préfet de la région Languedoc-Roussillon,
- Le conseil régional du Languedoc-Roussillon représenté par quatre membres du conseil régional et deux personnalités qualifiées,
- Le conseil général de l'Hérault, représenté par un membre du conseil général,
- L'agglomération de Montpellier, représentée par trois membres du conseil d'agglomération et deux personnalités qualifiées,
- La ville de Montpellier, représentée par trois membres du conseil municipal.

Les seuls changements affectent la ville de Montpellier qui passe de 7 à 3 membres et la région qui passe de 1 à 6 membres. Ce faisant, les deux plus gros contributeurs directs au budget de l'association, la région Languedoc-Roussillon et la communauté d'agglomération de Montpellier, passent de 6 membres (sur 16) à 11 membres (sur 17). C'est d'ailleurs en fonction du montant des subventions accordées que le président de la région Languedoc-Roussillon avait proposé une nouvelle composition du conseil d'administration (procès-verbal du conseil d'administration du 28 mai 2008). La chambre relève que le transfert de la compétence culturelle de la ville vers l'agglomération effectué en 2003 n'a trouvé sa concrétisation au conseil d'administration de l'association que cinq ans après le transfert effectif. Selon la communauté d'agglomération, pour rendre compte de la réalité de l'activité de la structure en région et conserver un nombre de représentants permettant de faire fonctionner le CA dans les meilleures conditions, la ville a laissé une part des sièges à la région. En tout état de cause, la répartition des sièges au sein de l'association tend à se rapprocher, à l'exception notable de la ville de Montpellier, de la structure des financements.

## 2-2. Les réunions des instances dirigeantes

Selon les statuts, le conseil d'administration se réunit autant que de besoin et au moins une fois par an. L'assemblée générale ordinaire est convoquée en tant que de besoin par le président. Elle a pour rôle notamment de statuer sur les comptes de l'exercice clos arrêtés et présentés par le conseil d'administration, d'approuver le projet de budget, de donner quitus aux membres du conseil d'administration de leur gestion. Les assemblées générales extraordinaires ont pour objet de statuer sur toute modification statutaire. Ont accès aux assemblées générales et ont voix délibérative tous les membres de l'association. Chaque membre possède autant de voix que de représentant(s). En réalité, comme il a été indiqué ci-dessus, les compositions du conseil d'administration et de l'assemblée générale sont identiques. Leurs réunions, sauf exception, sont concomitantes.

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Assemblée générale</b>	04/02/02 19/07/02	20/06/03	09/07/04*	28/06/05	13/06/06	24/01/07 22/06/07	28/05/08 17/06/08
<b>Conseil d'administration</b>	04/02/02 19/07/02 17/12/02	20/06/03	09/07/04	28/06/05 08/12/05	13/06/06 19/12/06	24/01/07 22/06/07 05/12/07	28/05/08

\* ne figure pas dans le registre des délibérations

Les instances délibérantes se sont donc réunies conformément aux statuts de l'association. Les années 2002 et 2007 ont été marquées par l'élection des deux présidents, ce qui justifie une activité plus importante que les autres années. Cependant, la réunion d'un seul conseil d'administration en 2003, 2004 et 2008 et de deux en 2005 et 2006 ne témoigne pas d'une vie sociale associative soutenue.

La chambre a relevé quelques incohérences : au registre des délibérations, ne figure pas le procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 9 juillet 2004 approuvant les comptes de l'exercice 2003, qui d'ailleurs, conformément à la réglementation, aurait dû se tenir au plus tard le 30 juin de l'année 2004. Par contre le procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 28 juin 2005 approuve les comptes de l'exercice 2003 et pas ceux de 2004, qui, si l'on en croit les procès-verbaux transmis par l'association, n'auraient pas été adoptés par l'assemblée générale. Selon l'association, le procès-verbal de l'assemblée générale du 9 juillet 2004 a bien été présenté au conseil d'administration du 28 juin 2005 et approuvé par l'assemblée générale du même jour. Elle invoque une erreur de frappe dans le procès-verbal de l'assemblée générale du 28 juin 2005 et précise que ce sont les comptes de l'exercice comptable clos le 31 décembre 2004 qui ont bien été approuvés.

Au surplus, la régularité de certaines délibérations du conseil d'administration est sujette à caution. En effet, l'article 6-1 des statuts indique que « *Le conseil d'administration est composé de l'ensemble des représentants des membres de droit* » ; l'article 6-4 précise que « *Les membres du conseil d'administration ne peuvent se faire représenter que par un membre du conseil d'administration muni d'une procuration à cet effet* ». La liste des membres de droit du conseil d'administration est fixée par l'article 5 des statuts. Or, les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration de l'association comprises entre le 4 février 2002 et le 19 décembre 2006 (9 réunions) révèlent que des personnes extérieures au conseil d'administration, et donc non susceptibles d'y siéger, ont représenté des membres de droit empêchés et absents. La chambre donne acte au président du conseil d'administration d'avoir saisi les collectivités locales pour prendre les dispositions nécessaires en conformité avec les statuts.

### **2-3. Particularité des instances délibérantes**

Aux termes de l'article 10 des statuts, il est indiqué qu'« *ont accès aux assemblées générales et ont voix délibératives tous les membres de l'association. Chaque membre possède autant de voix que de représentants* ». Compte tenu de la composition de l'association, l'assemblée générale se trouve statutairement limitée à 5 membres : l'Etat, la région Languedoc-Roussillon, le département de l'Hérault, la communauté d'agglomération de Montpellier et la ville de Montpellier. Les statuts sont établis de telle façon (article 5) que toute nouvelle adhésion de membre de l'association doit être entérinée en assemblée générale extraordinaire de l'association et doit se traduire par une modification des statuts.

En second lieu, l'article 6 indique que le conseil d'administration est composé de l'ensemble des représentants des membres de droit. L'article 10-2 relatif à l'assemblée générale ordinaire précise qu'elle a pour rôle « *de statuer sur les comptes de l'exercice clos arrêtés et présentés par le conseil d'administration, d'approuver le projet de budget et le plan financier prévisionnel, de donner quitus aux membres du conseil d'administration de leur gestion...* ». Sur ces bases, la définition des objectifs, les mesures d'exécution, le contrôle des réalisations et la décharge des dirigeants, bien qu'émanant d'organes structurels apparemment distincts, relèvent en réalité de cinq membres de droit représentés au maximum par 16 personnes. Ainsi, la gestion de cette association de la loi de 1901, composée de collectivités publiques et assumant un service public, relève entièrement des collectivités publiques à travers les cinq membres de droit qui la constituent.

Ce dispositif ne contribue pas à la transparence qui doit accompagner de telles structures associatives liées à des collectivités publiques : le contrôle des actes des organes exécutifs n'est pas réellement assuré par une assemblée générale véritablement autonome. Bien que statutaire, cette particularité adoptée par l'association « Opéra et Orchestre National de Montpellier », s'écarte ainsi des obligations communément attachées aux différents organes associatifs. La configuration identique du conseil d'administration et de l'assemblée générale conduit à faire de l'assemblée générale l'instance d'enregistrement des décisions du conseil d'administration.

### **2-4. Le règlement intérieur**

L'article 15 des statuts indique qu'un règlement intérieur est proposé par le président à l'approbation du bureau de l'association. Ce règlement fixe les conditions de travail des personnels ainsi que les engagements des personnels de l'association. Le conseil d'administration du 9 juillet 2004 (point n° 7) indique qu'un projet de règlement intérieur, après consultation des intéressés, sera soumis au bureau et à un prochain conseil d'administration.

Actuellement, ce nouveau règlement intérieur n'a pas été adopté par le conseil d'administration. Seuls ont été produits des règlements intérieurs élaborés dans chacune des associations préexistantes qui, lors de leur fusion, ont constitué EUTERP ; ceux-ci sont donc différents, ne concernent respectivement que l'opéra d'une part, l'orchestre d'autre part et n'ont pas fait l'objet d'une harmonisation. En cours d'instruction, il a été indiqué qu'un règlement intérieur était en cours d'élaboration et serait soumis aux différents partenaires. La chambre prend acte de cet engagement.

### **2-5. Les délégations de signature et le règlement financier**

Un point, évoqué au cours du conseil d'administration du 4 février 2002, précisait que « *Le conseil d'administration donne délégation au président pour désigner les mandataires pouvant réaliser les opérations financières nécessaires au bon fonctionnement de l'association* ». Cette délégation n'a pas été produite à la chambre. Seuls des graphiques de procédure (signature des contrats des artistes, des intermittents, règlement des dépenses) désignent les différents responsables (président, surintendant, administrateur, services administratifs) habilités à réaliser les opérations.

A titre d'exemple, la conclusion du contrat d'un artiste fait intervenir le surintendant pour la négociation et la signature du contrat, l'administrateur pour le visa du service fait, la vérification de la cohérence contrat / budget et bulletin de salaire / contrat. Les services du secrétariat, du courrier, de la

régie, des services comptable et paie interviennent enfin pour la mise en œuvre administrative et comptable des opérations de paie.

La chambre suggère à l'association, conformément aux souhaits du conseil d'administration, de formaliser un système complet de délégations. Elle prend acte de la décision du président d'accompagner les fiches de procédure déjà mises en place d'un système de délégations approprié.

## **2-6. Les limites du recours à la structure associative**

Sur les treize maisons d'opéras, deux ont adopté la forme associative (Lyon et Montpellier), deux le syndicat (opéra du Rhin et Angers / Nantes), un l'établissement public de coopération culturelle (EPCC, tel Rouen) et sept la régie (Bordeaux, Toulouse, Marseille, Nancy, Tours, Metz, Avignon et Lille). S'agissant des orchestres permanents, en 2006, quinze prenaient la forme d'associations, six de régies, deux de syndicats et un de SCOP.

La chambre estime que la voie de la formule de l'EPCC pourrait être explorée. En effet, la circulaire du 18 avril 2003 relative à la mise en œuvre de la loi n° 2002-6 du 4 janvier 2002 relative à la création d'établissements publics de coopération culturelle et du décret n° 2002-1172 du 11 septembre 2002 évoque l'absence d'une structure permettant aux collectivités territoriales et à l'Etat d'assurer la gestion d'activités culturelles dans des conditions d'efficacité et de sécurité juridique suffisantes, ces conditions n'étant pas toujours garanties par le cadre associatif. C'est pourquoi elle préconise l'adoption d'un instrument juridique susceptible à la fois de permettre la gestion d'un service public dans des conditions satisfaisantes, de prendre en compte la spécificité des activités culturelles, de disposer d'une structure de coopération culturelle nouvelle entre collectivités territoriales et d'associer au sein d'une même structure l'Etat et les collectivités territoriales.

L'un des atouts majeurs des EPCC est la grande marge de manœuvre laissée aux partenaires en ce qui concerne les statuts. Ils peuvent choisir librement, selon la nature de leur activité d'être des EPA (Etablissement Public à caractère Administratif) ou des EPIC (Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial). Cependant, au regard de l'activité exercée, les opéras qui choisiraient de se constituer en EPCC devraient logiquement choisir le statut d'EPIC compte tenu de leur activité commerciale d'organisation de spectacles payants. La composition du conseil d'administration et de la répartition des sièges est souple : elle se fait d'un commun accord entre les différents partenaires. Le conseil d'administration est composé pour majorité des représentants des collectivités territoriales et de l'Etat, complété par la nomination de personnalités qualifiées dans le domaine de compétence de l'établissement.

La loi du 22 juin 2006 a apporté des modifications à ces dispositions notamment pour clarifier le statut de directeur d'EPCC. Ainsi, en cas de transformation d'une structure culturelle en EPCC, le directeur pourra continuer ses activités jusqu'à la fin de son mandat ou, à défaut, pendant une durée de trois ans. Un nouveau contrat, qui doit impérativement reprendre les clauses substantielles du contrat antérieur doit lui être proposé, soit pour une durée équivalente à celle du mandat restant à courir, soit pour une durée de trois ans. Enfin, la circulaire du 29 août 2008 précise que les directeurs d'EPCC ne sont soumis à aucune limite d'âge. L'article 7 de la loi n° 84-834 fixant la limite d'âge à 65 ans pour « les présidents de conseil d'administration, directeurs généraux et directeurs des établissements publics de l'Etat » ne sont plus applicables aux directeurs d'EPCC.

En outre, en vertu de l'article L. 1431-8 du CGCT, et par dérogation aux articles L. 2242-2 et L. 3241-5 du CGCT, tous les EPCC, quelle que soit leur nature (administrative ou industrielle et commerciale) peuvent recevoir des subventions des personnes publiques, y compris celle des communes et des départements.

Le conseil d'administration de l'association EUTERP du 24 janvier 2007 (point n° 5), sur demande de la DRAC (Direction Régionale des Affaires Culturelles), avait décidé de mener une étude sur les avantages et les inconvénients à opter pour la forme juridique de l'EPCC, tant au niveau du personnel qu'au niveau fiscal. Selon la DRAC, cette étude n'a pas été réalisée.

Une réflexion d'ensemble sur les avantages et les inconvénients objectifs à attendre de la transformation du statut de l'association ne semble pas avoir été menée. La chambre suggère à l'association de réfléchir à la perspective possible d'un recours à l'EPCC qui lui éviterait les risques juridiques inhérents à l'association transparente. Elle approuve donc l'intention de la région de mener un examen attentif et complet de cette question conformément à sa suggestion.

## **2-7. Interrogation sur la nature de l'association EUTERP**

Dans son rapport public de 2000 sur les associations de la loi de 1901, le Conseil d'Etat définit quatre critères qui permettent d'identifier une association transparente (une création publique, une composition publique, un financement public et une mission de service public).

### **2-7.1. Les relations des collectivités avec l'association EUTERP**

Les quatre critères seront étudiés successivement.

- Création publique : l'association « Opéra et Orchestre National de Montpellier » a été créée par la fusion de deux associations préexistantes toutes les deux contrôlées entièrement par des personnes publiques.

- Composition publique : comme il a été indiqué, aussi bien l'assemblée générale que le conseil d'administration sont composés uniquement de représentants de personnes publiques, Etat, région, département, communauté d'agglomération, ville. A l'exception du président, les autres membres sont tous soit des élus représentant leur collectivité soit des fonctionnaires ou agents de l'Etat et des collectivités territoriales.

- Financement public : la quasi totalité des ressources de l'association est composée de financements publics, entre 88 et 93 % des ressources totales selon les années.

- Mission de service public : pour la chambre, il ne fait pas de doute que, bien que portés par une organisation privée, l'organisation, la gestion et le fonctionnement de l'Opéra et Orchestre National de Montpellier constituent bien un service public culturel.

Le préambule de la convention « Opéra et Orchestre National de Montpellier », signée le 21 février 2002, souligne que « la signature de l'Etat, la ville de Montpellier, la communauté d'agglomération, le département de l'Hérault, la région Languedoc-Roussillon d'une convention avec l'association Opéra et Orchestre National de Montpellier est l'occasion pour les collectivités signataires de réaffirmer leur soutien et leur engagement à l'égard de l'opéra dont les missions artistiques et de service public s'exercent au niveau de la ville, de la communauté d'agglomération, du département de l'Hérault et de la région Languedoc-Roussillon et dont le rayonnement s'étend au plan national et international ». Le titre I de la convention indique que « dans le plein respect de la cohérence du projet artistique global auquel souscrit l'ensemble des collectivités publiques signataires de la présente convention, celles-ci considèrent que l'activité de l'Opéra et Orchestre National de Montpellier s'inscrit dans leur politique de création et de diffusion musicale ».

Cette convention constitue d'ailleurs un véritable cahier des charges culturel : dispositions relatives à la politique artistique (programmation, ensemble baroque en résidence, festival international de Radio France et de Montpellier Danse), à la politique de diffusion décentralisée (assurer à terme un minimum de cinquante représentations par an en diffusion en région), à la formation, l'insertion professionnelle et à la sensibilisation des publics.

En conséquence, sous réserve de l'appréciation souveraine de la juridiction administrative, cette association, au regard des critères dégagés par la jurisprudence, pourrait être qualifiée d'association transparente. Ce point a été affirmé par le conseil d'Etat dans l'arrêt n° 281796 du 21 mars 2007 - Commune de Boulogne Billancourt, en ces termes : « Considérant que lorsqu'une personne privée est créée à l'initiative d'une personne publique qui en contrôle l'organisation et le fonctionnement et qui

*lui procure l'essentiel de ses ressources, cette personne privée doit être regardée comme transparente et les contrats qu'elle conclut pour l'exécution de la mission de service public qui lui est confiée sont des contrats administratifs* ». Dès lors, les actes accomplis pour l'exercice de la mission de service public qui lui a été confiée sont des actes administratifs et engagent les collectivités publiques. L'arrêt du CE (Commune d'Aix-en-Provence du 6 avril 2007) concernant le festival d'Aix-en-Provence, a récemment confirmé cette doctrine.

### **2-7.2. Les risques encourus**

Ces risques sont de quatre ordres : les actes des organes statutaires pourraient être réputés actes de la collectivité et pourraient être qualifiés d'administratifs et soumis en tant que tels au recours pour excès de pouvoir ; les contrats signés seraient susceptibles d'être administratifs ; la responsabilité non contractuelle serait une responsabilité administrative ; les dirigeants et salariés de l'association pourraient être réputés exercer leurs activités pour le compte de la personne publique et les contrats des salariés transformés en contrats de droit public.

La chambre attire sur ce point l'attention de l'association et des collectivités publiques, dont l'Etat, membres du conseil d'administration. Cette observation renforce la mention précédente tendant à la création d'un établissement public de coopération culturelle.

### **2-8. La participation des élus au vote des subventions à EUTERP**

L'article L. 2131-11 du code général des collectivités territoriales (CGCT) indique que « *Sont illégales les délibérations auxquelles ont pris part un ou plusieurs membres du conseil intéressés à l'affaire qui en fait l'objet, soit en leur nom personnel, soit comme mandataires* ». La jurisprudence (CE 9 juillet 2003, Caisse régionale de crédit agricole mutuel de Champagne-Bourgogne) a estimé que les conseillers municipaux, président et membres du conseil d'administration d'une association gérant une maison de retraite, ont intérêt à l'affaire et que leur participation entache d'illégalité les délibérations accordant des garanties d'emprunt à l'association parce que cette dernière, bien que dépourvue de but lucratif, poursuit des intérêts ne se confondant pas avec ceux de la généralité des habitants. Il en va ainsi nonobstant la circonstance que les statuts de l'association prévoyaient la participation de membres du conseil municipal au conseil d'administration. Par ailleurs, le seul fait que deux ou trois conseillers intéressés aient participé aux délibérations ne peut être regardé comme sans influence sur le résultat du vote alors même que celui-ci a été acquis à l'unanimité. En effet, le Conseil d'Etat tend désormais à considérer que le seul fait de prendre part au vote a une influence sur le résultat du scrutin ; en conséquence, le CE établit une présomption d'influence dès lors que l'élu prend part au scrutin.

Au plan pénal, l'article 432-12 traite de la prise illégale d'intérêt : *"Le fait, par une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public ou par une personne investie d'un mandat électif public, de prendre, recevoir ou conserver, directement ou indirectement, un intérêt quelconque dans une entreprise ou dans une opération dont elle a, au moment de l'acte, en tout ou partie, la charge d'assurer la surveillance, l'administration, la liquidation ou le paiement, est puni de cinq ans d'emprisonnement et de 75 000 euros d'amende"*. Cet article interdit en effet aux personnes exerçant des fonctions ou des missions publiques de se placer dans une situation où leur intérêt personnel serait en opposition avec l'intérêt général ou même qu'elles puissent seulement en être suspectées. Dans la mesure où la jurisprudence de la Cour de cassation a retenu une définition extrêmement large de la notion de prise d'intérêt, ce délit est lourd de conséquences pour les élus car il n'implique pas nécessairement un manquement à la probité et peut être commis en toute bonne foi. Bien entendu, l'appréciation de l'intérêt indirect qu'un élu aurait pris dans une affaire dont il a la surveillance relève, au cas par cas, de l'appréciation des juridictions de fond. Cependant, dans un arrêt récent (Cour de cassation criminelle, 22 octobre 2008, Janine X), la juridiction a estimé que la participation d'élus aux délibérations et aux votes attribuant des subventions à des associations qu'ils président constitue un délit de prise illégale d'intérêt au sens de l'article 432-12 du code pénal. Le fait que les élus n'en ont retiré aucun profit personnel et que l'intérêt pris et conservé n'est pas en contradiction avec l'intérêt communal est sans incidence sur la qualification du délit. La position de la Cour de cassation consiste donc à ne pas faire de la prise illégale d'intérêt une infraction de profit, mais à stigmatiser la réalisation de l'ingérence

*publiques représentées au conseil d'administration procèdent à un appel à candidatures en vue d'établir une liste de candidats à l'emploi de directeur. Après réception des candidatures, elles établissent à l'unanimité la liste des candidats. Au vu des propositions d'orientations artistiques, scientifiques, pédagogiques ou culturelles présentées par chacun des candidats, le conseil d'administration désigne le directeur à la majorité des deux tiers de ses membres ».*

Il ne semble d'ailleurs pas que le successeur pressenti de M. KOERING ait fait l'objet d'une quelconque des phases de la procédure ainsi décrite.

### **3-1.3. Administration**

Sous l'autorité du surintendant, deux directeurs délégués géraient respectivement l'opéra (M. Christophe SEUFERLE) et l'orchestre (M. Philippe GRISON), assistés d'une administratrice générale (Mme Renée PANABIERE) et d'une administratrice (Mme Anne LAFFARGUE).

Comme pour les fonctions du surintendant, la définition du rôle des directeurs délégués est particulièrement succincte ; selon l'article 9 des statuts ceux-ci « *mettent en œuvre, selon les directives du surintendant de la musique, la réalisation des programmations artistiques* ».

Lors du conseil d'administration du 28 mai 2008, M. FRECHE, en sa qualité de président d'honneur, a proposé une réflexion sur la réorganisation de l'administration de l'association qui devait parachever la fusion. Il s'agissait de définir un nouvel organigramme prenant en compte le départ en retraite de l'administratrice générale. Ce nouvel organigramme a conduit à la modification des postes de l'administration à l'opéra et à la suppression du poste de directeur délégué à l'orchestre, identique à la suppression du poste de directeur délégué à l'opéra en 2006. Ne subsistaient alors que deux administrateurs (Mme LAFFARGUE et M. Guillaume LAMAS, remercié depuis lors).

Le secteur administratif comporte un service communication, information, relations avec la presse, un chargé du mécénat et des concerts décentralisés, un service jeune public et actions culturelles, un service relations publiques, locations et collectivités, un service de gestion du personnel, un service paie et comptabilité et un service informatique, soit au total une trentaine de personnes en 2008.

### **3-1.4. Les services artistiques et techniques**

Ils sont composés actuellement :

- des chœurs de l'opéra national de Montpellier (36 membres)
- des musiciens de l'orchestre national de Montpellier Languedoc-Roussillon (95 membres)
- des services artistique et technique de l'opéra (59 membres)
- des services artistique et technique de l'orchestre (16 membres)

L'association rassemble un total théorique de 244 membres, certains postes n'étant pas pourvus. D'après l'association, l'effectif réel actuel est de 236 personnes, certains emplois n'ayant pas été pourvus compte tenu des contraintes financières.

## **3-2. L'unification inachevée**

On aurait pu imaginer que la fusion en une association unique de deux ensembles autrefois séparés générerait, tout au moins dans la gestion administrative et technique, des économies d'échelle dans le cadre d'un management regroupé. Or, ceci n'a pas été le cas jusqu'à une période récente:

Conséquence historique de la séparation des gestions de l'orchestre et de l'opéra, ont en effet coexisté pendant longtemps des doubles structures administratives : paie, communication, personnel, comptabilité qu'explique également l'insuffisance de place au Corum comme à la Comédie.

sur la prise d'intérêt elle-même, sans égard pour les raisons qui peuvent en accompagner le principe. Ainsi, la Cour refuse de tenir compte du fait que l'intérêt pris ou conservé par les élus locaux n'est pas en contradiction avec l'intérêt de la collectivité. Cet arrêt confirme la sévérité avec laquelle la Cour de cassation entend assurer une probité exemplaire dans l'exercice des fonctions et des mandats publics locaux.

Chaque collectivité membre du conseil d'administration de l'association a été interrogée en cours d'instruction sur la participation des représentants aux votes. A la lecture des procès-verbaux des délibérations des collectivités locales concernées, il apparaît que, dans la plupart des cas, les élus désignés au conseil d'administration de l'association ont bien participé aux votes des délibérations lui accordant des subventions.

La chambre invite en conséquence les représentants des collectivités locales, qui financent sous forme de subventions l'association au sein de laquelle ils participent aux instances dirigeantes, à observer la plus grande prudence au regard des articles L. 2131-11 du CGCT et 432-12 du code pénal en s'abstenant notamment de participer à la préparation et à la rédaction du rapport relatif à la délibération en cause et de participer au vote attribuant les concours financiers. La chambre note que tant l'association que la communauté d'agglomération de Montpellier souhaitent examiner la question relative à la représentation des collectivités au sein du conseil d'administration.

### 3- LE FONCTIONNEMENT DE L'ASSOCIATION

#### 3-1. L'organigramme

##### 3-1.1. Le président

M. Elysé LOPEZ a été élu président du conseil d'administration de l'association « Opéra et Orchestre National de Montpellier » par l'assemblée générale ordinaire du 4 février 2002. M. LOPEZ, médecin radiologue, était représentant de la ville de Montpellier, en qualité de personnalité qualifiée. Lors de la séance du conseil d'administration du 19 décembre 2006, au terme de son mandat de 5 ans, M. Elysé LOPEZ a présenté sa démission.

Le nouveau président du conseil d'administration de l'association a été élu par l'assemblée générale ordinaire du 24 janvier 2007. Il s'agit de M. Daniel CONSTANTIN, ancien préfet de la région Languedoc-Roussillon, membre du conseil d'administration en qualité de personnalité qualifiée désignée par la ville de Montpellier.

La chambre a examiné la régularité juridique de la nomination de l'intéressé dans les fonctions de président, et a estimé qu'il n'y avait pas d'incompatibilité, le délai de trois ans prévu par le décret du 27 avril 2007 étant écoulé et que de surcroît les fonctions exercées ont un caractère bénévole.

##### 3-1.2. Le surintendant de la musique

Selon les statuts, le surintendant élabore et propose au conseil d'administration la politique générale et artistique de l'association, ainsi que les programmations à mettre en œuvre par les directeurs délégués (article 8 des statuts). Il est nommé par le conseil d'administration sur proposition du Président de l'association (article 6.5 des statuts).

On peut légitimement s'étonner de la généralité de la définition des fonctions du surintendant. En effet, véritable directeur général de l'ensemble opéra-orchestre, les fonctions du surintendant mériteraient d'être mieux précisées. De la même façon, les conditions de nomination du surintendant, compte tenu du rôle important qu'il est amené à occuper dans la structure, pourraient être clarifiées. Ainsi, le conseil d'administration de l'association pourrait-il s'inspirer de l'article R. 1431-10 du code général des collectivités territoriales relatif au directeur des EPCC, qui dispose : « Les personnes



Les locaux administratifs sont en effet partagés entre l'Opéra Comédie et le Corum, ce qui ne facilite guère un fonctionnement harmonieux entre les différentes équipes. L'harmonisation de la gestion de cet organisme est difficile, d'une part en raison d'une histoire différente et d'autre part parce que opéra et orchestre sont deux structures qui ne fonctionnent pas de la même façon. L'opéra est un outil de production complexe et fait appel à plusieurs corps de métier (chanteurs, metteurs en scène, intermittents du spectacle, ouvriers, costumiers, maquilleuses...), alors que l'orchestre ne fait intervenir pratiquement que des musiciens en différentes formations (orchestre symphonique, concert Amadeus, quatuor, orchestre de chambre...). Les artistes musiciens et les artistes du chœur ont, par ailleurs, des situations statutaires différentes.

Un premier effort de rationalisation a été entrepris dès l'origine au travers de l'unification du service de la communication de l'association. Par la suite, la paye et la comptabilité ont été regroupées grâce à l'utilisation d'un même logiciel comptable en 2008 mais ces deux domaines sont cependant localisés dans les deux sites, l'opéra assurant la gestion de la paye des personnels de l'opéra, le Corum celle de la paye des musiciens. Le service du personnel connaît par ailleurs le même régime, chaque bâtiment conservant les contrats concernant le personnel travaillant dans ses murs. Le principe du maintien des emplois étant acquis dès l'origine de la création de l'association, les regroupements réalisés l'ont été à emplois constants.

Le procès-verbal du conseil d'administration du 5 février 2007 révèle que « l'audit commandé par la communauté d'agglomération a préconisé une fusion rapide de certains services des deux établissements. M. KOERING explique que certains services sont déjà en cours de réorganisation : le service communication sera transféré au Corum ; une centralisation du courrier en une seule adresse ; le service jeune public sera transféré à l'Opéra Comédie ; le service comptable sera scindé en deux, la paye à l'Opéra Comédie et la comptabilité au Corum ». Ainsi, plus de quatre ans après la fusion des deux associations, la rationalisation administrative et technique des deux anciennes structures n'avait que peu progressé.

D'après le nouveau président, la centralisation de la structure serait en cours de finalisation. Il a pour cela fallu vaincre la résistance au changement, notamment en facilitant les départs en retraite et les changements de cadres. L'occasion de la future fermeture de l'Opéra Comédie pour une période de 18 mois et le regroupement des services au Corum peut être une opportunité pour parfaire le regroupement. C'est le cas du service de la paie qui, actuellement à l'Opéra Comédie, va être rapatrié auprès des services comptables au Corum, ce qui contribuera à une concentration accrue des services. Selon l'association, l'année 2009 a été marquée par une très forte volonté de la direction d'achèvement de cette fusion qui aboutira, avec la fermeture de l'Opéra comédie en juillet 2010, à une fusion totale des services et personnels.

### **3-3. Les conventions d'Opéra National**

La charte des missions de service public pour le spectacle vivant du 23 octobre 1998 prévoit la définition d'un cadre contractuel au soutien de l'Etat en faveur des actions de diffusion, de création, de formation et de valorisation du patrimoine théâtral, musical et chorégraphique. C'est l'objet des conventions d'objectifs.

Une première convention a été signée le 21 février 2002 entre l'Etat et les collectivités locales d'une part, l'association d'autre part. A son issue, une seconde convention en date du 17 mars 2008 a été adoptée par le conseil d'administration du 28 mai 2008 pour une durée de quatre années. La convention 2002-2007 a été signée, au nom de l'Etat, par le préfet de la région Languedoc-Roussillon. La convention suivante sera signée, cette fois-ci au nom de l'association, par la même personne, devenue entre temps président du conseil d'administration.

#### **3-3.1. La convention 2002-2007 du 21 février 2002**

La convention prévoit que les productions de l'Opéra et l'Orchestre National de Montpellier sont conçues dans une perspective de diffusion élargie dans les départements de la région Languedoc-

Roussillon et à l'étranger ; pour se faire, l'association développe une politique d'excellence artistique en produisant des spectacles à vocation nationale et internationale. Au 1<sup>er</sup> janvier 2002, la structure permanente comptait 92 musiciens à l'orchestre et 32 choristes (94 musiciens permanents et 32 choristes permanents au 1<sup>er</sup> janvier 2007). Une étude pour déterminer la nécessité du renforcement des effectifs de musiciens de l'orchestre en fonction de l'élévation du nombre des représentations décentralisées devait être élaborée. Selon l'association, cette étude a été menée mais la charge financière induite par les recrutements n'est pas apparue supportable au moment où l'application de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles devenait inéluctable.

Chaque année, l'association doit programmer au moins une création mondiale et quatre nouvelles productions lyriques ; s'agissant du répertoire baroque un ensemble musical est mis en résidence et associé à la programmation. Une convention a ainsi été conclue pour trois ans avec l'ensemble « Les Talens Lyriques » dirigé par Christophe ROUSSET. Cette convention, conclue le 2 décembre 2002 (et démarrant le 1<sup>er</sup> janvier 2002), a été dénoncée sur proposition de l'association en juin 2003 soit 18 mois avant son terme. En l'absence d'autre ensemble baroque en résidence, les Talens Lyriques ont cependant continué à se produire pour l'association au cours de la saison 2005. Un avenant prorogeant la convention d'un an (du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2005) a été conclu. Le 29 mai 2006, une nouvelle convention sera signée pour trois ans avec un autre ensemble, le « Concert Spirituel » dirigé par Hervé NIQUET.

Un laboratoire lyrique contemporain devait être créé. Ce laboratoire n'avait pas été mis en place à l'issue de la période d'application de la convention. L'association a estimé le coût de cette création à près de 200 000 €, dont elle ne disposait pas ; les recettes du mécénat ont été orientées prioritairement vers les mises en scène.

L'association ne disposant pas d'un corps de ballet propre, la programmation comprend également une saison danse organisée en coréalisation ou en coprogrammation avec le Festival International de Montpellier Danse et le Centre Chorégraphique National de Montpellier. Des conventions ont été conclues à cet effet. Les relations avec le Festival Montpellier Danse seront examinées ci-après.

Enfin, s'agissant de la diffusion, une politique de diffusion décentralisée devait permettre à terme d'assurer au minimum 50 représentations par an. Par ailleurs, devait être mise en place une politique de recherche de nouveaux publics : jeune public, public universitaire, populations suburbaines ou rurales, convention avec l'association Opéra Junior.

Au plan budgétaire et financier, un comité technique composé de représentants de chacun des partenaires signataires de la convention devait se réunir deux fois par an pour assurer un suivi financier (examen des états financiers recettes / dépenses) et examiner à la fin du 1<sup>er</sup> semestre de la 4<sup>ème</sup> année le rapport d'évaluation relatif à l'application de la convention. Ce comité n'a semble-t-il pas été constitué et ne s'est donc pas réuni. En raison de l'absence de ce dispositif de suivi, les partenaires de l'association n'étaient donc tenus informés de la situation financière qu'à l'occasion des conseils d'administration et des assemblées générales, ce que confirme l'association dans sa réponse.

### **3-3.2. La convention 2008-2012 du 17 mars 2008**

Pour l'essentiel, la seconde convention reprend les termes de la première. Sur le plan comptable, référence est faite au règlement n° 99-01 du 16 février 1999 du comité de la réglementation comptable relative aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations. Les conditions et les modalités de versement de la subvention de l'Etat sont précisées et le montant définitif des subventions 2008-2010 doit être fixé par voie d'avenant à la convention.

La convention assigne à l'association un objectif en matière de renforcement de ses ressources propres en lui demandant de s'engager à veiller à une évolution progressive et significative de sa part d'autofinancement. Il apparaît évident que la réalisation de cet objectif passe par une augmentation générale des tarifs pratiqués. L'association précise que le nombre d'abonnés a connu une légère augmentation, grâce à un effort de commercialisation nouveau, appuyé sur une évolution de l'informatique, et à l'attrait renouvelé d'une programmation de qualité.

A l'issue des quatre ans, un compte-rendu général et détaillé dressera le bilan des actions et le bilan financier liés à l'exécution de la convention ; il fera l'objet d'une évaluation du service de l'inspection et de l'évaluation de la direction de la musique, de la danse, du théâtre et des spectacles au ministère de la culture et de la communication et des services des partenaires signataires.

La chambre estime que les conventions d'objectif auraient dû s'inscrire dans le cadre d'un projet artistique global. Un tel document définissant les objectifs en termes de public, de fréquentation, de tarifs et de résultats ne paraît pas cependant exister ou du moins n'a pas été suffisamment formalisé. Un projet de ce type aurait l'avantage de donner à la politique de l'Opéra et de l'Orchestre National de Montpellier une lisibilité pour le public et les élus. En outre, la structuration des choix de l'association donnerait ainsi la possibilité aux gestionnaires d'inscrire leur action dans un cadre pluriannuel.

### **3-4. Les statuts des personnels**

Il y a toujours eu plusieurs modes de travail artistique : d'abord le travail des entreprises employant un personnel à plein temps et sur contrat pluriannuel (orchestres, théâtres lyriques, compagnies, troupes...) puis le travail des intermittents, par projet, avec engagement temporaire et paiement au cachet (festivals, tournées...). L'association EUTERP occupe majoritairement des personnels à temps plein mais recourt occasionnellement au travail intermittent lorsque les conditions de la production le nécessitent.

#### **3-4.1. L'application de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles**

Selon le compte rendu de l'assemblée générale du 17 décembre 2002, les organisations syndicales ont décidé d'adhérer à la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles. En effet, selon l'article 1.9 de la convention, toute organisation syndicale représentative de salariés ou groupement d'employeurs entrant dans le champ d'application de la convention peut y adhérer dans les conditions prévues à l'article L. 132-9 du code du travail.

La convention et les annexes règlent les rapports entre, d'une part, le personnel artistique, technique et administratif, à l'exception du personnel de l'État et des collectivités territoriales et, d'autre part, les entreprises artistiques et culturelles de droit privé (quel que soit leur statut) et de droit public, dont l'activité principale est la création, la production ou la diffusion de spectacles vivants, subventionnées directement par l'État et / ou les collectivités territoriales.

Conformément aux articles L. 132-27, 28 et 29 du code du travail, chaque employeur est tenu d'engager chaque année une négociation sur les salaires effectifs, la durée effective et l'organisation du temps de travail. Les négociations pour les salaires des musiciens et choristes ont été menées conformément à la réglementation et la convention est entrée progressivement en application à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2003. Des accords salariaux ont été conclus chaque année, selon les dispositions des articles L. 132-10 et R. 132-1 du code de travail, entre les organisations syndicales de l'association et les représentants de la direction.

Dans le cadre de ces accords, il a été considéré que, compte tenu de la spécificité des emplois des artistes du cadre des chœurs de l'opéra et des emplois des techniciens de scène de l'opéra, les conditions de travail et les salaires feraient l'objet d'une négociation au niveau de l'établissement. C'est la raison pour laquelle, chaque année, un ou plusieurs accords particuliers sur les salaires sont conclus avec l'établissement « Opéra National de Montpellier ».

### **3-4.1.1. La nomenclature des emplois**

Dans la convention collective, il a été créé, au sein de la nomenclature des entreprises artistiques et culturelles, trois filières d'emploi (administration-production, communication-relations publiques, technique). A l'intérieur de chacune des filières, trois groupes ont été créés pour chaque classification (cadre, technicien-agent de maîtrise, employé-ouvrier). Enfin, à l'intérieur de chaque groupe, plusieurs catégories ont été définies (cadres : 4 catégories, technicien-agent de maîtrise et employé, ouvrier : 3 catégories) par référence aux niveaux de formation et de qualification dite de l'éducation nationale. Les qualifications acquises par l'expérience professionnelle, la formation continue et l'activité professionnelle peuvent donner lieu à des équivalences.

Une nomenclature spécifique a été élaborée pour les emplois artistiques : direction artistique (metteur en scène, chorégraphe, dramaturge), interprétation (artiste-interprète), conception / décor (compositeur, décorateur maquettiste, scénographe, collaborateur artistique du metteur en scène).

Pour l'association EUTERP, il a été décidé, dans le cadre de l'accord d'entreprise du 12 décembre 2002, que la grille du personnel administratif et technique de l'ancienne association de gestion des opéras de Montpellier, différente de la grille de la convention collective, serait étendue à l'ensemble des personnels administratifs et techniques de la nouvelle association, c'est-à-dire, au personnel administratif et technique de l'orchestre. Cette grille est établie sur la base d'échelons, de niveaux et de degrés et permet la gestion des salaires des personnels des deux anciens établissements. On y distingue :

- . trois filières (cadres, agents de maîtrise et employés),
- . des degrés (5 pour les cadres, 3 pour les agents de maîtrise, 7 pour les employés),
- . deux échelons (la rémunération augmente chaque année).

Cependant, issues du passé, les rémunérations minimum d'embauche théoriques sont en-dessous des rémunérations minimum prévues par la convention collective. Ainsi, les premiers échelons n'ont qu'une valeur historique, le bas de la grille étant inutilisé. Au moment du contrôle, une refonte de la grille salariale était en cours de négociation.

### **3-4.1.2. Les accords d'entreprise**

A la suite de la fusion en 2002 des associations « Association de gestion des opéras de Montpellier » et « Orchestre national de Montpellier Languedoc-Roussillon » en association « Opéra et Orchestre National de Montpellier », en vertu de l'article L. 1224-1 du code du travail, l'ensemble des salariés a été placé sous la direction de la nouvelle association. A cette occasion, un nouvel accord d'entreprise a été conclu entre la direction de l'association et les organisations des salariés, le 12 décembre 2002, afin d'harmoniser le statut collectif de l'ensemble du personnel administratif et technique des deux établissements.

Trois types d'accord avaient été négociés, certains bien avant la création de la nouvelle association au sein des structures préexistantes, avec les personnels administratifs et techniques, avec les artistes musiciens de l'orchestre, et avec les artistes du cadre des chœurs de l'opéra.

#### Personnel administratif et technique

Comme il a été indiqué, l'accord d'entreprise du 12 décembre 2002 prévoyait que la grille de salaire du personnel administratif et technique de l'opéra deviendrait la grille de l'ensemble des personnels administratifs et techniques de l'association. Chaque année, des négociations sont mises en œuvre en vue de la revalorisation générale des salaires de base sur le fondement de la grille (+ 1,6 % au 1<sup>er</sup> janvier 2003, + 1,5 % au 1<sup>er</sup> janvier 2004, + 2 % au 1<sup>er</sup> janvier 2006...). Des mesures catégorielles ont également été négociées (+ 1,6 % pour les rémunérations entre 16 et 25 ans d'ancienneté en 2006 et + 1 % pour les rémunérations entre 26 et 30 ans d'ancienneté en 2007).

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives : Association Opéra et Orchestre National de Montpellier (34)*

• Primes et indemnités

- Une indemnité de résidence, fixée à 1 % du salaire brut de base est versée à l'ensemble du personnel, artistes musiciens et personnels artistiques compris.
- Une prime de fin d'année et de vacances est accordée à l'ensemble du personnel ; d'un montant de 1 021,40 € par an pour un personnel à temps complet, elle est proratisée pour le personnel à temps partiel. Cette prime est désormais indexée.
- Une prime dite de "fusion EUTERP" de 103 € par mois est instituée. Elle est complétée par un versement forfaitaire de 20 € par mois. Elle est actuellement fixée à 128 €.
- Une prime mensuelle « supplément familial » est versée pour tout enfant à charge à partir du mois suivant la naissance jusqu'au mois précédent son 20<sup>ème</sup> anniversaire, sous réserve, de 16 à 20 ans, de présenter un certificat de scolarité ou d'apprentissage. Au cours de la période de vérification, cette prime a évolué à plusieurs reprises.
- Tickets restaurant : le personnel de l'association, dont la rémunération mensuelle brute est inférieure ou égale à 6 000 € par mois, bénéficie de 20 tickets restaurant d'un montant unitaire de 6,50 €, dont 60 % sont pris en charge par l'employeur lorsque le salaire brut de base est inférieur ou égal à 2 500 € par mois et 50 % lorsqu'il est compris entre 2 501 et 6 000 €.
- Prime de tournée : une prime de tournée, forfaitisée, est accordée à tout technicien de scène permanent qui, dans le cadre d'une tournée, a la responsabilité d'un spectacle. Cette prime rémunère les heures effectuées au-delà de 35 h du lundi au samedi et les heures atypiques du dimanche. Elle s'élève à 103 € brut par jour.
- Une prime exceptionnelle de transport d'un montant de 32 € brut par trimestre a été instituée en 2007, dans le cadre du plan de développement des entreprises, pour les personnels ne disposant pas d'une carte de parking à la Comédie ou au Corum.

Artistes musiciens de l'orchestre

Un accord d'entreprise a été signé le 12 juillet 1990 avec l'orchestre philharmonique de Montpellier. Amendé au cours des dernières années, il est encore en vigueur pour les artistes musiciens de l'orchestre.

Les musiciens sont recrutés par voie de concours instrumental. Les emplois de musiciens sont classés en quatre catégories : les super solistes (hors catégorie) ; les solistes et co-solistes (1<sup>ère</sup> catégorie) ; les seconds solistes pouvant être appelés à remplacer les solistes (2<sup>ème</sup> catégorie) ; les musiciens du rang, tuitistes (3<sup>ème</sup> catégorie). La hors catégorie comprend trois échelons d'ancienneté et les autres catégories, quatre échelons d'ancienneté. La durée de séjour dans l'échelon est fixée à cinq ans, chaque échelon est rattaché à un indice de la fonction publique.

Les artistes musiciens peuvent percevoir une indemnité (supplément d'emploi) pour l'utilisation d'instruments spéciaux lorsque cette utilisation n'est pas prévue dans les contrats individuels. Depuis l'harmonisation des salaires des artistes musiciens de l'orchestre avec les salaires pratiqués dans les autres orchestres nationaux, cette possibilité aurait été abandonnée. En effet, lors du conseil d'administration du 28 mai 2008, M. KOERING indiquait que les suppléments d'emploi payés lors de l'utilisation d'instruments spéciaux ne seraient plus appliqués lors de l'engagement de nouveaux musiciens. Cette pratique aurait pu permettre d'améliorer la rémunération de certains musiciens lorsque la grille des salaires était inférieure à celle pratiquée dans les autres orchestres nationaux.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2004, le salaire était composé du salaire de base de la catégorie résultant de la grille indiciaire, d'une indemnité de résidence et d'un complément indemnitaire artistique (57,93 € par mois).

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives : Association Opéra et Orchestre National de Montpellier (34)*

Le temps de travail de chaque musicien était de 114 h par mois soit 1 227 h par an (102 h actuellement). Cette durée est inférieure à 35 h par semaine car une partie du temps de travail est consacrée au déchiffage de la partition, les musiciens devant être capables d'exécuter leur partie à la première répétition. Le travail s'effectue à raison de 1 ou 2 services quotidiens pouvant avoir lieu entre 9 h 30 et 24 h. Ces services, indivisibles, peuvent être d'une durée de 2 h, 2 h 30, 3 h ou 4 h.

Les artistes musiciens sont convoqués individuellement conformément à un plan de programmation et à un tableau de service. Le plan de programmation indique, pour chaque production, les noms des œuvres et leur durée, l'effectif nécessaire à leur exécution, la date et le lieu du concert, la date prévisible de la générale et celle de la première répétition. La direction affiche le plan de programmation pour les trois mois qui suivent. Au début de chaque mois, la direction affiche le tableau de service pour le mois suivant ; le tableau de service indique le programme, la nature, la date, la durée et le lieu de chaque service pour le mois considéré.

#### Le chœur

Un règlement de travail du cadre de l'opéra a été mis en application le 1<sup>er</sup> janvier 1990 dans le cadre de l'association de gestion des opéras de Montpellier. Il a été régulièrement amendé depuis cette date et notamment le 18 décembre 1997.

Les recrutements s'opèrent sur audition individuelle (2 morceaux au choix du candidat dont un extrait du répertoire lyrique et un déchiffage imposé par le jury et communiqué au candidat 10 mn avant l'épreuve).

Les artistes du chœur doivent 46 services par mois sur la base moyenne de 10 services par semaine ou 12 en cas de représentation. Les plages horaires des services sont de 9 h 30 à 12 h 30, de 14 h à 18 h et de 20 h à 24 h. Le total des services ne peut excéder 6 h par jour.

Selon l'annexe relative aux artistes interprètes des chœurs permanents de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles, l'horaire mensuel de référence est de 151 h 40, soit 35 h par semaine. Tout dépassement de la durée de service de répétition générale ou de spectacle supérieur à 3 mn et inférieur à 15 mn donne droit à une prime égale à ¼ h. Pour chaque ¼ h supplémentaire entamé, il est payé une prime de 25 % du salaire horaire de base pour les 1<sup>er</sup> et 2<sup>ème</sup> ¼ h, de 33 % pour les 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> ¼ h et de 50 % du salaire horaire de base pour tout ¼ h au-delà.

Les artistes du chœur touchent un complément indemnitaire artistique de 57,93 € par mois, porté à 60,30 € en 2007. Pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 août 2003, a été versée une indemnité salariale dont le montant était compris entre 119,28 € et 157,92 €. Cette dernière indemnité, temporaire, faisait suite à la revalorisation de la grille des artistes du cadre des chœurs, applicable au 1<sup>er</sup> septembre 2003. Une négociation menée avec les syndicats a conduit, pour la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 août, à l'attribution d'une indemnité spécifique pour compenser la non rétroactivité de cette grille au 1<sup>er</sup> janvier 2003.

#### **3-4.2. Accord collectif de réduction du temps de travail**

Un accord de réduction du temps de travail avait été signé avec l'association de gestion des opéras de Montpellier le 30 novembre 1999. Au terme de cet accord, la référence en temps de travail annuel était fixée à 1 827 h (52 semaines à 35 h + un jour). Déduction faite des cinq semaines de congés payés (- 175 h), de trois jours fériés (- 21 h) et de congés exceptionnels (- 70 h), le temps de travail s'établissait à 1 561 h.

Après la fusion des deux associations, le principe de l'extension de cet accord à l'ensemble des personnels de la nouvelle association a été acté par l'accord d'entreprise du 12 décembre 2002. Selon un rapport d'inspection d'octobre 2006 du ministère de la culture et de la communication, le temps de travail de l'orchestre, plafonné statutairement à 1 086 h par an, serait en fait de 716 h en 2001/2002, 752 h en 2002/2003, 804 h en 2003/2004 et 659 h en 2004/2005, soit un potentiel important d'inactivité situé entre 25 et 40 % selon les années, ce que ne contestent d'ailleurs pas les musiciens qui se

déclarent disposés à s'investir davantage sur des projets ambitieux et valorisants et plus particulièrement les tournées. Pour ce qui concerne le chœur, le temps de travail annuel pour les productions lyriques et symphoniques varie beaucoup d'une saison à l'autre, y compris d'un pupitre à l'autre (hommes / femmes surtout) en raison de la programmation. Dans sa réponse, l'association précise que les chiffres retenus sont des chiffres a minima. Si l'on retient le temps de travail au pupitre des instrumentistes les plus employés, les taux d'emploi pour les périodes considérées varient de 107 à 72 %. Le sous-emploi existe effectivement, mais dans une moindre mesure. Le développement de la présence en région se traduit par des actions avec des ensembles restreints car l'association est limitée par la capacité d'accueil des salles et leur disponibilité.

### **3-4.3. Intermittents du spectacle**

Un intermittent du spectacle est le statut administratif d'une personne qui travaille par intermittence (alternance de périodes d'emploi et de chômage) pour des entreprises du spectacle (cinéma, télévision, théâtre ou autre spectacle vivant), effectuant ainsi une série de plusieurs contrats de courte durée. Les productions de ces entreprises sont le plus souvent par nature limitées dans le temps, ce qui les amène à contracter avec des artistes, techniciens, ouvriers, sur des périodes définies, quand bien même elles salarient éventuellement du personnel permanent, en CDI, par ailleurs. Elles peuvent aussi engager un artiste ou un technicien, dans le cadre d'une production, pour un contrat d'une journée ou plus.

Pour les techniciens du spectacle, le contrat de travail d'un intermittent relève d'un CDD d'usage. Pour les artistes du spectacle, il doit être soit un CDD d'usage soit un CDD de droit commun. Le CDD d'usage est conclu pour des emplois dont la nature même implique un travail temporaire. Il peut être reconduit sans limitation et n'oblige pas à un délai de carence avec un autre CDD d'usage. La rémunération du travail se fait sous forme de cachets, c'est-à-dire par la perception d'une rémunération forfaitaire. En général, la rémunération "au cachet" est versée pour une journée, quel que soit le nombre d'heures travaillées.

Sur le plan juridique, le CDD d'usage est régi par l'article L. 122.1.1 3<sup>ème</sup> alinéa et l'article D. 121.2 du code du travail. Un accord interbranche, du 12 octobre 1998, sur le recours au contrat à durée déterminée d'usage dans le spectacle a été conclu entre les organisations syndicales et est inclus dans la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles.

Sur le plan pratique, il est fait appel à deux types d'intermittents ; ceux que nécessite la production (nombre de musiciens ou de choristes permanents insuffisants pour exécuter l'œuvre selon la partition) et ceux qui viennent en remplacement de congés maladie ou maternité (artistes supplémentaires). S'agissant des tournées, il est toujours fait appel à des intermittents techniciens.

Le recensement des intermittents et la masse salariale brute concernée sont résumés dans le tableau ci-dessous.

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Intermittents opéra</b>	349	416	460	352	420	334	362
<b>Intermittents orchestre</b>	221	184	185	220	184	176	202
<b>Intermittents employés</b>	570	600	645	572	604	510	564
<b>Montant salaires bruts</b>	1 856 051	1 950 573	1 888 016	1 702 289	1 966 517	1 785 031	2 024 137

Source : DDASS

Ainsi, c'est une moyenne de 581 intermittents pour une masse salariale brute de 1,9 M€ par an qui est consacrée aux diverses productions de l'association. Selon cette dernière, il existe une troisième catégorie d'artistes intermittents constituée des artistes solistes et chefs d'orchestre. La masse salariale comprend donc la rémunération des artistes de cette catégorie.

### **3-4.4. Le statut des fonctionnaires territoriaux détachés**

Le décret 86-68 du 13 janvier 1986 précise les conditions de détachement pour les fonctionnaires territoriaux : « *Le détachement d'un fonctionnaire ne peut avoir lieu que dans l'un des cas suivants : ...*

*6° Détachement auprès d'un organisme privé ou d'une association dont les activités favorisent ou complètent l'action d'une collectivité publique, sous réserve de l'approbation préalable, par la collectivité ou l'établissement dont relève l'agent, du projet de contrat et de ses avenants éventuels ».*

Parmi le personnel administratif travaillant à l'opéra se trouvent quelques fonctionnaires territoriaux en position de détachement. Cette présence s'explique historiquement par le fait que l'opéra était à l'origine une régie municipale de la ville de Montpellier, avant la création de l'association. Lors de la création d'EUTERP, les fonctionnaires travaillant dans la structure municipale ont ainsi eu le choix entre garder leur statut de fonctionnaire territorial et demander leur détachement ou bien choisir les contrats à durée indéterminée proposés par l'association. Une majorité a opté pour les contrats proposés dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises artistiques et culturelles et quelques uns ont choisi de garder le lien avec leur administration. Il reste actuellement 21 fonctionnaires en position de détachement, dont l'âge moyen est de 51,2 ans, représentant 18 ouvriers et techniciens et 3 administratifs, aucun nouveau fonctionnaire n'ayant été détaché dans l'association depuis.

Les fonctionnaires sont détachés depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1990, par périodes de 5 ans renouvelables. Outre le régime indemnitaire de l'association, ils bénéficient également de 15 % de majoration du traitement. Ces 15 % de majoration de traitement, montant maximal fixé par l'article 6 du décret n° 86-68 du 13 janvier 1986, ont été obtenus en 2009 à l'occasion de la négociation annuelle obligatoire. Le pourcentage était moindre auparavant et a fait l'objet de réévaluations successives ces dernières années. Sur les bulletins de salaire, la rémunération complémentaire est comprise dans le salaire, ce qui ne permet pas de déterminer la part relative au salaire de base et ce qui relève du pourcentage supplémentaire dû au détachement.

Sur le plan des cotisations sociales, une jurisprudence de la cour de cassation (Cassation Sociale, 27 juin 2000, n° 97-43536, Fraysse c/ Association pour l'éducation et l'insertion des handicapés d'Escassefort) précise « *qu'en application de l'article 45 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant statut général des fonctionnaires, le fonctionnaire détaché est soumis aux règles régissant la fonction qu'il exerce par l'effet de son détachement... ; qu'il doit donc contribuer à l'assurance chômage comme les autres salariés de l'organisme au sein duquel il exerce ses fonctions* ». Or, les bulletins de salaires de ces fonctionnaires territoriaux détachés ne font pas apparaître de retenues pour le paiement des cotisations au titre du risque d'assurance chômage (AC) et assurance garantie des salaires (AGS). La chambre prend acte de la décision d'assujettir les fonctionnaires territoriaux détachés aux cotisations de l'assurance chômage.

### **3-5. La gestion comptable**

#### **3-5.1. Organisation de la comptabilité**

Comme il a été indiqué supra, le service de la comptabilité est localisé sur deux sites différents : 4 à 5 personnes travaillent sur le site du Corum et s'occupent des dépenses (centralisation des dépenses à payer avec les pièces commandes et factures) et 4 personnes travaillent sur le site de l'Opéra Comédie et s'occupent de la paye (DADS et journal de paye ainsi que les contrats des salariés travaillant à l'opéra - cœur et administratifs -), le responsable du service étant également à l'Opéra. Le contrôle de la comptabilité est donc plus compliqué dans la mesure où les éléments peuvent se trouver à deux endroits différents. Le bureau du personnel est basé à l'Opéra Comédie et comprend trois personnes, dont une est localisée au Corum. Ce service dispose des contrats des personnels de l'Opéra, ceux concernant les personnes travaillant au Corum (musiciens, administratifs) étant conservés au Corum.



Comme il a également été indiqué, depuis 2008, une concentration des procédures a permis de disposer d'une comptabilité unifiée pour les deux structures permettant entre autres une balance analytique. Les travaux programmés sur le site de l'Opéra Comédie devraient être l'occasion de regrouper les services dans un même lieu.

### **3-5.2. Procédure concernant les contrats**

Des fiches de procédures sont tenues par l'association afin de déterminer avec précision les séquences à respecter, de la décision d'embauche d'artistes ou de musiciens jusqu'au règlement du contrat (fiches de procédure contrats artistes, fiches de procédure musiciens supplémentaires, procédure contrats avec l'Education Nationale). L'intervention des différents responsables des services concernés est ainsi décrite avec les attributions respectives et les points de vérification. Le contrôle interne est assuré essentiellement par le directeur et / ou l'administrateur (actuellement Mme LAFFARGUE), comme décrit sur les fiches de procédure.

La nécessité de contrôler les présences pour les personnels supplémentaires engagés à l'opéra (intermittents) a entraîné l'instauration de listes de présence sous la responsabilité du régisseur. Cette liste qui se trouve en coulisse sur le lieu de répétition doit être signée par l'artiste et sert ensuite au paiement des salaires des intermittents (pour les artistes permanents il y a un pointage par puce électronique).

Néanmoins, des sondages sur quelques spectacles donnés en 2008 ont fait ressortir que sur deux spectacles, *Aïda* (Verdi) et *Vedova Scaltra* (Wolf-Ferrari), les listes de présence étaient très rarement signées par les personnels supplémentaires : la régie a dû pointer les présences (ce qui explique les signatures le premier jour et les annotations "présent" les jours suivants). Un sondage a été effectué sur le spectacle « *Aïda* » qui a fait l'objet des répétitions les 24, 26, 27, 29 septembre 2008 avant les spectacles donnés les 1<sup>er</sup>, 3, 5 et 7 octobre 2008. Les absences ont été contrôlées et justifiées, à l'exception des 3 et 7 octobre, dates pour lesquelles les feuilles de présence manquent, alors que la rémunération des intermittents a été effectuée en incluant tous les spectacles. Le système de contrôle des présences reste donc perfectible.

### **3-5.3. Paiement des dépenses**

Au moment du contrôle, seules deux personnes disposaient de la signature des comptes bancaires de l'association : il s'agit du président, M. CONSTANTIN et de l'administratrice, Mme LAFFARGUE. Auparavant, et sans qu'il ait été possible de retrouver trace de la procuration, le président, Mmes PANABIERE et LAFFARGUE, MM. GRISON et LAMAS étaient habilités à intervenir sur le compte. Ce n'est que par une lettre du 16 octobre 2009 que la banque était informée que Mme PANABIERE (partie en décembre 2008), M. GRISON (parti en juillet 2008) et M. LAMAS ne faisaient plus partie de l'association EUTERP et qu'en conséquence leurs signatures devaient être annulées.

Une fiche de procédure détaille la procédure à suivre pour le règlement des dépenses. En règle générale, il y a établissement d'un bon de commande du service concerné sauf, pour les conventions ou contrats à terme (location du Corum). Ce bon de commande daté, numéroté et signé du responsable de commande est ensuite joint à la facture. Celle-ci est enregistrée (numéro d'ordre) et datée à l'arrivée. Un cachet est apposé permettant à la personne responsable de la commande d'apposer son visa ainsi qu'à la personne ayant le pouvoir de faire procéder au règlement de la dépense. Le paiement des dépenses est en général effectué par une seule personne, Mme LAFFARGUE (chèque ou virement), certaines dépenses importantes étant effectuées par le surintendant lui-même. Comme seule une personne signe habituellement les dépenses, il semblerait nécessaire de mettre en place une procédure d'intérim formalisée, en cas d'absence prolongée, visant à assurer le paiement des dépenses courantes et ce afin d'éviter les retards de paiement des fournisseurs.

Certaines échéances de début d'année sont payées 2 à 3 mois plus tard notamment les locations du Corum, retards causés par une insuffisance de trésorerie. En général, le règlement s'opère par virement (tous les 15 jours en moyenne), ou par chèque et assez rarement en espèces, lesquelles

sont utilisées pour de menues dépenses ou pour accorder des avances aux artistes engagés (qui sont souvent étrangers et ne disposent donc pas d'un compte bancaire en France).

### **3-6. Les Salles de spectacle et les locaux**

#### **3-6.1. L'Opéra Comédie**

Inauguré en 1888, l'Opéra Comédie, grand théâtre à l'italienne, est l'œuvre de l'architecte Joseph-Marie CASSIEN-BERNARD (1848 - 1926), élève de Charles GARNIER. Le bâtiment comporte une salle de concert dite Salle Molière de 350 places. La grande salle a une capacité de 1 200 places. Cependant, la jauge habituelle est au maximum de 1100 places dans la mesure où 100 places souffrant d'une très mauvaise visibilité ne peuvent être commercialisées. La salle Molière sert de lieu de répétition pour les chœurs de l'Opéra National ainsi qu'à la représentation de récitals lyriques.

La communauté d'agglomération de Montpellier, par convention du 18 septembre 2003 (délibération de la communauté d'agglomération en date du 27 juin 2003), met gratuitement l'Opéra Comédie à la disposition de l'association. Les locaux comprennent, pour une surface de 3 092 m<sup>2</sup>, les salles de spectacle et de répétition, les halls d'accueil et foyers, les loges, des bureaux, des locaux techniques et de stockage et des sanitaires et dégagements. L'occupation de l'Opéra Comédie par l'association est réalisée suivant un planning d'occupation arrêté par la direction des affaires culturelles de la communauté d'agglomération. EUTERP assume tous les droits, taxes et charges locatives (fluides, entretien, électricité, téléphone...) et les factures EDF et GDF payées par la communauté d'agglomération font l'objet de titres de recettes aux fins de remboursement par l'association.

La convention de mise à disposition a été consentie pour une durée de quatre ans (article 2) dès sa signature le 18 septembre 2003. Suite à une décision du président de la CA de Montpellier en date du 2 janvier 2008, la convention a été prolongée par un avenant n° 2 pour une durée de trois ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Les travaux de réfection de la cage de scène à l'Opéra Comédie à partir de 2009 vont nécessiter le déménagement et la réinstallation de certains services au Corum.

La chambre s'interroge sur la mise à disposition gratuite, au profit d'une association ayant une activité commerciale, d'un équipement public au regard des dispositions du code général de la propriété des personnes publiques (CGPPP). En effet, selon l'article L. 215-1 du CGPPP, « *Toute occupation ou utilisation du domaine public d'une personne publique... donne lieu au paiement d'une redevance* ». L'article L. 222-7 du même code dispose que « *Les opérations de mise à disposition ou de location ne peuvent être réalisées ni à titre gratuit, ni à un prix inférieur à la valeur locative* ». L'article L. 2125-3 du CGPPP précise en outre que la redevance doit prendre en compte « *les avantages de toute nature procurés au titulaire de l'autorisation* ». Contrairement à ce qu'affirme la communauté d'agglomération de Montpellier, il ne peut être sérieusement soutenu que l'association EUTERP est une association sans but lucratif sous le prétexte qu'elle serait financée à 90 % par des subventions publiques. S'il n'est pas contesté que EUTERP participe à une mission de service public culturel, on ne peut pour autant en déduire que le régime d'occupation du domaine public soit celui d'une association à but non lucratif.

#### **3-6.2. Le Corum**

Depuis 1990, la ville de Montpellier s'est dotée d'une deuxième salle d'opéra, au sein du Corum : le bâtiment conçu par l'architecte Claude VASCONI, comprend notamment trois salles aux fonctions multiples : Einstein, la plus petite, comprend 318 places, Pasteur en propose 800 et l'Opéra Berlioz atteint 2 010 places. L'Opéra Berlioz constitue l'auditorium de l'Orchestre National de Montpellier et un deuxième lieu privilégié pour l'activité de l'Opéra National de Montpellier.

Préalablement à la constitution de l'association EUTERP, la société du Corum avait signé des conventions avec l'orchestre national philharmonique de Montpellier le 1<sup>er</sup> octobre 1990 d'une part,

avec l'association de gestion des opéras de Montpellier le 31 mars 1994, d'autre part. Une convention en date du 8 juillet 2004 a eu pour objet de regrouper ces deux conventions en une seule et d'actualiser celle-ci. On peut d'ores et déjà remarquer qu'entre le 1<sup>er</sup> janvier 2002 (date de la constitution de la nouvelle association) et le 8 juillet 2004, les conditions d'occupation des locaux du Corum reposaient sur deux conventions passées avec des associations dont l'une au moins avait juridiquement disparu.

D'après la convention, la société le Corum confère à l'association un droit d'usage et de jouissance des locaux constitués d'auditoriums mis à disposition à la journée et sur réservation (locaux à usage de spectacle, notamment Opéra Berlioz, loges, sanitaires, foyers et annexes ; locaux à usage de congrès et notamment les auditoriums Pasteur et Einstein) et locaux mis à disposition à titre annuel (locaux à usage de bureaux représentant une surface de 449 m<sup>2</sup> et locaux à usage artistique, salle de répétition orchestre, foyers musiciens, répétition spectacles, chœur, ballet d'une superficie de 1 968 m<sup>2</sup>).

Toujours selon la convention, les prestations supplémentaires fournies par la société du Corum en matière de régie technique, de technicien de plateau, de manutentionnaires, de bordereaux de salle (ouvreuses, placeuses, contrôle de tickets) de gardiennage et de vacations de pompiers pour les spectacles, donnent lieu à facturation.

#### **4- ACTIVITE DE L'ASSOCIATION**

##### **4-1. Le bilan synthétique d'activité 2002/2008**

Logiquement, le taux de fréquentation aux représentations des différents spectacles tient à la fois à la programmation, à l'attractivité des œuvres jouées et à la notoriété des interprètes. Parfois, un seul spectacle peut, en fonction de la faveur du public et du lieu où il est donné, représenter un nombre d'entrées très significatif ; c'est le cas par exemple du spectacle Triptyk de Bartabas et du cirque équestre Zingaro, joué au parc des expositions de Montpellier en 2002, qui explique l'importance des recettes cette année là par rapport aux deux années suivantes.

Les données ci-dessous permettent de comparer pour 2005/2006, d'une part, les productions et les représentations lyriques et symphoniques des formations de Bordeaux, Strasbourg, Toulouse et, d'autre part, celles de Montpellier.

##### **Comparaison en 2005-2006**

	<b>BORDEAUX</b>		<b>STRASBOURG</b>		<b>TOULOUSE</b>	
	<b>Productions</b>	<b>Représentations</b>	<b>Productions</b>	<b>Représentations</b>	<b>Productions</b>	<b>Représentations</b>
<b>Opéras</b>	7	42	8	42	7	37
<b>Opérettes</b>	4	15			1	8
<b>Concerts symphoniques</b>	64	74	17	17	39	39

Au cours de la même saison, selon le programme 2005/2006 de l'association EUTERP, ont été données 36 représentations de 12 spectacles lyriques, 24 représentations de 16 concerts symphoniques auxquels s'ajoutent 8 représentations de concerts Amadeus et 3 représentations de concerts baroques, de la formation « Les Talens Lyriques » en résidence à Montpellier.

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives : Association Opéra et Orchestre National de Montpellier (34)*

Pour les quatre dernières saisons, le tableau ci-dessous retrace par type de spectacle (lyrique, symphonique, Amadeus, baroque, « Chemins Sacrés ») le nombre de représentations, le taux d'occupation, le total des représentations et les recettes de billetterie générées par l'activité.

	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009
<b>Spectacles lyriques</b>				
. Représentations	36	34	34	34
. Taux d'occupation	89%	84%	86%	78%
<b>Concerts symphoniques</b>				
. Représentations	24	26	28	28
. Taux d'occupation	71%	67%	75%	65%
<b>Concerts Amadeus</b>				
. Représentations	8	11	9	12
. Taux d'occupation	86%	79%	76%	67%
<b>Concerts baroques</b>				
. Représentations	3	4	4	2
. Taux d'occupation	51%	42%	84%	69%
<b>Chemins sacrés</b>				
. Représentations	8	5	3	6
. Taux d'occupation	40%	29%	33%	31%
<b>Total général</b>				
. Représentations	86	92	95	100
. Taux d'occupation	78%	73%	79%	71%
. Billets édités	86 591	81 794	94 112	85 517
. Recettes	1 562 479 €	1 344 181 €	1 600 646 €	1 639 991 €

Source: documents EUTERP

Sous réserve de ce qui a été rappelé ci-dessus, et sous réserve du caractère approximatif de ce calcul, on peut indiquer que la recette moyenne par représentation est passée de 18 168 € en 2005-2006 à 16 400 € en 2008-2009 soit une baisse de 9,7 % alors que le nombre de représentations a progressé de 16,3 %, le taux d'occupation ayant logiquement chuté d'environ 9 %. Les bons résultats en terme de taux d'occupation, et donc de billets édités, en 2005-2006 et 2007-2008, tiennent à une production « grand public » : Carmen de Bizet (100 %), Così Fan Tutte de Mozart (100 %), Cyrano de Bergerac de Alfano (100 %), Le Nozze Di Figaro de Mozart (100 %) en 2005-2006 et La Flûte Enchantée de Mozart (98 %), Orphée Aux Enfers de Offenbach (100 %), Don Giovanni de Mozart (98 %) en 2007-2008. Selon l'association, le ratio recettes/billets édités serait plus judicieux pour rendre compte de l'activité de l'organisme car il élimine les représentations gratuites. En outre, elle précise que l'innovation (programmation d'œuvres rares et oubliées) et la création (musique contemporaine) n'apportent que trop rarement les recettes espérées.

#### 4-2. Les tournées en région

La convention d'objectifs signée le 21 février 2002 entre l'association et les collectivités publiques indique à l'article 1 que les productions sont conçues dans une perspective de diffusion élargie dans les départements et la région Languedoc-Roussillon, en France et à l'étranger. Ces dispositions sont reprises dans les mêmes termes dans la convention du 17 mars 2008.

Concernant l'opéra, le rapport d'inspection du ministère de la culture et de la communication de 2006 indiquait que la politique de rayonnement régional constituait l'un des points les plus faibles de la mission d'EUTERP. 23 dates entre 2002 à 2005 signalaient la présence de l'opéra hors de ses murs, ce chiffre comprenant à la fois les concerts du chœur (7), des représentations au théâtre Jean Vilar à Montpellier (3), des spectacles lyriques, des opéras en concert (1) et des opéras au piano (13). Il est vrai que la région dispose de très peu de lieux capables d'accueillir une production lyrique même modeste. C'est également le cas pour ce qui concerne l'Orchestre dans sa version « grand symphonique ». Mais

en réalité, comme le souligne le rapport, « le non accueil ou l'accueil très limité de l'orchestre, comme de l'opéra d'ailleurs dans les grandes villes susceptibles de le recevoir (Narbonne : 1 200 places, Théâtre de Nîmes : 550 places, Scène Nationale de Sète : 1 000 places...) est dû à des raisons essentiellement extra musicales et techniques (blocages personnels, rivalités politiques locales...) ». La ville d'Alès, avec une salle de 800 places, accueille très régulièrement l'orchestre. Enfin, il faut signaler qu'une certaine concurrence existe sur la région en matière d'offre symphonique avec la présence d'ensemble instrumentaux plus ou moins structurés et pérennes qui satisfont à des demandes de programmation en général moins ambitieuses.

En outre, comme le signalait le président de l'association dans la réunion du conseil d'administration du 17 décembre 2002, « dans la majorité des cas ces déplacements, pour indispensables qu'ils soient en termes d'image et de rayonnement culturel et pour obligatoires qu'ils sont aux termes de la convention d'opéra national génèrent des déficits financiers qui grèvent le budget de l'association EUTERP et ne permettent pas d'en programmer autant que tous le souhaitent ».

Certaines des tournées en Languedoc-Roussillon bénéficient d'un système d'aide aux villes d'accueil par la Caisse d'Epargne à raison de 1 500 € par concert. Cependant, les villes susceptibles d'accueillir des représentations ont des difficultés pour réunir le budget nécessaire. En effet, si le coût de l'orchestre n'est jamais facturé, l'association demande aux villes d'accueil de financer le cachet du chef d'orchestre, du soliste ainsi que du transport et éventuellement les défraiements des repas.

Enfin, il convient de citer l'initiative "Les chemins sacrés en Languedoc-Roussillon", une série de concerts donnés en région pendant la semaine sainte et financés par la région (110 000 €). 8 concerts ont été donnés en 2005/2006, 5 en 2006/2007, 3 en 2007/2008 et 6 en 2008/2009.

#### **4-3. Les tournées à l'étranger**

Des tournées internationales ont été réalisées en septembre 2002 avec six concerts en Europe centrale (Budapest, Bratislava, Prague...), en septembre 2006 à Chypre, en octobre 2007 à Milan et à Essen et, en juin 2008, en Italie (Reggio Emilia). La région Languedoc-Roussillon a aidé l'association pour la tournée à Chypre (20 000 €) et le concert de Milan a également été financièrement aidé par la Région dans le cadre de l'ouverture de la Maison de la Région dans cette ville (152 000 €).

Cependant, le conseil d'administration du 19 décembre 2006 se fait l'écho des difficultés rencontrées pour organiser des tournées à l'étranger en indiquant que l'association n'a pas le financement qui pourrait permettre de tourner davantage. Les orchestres invités participent en général à 80% du coût global du déplacement. D'après le surintendant, tous les orchestres disposeraient d'un budget très important pour les tournées internationales. Selon lui, sans budget spécifique, l'orchestre de Montpellier ne peut pas se déplacer alors même que les propositions de tournées à l'étranger ne manquent pas. Mais ces déplacements représentent une dépense de l'ordre de 25 000 euros par jour à la charge de l'orchestre. Les tournées sont indispensables pour le rayonnement de l'orchestre mais il est indispensable d'avoir des budgets supplémentaires. M. KOERING rappelle encore que le budget de l'orchestre national de Montpellier est un des plus faibles de France. Au cours de cette réunion du CA, M. FRECHE a proposé que l'agglomération de Montpellier finance une tournée par an à partir de 2008. Si le budget 2008 intègre effectivement une ligne « tournées internationales » dotée de 60 000 €, cette ligne ne sera néanmoins pas reconduite en 2009.

Pourtant les déplacements à l'étranger constituent pour l'association une obligation importante du contrat d'objectif. De ce point de vue, la faiblesse de l'exposition internationale de l'Opéra et Orchestre National de Montpellier est un échec.

Il pourrait être suggéré, comme l'a imaginé la ville de Toulouse, de mettre en place un club de mécènes pour le financement spécifique de tournées à l'étranger ou de créer une fondation d'entreprises. Dans sa réponse, l'association précise qu'un projet de club de mécènes est actuellement à l'étude à l'initiative de l'agglomération de Montpellier ; la faiblesse du bassin économique de la région et la forte offre culturelle ne rend pas la recherche de mécénat très facile. Les festivals et acteurs culturels déjà présents dans la région sont de sérieux concurrents.

#### 4-4. Les coréalizations et les coproductions

Le bilan des coréalizations et coproductions, tel qu'il figure dans les comptes de l'association, est synthétisé dans le tableau ci-dessous.

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Prestations coréalisation 5,5%	411 398		131 100	155 335	119 722	113 153	34 875	2 070
Coréalisation		411 398	170 394	1 866	3 813	1 740	2 201	-
Coréalisation coproduction 2,1%	26 653		19 116	40 239	40 134	91 156	58 927	69 360
Produits CD	23 543	26 653 23 543	36 891	14 384	27 191	28 131	1 656	2 895
Prestations export	-	-	123 546	26 939	19753	6 470	37 957	47 687
Prestation coréalisation export	-	-	-	-	-	-	69 006	

Source : comptes de résultat

Les contrats de coproductions et coréalizations doivent être entendus au sens large, c'est-à-dire comme des contrats de répartition des recettes et des dépenses pour la réalisation d'un spectacle. Plusieurs cas peuvent se présenter :

- Représentation lyrique : qu'il s'agisse d'une nouvelle production en association avec plusieurs opéras, de production montée en coproduction, de rachat d'une production, le principe repose sur un partage des coûts de production et / ou des recettes entre plusieurs opéras. Chaque contrat fait l'objet de clauses particulières. Les clauses concernant la durée de vie de la production, le producteur délégué, les apports financiers et / ou en nature et le lieu de stockage sont communes ; par contre, le reste est défini en fonction des intervenants et des spécificités de chacun. Les spectacles coproduits peuvent faire l'objet d'une location par d'autres structures.

- Représentation symphonique : des concerts sont donnés par l'orchestre en collaboration avec des structures étrangères, des scènes nationales (Narbonne et Sète par exemple), des villes ou autres organismes. L'orchestre met à la disposition la formation de base, assume la responsabilité artistique des représentations. Les coûts supplémentaires afférents aux cachets des chefs et solistes, défraiements, locations de partition, etc, sont partagés entre l'orchestre et l'organisateur.

- Partenariat : depuis quelques années, l'association EUTERP tente de mettre en place un partenariat sur une saison complète avec des concerts symphoniques, représentation lyrique et concert des chœurs (scène nationale de Sète et du Bassin de Thau).

Pour illustrer ces partenariats, quelques conventions récentes sont analysées ci-dessous :

- Le 2 avril 2007 une convention générale de coproduction a été signée avec le Centre Français de Promotion Lyrique et 17 théâtres pour la représentation du Voyage à Reims de Rossini. Le budget de la coproduction s'établit à 300 780 €, partagé entre les 17 théâtres, soit environ 17 700 € par théâtre. Les dépenses concernent la production (mise en scène, décors, costumes, lumières), les techniciens, le chef d'orchestre et la distribution (cachets, voyages, défraiements), les frais de production (achats de matériaux) et la communication. Chaque théâtre prend en charge les coûts de ses propres représentations (5 représentations à Montpellier entre le 24 décembre 2008 et le 6 janvier 2009).

- Contrat de coproduction de L'Elisir d'Amore de Donizetti entre l'opéra de Toulon et l'opéra de Montpellier en date du 12 février 2007 (trois représentations à Montpellier et trois représentations à Toulon) : le coût de 40 000 €, partagé à 50 %, concerne l'acquisition des décors au Teatro dell'Opera di Savona, producteur original. Par la suite, le 12 février 2008, les coproducteurs mettent le spectacle à la disposition de l'opéra d'Avignon pour un montant de 5 980 € (deux représentations) répartis entre l'opéra de Montpellier et l'opéra de Toulon.

• Contrat de cession du 18 juillet 2008 pour l'organisation le 30 novembre 2008 d'un concert Beethoven / Mahler entre l'association EUTERP (le producteur) et le Théâtre Scène Nationale de Narbonne (l'organisateur). Sont à la charge de l'organisateur, maître d'œuvre du concert : la location de la salle, la location d'un piano de concert Steinway, l'organisation matérielle du concert (salle, billetterie, taxes,...), la mise à disposition de quatre manutentionnaires (chargement / déchargement du matériel), 20 places de première catégorie et le versement d'une somme de 12 000 € HT au titre de la participation aux frais. Le producteur se charge de fournir un spectacle entièrement monté, de verser la rémunération de base de la formation, de verser le cachet du chef et des solistes et des six musiciens supplémentaires, de louer deux autocars pour le transport des musiciens et un camion pour le transport du matériel, de louer les partitions et de prendre en charge le défraiement du repas pour 93 personnes. La totalité de la recette brute est conservée par l'organisateur.

Dans la mesure où ces opérations de partenariat aboutissent à un partage des coûts il pourrait être souhaitable, notamment en région, de développer ces types de collaboration. L'association EUTERP précise que les coproductions représentent une part importante du programme et qu'il n'est pas possible d'aller au-delà faute de ne pouvoir conserver un rôle de création attaché à la nature même de l'Opéra national.

Entre 2007 et 2010, le nombre de coproductions est le suivant :

- 2007/2008 : une coproduction sur 11 spectacles présentés ;
- 2008/2009 : une coproduction sur 10 spectacles présentés ;
- 2009/2010 : 2 coproductions sur 10 spectacles présentés.

#### **4-5. Le festival de Radio France et le festival de danse**

Des coréalizations sont par ailleurs organisées, par voie de conventions, dans le cadre des festivals de Montpellier Danse et de Radio France.

##### **4-5.1. Le festival Radio France**

Afin d'organiser un festival d'été à Montpellier et dans la région du Languedoc-Roussillon, l'association du festival de Radio France et de Montpellier Languedoc-Roussillon a été fondée en 1985. Les statuts ont été récemment modifiés par l'assemblée générale du 17 juillet 2004. L'association est composée des représentants de Radio France, de la ville de Montpellier, de l'agglomération de Montpellier, du département de l'Hérault et de la région Languedoc-Roussillon. Le directeur artistique est actuellement René KOERING, surintendant de la musique à l'association EUTERP.

Des contrats annuels de coréalisation sont conclus à l'occasion de chaque festival entre l'association du festival et EUTERP, précisant les relations entre les parties pour la coréalisation des spectacles du festival de Radio France ayant lieu au Corum.

##### **4-5.1.1. Les contrats de coréalisation ne faisant pas intervenir l'orchestre de Montpellier**

Selon ces contrats, le réalisateur (association Festival) dispose du droit de représentation du spectacle pour lequel il s'est assuré le concours des artistes et techniciens nécessaires à sa représentation et EUTERP s'assure de la disposition des salles du Corum de Montpellier (salles Berlioz et Pasteur). Ainsi, les frais des personnels permanents et la location des locaux des salles de spectacle ne sont-ils pas facturés à l'association Festival de Radio France qui conserve pourtant l'essentiel de la recette nette.

Le réalisateur doit fournir deux mois avant l'ouverture de la manifestation les programmes, horaires définitifs et détail des équipements, matériels et services à fournir par l'association, chaque cocontractant conservant la direction et la surveillance de son personnel. Le réalisateur a la charge de la

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives : Association Opéra et Orchestre National de Montpellier (34)*

campagne de communication et de promotion de son spectacle (les dépenses d'impression des programmes ont cependant été payées par EUTERP, par exemple pour Salustia ou Don Giovanni).

L'article 7 « billetterie » précise que le prix du droit d'entrée sera déterminé par le réalisateur en accord avec l'association, et que les modalités de tenue et de décompte de la billetterie seront arrêtées d'accord entre les parties. En fait, le prix des places est proposé par le Festival, entériné par EUTERP et la billetterie est tenue et décomptée par l'association le Festival de Radio France. L'article 9 précise qu'un compte sera établi contradictoirement entre les coréalisateurs après la dernière représentation, sur la base d'un bordereau récapitulatif, d'une part, les recettes totales et, d'autre part, la TVA due sur les recettes du spectacle. Le net disponible sera partagé à concurrence de 90 % au profit du réalisateur et 10 % au profit de l'association EUTERP. Les bordereaux fournis sur la période retracent donc uniquement les recettes de billetterie des coréalisations.

L'article 9 fait référence à l'établissement contradictoire du compte de la quinzaine du festival. Il pourrait sembler souhaitable que la billetterie soit tenue et contrôlée de façon conjointe, EUTERP ayant une structure de vente de billets permanente. D'après la direction financière d'EUTERP, il n'a pas été mis en place de contrôle effectif ou formalisé. L'association n'a donc pas la possibilité de s'assurer de la justesse des recettes et, en conséquence, de la part lui revenant.

**Répartition des recettes du festival Radio France (1)**

	Recettes	Droits à verser (SACEM)	Recettes nettes	Part EUTERP
2002	147 980	6 397	141 583	14 158
2003	FESTIVAL ANNULE			
2004	151 111	18 481	132 630	13 263
2005	112 370	11 595	100 775	10 078
2006	163 668	9 783	153 885	15 389
2007	236 171	11 638	224 533	22 889
2008	139 585	10 191	129 394	12 939
<b>TOTAL</b>	<b>74 558</b>			

(1) représentations sans participation de l'orchestre ou le chœur de Montpellier

Ces coréalisations dans le cadre du festival rapportent ainsi une moyenne de 15 000 € annuels. C'est, en tout état de cause, très inférieur au simple coût de location du Corum à la charge d'EUTERP.

**4-5.1.2. Les contrats de coréalisation faisant intervenir l'orchestre de Montpellier**

Si, dans les contrats précédents, l'apport d'EUTERP consistait essentiellement dans un soutien technique (équipements et matériels à fournir) et logistique (réservations des locaux) concernant le Corum, les contrats faisant intervenir l'orchestre comportent sa mise à disposition gracieuse auprès du Festival de Radio France. Cette mise à disposition repose sur un accord intervenu lors de la création du Festival de Radio France en 1985.

Une convention entre la Société Nationale de Radiodiffusion Radio France et la communauté d'agglomération de Montpellier, conclue le 17 juillet 2004, faisant suite à une première convention du 16 avril 1991 puis une deuxième du 10 novembre 1998, règle pour trois ans (2005-2007) la participation des deux signataires pour la préparation et la réalisation du festival. Selon l'article 3 « Apports » de la convention, la société Radio France déplace ses moyens de production pour assurer en direct ou en différé la retransmission en France ou à l'étranger des manifestations du festival et permettre



*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives : Association Opéra et Orchestre National de Montpellier (34)*

de réaliser sur place les émissions selon la programmation décidée par les directeurs des chaînes nationales. Radio France assure sur ses antennes la promotion générale du festival et met à disposition du festival les services de ses formations : orchestre national, orchestre philharmonique, chœur et maîtrise, les services de recherche de la bibliothèque musicale, les services de la discothèque, les moyens du service de reprographie ainsi que la mise à disposition de bureaux équipés. De son côté, La communauté d'agglomération met gracieusement à disposition les installations nécessaires au festival : les lieux de concerts en état de fonctionnement (Opéra Berlioz-Le Corum, Cour des Ursulines, Opéra Comédie, salle Pasteur-Le Corum, un ou plusieurs lieux à déterminer). Elle met également à disposition du festival les services de l'Orchestre National de Montpellier et les chœurs de l'Opéra National de Montpellier. Cette convention a été prorogée par tacite reconduction pour une nouvelle période de trois ans.

A l'analyse de cette convention, plusieurs remarques peuvent être formulées. En premier lieu, la chambre s'étonne que la SEM gérant le Corum d'une part et l'association EUTERP d'autre part, organismes juridiquement indépendants, ne soient pas parties à cette convention. Pour EUTERP en tout cas, l'instruction n'a pas permis de retrouver trace d'une convention de mise à disposition des personnels composant ses formations au profit de l'association réalisant le festival. En second lieu, il apparaît contraire à la sauvegarde des intérêts de l'association EUTERP que cette mise à disposition se fasse à titre gratuit. Il ne semble pas que la communauté d'agglomération de Montpellier compense au profit des deux organismes cette mise à disposition. En tout état de cause, les charges supportées par l'association pour organiser le festival sont donc manifestement nettement sous-évaluées.

Au surplus, les recettes générées par ces spectacles ne donnent pas lieu à répartition entre l'association Festival de Radio France et l'association EUTERP.

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives : Association Opéra et Orchestre National de Montpellier (34)*

#### 4-5.1.3. L'exemple de la saison 2008

Pour illustrer ces propos, il est proposé d'analyser les spectacles organisés dans le cadre du Festival de Radio France du 14 au 31 juillet 2008. Les 14 spectacles ont donné lieu à 16 représentations (King Arthur d'Henry Purcell et Salustia de Giovanni Battista Pergolèse ayant été donnés deux fois). Toute la billetterie du festival est assurée par Radio France.

REPRESENTATIONS	CONTRAT	REPARTITION DES RECETTES	RECETTES	RECETTES EUTERP
AVEC L'ORCHESTRE DE MONTPELLIER				
Soirée d'ouverture du 14 juillet	convention agglomération / Radio France du 17 juillet 2004	mise à disposition gracieuse du Corum et de l'orchestre, pas de répartition	?	0
Fedra le 16 juillet			?	0
La Esmeralda le 23 juillet			?	0
Concert du 26 juillet			?	0
Soirée de clôture du 31 juillet			?	0
HORS ORCHESTRE DE MONTPELLIER				
Orchestre philharmonique de l'Oural le 18 juillet	contrat de coréalisation EUTERP / Radio France non daté pour le festival 2008	disponibilité du Corum et répartition des recettes de billetterie 90% pour le festival 10% pour EUTERP	23 465	12 939
Orchestre philharmonique de l'Oural le 19 juillet			18 275	
Récital piano Zacharias le 21 juillet			26 448	
Récital Ciccolini le 24 juillet			28 720	
Chœur de la radio lettone le 25 juillet			10 439	
Le roi David le 29 juillet			10 051	
Orchestre national de France 30 juillet			15 366	
CONTRATS DE COREALISATION PARTICULIERS				
King Arthur les 15 et 17 juillet	contrat du 30 juin 2008 EUTERP / Radio France	mise à disposition de l'Opéra et répartition des recettes de billetterie 50/50	52 083	26 041
Salustia les 27 et 28 juillet	contrat non daté	mise à disposition de l'Opéra et répartition des recettes de billetterie 50/50	35 639	17 820

#### • Contrat de coréalisation pour le programme King Arthur

L'association EUTERP met à disposition l'Opéra Comédie les 15 et 17 juillet 2008, le personnel technique, engage le générique (metteur en scène, éclairagiste et assistants ainsi que les solistes et les figurants), assure la responsabilité artistique et financière de la production (décors, costumes et accessoires), et édite les programmes. Le Festival engage l'ensemble baroque « le Concert Spirituel ». Un décompte est établi contradictoirement entre les coréalisateurs sur la base des bordereaux journaliers de recettes et la recette nette (après déduction des droits d'auteur) sera partagée à concurrence de 50 %. Là encore, il ne semble pas que la répartition des recettes suive la même proportion que la prise en charge des dépenses, au détriment de l'association EUTERP.

• Contrat de coréalisation pour Salustia

L'association EUTERP met à disposition l'Opéra Comédie pour les 27 et 28 juillet 2008, le personnel technique, engage le générique (metteur en scène, éclairagiste et assistants ainsi que les figurants), assure la responsabilité artistique et financière de la production, décors, costumes et accessoires, édite les programmes et signe un contrat de coproduction avec la « Fondazione Pergolesi Spontini » pour la conception de la mise en scène, des décors et des costumes ainsi que la construction des décors et costumes et accessoires (les décors atteindront un coût important de 100 000 €) ; elle prend par ailleurs en charge la location du matériel musical édité par la fondation précitée. Le Festival, pour sa part, engage la formation « cappella della Pieta de Turchini » et les solistes. Un décompte est établi contradictoirement entre les coréalisateurs sur la base des bordereaux journaliers de recettes et la recette nette (après déduction des droits d'auteur) est partagée à concurrence de 50 %. En outre, EUTERP s'engage à verser au Festival, sur présentation d'une facture, la somme de 38 000 €. La formulation de cette disposition, pour le moins énigmatique, a conduit la chambre à s'interroger sur la justification de ce paiement. Selon l'association, cette somme correspond à une participation aux frais engagés par le Festival : cachets de la formation « cappella della Pieta de Turchini », cachets du chef d'orchestre, solistes et chefs de chant..., postes de dépenses qui, il faut le rappeler, demeurent la seule part à la charge du Festival selon le contrat de coréalisation.

#### 4-5.2. Montpellier Danse

Montpellier Danse est une association créée en 1981 comprenant parmi ses membres le président de la communauté d'agglomération de Montpellier, le président du conseil régional Languedoc-Roussillon, fondateur du festival et président d'honneur, des représentants de la communauté d'agglomération de Montpellier, des représentants du conseil régional Languedoc-Roussillon, un représentant du conseil général de l'Hérault et des représentants de l'Etat.

Afin de proposer un programme de danse élargi et diversifié au public, EUTERP signe des contrats de coréalisation avec l'association Montpellier Danse visant à assurer un certain nombre de représentations. Les parties signent ainsi chaque année deux types de contrat : un contrat de coréalisation pour l'année et un contrat de coréalisation pour le festival de la danse.

• Le contrat de coréalisation pour l'année

Par ce contrat, EUTERP met à disposition l'Opéra Comédie ainsi que l'Opéra Berlioz en ordre de marche, avec le personnel technique et d'accueil inclus, ainsi que le matériel. Un soutien financier à l'association Montpellier Danse est également assuré et se traduit par le versement d'une participation à l'organisation de la saison (172 450 € en 2007), contrepartie d'une politique tarifaire modérée que Montpellier Danse s'engage à mettre en œuvre. Montpellier Danse organise la promotion, la communication, la commercialisation de la billetterie, encaisse les recettes, signe les contrats de cession de droits avec les compagnies et les contrats d'engagement des artistes programmés. Les recettes sont réparties à raison de 5 % pour l'opéra et 95 % pour Montpellier Danse sur chaque représentation, et doivent faire l'objet d'un versement à l'issue de l'année civile sur relevé établi par Montpellier Danse. A titre d'illustration, en 2007, Zarathoustra de Béjart a généré 59 917 € de recettes dont 3 000 € sont revenues à l'association EUTERP. Dans sa réponse, l'association indique que la mise en place d'un ballet permanent aurait un coût bien plus élevé que la participation de 172 000 € versée par EUTERP.

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives : Association Opéra et Orchestre National de Montpellier (34)*

	Recettes HT	Droits versés	Recettes nettes	Part EUTERP
<b>2002</b>	140 517	21 669	118 848	5 942
<b>2003</b>	426 811	44 490	382 321	19 116
<b>2004</b>	306 361	30 779	275 582	13 779
<b>2005</b>	349 823	50 621	299 202	14 960
<b>2006</b>	160 470	23 689	136 781	6 839
<b>2007</b>	360 791	35 119	325 672	16 284
<b>2008</b>	760 729	80 229	675 317	33 766
<b>TOTAL</b>	<b>2 505 502</b>	<b>286 596</b>	<b>2 213 723</b>	<b>110 686</b>

Les recettes moyennes annuelles représentent environ 12 000 €, ce qui se traduit, d'un point de vue strictement financier, en termes nets, par une opération coûteuse puisque l'association verse un soutien beaucoup plus conséquent sous forme de participation à l'organisation de la saison de danse. La participation annuelle versée par EUTERP, comme le montre le tableau ci-dessus, représente le double de ce que lui rapporte la billetterie sur 6 ans compte tenu de recettes limitées provenant de la billetterie (5%). Il faut également considérer que le prix des salles n'est pas répercuté (selon la convention d'occupation, la salle Berlioz est facturée 20 000 € HT par jour).

• Le festival

Par ailleurs, à l'instar des contrats conclus avec le Festival de Radio France, EUTERP signe également des contrats avec Montpellier Danse pour l'organisation de festivals. Le réalisateur, Montpellier Danse, doit fournir, 2 mois avant l'ouverture de la manifestation, les programmes, horaires définitifs et détail des équipements, matériels et services à fournir par l'association, chaque cocontractant conservant la direction et la surveillance de son personnel.

La répartition des recettes s'effectue à raison de 90% pour Montpellier Danse et 10 % pour EUTERP. Un compte est établi contradictoirement entre les coréalisateurs après la dernière représentation sur la base d'un bordereau récapitulatif, d'une part, les recettes totales et, d'autre part, la TVA et les droits d'auteur dus sur les spectacles.

	Recettes HT	Droits versés	Recettes nettes	Part EUTERP
<b>2003</b>	FESTIVAL ANNULÉ			
<b>2004</b>	150 399	18 432	131 967	13 197
<b>2005</b>	172 757	26 914	145 843	14 584
<b>2006</b>	215 324	26 049	189 275	18 928
<b>2007</b>	195 953	23 629	172 324	17 232
<b>2008</b>	252 853	28 194	224 659	22 466
<b>TOTAL</b>	<b>987 286</b>	<b>123 218</b>	<b>864 068</b>	<b>86 407</b>

• En conclusion

Ces deux festivals se déroulant sur la même durée de deux semaines, dans la même salle, à la même saison, et donnant lieu à la même répartition de recettes (10 % pour EUTERP, 90 % pour le réalisateur), une comparaison sur le plan financier permet de dresser le tableau suivant :

Recettes	Radio France	Montpellier Danse
<b>2005</b>	10 078	14 584
<b>2006</b>	15 389	18 928
<b>2007</b>	22 889	17 232
<b>2008</b>	12 939	22 466
<b>TOTAL</b>	<b>61 295</b>	<b>73 210</b>
<b>Moyenne</b>	15 324	18 303

Il ressort des comparaisons entre les différentes coréalizations que les recettes liées à la billetterie des Festivals de Radio France et de Montpellier Danse sont limitées voire marginales pour un engagement financier très significatif de la part de l'association EUTERP. Bien entendu, ces manifestations font partie des missions assignées par la convention d'objectifs à l'association EUTERP, mais, dans la mesure où coexistent plusieurs structures juridiquement distinctes (EUTERP, Festival de Radio France, Montpellier Danse), un principe de bonne gestion aurait consisté à clarifier les relations financières et faire supporter par chaque association les coûts réels d'organisation de chacune de ses manifestations. L'association précise que la participation de l'orchestre à un festival de musique de renommée internationale comme celui de Radio France, constitue pour la structure une promotion considérable qui, si elle avait été recherchée au moyen d'autres modes de communications, aurait requis un budget sans commune mesure avec le coût des prestations apportées par l'orchestre à ce festival.

#### 4-6. Les recettes et les dépenses artistiques

Par dépenses artistiques, il faut entendre les dépenses relatives aux cachets des artistes invités, des intermittents, les frais liés aux représentations (décors, costumes, communication...) et les charges de production. En sont donc exclues les dépenses de structure, c'est-à-dire la rémunération des personnels administratifs et techniciens et des artistes permanents du chœur et musiciens ainsi que les charges de fonctionnement courant, notamment la location des locaux. Les dépenses artistiques pour l'année 2008 se sont élevées à la somme de 4 406 926 €, se décomposant comme suit d'après les données fournies par l'association :

Année 2008	Nombre de représentations	Dépenses	Recettes	% Recettes / Dépenses
<b>Lyrique</b>	37	3 716 524	823 590	22,2%
<b>Concerts*</b>	39	690 402	596 701	86,4%
<b>TOTAL</b>	<b>76</b>	<b>4 406 926</b>	<b>1 420 291</b>	<b>32,0%</b>

\* y compris concerts Amadeus

Les représentations lyriques représentent l'essentiel des dépenses artistiques (solistes, intermittents, décors, costumes mais hors coûts de structure notamment de l'orchestre et du chœur permanents) avec plus de 84 % du total des dépenses et génèrent 55 % des recettes.

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives : Association Opéra et Orchestre National de Montpellier (34)*

• Le lyrique

Le tableau en annexe 1 a été élaboré à partir des documents fournis par l'association et concerne les principaux opéras en 2008. Il reprend, d'une part, les dépenses par catégories de spectacles et, d'autre part, les recettes et taux d'occupation pour l'année 2008.

L'examen de ces données fait principalement ressortir un coût moyen des principaux opéras d'environ 330 000 €, deux spectacles ayant néanmoins eu un coût plus élevé : Don Giovanni (608 047 €) et Scènes de Chasse (447 810 €), un taux de fréquentation de près de 76 %, dont environ 10 à 15 % d'invitations.

Les recettes pour les opéras, même avec des taux d'occupation élevés (87 % pour « IL Viaggio a Reims », 86 % pour « Aïda », voire 100 % pour « Orphée et Eurydice ») sont au mieux égales à la moitié des dépenses artistiques engagées (cf. tableau ci-après).

Il faut préciser que les recettes provenant de la billetterie sont nécessairement limitées par la taille de la salle ainsi que par la mise en scène. Ainsi, les recettes maximales qui peuvent être perçues au Corum sont, au vu des chiffres de l'année 2008, de l'ordre de 54 000 € par spectacle avec une occupation de 100 %, alors qu'elles sont de l'ordre de 40 000 € à l'Opéra Comédie.

Comme indiqué ci-dessus, « King Arthur » a été présenté les 15 et 17 juillet 2008 et « Salustia » a été présenté les 27 et 28 juillet 2008 dans le cadre du Festival de Radio France avec des conventions particulières de partage à 50 % des recettes nettes. « King Arthur » a généré 52 083 € de recettes dont 50 %, soit 26 041 €, sont revenues à EUTERP. « King Arthur » a été présenté fin mars 2009 dans le cadre de la saison de l'Opéra et Orchestre National alors que ce n'est pas le cas pour « Salustia ».

Les onze productions lyriques de 2008 ont donné lieu aux dépenses artistiques et aux recettes de billetterie regroupées dans le tableau ci-dessous.

	Dépenses artistiques	Recettes de billetterie	Couverture des dépenses artistiques par les recettes
Orphée et Eurydice (Gluck)	326 017 €	107 876 €	33,1%
Orphée aux enfers (Offenbach)	292 789 €	87 993 €	30,0%
Scènes de chasse (Koering)	447 810 €	43 501 €	9,7%
Don Giovanni (Mozart)	608 046 €	148 876 €	24,5%
Pelléas et Mélisande (Debussy)	116 520 €	13 147 €	11,3%
La Favorita (Donizetti)	430 159 €	129 178 €	30,0%
King Arthur (Purcell)	257 294 €	52 083 € (1)	20,2%
Salustia (Pergolèse)	313 271 €	35 639 € (1)	11,4%
Aïda (Verdi)	319 127 €	157 613 €	49,4%
La Vedova Scaltra (Wolf-Ferrari)	366 970 €	42 957 €	11,7%
Il Viaggio a Reims (Rossini)	127 141 €	52 400 €	41,2%

(1) recettes réelles de 50 % de cette somme (voir convention avec le Festival de Radio France)

Comme l'indique le tableau, le rapport de la couverture des dépenses artistiques par les recettes de billetterie va de 49,4 % (Aïda) à 9,7 % (Scènes de Chasse), la moyenne s'établissant à 24,2 %.

• Les concerts

Le tableau en annexe 2 reprend, pour partie, les informations fournies par l'association sur les recettes et fréquentations ainsi que les dépenses des différentes catégories de spectacles faisant intervenir l'orchestre. Pour la simplification des constatations, pour l'année 2008, les concerts symphoniques, Amadeus et concerts baroques ont été regroupés.

Par comparaison avec les représentations lyriques, les coûts par concert sont en moyenne très inférieurs au lyrique, justifiés par un nombre d'artistes engagés bien moindre et le fait qu'il n'y ait ni costumes ni décors. Le coût moyen (concerts symphoniques et Amadeus) est de l'ordre de 17 600 € par représentation. Le taux de fréquentation s'établit à 72 %.

Il faut préciser que les recettes provenant de la billetterie sont nécessairement fonction de la jauge de la salle et de la formation orchestrale ainsi que du prix du billet (le tarif le plus élevé pour le symphonique est inférieur de moitié à celui du lyrique. Ainsi, les recettes maximales perçues (avec 100 % d'occupation) sont, au vu des chiffres de l'année 2008, 30 000 € pour la salle Berlioz, 14 000 € pour l'Opéra Comédie et 9 000 € pour la salle Pasteur).

Les recettes des concerts symphoniques représentent, avec le même nombre de représentations sur l'année, près de 600 000 €, pour un coût de l'ordre de 700 000 € (hors frais de structure).

Sur l'année 2008, 17 concerts symphoniques et 11 concerts Amadeus ont été programmés pour une quarantaine de représentations. Les dépenses artistiques (690 402 €) sont constituées de rémunérations d'artistes invités pour un montant de 494 746 € (71,7 %), de rémunérations d'intermittents pour 119 153 € (17,3 %), de locations d'instruments et de partitions pour 61 803 € (8,9 %) et de dépenses diverses pour 14 700 € (réception à l'occasion du concert des abonnés - 2,1 %).

## 5- ANALYSE DES PRODUITS ET DES CHARGES

Il semblerait que jusqu'à une période récente, le budget global de l'association ait été géré par l'orchestre qui reversait à l'opéra sa cote part pour la gestion des domaines qui lui sont propres (rapport d'inspection 2006 du ministère de la culture et de la communication). Ainsi, malgré la fusion de l'orchestre et l'opéra en 2001 et la création d'un compte commun, la gestion financière des deux structures était séparée.

### 5-1. Analyse d'ensemble

	En M€						
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>21,84</b>	<b>22,73</b>	<b>23,67</b>	<b>23,63</b>	<b>24,12</b>	<b>24,95</b>	<b>25,26</b>
Production vendue	2,43	1,96	2,20	1,89	1,83	1,96	2,14
Subventions d'exploitation	18,99	20,25	21,00	21,27	21,95	22,43	22,78
Reprises sur provisions et transferts de charges	0,34	0,33	0,42	0,24	0,23	0,12	0,17
Autres produits	-	0,02	-	0,16	0,03	0,42	0,16
<b>Charges d'exploitation</b>	<b>21,83</b>	<b>22,83</b>	<b>23,61</b>	<b>23,55</b>	<b>24,28</b>	<b>24,70</b>	<b>25,14</b>
Achats et charges externes	8,01	7,79	8,15	8,10	8,14	8,40	7,76
Impôts et taxes	0,19	0,22	0,23	0,24	0,27	0,30	0,29
Salaires et cotisations sociales	12,82	13,92	14,41	14,54	15,24	15,41	16,09
Dotations amort. et provisions	0,35	0,44	0,33	0,35	0,30	0,24	0,28
Autres charges	0,46	0,45	0,48	0,31	0,35	0,35	0,35
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>0,01</b>	<b>-0,10</b>	<b>0,06</b>	<b>0,08</b>	<b>-0,16</b>	<b>0,25</b>	<b>0,12</b>

Au plan global, sur les exercices étudiés (2002-2008), les charges d'exploitation ont progressé à un rythme un peu moins élevé que les produits d'exploitation (15,16 % contre 15,66 %). A ce titre, la principale ressource de l'association, les subventions publiques, augmentent de 19,96 % soit à un rythme supérieur de plus de quatre points à celui constaté pour l'ensemble des produits.

Les recettes constituées par la production vendue représentaient 7,95 % en 2002 contre 11,13 % en 2007. L'analyse révèle une baisse de 25 % de 2002 à 2006 en valeur absolue (1,96 M€ contre 2,43 M€), baisse non entièrement comblée en 2008 malgré une augmentation de 9 %.

S'agissant des dépenses, la masse salariale (salaires et cotisations sociales) a augmenté de 25,5 % entre 2002 et 2008 et représentait 64 % des dépenses d'exploitation en 2008 contre 58,7 % en début de période observée.

Le résultat d'exploitation est légèrement positif, à l'exception des exercices 2003 et 2006, et représente selon les années entre 0,05 % et 1 % des produits d'exploitation.

#### Ratios déterminés par la convention d'Opéra National

Selon la convention (article 22), chaque année, la direction de l'Opéra et Orchestre National de Montpellier doit produire, sur une base validée par le commissaire aux comptes, un rapport présentant l'évolution des ratios ci-dessous.

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Dépenses de production artistique/charges</b>	25%	26%	25%	25%	25%	26%	25%
<b>Recettes propres/ dépenses de production artistique</b>	26%	25%	28%	30%	28%	30%	33%
<b>Salaires personnel artistique permanent/charges</b>	28%	28%	30%	30%	30%	31%	31%
<b>Total des dépenses artistiques/charges</b>	53%	55%	55%	55%	55%	56%	56%

Dépenses de production artistique : coûts de production des concerts et opéras



## 5-2. Les produits

Selon l'article 11 des statuts, les ressources de l'association comprennent :

- . les subventions accordées par l'Etat et les collectivités territoriales ;
- . les aides financières provenant d'actions de mécénat et de parrainage ;
- . les recettes provenant de l'organisation des manifestations de l'association ;
- . les revenus de la gestion des biens de l'association ou de ceux mis à sa disposition dans la limite des conventions particulières ;
- . et plus généralement toutes ressources non interdites par un texte législatif ou réglementaire ou par la jurisprudence.

Le tableau ci-après donne pour l'exercice 2006 la répartition des recettes de 5 opéras nationaux. Cependant, la comparaison doit être effectuée avec prudence compte tenu de la diversité des formes juridiques (association, syndicat, régie) et de la variété des structurations, notamment pour les maisons utilisant les services de formations symphoniques constituant des entités juridiquement et artistiquement distinctes des opéras (Opéra du Rhin).

	Lyon		Rhin (*)		Montpellier		Bordeaux		Nancy		Moyenne
	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%	M€	%	%
<b>Budget global</b>	34,07	100%	35,00	100%	24,10	100%	23,69	100%	12,24	100%	100%
<b>Subv. Etat</b>	5,47	16,1%	7,15	20,4%	3,37	14,0%	3,80	16,0%	1,64	13,4%	16,6%
<b>Subv. Ville et CA</b>	16,45	48,3%	19,08	54,5%	14,77	61,3%	14,60	61,6%	8,44	69,0%	55,0%
<b>Subv. Région</b>	2,78	8,2%	1,30	3,7%	3,45	14,3%	1,22	5,2%	1,15	9,4%	7,5%
<b>Subv. Département</b>	2,78	8,2%	0,95	2,8%	0,61	2,5%	0	0%	0,03	0,2%	3,1%
<b>Ressources propres</b>	6,59	19,2%	6,51	18,6%	1,90	7,9%	4,07	17,2%	0,98	8,0%	16,8%

Source : Ministère de la culture et de la communication

(\*) y compris orchestres partenaires extérieurs de Strasbourg et de Mulhouse

Une première analyse révèle la part prépondérante prise par la communauté d'agglomération et la région (plus de 75 % des recettes à Montpellier) et la faiblesse des ressources propres (deux fois moins que la moyenne).

### 5-2.1. Subventions des collectivités publiques

La participation des collectivités publiques est régie par la convention signée le 21 février 2002 pour la période 2002-2007, et le 17 mars 2008 pour la période 2008-2011. Dans le cadre de ces conventions entre les collectivités et l'association « Opéra et Orchestre National de Montpellier », chacun des partenaires financiers doit informer le conseil d'administration de l'association du montant prévisionnel de la subvention qu'il attribue à l'organisme au début de l'exercice de référence. La répartition des financements entre les collectivités institutionnelles a changé en raison du transfert, en 2003, des compétences en matière culturelle de la ville de Montpellier vers la communauté d'agglomération.

Le total des subventions publiques (y compris l'Etat par l'intermédiaire de la Direction Régionale des Affaires Culturelles - DRAC) représente 88,6 % des produits d'exploitation en 2002 et 92,5 % en 2007 soit quatre points supplémentaires, d'où une dépendance plus grande encore à l'égard des collectivités publiques. Le transfert de la compétence de la ville à la communauté d'agglomération en 2003 a entraîné logiquement une modification dans la répartition des concours entre ces deux collectivités.

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives : Association Opéra et Orchestre National de Montpellier (34)*

La baisse de la subvention de la communauté d'agglomération de Montpellier entre 2004 et 2008 (- 26,9 %) a été compensée par l'augmentation de celle de la région. En 2008, les parts respectives étaient de 52 % pour la communauté d'agglomération, de 31,7 % pour la région, de 13,7 % pour l'Etat et de 2,6 % pour le département. La chambre s'interroge sur le phénomène de "vases-communicants" entre la communauté d'agglomération et la région qu'aucune raison objective ne vient expliquer ainsi qu'il sera expliqué infra (point 5-2.1.1).

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
<b>Etat</b>	2 312 651	2 712 000	3 090 993	3 246 644	3 394 087	3 393 244	3 192 244
<b>Agglomération</b>	5 946 630	16 408 424	16 789 547	14 567 000	14 767 000	14 907 000	12 000 000
<b>Région</b>	927 000	925 000	925 000	3 300 000	3 560 188	3 866 450	7 315 688
<b>Département</b>	609 800	609 800	609 800	610 800	610 000	610 000	610 000
<b>Ville</b>	9 561 770				79 548	28 660	54 140
<b>TOTAL</b>	<b>19 357 851</b>	<b>20 655 224</b>	<b>21 415 340</b>	<b>21 723 644</b>	<b>22 410 823</b>	<b>22 805 344</b>	<b>23 172 072</b>

Source : comptes de résultat de l'association

Globalement, l'ensemble des subventions publiques a progressé de 19,3 % entre 2002 et 2007 alors que dans le même temps, les ressources d'exploitation ne progressaient que de 14,2 % et la production vendue (billetterie, coproduction, sponsoring, vente de CD) diminuait de 19,3 %.

#### **5-2.1.1. La participation de l'Etat**

Dans le cadre des réseaux et programmes financés par le ministère de la culture, la DRAC de Languedoc-Roussillon intervient au profit d'EUTERP à double titre :

- Aide aux théâtres lyriques : la mission principale des théâtres lyriques consiste à produire grâce à des forces artistiques qu'ils entretiennent ou dont ils peuvent disposer (ballets, chœurs, orchestres...) des spectacles lyriques illustrant tant le répertoire que la création contemporaine. Le label « opéra national » place l'établissement dans l'obligation de respecter un cahier des charges comprenant plusieurs volets : le directeur, dans le cadre du projet artistique qu'il définit, se doit de proposer une programmation couvrant l'ensemble du répertoire, depuis la période baroque jusqu'à la création contemporaine ; il lui est par ailleurs demandé de porter une attention particulière à l'insertion des jeunes artistes, de développer des activités de diffusion en région, de mettre en œuvre des actions de sensibilisation visant à la découverte de l'opéra par des publics nouveaux. Les conventions des "opéras nationaux de région" sont conclues pour une période de cinq ans et fixent un certain nombre d'objectifs dans les domaines artistique, professionnel, territorial et social.

Selon le bureau de l'observation du spectacle vivant (février 2008), les moyennes constatées en 2006 par maison d'opéra sont les suivantes : budget global de 16,2 M€, 92 manifestations et 66 400 spectateurs.

### Opéras

	Moyenne 2006
<b>Répartition des recettes</b>	
Recettes propres	16%
Subvention de l'Etat	13%
Subventions des collectivités	71%
<b>dont subventions</b>	
Etat	15%
EPCI-Ville	73%
Région	9%
Département	3%

Source : Ministère de la culture et de la communication

• Aide aux orchestres permanents : la politique de l'Etat en faveur des orchestres permanents vise à permettre l'existence et le développement sur l'ensemble du territoire national, de formations symphoniques professionnelles de haut niveau disposant de masses artistiques permanentes et ayant pour mission principale de permettre, pour le plus grand nombre d'habitants, l'accès à la connaissance des œuvres musicales, tant du répertoire que de la musique contemporaine.

• Le « paysage » symphonique est constitué de 24 orchestres permanents dont huit sont gérés en régie municipale ou en syndicat mixte et le reste sous forme associative. Suivant des modalités diverses, la plupart de ces formations assurent également des missions lyriques en lien avec les maisons d'opéra. Les missions confiées par l'Etat se traduisent soit par une convention financière annuelle liant simplement l'Etat et l'orchestre permanent soit par une convention pluriannuelle précisant la nature des missions prioritaires en termes, notamment, d'obligations artistiques, professionnelles, territoriales et sociales, établie entre l'Etat, les collectivités territoriales et l'orchestre permanent.

Selon le bureau de l'observation du spectacle vivant (février 2008), les moyennes constatées en 2006 par orchestre symphonique sont les suivantes : budget global de 6,3 M€, 91 représentations et 67 700 spectateurs.

### Orchestres

	Moyenne 2006
<b>Répartition des recettes</b>	
Recettes propres	15%
Subvention de l'Etat	28%
Subventions des collectivités	60%
Autres	1%
<b>dont subventions</b>	
Etat	28%
EPCI-Ville	45%
Région	24%
Département	3%

Source : Ministère de la culture et de la communication

La participation de l'Etat au fonctionnement de l'association EUTERP a connu deux périodes ; de 2002 à 2006, la subvention a augmenté de 46,8 % alors qu'elle a diminué de 6,8 % de 2006 à 2008. En valeur relative, la participation de l'Etat représentait 11,9 % du total des subventions en 2002 (10,5 % des produits d'exploitation) et 13,8 % en 2008 (12,6 % des produits d'exploitation).

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives : Association Opéra et Orchestre National de Montpellier (34)*

### 5-2.1.2. La participation de la région Languedoc-Roussillon

La base de l'intervention de la Région est constituée par l'article 59 alinéa 3 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions qui reconnaît aux régions une compétence pour « promouvoir le développement culturel ». Par ailleurs, les articles 1 et 4 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat attribuent à toutes les collectivités publiques une compétence partagée dans le domaine culturel.

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Conventions	14/06/02 : 463 500€ 30/10/02 : 463 500€	17/03/03 : 925 000 €	30/09/04 : 925 000 € <sup>(1)</sup>	02/06/05 : 3 300 00 € 25/10/05 : 110 000 € <sup>(2)</sup>	23/02/06 : 3 452 450 € 15/11/06 : 110 000 € <sup>(2)</sup> 10/10/06 : 20 000 € <sup>(3)</sup>	17/04/07 : 3 604 450 € 03/01/08 : 152 000 €	27/12/07 : 6 702 688 € 12/11/08 : 613 000 €
<b>Total</b>	<b>927 000 €</b>	<b>925 000 €</b>	<b>925 000 €</b>	<b>3 410 000 €</b>	<b>3 582 450 €</b>	<b>3 756 450 €</b>	<b>7 315 688 €</b>

Source : délibérations de la commission permanente et conventions d'objectifs

(1) un premier versement de 370 000 € avait été effectué le 20/02/04

(2) Organisation de l'opération "chemins sacrés en Languedoc-Roussillon"

(3) Festival Kypria du 11 au 19/09/06 à Chypre

En 2008, la région a également accordé à l'association deux subventions d'équipement : une subvention de 15 000 € pour l'acquisition d'instruments de percussion (arrêté du 10 mars 2008) et une subvention de 25 000 € pour l'acquisition d'un piano de concert et d'un piano numérique (convention du 16 juin 2008).

La convention d'objectifs signée le 23 novembre 2007 n'explique pas l'augmentation de 95 % de la participation de la région entre 2007 et 2008.

Dans le cadre de sa politique culturelle pour le développement du spectacle vivant, la région Languedoc-Roussillon avait adopté, le 27 mai 2005, un programme d'intervention spécifique permettant d'accompagner les artistes dans leur démarche de création, de soutenir les structures et lieux de diffusion avec une mise en réseau des équipements pour une meilleure circulation des œuvres, de conforter les grandes institutions et manifestations culturelles d'envergure pour un rayonnement sur l'ensemble du territoire régional, de consolider les emplois culturels au sein des structures et des compagnies et enfin de favoriser l'éducation artistique et l'ouverture à de nouveaux publics.

Par la suite, une délibération du 24 avril 2007 a précisé la stratégie de la Région en matière de création artistique et a installé des dispositifs complémentaires pour les artistes régionaux du spectacle vivant (aides aux résidences, de création et d'expérimentation, de diffusion territoriale, de résidences-associations avec les lieux de diffusion).

La convention du 23 novembre 2007 entre l'Etat, les collectivités territoriales et l'association, pour ce qui concerne l'Opéra et l'Orchestre de Montpellier, montre une évolution au sujet de la politique de diffusion décentralisée par rapport à la première convention.

• L'article 11 de la convention du 21 février 2002 précise : « L'Opéra et Orchestre National de Montpellier augmentera le nombre de représentations à Montpellier afin de favoriser la venue de publics en provenance de la région. L'Opéra et Orchestre National de Montpellier proposera à partir de 2002 annuellement, à la diffusion en région, des productions dont une au moins sera créée dans une structure de région. Les chœurs de l'Opéra et Orchestre National de Montpellier présenteront des concerts et des récitals en diffusion en région. L'objectif est d'assurer à terme un minimum de cinquante représentations par an, incluant le laboratoire de musique contemporaine, le chœur, l'ensemble baroque en résidence, hors programmation de danse contemporaine ».

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives : Association Opéra et Orchestre National de Montpellier (34)*

• L'article 2 « Projet artistique - dispositions relatives à la politique de diffusion décentralisée » de la convention du 23 novembre 2007 indique : « L'association Opéra et Orchestre National de Montpellier s'efforcera de développer le nombre de représentations à Montpellier en fonction des possibilités offertes dans le cadre budgétaire alloué, afin de favoriser la venue des publics en provenance de la région. L'association Opéra et Orchestre National de Montpellier proposera à partir de 2007 annuellement, à la diffusion en région, des productions dont une au moins sera éventuellement créée dans une structure culturelle du Languedoc-Roussillon. Les chœurs de l'Opéra et Orchestre National de Montpellier présenteront des concerts et des récitals en diffusion en région. L'objectif est d'assurer 35 représentations pour la première année et d'assurer à terme un minimum de 50 représentations par an, incluant un répertoire de musique contemporaine, le chœur, l'ensemble baroque en résidence, hors programmation de danse contemporaine :

- chemins sacrés dans les lieux patrimoniaux de la région sur la base d'un répertoire allant du XII<sup>ème</sup> au XX<sup>ème</sup> siècle par des musiciens de l'Orchestre ou des musiciens invités ;

- accueil dans des lieux de diffusion importants de la région (Mende, Nîmes, Alès, Perpignan, Sète, Béziers, Narbonne, Carcassonne notamment).

De la même façon, l'orchestre s'attachera à poursuivre ses opérations de sensibilisation auprès des lycéens de la région, soit à travers des opérations ponctuelles, soit par le biais du dispositif Lycéens Tours ».

Au titre des dispositions relatives à la formation, à l'insertion professionnelle et à la sensibilisation des publics : « L'association Opéra et Orchestre National développe une activité de formation et d'insertion par l'intermédiaire du service "jeune public" et "action culturelle". Elle développe également en ce sens un rôle d'incitation auprès de trois types de structures : les chœurs associés, l'ensemble baroque en résidence et Opéra Junior ».

Enfin, l'association devait intensifier sa politique de recherche de nouveaux publics par des actions concernant le jeune public, le public universitaire et les populations défavorisées. Ces actions étaient déjà prévues aux articles 12 et 13 de la première convention d'objectifs du 21 février 2002.

Il n'apparaît pas ainsi à l'analyse de la nouvelle convention, qui s'avère nettement en retrait par rapport à la convention portant sur la période 2002-2007, une justification de l'augmentation de la dotation de 3,5 M€ intervenue entre 2007 et 2008. En particulier, la chambre n'a pas pu apprécier dans quelle mesure l'augmentation du concours de la Région Languedoc-Roussillon trouvait son explication dans une prestation élargie au profit des habitants de la région ou par une augmentation significative des actions ou des concerts en région. En revanche, on pourrait mettre en rapport la baisse de la subvention de la communauté d'agglomération de Montpellier (- 2,9 M€) avec l'augmentation de celle de la Région, une collectivité territoriale se substituant sans justification convaincante à l'autre pour maintenir, voire accroître, les recettes publiques de l'association.

Le supplément de ressources apporté par la région en 2008 s'est cependant traduit par une augmentation des actions, illustrée ci-après.

	Actions 2005/2006	Actions 2006/2007	Actions 2007/2008
Concerts symphoniques et lyriques en région	13	12	20
Musique de chambre en région (agglo)	9	6	3
Chemins sacrés en Languedoc-Roussillon	7	5	3

Les statistiques de fréquentation des concerts en région font apparaître un taux d'occupation moyen d'un peu plus de 30 %.

### 5-2.1.3. La participation de la CA de Montpellier

La communauté d'agglomération de Montpellier a été et reste le premier financeur public de l'association même si sa part relative dans le budget total d'EUTERP est passée de 79,4 % en 2003, l'année où la compétence a été transférée de la ville à l'EPCI, à 52 % en 2008.

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Délibérations	21/12/01 11/07/02	23/12/02 23/07/03	23/12/03	31/01/05	16/12/05	22/12/06 23/07/07 16/11/07	
Conventions	04/02/02	24/12/02	08/01/04	03/03/05	27/01/06	02/02/07	
Montants	6 326 650 € -51 833 €	16 408 425 € 147 198 €	16 789 547 €	14 567 000 €	14 767 000 €	14 767 000 € 100 000 € 40 000 €	
Total	6 274 817 €	16 555 623 €	16 789 547 €	17 567 000 €	14 767 000 €	14 907 000 €	12 000 000 €

Source: délibérations et conventions avec la communauté d'agglomération

Il convient de noter que, selon les procès-verbaux du conseil d'administration, c'est l'agglomération qui prend en charge les augmentations salariales liées à l'application de la convention collective et les augmentations du salaire du surintendant. Les détails seront analysés ci-après (point 5.3.2.3).

#### • Convention d'occupation du domaine public

Dans le cadre du transfert des compétences, la communauté d'agglomération de Montpellier, par une décision du 22 octobre 2002, a déclaré l'Opéra Comédie d'intérêt communautaire. Une convention d'occupation du domaine public a ensuite été conclue entre l'EPCI et l'association « Opéra et Orchestre National de Montpellier » le 18 septembre 2003. Par cette convention, la communauté d'agglomération met à disposition de l'association les locaux de l'Opéra Comédie, d'une surface de 3 092 m<sup>2</sup>, et lui permet d'exploiter ou de concéder l'exploitation d'un bar-café-restaurant dans le théâtre. Cette mise à disposition, à titre gratuit, est non exclusive et partielle et ne doit donc pas faire obstacle pour le plus grand nombre d'usagers potentiels à la possibilité d'y avoir accès dans des conditions d'égalité caractéristiques du fonctionnement du service public.

L'association acquitte tous droits, taxes et charges locatives (eau, ordures ménagères, minuterie, ascenseurs, chauffage collectif, électricité, téléphone...) ; les factures EDF et GDF sont payées par la communauté d'agglomération qui établit deux titres de recettes par an aux fins de remboursement par l'association. La mise à disposition est consentie pour une durée de quatre ans à la date de la signature. Par une décision du président de la CA en date du 2 octobre 2007, cette convention a été prorogée du 19 septembre au 31 décembre 2007.

### 5-2.1.4. La participation du département de l'Hérault

Le concours financier apporté par le conseil général de l'Hérault est de moindre importance et représente 3,15 % du total des subventions publiques en 2002 et 2,67 % en 2007.

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Délibérations	04/3/02	31/03/03	01/03/04	25/04/05 24/10/05	13/03/06	05/03/07	
Conventions	18/06/02	Non datée	Non datée	21/11/05	15/06/06	12/06/07	
Montant	609 800 €	609 800 €	609 800 €	610 800 €	610 000 €	610 000 €	610 000 €

Source : délibérations et conventions d'objectifs

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives : Association Opéra et Orchestre National de Montpellier (34)*

En outre, une convention particulière pour la mise à disposition de choristes (32) et de musiciens (39) a été conclue pour la participation de l'association EUTERP à trois représentations de l'opérette « La Belle Hélène » d'Offenbach les 3, 4 et 5 juillet 2007 au Domaine d'O, manifestation destinée à promouvoir le répertoire de l'opérette, de l'opéra comique et de la comédie musicale dans le cadre de la manifestation « Les Folies d'O ».

#### **5-2.1.5. La participation de la ville de Montpellier**

Avant le transfert de la compétence à la communauté d'agglomération de Montpellier en 2003, c'était la ville de Montpellier qui accordait une importante subvention de fonctionnement à l'association « Opéra et Orchestre National de Montpellier ». Par la suite, la ville a attribué, à partir de 2006, des subventions d'un montant réduit pour des actions plus ciblées comme l'organisation de concerts de jazz ou des actions de sensibilisation à la musique de jeunes publics.

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Ville	9 561 770				77 500	28 660	54 140

2006	actions de sensibilisation dans les écoles.....	7 500 €
	concerts dans les maisons pour tous.....	20 000 €
	concert de jazz 23/07/06 .....	50 000 €
2007	organisation d'un concert de jazz .....	25 000 €
	sensibilisation des jeunes publics à l'art lyrique.....	1 160 €
	sensibilisation des enfants des quartiers défavorisés .....	2 000 €
2008	organisation d'un concert de jazz .....	25 000 €
	éducatif 2007 .....	27 500 €
	éducatif 2008.....	27 500 €

Toutes ces actions ont donné lieu à l'établissement de conventions entre la ville et l'association.

#### **5-2.2. Les ressources propres**

La comparaison avec certains autres opéras montre que la part des ressources propres de l'association est significativement inférieure à la moyenne (7,9 % du budget global en 2006 contre 16,8 % pour la moyenne). Selon un calcul approximatif, l'insuffisance de ressources propres par rapport à la moyenne peut être chiffrée en 2006 à environ 2,15 M€ (24,10 M€ x [16,8 % - 7,9 %]).

Pour expliquer cette faiblesse, la direction de l'association invoque la politique tarifaire qui fixe le prix des places à un niveau bas. Cette explication est recevable mais il pourrait être conseillé de prendre également en compte la nécessité d'un équilibre économique d'ensemble à côté du souci légitime de démocratisation de la culture. Ainsi, l'Opéra du Capitole à Toulouse réalise-t-il 20,5 % de recettes propres avec une salle de 1 000 places alors qu'EUTERP dispose d'une salle moderne de plus de 2 000 places.

##### **5-2.2.1. La billetterie**

L'association a mené dès l'origine une politique délibérée de bas tarifs pour favoriser la fréquentation d'un public diversifié. Les places sont vendues à des tarifs inférieurs à la moyenne des manifestations des organismes similaires.

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Billetterie	296 233	1 682 348	1 083 261	1 262 016	1 395 830	1 331 551	1 502 003	1 498 234

Source : comptes de résultat

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives : Association Opéra et Orchestre National de Montpellier (34)*

Le tableau ci-dessus montre que le produit de la billetterie a connu des baisses de 2002 à 2003, de 2005 à 2006 et de 2007 à 2008. A la demande du président actuel, les tarifs ont été revus à la hausse en 2008 (de 20 % en moyenne variant selon les formules d'abonnement et le type d'opéra ou de concert) pour atteindre l'objectif fixé par la nouvelle convention d'Opéra National signée en 2008. Ainsi, les tarifs préférentiels au profit des personnes âgées ont été revus et tiennent désormais compte des conditions de revenus (sur présentation d'un avis de non imposition).

Les abonnements témoignent du soutien d'un public fidèle : 4 067 pour la saison 2005/2006, 4 441 pour la saison 2006/2007 et 4 491 pour la saison 2007/2008, soit une augmentation de 10 % en trois ans.

Il n'existe pas de statistiques disponibles sur l'origine géographique des spectateurs, ce qui interdit d'établir une corrélation entre les financements par collectivité territoriale (ville, agglomération, département, région) et les publics correspondants ; la connaissance du public reste lacunaire en l'absence de procédure formalisée de recueil d'informations.

Les billets sont délivrés en deux endroits, l'Opéra Comédie et le Corum qui délivrent tous les deux des billets pour l'ensemble des concerts de l'association EUTERP. Pour les paiements en ligne ou par courrier, le retrait des billets se fait en fonction du lieu où est donné le spectacle. Plusieurs intervenants (la FNAC et Ticket.net VIRGIN) délivrent également des billets sur la base d'un contingentement et pendant une durée déterminée. Des relations de placement de billets sont également organisées, par convention, pour des spectacles montés par le festival international de la guitare contre une rémunération par le partenaire de 1,5 € par billet vendu. Le service assure également l'organisation de billetteries déportées (concerts en région par exemple) par édition de billets, et intégration de la recette.

Globalement, l'audit a permis de porter un jugement favorable sur l'organisation et le fonctionnement de la billetterie.

Pour améliorer la fréquentation des différents spectacles, la chambre suggère à l'association EUTERP de mettre en place un système de billetterie de dernière minute à un tarif significativement réduit de façon à attirer une clientèle supplémentaire. L'association précise qu'existe déjà une formule PASS étudiant. Le conseil régional et la communauté d'agglomération étudieraient actuellement une formule PASS qui permettrait d'accéder à de nombreuses activités culturelles.

Les invitations, gérées par le service de la communication et représentant, selon la responsable de la billetterie, un contingent de l'ordre de 10 à 15 % du nombre des places, regroupent, d'une part, les invitations de la presse et, d'autre part, les invitations au profit de personnes ou d'organismes qui en font la demande auprès du service de communication. Selon des éléments recueillis en cours d'instruction, il y a peu de places mises à disposition des collectivités ou des artistes. Des places gratuites sont attribuées au personnel : pour les artistes musiciens et artistes des chœurs des bons sont à remettre à la billetterie avant le jour du concert, représentant une invitation pour deux personnes à des concerts spécifiés. Le contingent de places non utilisées, à l'exception d'une dizaine de places à la disposition du responsable de la communication, qui peut les utiliser jusqu'au dernier moment, est remis à la disposition de la billetterie pour la vente au guichet.

En outre, dans le cadre de la politique de communication, un contingent de places pour certains concerts en particulier, est distribué aux médias (presse, radios) pour faire l'objet d'attribution dans le cadre de jeux proposés aux lecteurs ou auditeurs.



*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives : Association Opéra et Orchestre National de Montpellier (34)*

	LYRIQUE	SYMPHONIQUE	AMADEUS
<b>Saison 2007/2008</b>			
Places éditées	37 581	40 046	5 113
Invitations	2 457	4 935	155
Pourcentage invitations	6,5%	12,3%	17,6%
Taux occupation (global)	86%	75%	84%
Taux occupation (billets achetés)	80%	66%	81%
<b>Saison 2008/2009</b>			
Places éditées	35 705	34 064	5 954
Invitations	1 826	1 233	240
Pourcentage invitations	5,1%	3,6%	4,0%
Taux occupation (global)	78%	65%	67%
Taux occupation (billets achetés)	74%	63%	64%

Source: statistiques communiquées par l'association

Le tableau ci-dessus montre, entre la saison 2007/2008 et la saison 2008/2009, une baisse du nombre des invitations tant en valeur absolue (de 7 547 à 3 299) qu'en valeur relative (de 9,6 % à 4,2 %) et un taux d'occupation réel (calculé sur les billets réellement achetés) qui se situe, quelle que soit la nature du spectacle, en dessous de 75 % pour la dernière saison.

La chambre constate qu'aussi bien le pourcentage de places réservées aux invitations que les modalités de distribution de celles-ci ne font pas l'objet d'un document formalisé, mais résultent plutôt d'une pratique coutumière. Si une grande part de ces places est attribuée en fonction de motifs incontestables, d'autres, telles les places attribuées au personnel, en l'absence de tout texte, devraient faire l'objet d'un réexamen critique permettant de les soumettre à des règles propres à les contenir dans des limites n'entraînant pas de perte de recettes pour l'institution. En réponse à l'observation, l'association précise que les invitations attribuées au personnel se font toujours au dernier moment et en fonction des places disponibles et donc jamais au détriment des ventes.

#### 5-2.2.2. Le sponsoring privé

Les chiffres révèlent la faiblesse des montants versés par les sponsors privés. Il semblerait que la participation des sponsors soit principalement destinée à financer des déplacements de formations musicales de l'association en région, de façon à en faire baisser le coût et à rendre la dépense acceptable pour les villes organisatrices.

	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Sponsors	30 675	65 836	45 204	52 432	70 501	59 580	35 780	36 972

Source : comptes de résultat

L'appel aux sponsors ne permet de dégager que de faibles recettes, inférieures à 40 000 € en 2007 et 2008. Une volonté d'améliorer les ressources a conduit à la désignation d'un chargé du mécénat à partir de 2001, fonction également assurée par M. SCARPITTA, metteur en scène, chargé de mécénat avec les entreprises extérieures. Des retombées semblent se confirmer avec des rentrées financières de 400 000 € en 2007, versés par la fondation ARIA et 150 000 € en 2008 pour la production de l'opéra « Salustia ».

Des conventions ont été signées avec plusieurs partenaires privés.

#### 1) Le Crédit Coopératif

Une convention de partenariat a été signée le 26 mars 2008 avec le Crédit Coopératif pour les années 2008 et 2009. Le Crédit Coopératif devient ainsi un partenaire de l'association et s'engage à verser à ce titre la somme de 4 500 € pour les années 2008 et 2009. En contrepartie de ce partenariat, l'association s'engage notamment pour les années 2008 et 2009 à : réserver 4 places de 1<sup>ère</sup> catégorie

par production de la saison de l'opéra dont les dates seront choisies en début d'année ; indiquer la participation du Crédit Coopératif en tant que partenaire dans les programmes des opéras et des concerts de l'orchestre ainsi que dans le document présentant les deux saisons ; donner un accès prioritaire aux billetteries de l'Orchestre et de l'Opéra au crédit coopératif, en particulier pour les concerts ou les opéras grand public aux tarifs réduits en vigueur ; proposer une centaine d'invitations réparties sur les concerts doublés de l'orchestre des samedis et des dimanches.

## 2) La Caisse d'Epargne et de Prévoyance du Languedoc-Roussillon (CEP)

La CEP, par convention du 21 janvier 2009, a souhaité aider l'orchestre de l'association à rendre plus accessible au plus grand nombre les concerts qu'il organise dans 15 villes de la région (10 en 2008 et 5 en 2009). Les deux partenaires s'autorisent mutuellement à utiliser leurs logos. En contrepartie, la CEP s'engage à verser la somme de 25 500 €. En outre, l'Orchestre National de Montpellier doit aviser *préalablement la CEP de toute action publicitaire avec un établissement de crédit concurrent.*

## 3) Autres partenariats

. Convention avec une imprimerie (20 juin 2008) par laquelle l'association EUTERP s'engage pour trois années à faire appel au prestataire pour l'impression des trois numéros annuels de son journal « Le Jason » au tarif de 5 150 € HT le numéro. En contrepartie, l'imprimerie s'engage à prendre à sa charge l'édition d'un numéro du journal par an. En outre, l'association réserve pour l'imprimerie 4 places d'invitation en première catégorie par production symphonique à l'opéra Berlioz.

. Convention avec l'association Musique Nouvelle en Liberté (30 janvier 2009) par laquelle l'Orchestre National de Montpellier s'engage à interpréter pendant la saison 2008-2009 des œuvres écrites après 1960 dans le but de favoriser la diffusion de la musique contemporaine. En échange, l'association participe aux frais occasionnés par l'exécution des œuvres (frais de copie, droits d'auteur, droits d'enregistrement et de radiodiffusion, répétitions et musiciens supplémentaires...) dans la limite de 10 500 € par saison. L'orchestre, à la demande de MNL, met à la disposition de Mécénat Société Générale dix places de première catégorie une fois par saison ; au-delà de ce contingent, l'association doit accorder un tarif préférentiel pour les autres places qui lui seraient demandées par MNL pour le compte de ce mécène. 10 œuvres contemporaines sont ainsi inscrites au programme 2008/2009.

. Convention avec le Fonds d'action SACEM pour la communication musicale (19 mars 2009) par laquelle l'association EUTERP, dans le cadre de ses actions pédagogiques, s'engage à sensibiliser des enfants en REP (réseau d'éducation prioritaire) à l'univers symphonique et à la création musicale. En contrepartie, le Fonds d'action SACEM verse une subvention d'un montant total de 4 500 €.

### 5-2.2.3. Les visites de l'Opéra

Hors exploitation des salles pour les spectacles qu'elle organise, l'association EUTERP perçoit deux types de recettes : les recettes liées aux visites de l'opéra et les recettes liées à la mise à disposition de prestations de services.

Les visites de l'opéra et de ses installations ainsi que la mise à disposition d'intervenants en chant ou expression corporelle, l'assistance à des séances de répétitions ou de représentations, donnent lieu à des conventions avec des établissements scolaires qui le souhaitent moyennant plusieurs tarifs, sans qu'ait pu être déterminée la manière dont ils ont été élaborés et établis ni par quelle instance au sein de l'association le principe en aurait été acquis.

L'Opéra met à disposition de diverses associations des salles de l'opéra pour des représentations (ballet flamenco, internationales de la guitare) ou des événements privés (assemblée générale des experts comptables). Cette mise à disposition se traduit par le versement à la régie créée par la communauté d'agglomération du prix de location de la salle et à EUTERP de prestations de services consistant, entre autres, en la mise à disposition de personnel (hôtesse d'accueil, machinistes, sonorisateur...).

Cette perception de recettes repose sur une tradition semble-t-il historique. Cependant, dans la convention d'occupation à titre gratuit conclue entre la communauté d'agglomération de Montpellier et l'association EUTERP du 18 septembre 2003, en cours de validité, aucun article ne fait référence à cet aspect annexe à son activité, précisée dans le préambule, « *de création, formation et production de spectacles lyriques musicaux et chorégraphiques, à vocation nationale et internationale* ». La chambre prend acte du souhait de la communauté d'agglomération de Montpellier de clarifier la convention de mise à disposition de l'Opéra comédie à l'association EUTERP notamment au titre des visites réalisées.

### 5-3. Les charges

#### 5-3.1. La masse salariale

Au cours de la période, rapportée au total des charges d'exploitation, la masse salariale a augmenté constamment en valeur relative, passant de 58,1 % en 2002 à 61,1 % en 2007 et 64 % en 2008 soit près de 6 points. Lors de la création de la nouvelle association par fusion des deux associations préexistantes en 2001, il semble qu'une promesse ait été faite de ne pas réaliser d'économie d'échelle sur la fusion éventuelle des équipes de chacune des structures associées, en raison notamment de la nécessité d'occuper deux lieux d'implantation distincts. Cependant, comme l'indique le rapport d'inspection, une étude approfondie portant sur la fonctionnalité des deux structures (opéra et orchestre) mériterait d'être réalisée pour mieux mesurer la pertinence de certains postes en regard des missions à partager plus étroitement. En effet, l'association compte, exception faite des musiciens et du chœur, 38 salariés dans le domaine administratif pour la direction et 75 salariés dans les domaines administratif et technique (opéra : 59, orchestre : 16) (Source : site internet de l'association EUTERP).

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Rémunérations du personnel	9 560 584	10 369 257	10 996 799	10 697 102	11 221 648	11 250 144	11 634 625
Charges sociales	3 128 309	3 307 969	3 185 463	3 608 629	3 763 240	3 832 439	4 460 359
Total charges d'exploitation	21 835 408	22 830 853	23 607 389	23 545 195	24 275 823	24 696 538	25 136 808
% des charges d'exploitation	58,1%	59,9%	60,1%	60,8%	61,7%	61,1%	64%

Source : comptes de résultat

Afin de faire face aux difficultés financières, certains postes de musiciens n'avaient pas été pourvus à la création de l'association. Par la suite, des musiciens ont été embauchés sous contrat à durée déterminée, quatre concours ayant eu lieu entre novembre 2002 et septembre 2003 pour amener alors l'orchestre à son effectif théorique de 92 musiciens.

Il convient d'analyser certaines hausses de la masse salariale intervenues tout au long de la période. Les causes en sont multiples : engagement de personnels supplémentaires pour les spectacles donnés simultanément en deux lieux scéniques différents en 2003 (rapport du conseil d'administration du 28 juin 2005) ; mise en conformité de la grille des rémunérations avec les conventions collectives ; hausse du salaire du surintendant, corrélativement à la suppression des postes de directeurs délégués en 2005 et 2008, depuis l'exercice effectif à plein temps du poste de surintendant depuis 2005 ; pour 2008, deux procédures de transaction à la suite de licenciements ; départ à la retraite de l'administratrice générale et application rétroactive à la direction des augmentations de salaires du personnel (voir ci-après). L'accord sur les salaires négocié en 2005 comportait une augmentation des minima des salaires des artistes musiciens permanents. Un accord a été demandé par l'association au SYNOLIR pour un échelonnement sur 3 ans (entre 2006 et 2008) mais en fait cet accord n'a été appliqué qu'à partir de 2007.

### 5-3.1.1. Les contrats des cadres dirigeants

Comme l'exige la réglementation, l'association publie chaque année la rémunération des plus hauts cadres dirigeants.

**Rémunération des trois plus hauts cadres**

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008
Surintendant	174 330	244 446	241 108	242 903	285 470	274 242	298 128
Directeurs délégués	105 423 94 618	107 835 94 687	111 169 94 963	114 539 98 308	117 602	120 325	133 495
Administrateur général	66 378	66 720	67 856	66 723	72 901	72 992	81 261

#### • Les contrats du surintendant de la musique

Le tableau ci-dessus montre une progression de la rémunération du surintendant de 71 % de 2002 à 2008.

L'ensemble des contrats et avenants du surintendant de la musique, depuis sa nomination en qualité de directeur général de l'Orchestre philharmonique de Montpellier en 1990, est analysé ci-dessous.

- Par contrat du 15 février 1990 avec l'Orchestre philharmonique de Montpellier, M. KOERING est recruté en qualité de directeur général - directeur artistique. A ce titre, il est chargé de l'établissement de la programmation de la saison musicale, de l'engagement du personnel artistique permanent ou occasionnel et il assure en outre la responsabilité de tout ce qui concerne l'administration, la gestion et la promotion de l'orchestre. M. KOERING n'est soumis à aucune exclusivité à l'égard de l'orchestre philharmonique de Montpellier. La durée du contrat est de deux ans (01/01/90 - 31/12/91) et la rémunération est fixée par référence à l'INM 1268 de la fonction publique la première année et à l'INM 1690 la seconde année. En partant de la valeur du point d'indice en 1990, le traitement annuel brut serait donc de 421 000 F soit 35 000 F (5 340 €) par mois pour une activité à temps partiel.

- Par contrat du 1<sup>er</sup> janvier 1992, la durée du contrat de travail a été qualifiée à durée indéterminée et la rémunération maintenue à l'INM 1690.

- Selon un avenant non daté, il est précisé que la rémunération attribuée à M. KOERING correspond à un temps partiel de 60 h par mois soit un peu moins qu'un mi-temps. Il lui est versé une indemnité de double résidence compte tenu de ses activités professionnelles à Paris et Montpellier. Une voiture de fonction à la charge de l'Orchestre philharmonique de Montpellier et du Festival de Radio France Montpellier Languedoc-Roussillon est mise à sa disposition. Un avenant du 1<sup>er</sup> juillet 1996 porte sa rémunération à l'INM 2513 soit un salaire net mensuel de 60 000 F (base juillet 1996) soit 9 147 €.

- Par avenant du 8 décembre 2000, M. KOERING est nommé surintendant de la musique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001, suite à la modification des statuts de l'association. Il propose au conseil d'administration la politique générale et artistique de l'association et définit la programmation à mettre en œuvre par les directeurs délégués de l'Orchestre national de Montpellier Languedoc-Roussillon et des Opéras de Montpellier.

- Une convention de mise à disposition de personnel signée le 1<sup>er</sup> janvier 2001 entre l'Orchestre national de Montpellier Languedoc-Roussillon et l'association de gestion des opéras de Montpellier règle les rapports entre ces deux organismes pour la mise à disposition de M. KOERING de l'une au profit de l'autre, en qualité de surintendant de la musique à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2001. Aux termes de cette convention, il est indiqué que la rémunération de l'intéressé, fixée à l'INM 2679, soit un salaire de base brut mensuel de 11 430,60 € à laquelle s'ajoute une prime annuelle brute de 11 430,60 € et un avantage en nature mensuel de 121,96 €, est partagée à concurrence de 50 % entre l'Orchestre et

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives : Association Opéra et Orchestre National de Montpellier (34)*

l'Opéra. Les frais de déplacement de mission et de réception sont remboursés directement par l'association pour laquelle ces frais ont été engagés.

- Un contrat de travail à durée indéterminée a été conclu le 21 juin 2003 avec la nouvelle association EUTERP : « *Compte tenu à la fois de son action au sein de l'Opéra et l'Orchestre National de Montpellier sur le plan artistique ainsi que de ses relations nationales et internationales dans le milieu de la musique, l'association a décidé de s'attacher durablement les services de M. KOERING ; elle lui garantit le maintien dans son poste de surintendant de la musique jusqu'au 31 décembre 2006, sauf faute grave ou force majeure* ».

Aux termes de ce nouveau contrat, son droit à l'ancienneté est décompté à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1990 et sa rémunération mensuelle brute est fixée à 19 650 €. M. KOERING relève de la catégorie des cadres dirigeants définie à l'article L. 212-15-1 du code du travail. Il est également prévu le versement d'une indemnité de mise à la retraite représentant 12 mois de rémunération brute (sur la base du salaire du dernier mois). Il bénéficie également pour l'exercice de ses fonctions d'un véhicule et d'un chauffeur pour les déplacements de grande distance, avec l'accord du président ou de son délégué.

- Suivant la décision du conseil d'administration du 8 décembre 2005, l'avenant du 10 janvier 2006 fixe la rémunération brute du surintendant à 22 250 € au 1<sup>er</sup> janvier 2006. Depuis 2005 et son départ à la retraite de Radio France, le surintendant de la musique exerce l'essentiel de son temps au sein de l'association.

- Enfin, selon une « attestation » signée le 3 décembre 2008 par M. CONSTANTIN, président du conseil d'administration, le salaire du surintendant de la musique suit les augmentations collectives négociées annuellement au sein de l'entreprise. Cette disposition ne fait l'objet d'aucune mention dans l'un quelconque de ses contrats. En conséquence, le salaire de M. KOERING a été régularisé depuis 2002 (sur une base juridique qui fait donc défaut) : + 1,5 % en 2005, + 2 % en 2006, + 1 % en 2007, + 1 % en 2008, soit une régularisation de 13 687 €. En 2009 (+ 1 %), son salaire s'établissait à 22 925 €. Par ailleurs, l'indemnité de départ à la retraite fixée à 12 mois dans son contrat est bien supérieure à celle qui lui serait versée par application de la convention collective (19 ans de contrat dont une partie à temps partiel soit 3 mois et demi de salaire) ; le versement d'une indemnité fixée à 12 mois de rémunération brute se traduira donc par un coût financier non négligeable pour l'association, de l'ordre de 276 000 €, le surintendant atteignant l'âge de 70 ans en 2010.

En complément de ce contrat avec l'association EUTERP, M. KOERING perçoit des rémunérations en qualité de compositeur et de metteur en scène. L'usage non écrit dans la profession admet une norme de deux mises en scène de spectacles et trois programmations de ses propres œuvres par saison musicale. Le tableau ci-après retrace les mises en scène réalisées par le surintendant ainsi que les programmations de ses propres œuvres. A l'exception de 2002 et 2006, chaque année sont jouées entre une et trois de ses œuvres. Il a également assuré, sur la période 2001-2009, cinq mises en scène (la Vedova Scaltra d'Ermanno Wolf-Ferrari ayant été donnée en 2004 et 2008).

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives : Association Opéra et Orchestre National de Montpellier (34)*

	MISE EN SCENE	OEUVRES
2001		04/10/01 "Egée" In memoriam Iannis Xenakis 18/12/01 Quatuor n° 3
2002		
2003		01/04/03 "Tentations" pour violoncelle et 12 voix 03-05/01/03 "Sacré Siegfried" Adaptation de René KOERING
2004	18-24/04/04 La Vedova Scaltra (Ermanno Wolf-Ferrari)	30/01/04 "Quelques façons de voir les statues à la lueur des torches" 05/06/04 "Hier, aujourd'hui et demain"
2005	31/01/05 Callirhoé (André-Cardinal Destouches)	20/11/05 Quatuor n° 2 13/5/05 Lieder 09/5/05 Symphonie concertante pour violon alto et orchestre
2006		
2007	02 et 04/03/07 Eine florentinische tragödie (Alexander von Zemlinsky) Il segreto di Susanna (Ermanno Wolf-Ferrari)	09 et 25/02/07 "Noch Penthesilea" pour mezzo soprano et orchestre 21/05/07 Symphonie concertante pour clarinette violon et cordes 08/12/07 Penthesilea
2008	09 et 13/11/08 La Vedova Scaltra (Ermanno Wolf-Ferrari)	07 et 08/03/08 Scènes de chasse 11-12/04/08 Grand adagio
2009	01-06/03/09 Faust (Charles François Gounod)	15/03/09 Quatuor n°3

Source: programmes de l'association

Au titre de ses mises en scène, le surintendant de la musique perçoit, par contrat d'engagement de metteur en scène, des droits d'auteur, dont sont déduites les cotisations à l'AGESSA (association pour la gestion de la sécurité sociale des auteurs). Pendant la période sous revue, M. KOERING a ainsi perçu :

10 000 € pour la Vedova Scaltra (2008)  
12 000 € pour Eine Florentinische Tragödie et Il segreto di Susanna  
11 000 € pour Callirhoe  
11 000 € pour la Vedova Scaltra (2004)

Le surintendant bénéficie également de commandes publiques ; ainsi, par une commande du 26 septembre 2005, la communauté d'agglomération de Montpellier a chargé le compositeur René KOERING de concevoir la partition et le livret d'un opéra intitulé « Scènes de Chasse » destiné à être exécuté par l'Orchestre et l'Opéra National de Montpellier dans le cadre d'une création mondiale qui sera donnée au Corum (article 1). L'agglomération et l'Opéra National de Montpellier auront le droit de faire usage du nom et de l'image du compositeur à l'occasion de toute représentation ou exécution publique de l'œuvre ainsi qu'à l'occasion de toute opération de publicité que l'opéra pourrait entreprendre pour la promotion de l'œuvre (article 6). En contrepartie de la fourniture de son œuvre et de l'attribution, par le compositeur à l'Opéra National de Montpellier de l'exclusivité de création mondiale, le compositeur percevra une rémunération brute sous forme de droits d'auteur forfaitaires de 60 000 € (article 7).

Dans le cas où l'Opéra National de Montpellier déciderait de ne pas utiliser l'œuvre, même en partie, cette somme resterait acquise au compositeur à titre de dommages forfaitaires et définitifs,

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives : Association Opéra et Orchestre National de Montpellier (34)*

exclusifs de tous autres en réparation de tous chefs de préjudice matériel et moral subi en qualité d'auteur.

Ce spectacle a été donné les 7 et 9 mars 2008 à l'opéra Berlioz au Corum devant 2 488 spectateurs.

Interrogé en cours d'instruction sur l'ensemble de ses rémunérations, le surintendant de la musique a précisé que les droits d'auteurs, reversés via un organisme collecteur (SACEM) étaient peu importants (environ 300 € ou 1 000 € en cas de radiodiffusion). Pour ce qui concerne la commande d'œuvres, les tarifs varient en fonction de la renommée des auteurs (entre 15 000 et 100 000 €) et ces tarifs sont également pratiqués par le ministère de la culture qui commande lui-même 3 œuvres par an en moyenne. Enfin, les tarifs pratiqués pour la mise en scène varient entre 10 000 et 150 000 € selon les prestations demandées (y compris décors et costumes) et la renommée du metteur en scène. Selon M. KOERING, il n'y a pas de doctrine pour un nombre limité de mises en scène, certains directeurs d'opéra assurant la mise en scène de la quasi-totalité des opéras donnés au cours de la saison. S'agissant de son salaire, il estime qu'il n'est pas le plus élevé des directeurs d'opéra et d'orchestre et qu'en tout état de cause il correspond à la situation qui lui était faite lorsqu'il travaillait à Radio-France.

La chambre estime que la rémunération de M. KOERING atteint un niveau inhabituel eu égard à l'origine publique des ressources de l'association. Invité à faire connaître son point de vue dans le cadre de la procédure contradictoire, le surintendant de la musique n'a pas répondu aux observations provisoires.

• Le contrat d'un artiste en résidence :

Depuis le début de la saison 2006-2007, Jean-Paul SCARPITTA est un artiste en résidence à l'Opéra National de Montpellier Languedoc-Roussillon. Celui-ci est pressenti pour prendre la succession de René KOERING lors du départ de celui-ci à la retraite. Depuis la création de l'association, M. SCARPITTA assure chaque année la mise en scène de plusieurs spectacles lyriques.

C'est par un courrier du président LOPEZ au surintendant de la musique qu'a été décidé le recrutement de M. SCARPITTA comme artiste en résidence. La proposition devant être soumise préalablement au conseil d'administration avant recrutement effectif et une ligne budgétaire créée pour ce poste, le CA du 13 juin 2006 a accepté ce recrutement. Le contrat d'engagement a été signé le 14 juin 2006 pour une durée de 3 ans à compter du 1<sup>er</sup> mai 2006 et se terminant le 30 avril 2009.

Pour 2006, sa rémunération était fixée à un montant brut de 24 000 € (soit 3 000 € par mois sur 8 mois), et à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007, de 43 200 € (soit 3 600 € par mois sur 12 mois). L'opéra devait prendre en charge, par mois, trois jours d'hébergement et le remboursement des voyages.

M. SCARPITTA doit assurer, par saison, une mise en scène d'opéra et une mise en scène d'opéra au piano dans le cadre des productions EUTERP et doit également exercer des missions pédagogiques, de recherche pour la communication de l'image et la recherche de mécénats. Outre le salaire décrit ci-dessus, pour la mise en scène, les droits d'auteur et la rémunération feront l'objet de contrats négociés. Par avenant à ce contrat, le 28 septembre 2006, l'intéressé devenait salarié de l'association (et donc bénéficiait de la couverture sociale) et son salaire pour les mois d'octobre, novembre et décembre 2006 était fixé à 3 640 €.

Les dispositions de ce contrat permettent ainsi de réserver un certain nombre de mises en scène à l'artiste, lesquelles font l'objet de contrats rémunérés : il peut ainsi se voir verser, outre son salaire en tant qu'artiste en résidence, un salaire complémentaire ainsi que la prise en charge de son hébergement et de ses voyages et déplacements.

Au titre de metteur en scène, comme prévu à son contrat, M. SCARPITTA est intervenu à de nombreuses reprises au profit de l'association EUTERP. Il perçoit à ce titre un salaire et des droits d'auteur ainsi que de la prise en charge de son hébergement pendant la période des répétitions et des représentations et de ses frais de déplacement.

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives : Association Opéra et Orchestre National de Montpellier (34)*

MISES EN SCENE	
2002	
2003	<i>Sancta Susanna</i> (Paul Hindemith) - <i>Oedipus Rex</i> (Igor Stravinsky) 13-14-16/03/2003
2004	<i>Hary Janos</i> (Zoltan Kodaly) 14-16/05/2004
2005	<i>Jeanne d'Arc au Bûcher</i> (Arthur Honegger) 15-16/07/2005 <i>Carmen</i> (Georges Bizet) 18-20-23-25/09/2005
2006	
2007	<i>La Flûte Enchantée</i> (W.A. Mozart) 16-18-21-23/09/2007
2008	<i>Don Giovanni</i> (W.A. Mozart) 30/03 et 1-4-6/04/2008 <i>Salustia</i> (Giovanni Battista Pergolèse) 27-28/07/2008

Pour la représentation de « Salustia » de Giovanni Battista PERGOLESE dans le cadre du festival Radio France les 27 et 28 juillet 2008, en qualité de metteur en scène, décorateur et costumier M. SCARPITTA bénéficie de droits d'auteur pour 22 500 €, d'un salaire de 4 500 €, de la prise en charge de voyages, et de son hébergement du 6 juillet au 1<sup>er</sup> août pour un montant de 3 542 €. Ce contrat s'ajoute à celui d'artiste en résidence pour lequel il est rémunéré 3 600 € par mois.

• L'issue des contrats de certains cadres dirigeants :

- Le cas de M. GRISON

Par contrat du 1<sup>er</sup> septembre 2000, M. GRISON a été engagé en qualité de directeur délégué pour une durée indéterminée, avec une durée de préavis de trois mois. En sa qualité de directeur délégué et sous l'autorité du surintendant de la musique, il est chargé de la mise en place de la programmation musicale définie par le surintendant, du contrôle et de la faisabilité financière de la saison et du projet artistique, de l'engagement du personnel artistique occasionnel ainsi que de formuler des propositions au surintendant concernant l'engagement du personnel artistique et administratif permanent.

La rémunération brute mensuelle est fixée à 50 000 F, correspondant à l'indice majoré 1 796 de la fonction publique. Il dispose d'un véhicule de fonction, d'un abonnement personnel à Air France, l'orchestre prenant en charge tous ses déplacements professionnels.

Le retour permanent du surintendant de la musique en 2005 a eu pour conséquence qu'une partie des fonctions du directeur délégué faisait double emploi. Le conseil d'administration du 28 mai 2008 a approuvé une délibération relative au licenciement de l'intéressé. C'est par voie de presse, en juin 2008, que le directeur apprendra son prochain départ de la structure. A la suite de la saisine par l'intéressé du conseil des Prud'hommes, des propositions de changement de fonctions lui ont été faites par lettre du 3 juillet 2008, conformément à l'article L. 1222-6 du code du travail, aboutissant entre autres à la réduction de ses fonctions et incidemment à l'amputation de plus de la moitié de son salaire (de 9 000 € à 4 000 €). Suite au refus d'accepter cette modification de son contrat, M. GRISON a été licencié le 31 juillet 2008 pour le motif économique suivant : la proposition de modification du contrat de travail était motivée, d'une part, par le fait que « les fonctions qui avaient été dévolues à l'intéressé faisaient, depuis le retour de R. KOERING à Montpellier, pour une partie essentielle, double emploi et, d'autre part, que l'évolution des ressources de l'association, avec une baisse considérable des subventions de l'Etat rendait nécessaire une réorganisation destinée à sauvegarder sa compétitivité ».

La transaction du 25 août 2008 accordera une indemnité transactionnelle de 70 000 €, l'indemnité de licenciement (84 723 €) calculée selon l'article 11.3 des accords d'entreprise de l'orchestre, et le solde de l'indemnité de préavis (40 344 €) ayant été par ailleurs versés, le salarié étant dispensé de son préavis de 5 mois. Au total le licenciement du directeur délégué à la musique aura donc coûté près de 200 000 € à l'association sans compter les frais d'avocat pour un montant de 5 456 €.



*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives : Association Opéra et Orchestre National de Montpellier (34)*

- L'attachée de presse

Un autre protocole d'accord transactionnel a été signé en mars 2008 avec Mme CUVILLIER, épouse GRISON. Embauchée en qualité de chargée de communication attachée de presse à l'Opéra et Orchestre National de Montpellier, des désaccords permanents (selon le protocole transactionnel) qui ont perduré à son retour au travail après des arrêts maladie renouvelés à plusieurs reprises, ont conduit la direction à envisager son licenciement durant un nouvel arrêt maladie. Ce licenciement lui sera notifié par courrier du 27 février, présenté le 29 février 2008. Mme CUVILLIER était dispensée de l'exécution de son préavis.

Devant l'intention de saisir le conseil des Prud'hommes et après réflexion, les parties ont décidé de mettre fin à leur litige par un accord transactionnel le 14 mars 2008. L'indemnité transactionnelle a été fixée à 20 000 € et ont également été versées les indemnités de préavis (20 000 €) et de licenciement (23 000 €). Ce licenciement aura donc coûté 63 000 € à l'association.

Il ne semble pas que les conditions financières des ces deux licenciements, pourtant particulièrement coûteux, aient fait l'objet d'une information du conseil d'administration. En tout état de cause, les dirigeants ont jugé que les modalités transactionnelles étaient préférables à des contentieux longs et coûteux et, au surplus, néfastes pour l'image de marque de l'association. Selon l'association, les membres du conseil d'administration ont été informés de façon confidentielle des conditions de départ de ces deux collaborateurs. La chambre estime qu'il appartient aux instances dirigeantes de l'association de se prononcer formellement dès lors qu'existe un engagement financier de cette importance.

- Le cas de l'administratrice générale

Mme PANABIERE était à l'origine fonctionnaire territoriale à la mairie de Montpellier où elle occupait en 1980 les fonctions de secrétaire régisseur de théâtre (catégorie C, IM 273 ; elle a été reclassée en 1982 secrétaire régisseur du théâtre municipal IM 358), puis après délibération du conseil municipal du 1<sup>er</sup> juillet 1983, administrateur sans modification de l'échelle indiciaire (IM 376 en 1984 puis 402 en 1986 soit 8 853 F/mois). Au 1<sup>er</sup> janvier 1990, elle demande sa disponibilité pour exercer les fonctions d'administrateur au sein de l'association de gestion des opéras de Montpellier où elle sera classée comme cadre 2<sup>ème</sup> catégorie selon l'ancienneté acquise à la mairie de Montpellier et bénéficiera d'un salaire de 14 878 F. En 1996, elle devient cadre de 1<sup>ère</sup> catégorie et son salaire passe à 22 984 F, puis à 27 893 F en 1998. A partir de 2002 et sans plus de référence à la grille Opéra, son salaire sera de 5 292 € (34 713 F) puis 5 800 € en 2006.

Mme PANABIERE prendra sa retraite en décembre 2008, à l'âge de 68 ans. La même année, une décision du président d'EUTERP la fait bénéficier, comme le surintendant, des augmentations applicables au personnel dans le cadre des négociations annuelles obligatoires. Ce qui explique sa dernière rémunération où apparaît le bénéfice de cette mesure de rattrapage depuis 2005, soit 3 640 €.

Ainsi, une salariée hors grille, c'est-à-dire au-delà des grilles de salaires des autres personnels, dont le salaire faisait l'objet de négociations individuelles avec le surintendant ou le président, bénéficie néanmoins des avantages sociaux (ainsi que de la prime EUTERP) négociés dans le cadre des conventions annuelles obligatoires, auxquelles elle participe par ailleurs en tant qu'administrateur général.

Ce rattrapage à posteriori, ainsi que la prise en compte d'une ancienneté antérieure à son entrée dans l'entreprise influe sur l'indemnité de départ à la retraite. L'article V.12 de la convention collective prévoit en effet un calcul pour le versement de l'indemnité de départ à la retraite fonction du nombre d'années de présence dans l'entreprise. Le salaire de référence est le salaire moyen perçu par le salarié lors des 12 derniers mois qui précèdent la date effective du départ en retraite, ou des 3 derniers mois si celui-ci est plus favorable au salarié.

En pratique, le nombre d'années dans l'entreprise a été entendu au sens large, incluant les années de travail en tant que fonctionnaire avant l'entrée en fonction dans l'association, alors que son contrat de travail et les avenants suivants ne font pas expressément mention de cette possibilité. Il a ainsi été appliqué au salaire moyen des trois derniers mois (retenu car plus favorable, soit 6 302,92 €) le

coefficient de 4,5 prévu pour une durée de plus de 30 ans passés au sein de l'entreprise. Cela s'est traduit par le versement complémentaire d'une somme de 28 363,16 €.

La chambre s'interroge sur la régularité des modalités du calcul de l'indemnité de départ à la retraite de cet agent. L'association estime que l'indemnité de départ de l'administratrice générale a été calculée, comme pour le départ de tout salarié, en application de la convention collective et des accords d'entreprise (salaire de référence et nombre de mois d'indemnisation).

### **5-3.1.2. Les salaires des administratifs et techniciens**

La convention collective (article X.4) prévoit qu'à chaque échelon dans un emploi correspond un salaire minimum au-dessous duquel aucun salarié ayant atteint ce niveau ne puisse être rémunéré. Le montant des salaires minima (salaires minima d'embauche) des emplois nomenclaturés dans la classification est ainsi fixé pour les quatre catégories de cadres et les trois catégories de techniciens-agents de maîtrise et employés-ouvriers. Chaque catégorie comporte douze échelons (échelon 1 : coefficient 100 ; échelon 12 : coefficient 133).

Des accords sur les salaires ont été conclus entre les organisations salariales et patronales pour 2004, le 5 février, et pour 2005 le 11 avril. Aux termes de ce dernier accord, la grille de rémunération (salaire brut minimum au 1<sup>er</sup> janvier 2005 pour un horaire mensuel de 151 h 40) s'étend de 1 204,76 € pour un employé-ouvrier de niveau 3 - 1<sup>er</sup> échelon à 4 000,28 € pour un cadre de niveau 1 - 12<sup>ème</sup> échelon.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2007 (accord d'entreprise du 21 décembre 2006), le salaire le plus bas de la grille EUTERP était celui d'un employé à l'embauche au 7<sup>ème</sup> degré du 1<sup>er</sup> échelon (1 074,93 €) et le salaire le plus élevé était celui d'un cadre au premier degré du 3<sup>ème</sup> échelon avec 30 ans d'ancienneté (5 016,01 €). Comme il a été indiqué supra, le bas de la grille EUTERP est neutralisé pour respecter le salaire minimum d'embauche de la profession.

### **5-3.1.3. Les salaires des artistes musiciens**

Selon la convention collective, relative aux artistes musiciens permanents mensualisés, la grille des salaires bruts minima conventionnels au 1<sup>er</sup> janvier 2005 est de 2 756,70 € pour les ttitistes (musiciens de l'orchestre), de 2 858,80 € pour les solistes et de 3 052,79 € pour les chefs de pupitre.

Il est indiqué dans l'accord que certains orchestres, dont l'Orchestre National de Montpellier, qui « *en raison de leur nature et de leur économie n'appliquent pas à la date du présent accord les minima ci-dessus, bénéficieront d'un délai supplémentaire à dater du présent accord pour appliquer les salaires minima fixés par la branche* ». Ce délai supplémentaire est d'un an pour appliquer les salaires minima de la première catégorie (tuttistes).

Les procès-verbaux du conseil d'administration de l'association EUTERP rendent compte des négociations entreprises avec les artistes musiciens de l'orchestre.

Le CA du 20 juin 2003 prend acte d'un accord signé permettant aux musiciens de l'orchestre de bénéficier d'une grille de salaires se rapprochant de celle des autres orchestres nationaux. Lors du CA du 28 juin 2005, il est indiqué que l'association a demandé un moratoire sur trois ans pour pouvoir présenter aux représentants syndicaux de l'orchestre un échelonnement sur les exercices 2006 à 2008. L'hypothèse maximale supposait un montant supplémentaire de 103 000 € par an sur les trois années. Au cours de CA du 8 décembre 2005, la communauté d'agglomération a accepté de voter une subvention supplémentaire de 200 000 € pour tenir compte à la fois de l'application des minima des salaires des musiciens permanents et de la demande d'augmentation du salaire du surintendant.

Le CA du 13 juin 2006 est informé qu'un accord salarial a été signé portant sur la revalorisation des salaires pour les catégories 1, 2 et 3, la réduction du temps de travail (102 h mensuelles déjà appliquées dans les autres orchestres) et l'augmentation des salaires des intermittents.

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives : Association Opéra et Orchestre National de Montpellier (34)*

Enfin, les dirigeants informent le CA du 5 décembre 2007 qu'en 2007, 100 000 € ont été affectés à la remise à niveau de la 2<sup>ème</sup> et de la 1<sup>ère</sup> catégorie (après 100 000 € consacrés en 2006 à la 3<sup>ème</sup> catégorie). La création d'une catégorie A pour les chefs de pupitre nécessite une enveloppe supplémentaire de 50 000 €. Au total, l'accord salarial destiné à porter les salaires des artistes musiciens au niveau des autres orchestres nationaux aura coûté 250 000 € sur trois ans.

Comme il a été indiqué, c'est la communauté d'agglomération de Montpellier qui a pris en charge, par le biais de l'augmentation de ses subventions, la mise à niveau des salaires des musiciens de l'orchestre.

#### **5-3.1.4. Les salaires des artistes du chœur permanent**

Selon la convention collective relative aux artistes interprètes des chœurs permanents, les salaires minima sont fixés comme suit :

	2004	2005	2006
1 <sup>ère</sup> année	1 437,36 €	1 479,76 €	1 515,80 €
5 <sup>ème</sup> année	1 537,00 €	1 579,40 €	1 621,80 €
10 <sup>ème</sup> année	1 590,00 €	1 634,52 €	1 680,10 €
17 <sup>ème</sup> année	1 764,90 €	1 802,00 €	1 851,18 €
A partir 18 <sup>ème</sup> année	1% par an	1% par an	1% par an

Le tableau ci-dessous indique la progression de la rémunération des choristes de l'opéra (premier, 17<sup>ème</sup> et dernier échelon) de 2003 à 2007.

#### **Rémunération du cadre des chœurs de l'opéra de Montpellier**

	2003	2004	2005	2006	2007
Embauche 1 <sup>ère</sup> année	1 550,00 €	1 559,30 €	1 606,08 €	1 686,38 €	1 711,95 €
17 <sup>ème</sup> année	2 060,34 €	2 072,70 €	2 134,88 €	2 241,63 €	2 272,50 €
23 <sup>ème</sup> année	2 185,81 €	2 198,93 €	2 264,28 €	2 377,49 €	2 409,86 €

Source: accords d'entreprise sur la négociation annuelle obligatoire

Par comparaison avec les dispositions conventionnelles, les salaires des artistes du chœur permanent sont, à l'association EUTERP, supérieurs en 2006 aux minima de 11,25% pour la première année et de 21,09% pour la 17<sup>ème</sup> année.

#### **5-3.2. La location du Corum**

Le poste des locations représente un montant particulièrement élevé des charges de l'association, principalement en raison du loyer du Corum ; parmi les autres postes on peut noter la location d'entrepôt et du Théâtre des 13 Vents, la location d'instruments, de costumes...

Le coût pour l'association de la location du Corum représente annuellement une somme de 4,55 M€ HT (5,44 M€ TTC) ;

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives : Association Opéra et Orchestre National de Montpellier (34)*

	Nombre de jours	Loyers par jour	Loyers annuels
<b>Spectacles facturés à 100% du tarif d'équilibre</b>			
BERLIOZ	79	20 535	1 622 265
PASTEUR	43	10 267	441 481
EINSTEIN	15	4 107	61 605
<b>Répétitions facturées à 80% du tarif d'équilibre</b>			
BERLIOZ	110	16 428	1 807 080
PASTEUR	22	8 213	180 686
EINSTEIN	4	3 285	13 140
<b>Locaux attribués au forfait annuel</b>			
LOCAUX ADMINISTRATIFS			67 350
LOCAUX ARTISTIQUES			354 240
<b>TOTAL</b>			<b>4 547 847</b>

Les prix applicables aux auditoriums sont des forfaits basés sur le tarif d'équilibre qui inclut la mise à disposition des locaux annexes aux auditoriums ainsi que le personnel nécessaire au fonctionnement des équipements d'une part, des sujétions et contraintes imposées lors de manifestations culturelles sur les autres salles et espaces du Palais des Congrès qui perturbent et rendent parfois impossibles la location à d'autres utilisateurs des autres salles et espaces du Palais des Congrès, d'autre part. Le tarif inclut également les énergies (chauffage – climatisation – électricité – eau), le nettoyage des salles de spectacle et locaux annexes ainsi que la sécurité et le gardiennage. Ainsi, selon la SEM ENJOY, au-delà de la simple mise à disposition d'espaces, la facturation comprendrait 1,7 M € de charges supportées par le loueur au seul bénéfice de l'association EUTERP.

La location des locaux du Corum constitue le deuxième poste de dépenses de l'association, après la masse salariale. En 2007, rapportée au total des charges d'exploitation (24,7 M€) la location du Corum s'élevait à 22 % (5,44 M€). Cette charge de loyer, selon les dirigeants, serait la plus élevée supportée par un opéra et orchestre national. Ce coût peut paraître excessif, sauf s'il est compensé sous la forme de subventions accordées par les collectivités publiques. En clair, la location à l'association EUTERP contribuerait à asseoir l'équilibre financier de la structure gérant l'équipement. En compensation de ce coût élevé de location, l'agglomération de Montpellier augmenterait à due concurrence le montant de sa subvention à l'association EUTERP.

Le coût élevé du loyer serait revu à la baisse en 2009 (de 4,5 M€, il passerait à 3,5 M€). Le nouveau tarif tient compte, selon la SEM, de l'obligation faite au titulaire du contrat de délégation de service public d'accueillir l'association EUTERP et éventuellement d'autres organismes, Montpellier Danse, festival de Radio-France dans certaines conditions et de prendre en charge certaines prestations complémentaires. La SEM indique qu'en réalité, la baisse de tarif imposée par la communauté d'agglomération de Montpellier trouve sa justification dans les amortissements déjà effectués de l'équipement construit il y a plus de 20 ans, permettant d'exiger aujourd'hui une redevance d'affermage moindre de la part du délégataire mais, en contrepartie, d'imposer des sujétions de service public (accueillir EUTERP) à un tarif inférieur au tarif antérieur.

Selon l'article 6 « relations financières » de la convention du 8 juillet 2004, « l'association s'oblige à régler lesdites factures dans le délai de 30 jours à réception de celles-ci ». Le tableau suivant extrait des informations comptables de l'association permet de voir que les échéances sont réglées largement au-delà des délais prévus dans le contrat de location, notamment pour les trois premières échéances et les quatre dernières de l'exercice 2008.

échéance	date réception	date paiement
janvier	janv.-08	25-avr-08
février	févr.-08	19-mai-08
mars	mars-08	29-mai-08
avril	avr.-08	30-avr-08
mai	mai-08	28-juil-08
juin	juin-08	22-juil-08
juillet	juil.-08	26-sept-08
août	août-08	30-oct-08
septembre	sept.-08	24-déc-08
octobre	oct.-08	27-févr-09
novembre	nov.-08	27-févr-09
décembre	déc.-08	07-avr-09

Les relevés bancaires donnent une explication à ce décalage. En effet, l'analyse de ceux-ci montre que l'association a un compte fortement débiteur pendant les deux premiers mois (- 1,6 M€ en janvier 2008 et - 1,7 M€ en février 2008). La situation s'améliore par la suite grâce aux versements des subventions des collectivités qui permettront par ailleurs l'achat de certificats de dépôt. Quoiqu'il en soit, ces découverts génèrent un coût financier.

### 5-3.3. Impression d'affiches, programmes et impressions diverses

Les montants importants que représentent ces dépenses (plus de 300 000 € en 2008 au compte 623) et parmi celles-ci, les impressions de programmes (100 000 € dont 30 000 € pour l'édition du programme annuel), ont conduit à l'examen des factures et plus particulièrement celles concernant les opéras. Moins d'une dizaine d'entreprises interviennent régulièrement dans ce domaine que ce soit pour les affiches, les "flyers", les campagnes d'information, les programmes de spectacles particuliers ou la communication générale.

Les tirages des programmes sont fonction du nombre de représentations et de la jauge de la salle de spectacle utilisée. Pour les spectacles au Corum les tirages sont en général de plus de 500 exemplaires avec, pour les opéras, un nombre de pages conséquent. Le principe est un tirage calculé sur 10% de la jauge de la salle où se donne le spectacle, augmenté de 100 à 200 exemplaires pour les opéras qui attireront le plus de spectateurs.

#### Exemples de tirages

OPERAS 2008	Tirage	Coût HT	Recettes HT	Fréquentation	Programmes vendus
Pelleas	300	3 137	564	51%	165
Don Giovanni	900	6 838	2 379	98%	569
Scènes de Chasse	550	3 526	1 108	65%	265
Orphée et Eurydice	600	3 058	2 115	100%	506
Favorita	800	4 736	2 500	80%	598

Les recettes globales de ventes de programmes représentent, en 2008, 16 000 euros, soit une recette très inférieure aux frais d'impression des programmes des spectacles. Quelques programmes sont destinés aux invités et aux artistes de la représentation ainsi qu'au dépôt légal et à la médiathèque. Le reste est vendu, sauf exception, au prix unitaire de 5 euros. Ce prix semble être la norme depuis deux ans, sans qu'il ait été possible de connaître la date de décision de fixation du prix de vente et les modalités de son établissement.

La vente de ces programmes est suivie sur un document formalisé reprenant le nombre de programmes mis à disposition, les retraits pour les invités et la presse ainsi que le nombre d'exemplaires vendus, documents transmis ensuite à la comptabilité à l'appui des recettes. Selon l'association, l'impression des programmes des opéras représente un coût élevé car il comprend l'intégralité du livret (qui peut comporter plus de 60 pages). Le faible prix de vente appliqué permettrait d'éviter un certain gaspillage car seules les personnes désirant conserver le programme font l'effort de l'acheter, sans pour autant trop majorer le coût total du spectacle (achat de la place + programme).

D'après le tableau, il y a en moyenne 30 % des programmes qui ne sont pas vendus, ce qui devrait conduire, compte tenu des coûts d'impression, soit à une réduction des commandes soit à une action tendant à améliorer les ventes de programme.

#### **5-3.4. Frais de missions et de réception des dirigeants**

Une note de février 2008 du président de l'association précise la procédure destinée à régler les frais de déplacements, mission et réception qui doivent être justifiés par l'intérêt de l'association. Pour les années antérieures, il existait une procédure au terme de laquelle les ordres de mission devaient être signés par le surintendant. Les montants sont plafonnés pour le surintendant (12 000 €), le directeur délégué de l'orchestre (6 000 €) et l'administrateur (4 000 €). Désormais, toute mission doit faire l'objet d'un ordre de mission préalable établi et signé par le président de l'association pour le surintendant et par le surintendant pour le directeur délégué et l'administrateur. Un état récapitulatif mensuel doit être établi, visé par le salarié et le président, pour le surintendant, et par le surintendant pour le directeur délégué orchestre et l'administrateur.

Concernant le surintendant et compte tenu de ses fonctions au sein de l'association EUTERP ainsi que pour le Festival de Radio France (il en est, rappelons le, directeur artistique), il a été convenu que les frais de missions seraient partagés à raison de 2/3 pour EUTERP et 1/3 pour le Festival de Radio France. Cette convention a été signée le 11 février 2008.

Les frais de mission ont été examinés sur 2008 et appellent plusieurs remarques :

- Tout d'abord, les états récapitulatifs mensuels tels que prévus par la note du président ne semblent pas avoir été utilisés pour la comptabilisation de ces dépenses.

- Ensuite, selon un document fourni par l'association, le montant des frais de missions engagés par le surintendant de la musique s'est élevé en 2008 à 14 329 € (en dépassement de 2 329 € par rapport à la convention). En incluant les frais de déplacement (9 378 €) et de téléphone, le montant total des dépenses effectuées s'élève quant à lui à 26 356 €. La répartition des frais 2/3, 1/3 est appliquée régulièrement sur les dépenses effectuées.

- Enfin, en toute logique, les dépenses se rapportant à des frais engagés par le surintendant au titre de missions et de réceptions devraient être prises en compte dans son décompte particulier. Il pourrait en être ainsi pour les frais de réception (détail des factures pour un montant de près de 7000 €).

Concernant Philippe GRISON, ancien directeur de la musique délégué, les états récapitulatifs sont tenus. Pour 2007, les frais de missions ont représenté un montant de 14 000 € et les frais totaux incluant véhicule et téléphone une somme de 30 010,34 €. Cependant, il faut remarquer des frais de location de véhicule à des tarifs relativement élevés comme par exemple : facture n° 2768051582 du 19 décembre 2006 HERTZ d'un montant de 818,21 € pour une location de trois jours à Paris d'une BMW 520D et facture E204895821 AVIS pour la location sur deux jours d'un véhicule Mercedes ML32 pour un séminaire au Mans France festivals pour un prix total de 734,83 €. Il ne semble pas que l'intérêt de la mission justifie la location de véhicules de cette catégorie.

La chambre regrette que l'association ne respecte qu'imparfaitement les règles qu'elle s'est pourtant elle-même fixées.

**Délibéré à la chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon le 10 juin 2010.**

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives : Association Opéra et Orchestre National de Montpellier (34)*

### ANNEXE 1

Lyrique 2008	dépenses	lieu	représen- tations	recettes	places éditées	taux occup.	coût par spectacle	recette par spect.	proportion
<b>ORPHEE ET EURYDICE</b>	326 018	BERLIOZ	2	107 876	3 932	100%	163 009	53 938	1/3
dont personnel	278 290								
dont décors	28 827								
dont costumes	14 319								
<b>ORPHEE AUX ENFERS</b>	292 789	COMEDIE	3	87 993	3 387	100%	97 596	29 331	1/3
dont personnel	252 820								
dont décors	30 843								
dont costumes	4 408								
<b>Concert baroque</b>	1 200	OPERA	1	13 751	1 218	100%	1 200	13 751	11 1/2
<b>SCENE DE CHASSE</b>	447 810	BERLIOZ	2	43 501	2 488	65%	223 905	21 751	1/10
dont personnel	334 527								
dont décors	77 188								
dont costumes	11 173								
<b>Concert des chœurs</b>	55 085	COMEDIE	1	14 183	1170	80%	55 085	7 092	3/10
dont personnel									
dont décors	37 175								
dont costumes	10 162								
<b>DON GIOVANNI</b>	608 047	COMEDIE	5	148 876	5 410	98%	121 609	29 775	1/4
dont personnel	492 787								
dont décors	74 213								
dont costumes	29 941								
<b>LA FAVORITA</b>	430 158	BERLIOZ	3	129 178	4 593	80%	143 386	43 059	1/3
dont personnel	382 835								
dont décors	13 976								
dont costumes	26 155								

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives : Association Opéra et Orchestre National de Montpellier (34)*

Lyrique 2008	dépenses	lieu	représen tations	recettes	places éditées	taux occup.	coût par spectacle	recette par spect.	proportion
<b>AIDA</b>	319 127	BERLIOZ	3	157 613	4 970	86%	106 376	52 538	1/2
dont personnel	295 686								
dont décors	423								
dont costumes	75								
<b>LA VEDOVA SCALTRA</b>	366 971	COMEDIE	4	42 957	2 184	50%	91 743	10 739	1/9
dont personnel	310 610								
dont décors	21 049								
dont costumes	5 310								
<b>Récital jeunes chanteurs</b>	2 977	MOLIERE	1	208		18%	2 977	208	0
<b>IL VIAGGIO A REIMS</b>	127 140	COMEDIE	2	52 400	4 582	87%	63 570	26 200	1/2
dont personnel	114 075								
dont décors	4 841								
dont costumes	974								
<b>PELLEAS ET MELISSANDE</b>	116 519	COMEDIE	3	13 147	1 365	51%	38 840	4 382	1/9
dont personnel	94 445								
dont décors	16 003								
dont costumes	1 032								
<b>concert baroque</b>	4 496	BERLIOZ	1	12115	677	35%	4 496	12 115	2 1/2
<b>Indien des neiges</b>		COMEDIE	3	15213	1750	53%	0	5 071	
<b>SALUSTIA</b>	313 271		0	0					
dont personnel	151 354								
dont décors	19 061								
dont costumes	102 132								
<b>KING ARTHUR</b>	257 293		0	0			128 647	13 021	
dont personnel	175 246								
dont décors	49 243								
dont costumes	27 943								



*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives : Association Opéra et Orchestre National de Montpellier (34)*

**ANNEXE 2**

Concerts 2008	lieu	dépenses	représen tations	recettes	places éditées	taux occup.	coût par spectacle	recette par spect.	proportion
nouvel an	BERLIOZ	21 015	1	32 476	2 032	100%	21 015	32 476	1 1/2
18 et 20 janv	BERLIOZ	55 199	2	45 284	3 321	87%	27 600	22 642	1
27-janv	PASTEUR	10 616	1	8 112	742	100%	10 616	8 112	1
06-févr	OPERA		1	13 751	1 218	100%	0	13 751	-
10-févr	PASTEUR	8 851	1	4 801	507	68%	8 851	4 801	1/2
15-févr	BERLIOZ	42 296	1	37 052	1 829	96%	42 296	37 052	1
02-mars	PASTEUR	12 280	1	6 273	653	88%	12 280	6 273	1/2
14 et 16 mars	BERLIOZ	46 909	2	27 422	2 281	60%	23 455	13 711	1/2
28 et 29 mars	BERLIOZ	39 252	2	38 745	3 092	81%	19 626	19 373	1
03-avr	OPERA		1	14 923	845	71%	0	14 923	-
08-avr	BERLIOZ	24 881	1	40 675	1 966	103%	24 881	40 675	1 1/2
11 et 12 avr	BERLIOZ	30 227	2	34 233	2 788	73%	15 114	17 117	1
25-avr	BERLIOZ	27 942	1	22 144	1 567	82%	27 942	22 144	1
2 et 4 mai	BERLIOZ	30 552	2	22 457	2 111	55%	15 276	11 229	1/2
16 et 17 mai	BERLIOZ	40 188	2	25 256	2 271	59%	20 094	12 628	1/2
25-mai	PASTEUR	10 452	1	3 799	438	59%	10 452	3 799	1/3
20-sept		31 056	1	0			31 056	0	0
23-sept	PASTEUR	16 532	1	4 502	343	46%	16 532	4 502	1/4
02-oct	PASTEUR	7 975	1	2 843	267	76%	7 975	2 843	1/3
12-oct	PASTEUR	11 024	1	4 098	267	46%	11 024	4 098	1/2
17 et 19 oct	BERLIOZ	33 050	2	30 668	1 907	50%	16 525	15 334	1
22-oct	BERLIOZ	21 870	1	20 325	1 192	62%	0	20 325	
25-oct	OPERA	7 295	1	5 236	769	70%	7 295	5 236	1/2
15-nov	BERLIOZ	15 574	1	7 094	507	68%	15 574	7 094	1/2
21 et 22 nov	BERLIOZ	38 383	2	49 192	2 103	55%	19 192	24 596	1 2/7
28 et 29 nov	BERLIOZ	35 083	2	40 894	2 431	64%	17 542	20 447	1 1/6
5 et 7 dec	BERLIOZ	31 717	2	26 297	1 932	51%	15 859	13 149	5/6
12 et 13 dec	BERLIOZ	45 666	2	61 698	3 705	97%	22 833	30 849	1 1/3
14-déc	PASTEUR	4 035	2	5 907	426	57%	2 018	2 954	1 1/2
19-déc	BERLIOZ		1	12 115	677	35%	0	12 115	-
23-déc	PASTEUR	11 675	1	9 543	680	91%	11 675	9 543	1

*Chambre régionale des comptes de Languedoc-Roussillon*  
*Rapport d'observations définitives : Association Opéra et Orchestre National de Montpellier (34)*

**Réponse de l'ordonnateur aux observations définitives en application de l'article L. 243-5  
du code des juridictions financières**

**Une réponse enregistrée :**

**- Réponse de Monsieur Daniel CONSTANTIN, Président de l'association**

**Article L. 243-5 du code des juridictions financières, 4<sup>ème</sup> alinéa :**

**« Les destinataires du rapport d'observations disposent d'un délai d'un mois pour adresser au greffe de la chambre régionale des comptes une réponse écrite. Dès lors qu'elles ont été adressées dans le délai précité, ces réponses sont jointes au rapport. Elles engagent la seule responsabilité de leurs auteurs ».**

Direction Finances et  
Contrôle de Gestion  
Direction Finances et  
Contrôle de Gestion

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2010 / 504

## Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02/11/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETTOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

### Absents :

Arnaud JULIEN.

## Gens du voyage SARL - Convention de délégation de service public - Gestion de l'aire de stationnement municipale - Rapport du délégataire - exercice 2009

Au nom de la Commission, Max LEVITA rapporte :

La Ville de Montpellier dispose d'une aire de stationnement municipale pour l'accueil des gens du voyage située quartier de Bionne – 514 avenue Léon Jouhaux à Montpellier, destinée à accueillir les personnes sans domicile fixe, titulaires d'un titre de circulation, vivant en caravanes et transitant sur le territoire de la commune.

La Ville de Montpellier a confié à Gens du Voyage SARL (GDV) la gestion de l'aire de stationnement pour une durée de 9 mois et 2 ans, du 1<sup>er</sup> avril 2010 au 31 décembre 2012 sous la forme d'une convention de Délégation de Service Public, en mettant à sa disposition le terrain et l'ensemble de ses équipements.

Conformément à l'article L1411-3 du Code général des collectivités territoriales qui précise que « le délégataire produit chaque année avant le 1er juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport est assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public. », GDV a transmis son rapport 2009 à la Ville de Montpellier.

Ses principales caractéristiques sont les suivantes :

### 1. Présentation, conditions d'exécution et analyse de la qualité du service délégué

L'aire de stationnement municipale est constituée de 40 emplacements-caravanes. Elle entre dans le cadre de la loi n°2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage qui fait obligation aux communes de plus de 5000 habitants de disposer d'un terrain d'accueil selon un schéma départemental. Elle est ouverte, gérée et gardiennée 24h/24 toute l'année sans fermeture annuelle. Les équipements fonctionnent avec une subvention municipale et les participations des usagers qui acquittent un droit d'emplacement.

GDV est organisée en réseau de bureaux d'interventions départementaux et d'aires d'accueil sur plusieurs régions où elle intervient, ce qui facilite une bonne connaissance de groupes familiaux et l'application des règles à respecter d'un établissement à l'autre.

- L'équipement de l'aire d'accueil :

L'aire de stationnement municipale comporte un centre d'accueil et de gestion, et un logement de fonction pour l'agent de permanence. La présence 24h/24 de cet agent permet d'éviter les dégradations et de répondre rapidement aux besoins des usagers et aux éventuelles interventions techniques liées à la gestion de cette aire. Elle est équipée de 3 barrières d'accès, de 5 blocs sanitaires, de 40 prises d'eau et d'électricité, et d'1 borne à incendie.

La sécurité des installations municipales étant une des priorités, les contrôles des équipements électriques et de prévention et d'incendie sont effectués annuellement conformément à la législation en vigueur.

Les travaux de maintenance des installations mis à disposition des usagers sont effectués régulièrement selon l'usure et les besoins.

En 2009, différents travaux ont été réalisés :

- Le remplacement des pommes de douches et l'installation d'un système anti vandalisme,
- Le changement de la plomberie des douches avec commandes à travers les cloisons ainsi qu'une partie des commandes des WC,
- Le changement des évacuations des sanitaires et remplacement de trois portes,
- Des interventions fréquentes pour la vidange de la fosse septique,
- Le débroussaillage des végétaux recouvrant la fosse et ceux situés aux abords,
- La réparation du mur du local à conteneurs

- Le personnel permanent de l'aire d'accueil

L'équipe est composée :

- D'un gestionnaire à temps plein
- D'une conseillère sociale à temps plein
- D'un agent de permanence et d'entretien à temps plein
- D'un ouvrier à temps partiel

Ils sont coordonnés par la direction de Gens du Voyage SARL qui assure l'encadrement, le suivi de la gestion et l'animation globale de l'équipement en relation avec la Ville de Montpellier.

Un Comité de Pilotage présidé par la Ville et regroupant l'ensemble des partenaires institutionnels suit le bon fonctionnement de l'aire d'accueil.

- L'accueil et la gestion des caravanes :

Le taux moyen d'occupation de l'équipement a été sensiblement égal à l'an passé. 85% des emplacements sont régulièrement occupés en dehors des périodes de grands rassemblements de caravanes sur le département auxquels de nombreux voyageurs de Bionne participent afin de profiter des terrains mis à disposition gratuitement.

Il est nécessaire de noter que le taux d'occupation hivernale a connu une baisse pour la deuxième année consécutive du fait que de nombreux voyageurs stationnent sur des emplacements.

Du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2009, 1815 usagers ont été accueillis, soit 286 familles, et 7 758 journées-caravanes ont été enregistrées, soit une moyenne de 21,25 caravanes par jour sur 40 emplacements et un temps moyen de séjour de 16,85 jours.

La redevance journalière forfaitaire est de 5 euros par caravane, incluant l'emplacement et les fournitures en eau et électricité. Une seconde « petite caravane » appartenant à la même personne que la caravane principale

peut être autorisée à stationner sur le même emplacement moyennant un forfait complémentaire de 2,5 euros par jour.

- Les actions socio-éducatives :

La forte demande de suivi des dossiers familiaux déjà constatée l'an passé s'est poursuivie cette année avec pour conséquence une augmentation du nombre de domiciliations administratives de 152 %.

Les domiciliations administratives d'usagers qui les ont sollicités ont permis de multiplier les contrats d'insertion dans le cadre du RSA avec un impact important auprès des référents d'insertion chargés de ces dossiers. Par ailleurs le régime d'auto-entrepreneur permet aux gens du voyage la création d'entreprise artisanale ou commerciale par simple déclaration d'activité.

- La scolarisation des enfants :

Le groupe scolaire en charge d'accueillir pour la troisième année les enfants de l'aire d'accueil qui ne sont pas inscrits au CNED regroupe l'école primaire Alain Savary et l'école maternelle Hélène Boucher et le collège Arthur Rimbaud.

Les résultats satisfaisants obtenus l'an passé ont facilité les inscriptions pour la rentrée 2009-2010. Ainsi, au 1<sup>er</sup> trimestre scolaire 2009 (forte augmentation liée à la gratuité des frais d'inscription) 90 jeunes ont été inscrits auprès du CNED, 20 enfants ont été scolarisés en primaire, 5 en maternelle, 13 adolescents au collège, 33 enfants ont été régulièrement concernés par l'aide aux devoirs menée sur le centre d'accueil.

- Les activités périscolaires :

En 2009, 27 séances d'animation ont été réalisées pour les enfants de 3 à 12 ans les mercredis et pendant les vacances scolaires. Les adolescents ont participé par ailleurs à 22 cours de code de la route.

- Les dossiers administratifs et familiaux :

Outre les actions d'accueil et celles liées à la scolarisation, la conseillère sociale développe la gestion sociale et la domiciliation administrative nécessaire à la régularisation des dossiers familiaux pour les usagers qui le souhaitent. Ainsi, 1 655 interventions ont été réalisées dans des domaines variés (RSA, COTOREP, CMU, CAF...), 189 actions médico-sociales ont été effectuées, 200 familles non domiciliées sur l'aire d'accueil ont eu leur dossier suivi de manière régulière, et 149 familles ont fait l'objet d'une domiciliation administrative.

## 2. Compte de résultat de la DSP

	2009
<b>Produits</b>	<b>464</b>
Ville de Montpellier	243
Participation des usagers	39
Reprise sur provisions	182
<b>Charges</b>	<b>424</b>
Achats, services extérieurs	238
dont participation aux frais GdV SARL	185
Impôts, taxe et versements assimilés	11
Frais de personnel	175
Dotation aux amortissements et provisions	0
dont dotations aux provisions pour risques et charges	0
<b>Résultat (+ bénéfice/- perte)</b>	<b>40</b>

**Les postes qui évoluent de façon significative entre 2008 et 2009 sont :**

**Les produits :**

- La subvention de fonctionnement versée par la Ville est de 243 K€ en 2009 , elle constitue le premier poste de financement de l'aire.
- La participation des usagers de 39 K€ (-2%).
- La reprise sur provision augmente de 215% en 2009. Elle constitue une régularisation des provisions pour risques et charges surdimensionnée par rapport au risque réel de la DSP

**Les charges :**

- Les achats et services extérieurs constituent le premier poste de dépense de la DSP :

Ces frais correspondent à la part des charges de secrétariat, d'encadrement, de gestion, remplacement et de formation des personnels communes à toutes les aires gérées par GDV SARL affecté à la gestion de l'aire de Bionne. L'ensemble de ces frais sont affectés en fonction de 3 facteurs :

1. Le nombre d'emplacement de l'aire
2. Le nombre d'interventions et mobilisations des permanents du siège pour l'aire.
3. La rémunération de GDV qui selon le constat de dégradations, difficultés de gestion ou impayés d'usagers peut être important, limité nul ou déficitaire.

La Ville de Montpellier a demandé à la société GdV SARL de mettre en place une comptabilité analytique en appui de ce mode de calcul.

- Les frais de personnel augmentent de 9% en 2009 :
  - Cette hausse s'explique par l'embauche d'une coordinatrice. Ces charges de personnel représentent une quote-part des salaires et charges de ces 2 cadres qui assurent la direction de l'aire d'accueil ainsi que leurs interventions notamment lors des permanences et astreintes les nuits, weekends et jours fériés.
  - GdV SARL emploi 4 Equivalents Temps Pleins (ETP) sur le site de l'aire de Bionne pour lesquels l'ensemble des charges de personnel augmentent de 1% en 2009.

En 2009, le résultat net avant impôt sur les bénéfices s'élève à 39 K€ contre - 33 K€ en 2008.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- de prendre acte de ce rapport.

**Le Conseil prend acte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX  
(Hérault)

**Publiée le : mardi 9 11 2010**

**Ville de Montpellier**  
**Aire de Stationnement Municipale**  
**pour l'accueil des Gens du Voyage**  
**de Bionne**

514 avenue Léon Jouhaux  
**34070 MONTPELLIER**  
Tél. : 04.67.40.28.11  
Fax : 04.67.52.99.42



Europe  
Conseils, Gestion et Assistance Technique

Marseille, le 20 mai 2010

## **RAPPORT TECHNIQUE 2009**

**La Ville de MONTPELLIER** dispose d'une Aire de Stationnement Municipale aménagée d'une capacité de 40 emplacements-caravanes qui entre dans le cadre de la loi n°2000-614 du 5 Juillet 2000 qui fait obligation aux communes de plus de 5 000 habitants de disposer d'un terrain pour l'accueil des Gens du Voyage selon le Schéma Départemental d'Accueil de l'Hérault.

Elle est gérée et animée par GdV depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004 sous forme de Délégation de Service Public.

L'équipement fonctionne avec une subvention municipale et les participations des usagers qui acquittent un droit d'emplacement.

L'Etat et le Conseil Général sont sollicités par la Ville pour participer au fonctionnement au titre de la législation en vigueur afin d'atténuer la dépense municipale.

**L'aire d'accueil est ouverte, gérée et gardiennée 24H/24 toute l'année sans fermeture selon le choix municipal.**

### **PRESENTATION DU SERVICE DELEGUE**

La société GdV est représentée par la gérante Mme Guilloteau Emmanuelle. (Cf. fiche de présentation en annexe) qui dirige l'aire d'accueil avec l'assistance d'une chargée de mission connaissant bien ce type d'équipement qui coordonne l'équipe des permanents rattachés sur l'aire d'accueil dont la liste figure en annexe.

Elle suit de même les actions menées (cohabitation des différents groupes, relations institutionnelles, comptabilité, suivi financier) en relation étroite avec les services de la Commune et de ses partenaires **pour une permanence d'accueil 24h/24 365 jours par an sans fermeture annuelle.**

Pour mémoire, GdV a pour objet toute activité :

- de gestion et d'animation d'aires de stationnement publiques ou privées réservées aux gens du voyage s'inscrivant notamment dans le cadre de la loi du 5 juillet 2000 « Habitat et Accueil des Gens du Voyage » ;
- de conseil et d'assistance auprès des collectivités publiques ou privées, administrations, organismes parlementaires et pouvoirs exécutifs français ou européens concernant les Gens du Voyage ;
- d'étude et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'équipement et la mise en œuvre d'actions d'insertion et de promotion des populations nomades, sédentarisées ou semi sédentarisées composant la minorité tsigane.

GdV est organisée en réseau de bureaux d'interventions départementaux et d'aires d'accueil sur plusieurs régions où elle intervient ce qui facilite une bonne connaissance des groupes familiaux et l'application des règles à respecter d'un équipement à l'autre.

A noter que GdV, missionnée par la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée pour la gestion de leurs trois équipements, a ouvert au mois de Mai l'aire d'accueil d'Agde (50 emplacements) et gère celle de Marseillan depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010 pour le compte de Thau Agglomération.

### **L'EQUIPEMENT - ASPECT TECHNIQUE :**

Pour mémoire, l'Aire de Stationnement Municipale de Bionne comporte un centre d'accueil et de gestion et un logement de fonction T4 pour l'Agent de Permanence de nuits, week-ends et jours fériés ce qui évite les multiples avatars subis avant la mise en place de cette présence continue (dégradations, impayés, dépassements des temps de séjours, troubles de l'ordre public, feu aux bâtiments...).

L'aire d'accueil est équipée de 3 barrières d'accès (une à l'entrée principale et une pour chaque entrée des deux terrains), de 5 blocs sanitaires répartis sur les emplacements (16 WC, 8 douches), de 40 prises d'eau et d'électricité et d'une borne à incendie.

Outre l'entretien quotidien pour en assurer le fonctionnement dans de bonnes conditions, divers travaux de rénovation ont été réalisés au cours de cette année afin de pallier à l'usure des équipements sanitaires due à une utilisation quotidienne et soutenue (1 WC pour 2.5 emplacements et 1 douche pour 5 emplacements selon les anciennes normes).

Il a ainsi été procédé au changement complet des pommes de douches devenues inutilisables et installé un système anti-vandalisme. Le système de plomberie des douches a été remplacé avec la pose de nouvelles commandes à travers cloisons ainsi qu'une partie des commandes de WC. Certaines évacuations PVC des sanitaires ont également été changées et 3 portes ont été remplacées. Concernant les bâtiments sanitaires une mise en peinture a été faite sur les façades comme sur les portes.

Les problèmes d'évacuation et de vidange de la fosse septique nous ont conduits à débroussailler les espaces vagues aux abords de la fosse et mettre en évidence un regard jusque là inutilisé. Régulièrement entretenu, cet accès supplémentaire facilite les évacuations régulières. Le curage initialement prévu par la Ville pour cette année n'a pas été effectué et reste en instance.

Afin de pallier à un problème de ramassage des ordures ménagères et préserver la salubrité de l'Aire d'Accueil (l'entreprise Nicollin refusant désormais de collecter directement sur le terrain) nous procédons au regroupage des containers à l'entrée du site, ce qui représente une charge supplémentaire pour nos agents. Ainsi les bacs sont vidés et nous en assurons la désinfection régulière.

Enfin un mur d'enceinte d'emplacement containers a fait l'objet d'une réfection suite à son affaissement.

### **FONCTIONNEMENT DE L'AIRE D'ACCUEIL :**

L'équipe de gestion intervenant sur l'aire d'accueil de Bionne est composée d'un Gestionnaire, d'une Conseillère Sociale et d'un Agent de Permanence logé sur place, chacun travaillant à plein temps avec un Agent d'Entretien et de Maintenance à mi-temps.

Le Règlement Intérieur Municipal qui est la base du fonctionnement de l'Aire d'Accueil ne peut admettre de dérogation qui serait source de conflits entre les usagers et pourrait servir d'alibi à certains pour contourner les règles. Son application stricte, parfois difficile, est en



tout cas la garantie d'un bon fonctionnement et de sécurité, ce qui est une des priorités avec notamment l'obligation de présenter des attestations d'assurances valides de toutes les caravanes et véhicules tracteurs avant de pouvoir entrer.

La gestion 24h/24 du site a ainsi fait la preuve de sa pertinence et a permis d'éviter des entrées indésirables de caravanes non assurées ou d'autres qui ne remplissaient pas les conditions administratives d'accueil.

Ces clauses vitales du Règlement Intérieur Municipal ne sont pas sans difficulté à appliquer du fait de la complexité pour les Gens du Voyage à faire assurer leur caravane d'habitation mais l'Aire d'Accueil de Bionne reste conditionnée au respect de ces obligations.

Un accompagnement dans les démarches est alors proposé aux familles ne disposant pas d'assurance ou de titre de circulation en règle, ce qui prend un temps considérable en étant souvent cause de conflits.

Cette corrélation entre la gestion administrative et sociale permet de désamorcer ou limiter les situations conflictuelles face à quelques récalcitrants qui refusent de respecter les règles. Par exemple, suite à une agression physique envers la Conseillère Sociale qui a donné lieu à un dépôt de plainte, 3 familles se sont vues exclure du Bureau Régional d'Interventions Sociales que nous assumons sur le Languedoc Roussillon, où elles bénéficiaient d'une domiciliation administrative et ont été interdites d'accès aux aires d'accueil que nous gérons sur le territoire de l'Hérault.

En effet, ces agissements ne peuvent rester sans conséquence parce qu'ils sont inadmissibles et que les tolérer serait un risque à des débordements qui ne manqueraient pas de se multiplier.

#### **L'ACCUEIL ET LA GESTION DES CARAVANES :**

Pour mémoire et selon les préconisations du Règlement Intérieur Municipal :

- ont été reçues les familles pourvues d'un titre de circulation (nomades, SDF, forains) avec le plus grand nombre possible de voyageurs en raison des temps de séjours courts autorisés qui libèrent les emplacements
- la redevance journalière est de 5 euros par caravane incluant l'emplacement et les fournitures en eau et électricité. Une seconde « petite caravane » appartenant à la même personne que la caravane principale peut être autorisée à stationner sur le même emplacement moyennant un forfait de 2.5 euros par jour.

Ainsi du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2009, ont été accueillis **1 815 usagers** soit :

**286 familles** différentes dont **156** ont effectué leur **premier séjour** sur Bionne

**Soit 1 119 adultes et 696 enfants,**

**Ce qui a représenté 7758 journées-caravanes,**

**Soit une moyenne journalière de 21.25 caravanes**

**Et un temps moyen de séjour de 16.85 jours**

Les participations financières des familles en 2009 ont été de **39.336 euros**.

## REPATITION ETHNIQUE DES FAMILLES RECUES EN 2009

MANOUCHES	78.9%
GITANS	14.1%
ROMS	7%



## LES ACTIONS SOCIO-EDUCATIVES

Nous avons pu constater que la demande des familles concernant le suivi social et la domiciliation administrative reste forte avec une augmentation de 152 % de domiciliations sur l'équipement depuis 2008, ce qui est une marque de confiance de la part des usagers.

A noter que malgré nos multiples sollicitations des Services du Conseil Général et de la DDASS sur ses propositions d'agrément, après 3 années vaines, nous appliquons la loi DALO du 5 mars 2007 qui supprime l'obligation pour les Gens du Voyage d'être domiciliés dans un organisme agréé dès lors qu'ils peuvent bénéficier d'un service courrier régulier et organisé sur une aire d'accueil institutionnelle, ce qui est le cas sur Montpellier.

La mise en application de cette loi ne s'est pas faite sans mal notamment auprès des services de la CAF qui a bloqué plusieurs mois nombre de dossiers dans l'attente d'une décision des Services Juridiques de la Caisse Nationale des Allocations Familiales, saisis du contrôle de cette possibilité.

Par contre, le partenariat avec les intervenants des différentes CLI (Commission Locale d'Insertion) continue de se développer avec une reconnaissance du centre d'accueil de Bionne comme lieu ressources et d'échanges pour les Gens du Voyage qui transitent sur la Ville.

Diverses séances d'information concernant le remplacement du RMI et de l'API par le RSA ont été réalisées sur le centre afin de répondre aux nombreuses interrogations des usagers.

Par ailleurs, le régime d'auto-entrepreneur mis en place par la loi de modernisation de l'économie, adoptée le 4 août 2008, permet désormais aux tsiganes la création d'entreprise artisanale ou commerciale par une simple déclaration d'activité. Beaucoup de voyageurs qui étaient souvent freinés et découragés par la complexité administrative ont ainsi pu « sauter le pas » et bénéficier d'un soutien administratif pour des affiliations au Régime Social des

Travailleurs Indépendants, déclarations trimestrielles auprès du RSI, calcul du chiffre d'affaires..., ce qui favorise leur autonomie et citoyenneté.

### **La scolarisation des enfants**

L'école primaire Alain Savary et l'école maternelle Hélène Boucher accueillent pour la troisième année consécutive les enfants de l'Aire d'Accueil.

Ils sont accueillis dans leur classe d'âge chaque matin et bénéficient tous les après-midi selon leur besoin de cours de soutien dispensés par une enseignante qui regroupe les enfants en difficultés pour quelques heures de soutien.

Les 12-16 ans sont accueillis au collège Arthur Rimbaud 4 demi-journées par semaine où les cours sont assurés par un professeur à mi-temps.

Nos actions de mobilisation auprès des parents restent nécessaires afin de les sensibiliser à l'importance d'une fréquentation régulière de l'établissement scolaire et ce dès leur arrivée sur l'Aire d'Accueil.

A compter de la rentrée scolaire 2009/2010 les frais d'inscription au CNED pour les Gens du Voyage ont été supprimés ce qui a engendré une augmentation du nombre d'inscriptions et des demandes de soutien scolaire.

La rencontre réunissant sur l'Aire d'Accueil l'Inspecteur d'Académie, la Chargée de Mission du CASNAV dressant un bilan des actions, les deux directeurs d'école, l'enseignante affectée à mi-temps et la Conseillère Sociale se réalisera au cours de l'année 2010.

En 2009 :

- 20 enfants ont été scolarisés en primaire
- 5 enfants ont été scolarisés en maternelle
- 13 adolescents ont été scolarisés au collège
- 90 jeunes ont été inscrits et/ou suivis auprès du CNED
- 33 enfants et adolescents ont été concernés par l'aide aux devoirs menée sur le Centre d'accueil.

### **Les activités périscolaires**

27 séances d'animation ou ateliers ont été réalisées pour les enfants de 3 à 12 ans, les mercredis ou pendant les vacances scolaires.

Les adolescents et jeunes adultes ont participé à 22 cours de code mis en place à la demande.

### **Les dossiers administratifs et familiaux**

La gestion sociale et la domiciliation administrative réalisées par la Conseillère Sociale permettent un meilleur suivi des dossiers familiaux pour ces familles itinérantes.

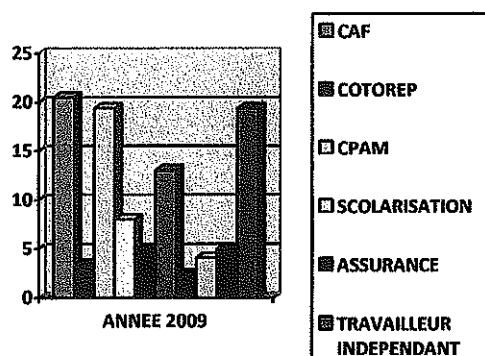
Les interventions socio-éducatives se regroupent en dix catégories principales :

- CAF (RSA, déclarations trimestrielles, réouverture de droits après suspension, prestations familiales ...)
- COTOREP (dossiers adultes et enfants handicapés)
- CPAM, RSI, Mutuelle (ouverture de couverture maladie + complémentaire, renouvellement du dossier, changement de centre de sécurité sociale, devis et affiliation mutuelle...)

- Ecole / CNED (renseignements, inscriptions, cantine, études, lien avec l'équipe enseignante...)
- Assurances (autos, caravanes, responsabilité civile, scolaires...)
- Travailleur indépendant (renseignements, inscriptions, résiliations, calcul du chiffre d'affaires...)
- Banque (ouverture de compte, autorisation de découvert, saisie sur compte...)
- Préfecture /Justice (titre de circulation, certificat de vente de véhicule, immatriculation, retrait de permis, convocation de police, aide juridictionnelle, courrier juge et avocat...)
- Suivi de courrier
- Divers (recours d'huissier, mandats, rédaction de courrier personnel, demandes d'actes de naissance...)

Le pourcentage moyen annuel par catégorie d'interventions est le suivant :

- CAF 20.5%,
- COTOREP 3.4%,
- CPAM-RSI-Mutuelle 19.4%,
- Scolarisation 8%,
- Assurance 4.8%,
- Travailleur indépendant 13%,
- Banque 2.4%,
- Préfecture/Justice 4.1%,
- Suivi de courrier 5%,
- Divers 19.4%



- 1655 interventions ont été réalisées dans ces domaines variés
- 189 actions médico-sociales ont été effectuées (augmentation due notamment aux actions de prévention de la grippe A)
- 149 personnes bénéficient d'une domiciliation administrative
- 200 familles non domiciliées sur l'Aire d'Accueil ont leur dossier familial suivi régulièrement par la Conseillère Sociale

L'ensemble de ces actions répond aux besoins de cette population itinérante spécifique, étant corollaire des actions de gestion, il crée de meilleures connaissances réciproques et facilite l'application des règles, ce qui n'est pas toujours évident sur un équipement de ce type.

## EN SYNTHÈSE

La gestion de l'année 2009 est sans impayé, ni dégradation et sans dépassement de temps de séjours, ce qui n'est pas toujours évident sur des équipements de ce type.

La forte proportion de famille séjournant pour la première fois (41.38%) et le temps de séjour moyen de 16.85 jours soulignent le roulement des familles accueillies avec 59.65% des usagers séjournant moins de 15 jours consécutifs, ce qui est le reflet du respect de la vocation d'accueil de nomades de l'équipement.

De même et comme l'indique l'importante progression des sollicitations de la Conseillère Sociale pour la régularisation de dossiers familiaux, le centre d'accueil continue de développer sa vocation de lieu de rencontres, de médiation et de citoyenneté.

En bref, l'Aire de Bionne fonctionne bien en accueillant les tsiganes qui transitent sur Montpellier, limite le stationnement inadapté des caravanes sur la Ville et s'inscrit dans une politique d'actions sociales départementale selon le Schéma d'Accueil des Gens du Voyage du 34.

Par contre, faute d'aire d'accueil conforme à la Loi sur les Villes alentours, nous sommes souvent sollicités par des caravaniers qui ne trouvent pas de solutions adaptées à leurs besoins, ce qui devrait être résolu lors de l'ouverture des équipements prévus par la Loi. GdV gérant les Aires d'Accueil d'Avignon, Agde et Marseillan qui sont proches, cela facilite déjà l'harmonisation de l'accueil et le suivi efficace des dossiers sociaux.

Nous restons à disposition.

## **ANNEXES**

- Fiche de présentation de GdV
- Liste des effectifs rattachés à l'aire d'accueil
- Fiche de présentation de l'équipement
- Règlement Intérieur Municipal



Europe

Conseils, Gestion et Assistance Technique

**GdV a pour objet :**

→ de gérer et animer les aires de stationnement publiques ou privées réservées au passage comme au séjour des Gens du Voyage qui s'inscrivent notamment dans la loi du 5 Juillet 2000 "Habitat et Accueil des Gens du Voyage".

→ de conseiller tout organisme public ou privé (Collectivités Locales ou Territoriales, EPCI, GIP, Ministères, Conseil de l'Europe, Parlement européen, Offices logeurs, Associations, Fondations, Entreprises...) concerné par les Gens du Voyage.

→ d'assister toute collectivité publique ou privée pour la réalisation d'équipement ou la mise en œuvre d'opérations de relogement comme de programmes de formation et d'actions socio-éducatives concernant les Gens du Voyage qu'ils soient nomades, sédentaires ou semi-sédentaires.

**Les moyens :**

→ un personnel formé aux spécificités des Gens du Voyage.

→ un encadrement et un suivi quotidien des intervenants par des chargés de missions et des cadres professionnels.

→ une expérience, une pratique et une connaissance des différents groupes composant les Gens du Voyage comme les différents acteurs de la vie sociale, administrative et politique qui y sont confrontés.

**Les outils :**

Réalisation de Bilan-Diagnostics, Maîtrise d'œuvre urbaine et sociale, Etudes sur des thèmes particuliers

Mandats de gestion, Marchés publics nationaux et européens, Gestion et animation d'aires d'accueil...

**Les ressources :**

Subventions, contrats, conventions, délégations de service public.



Europe  
Conseils, Gestion et Assistance Technique

**LISTE DES EFFECTIFS**  
**AFFECTES A LA GESTION ET L'ANIMATION DE L'AIRE D'ACCUEIL**  
**DE BIONNE**

Sous la Direction de la Gérante Mme Emmanuelle GUILLOTEAU et la coordination de Mme Laura ROUSSEL, Chargée de Mission :

- |   |                           |                                     |
|---|---------------------------|-------------------------------------|
| • | M. Jean-Claude PARARIS    | Gestionnaire-Animateur              |
| • | Mme Frédérique BRETHENOUX | Conseillère Sociale                 |
| • | M. Gérard MARINI          | Agent de Permanence logé sur l'aire |
| • | M. Boualem MOUH           | Agent d'Entretien                   |





**Ville de Montpellier**

**Aire de Stationnement Municipale  
pour l'accueil des Gens du Voyage  
de Bionne**

Europe

Conseils, Gestion et Assistance Technique

### NOTE DESCRIPTIVE

La Ville de Montpellier dispose d'une Aire de Stationnement aménagée de 40 emplacements-caravanes qui entre dans le cadre de la loi n°2000-614 du 5 Juillet 2000 selon le Schéma d'Accueil du 34.

Cet équipement fonctionne avec une subvention de la Ville et les participations des usagers qui acquittent un droit d'emplacement, l'Etat, le Conseil Général et la CAF pouvant être sollicités par la Ville au titre de la législation en vigueur pour atténuer sa participation.

L'aire de stationnement comporte un Centre d'accueil comprenant des bureaux de gestion, une salle d'animation et de réunion ainsi que des bureaux réservés aux actions sociales comme à des ateliers socio-éducatifs et de suivis médicaux (séances PMI par exemple).

L'aire dispose d'un logement de fonction pour l'Agent de Permanence de nuits, de week-ends et de jours fériés.

Le terrain est équipé de 5 blocs sanitaires répartis sur le terrain avec 16 WC, 8 douches et de 40 dessertes d'eau et d'électricité avec un système de prépaiement.

#### ➤ ACCUEIL

Sont reçues les familles pourvues d'un titre de circulation (nomades, SDF, forains).

**Le temps de séjour est limité à deux fois deux mois par année civile.** Cet article du Règlement Intérieur Municipal permet le stationnement du plus grand nombre de voyageurs transitant sur les communes de la communauté avec un mois d'interruption entre les deux périodes. Il s'agit d'un terrain de passage pour les voyageurs et non de séjour pour des familles sédentaires ou semi-sédentaires.

La redevance journalière est de 5 € par caravane principale, une seconde petite caravane appartenant au même propriétaire étant autorisée à stationner sur le même emplacement moyennant un forfait de 2,5 € par jour.

Le paiement des fluides eau et électricité s'effectue en fonction des consommations relevées par le système de prépaiement. L'aire de stationnement est ouverte, gérée et gardiennée tous les jours de l'année.

#### ➤ ACTIONS SOCIO-EDUCATIVES

##### **Scolarisation et formation**

- Suivi scolaire des enfants en relation avec le service scolaire municipal et les enseignants pour une pédagogie adaptée aux Gens du Voyage ;

- Activités périscolaires (cours, ateliers, soutien scolaire...) ;

- Cours d'alphabétisation pour adultes et adolescents, stages d'insertion pour bénéficiaires du RMI, cycles de formation menés sur le Centre pour les jeunes et adultes orientés selon les besoins et les moyens octroyés par les administrations compétentes ;

##### **Animations et promotion familiale**

- Animations diverses, manifestations socio-culturelles en relation avec les équipements de proximité de la Ville et ses services.

- Ateliers de couture, de cuisine, d'hygiène, de puériculture, d'économie familiale à la demande des usagers.

##### **Service médico-social**

- liaison avec les permanences PMI des services départementaux ;

- Information et sensibilisation des familles pour un meilleur suivi socio-médical en relation avec les médecins publics et privés qui visitent les usagers.

##### **Dossiers administratifs**

- Liaisons avec les administrations et services sociaux pour la régularisation des dossiers familiaux (CAF, DDASS, URSSAF, CCAS, Justice, Etat civil, Santé, Réglementation, déclarations professionnelles, RMI...).

- Interventions sociales en liaison avec les CCAS et les différents intervenants de la Communauté.

#### ➤ LE PERSONNEL PERMANENT

- 1 Gestionnaire,

- 1 Conseillère Sociale - Agent d'Accueil,

- 1 Agent de Permanence qui occupe le logement de fonction (nuits, week-ends et jours fériés),

- 1 Ouvrier d'entretien à temps partiel,

coordonnés par un responsable qui assure l'encadrement, le suivi de la gestion comptable et l'animation globale de l'équipement en relation avec la Ville. Un comité de Pilotage présidé par le Maire-adjoint, chargé du dossier, regroupe l'ensemble des partenaires institutionnels et suit le bon fonctionnement de cet équipement public.

**Ville de MONTPELLIER**  
**AIRE MUNICIPALE DE STATIONNEMENT DE BIONNE**  
**POUR L'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE NOMADES**  
**REGLEMENT INTERIEUR**

**CHAPITRE I – CONDITIONS GENERALES**

**Article 1 :** Le présent règlement intérieur est porté à la connaissance des voyageurs dès leur arrivée, ce qui entraîne l'acceptation automatique de ce dernier.

**Article 2 :** La mauvaise utilisation du site est sous l'entière responsabilité des utilisateurs, des parents ou adultes accompagnateurs.

En ce qui concerne la circulation, les règles du Code de la Route s'appliquent sur l'aire.

Le stationnement des caravanes sur cet équipement public ne doit pas porter atteinte :

- ⇒ à la salubrité, à la tranquillité et à la sécurité publique,
- ⇒ aux sites et paysages et à l'environnement,
- ⇒ à l'application des règles générales d'urbanisme.

**CHAPITRE II – CONDITIONS D'ADMISSION**

**Article 3 :** **Formalités d'admission**

Pour stationner sur le terrain, il faut :

- ⇒ être "voyageur", c'est-à-dire être détenteur d'un titre de circulation ou assimilé en cours de validité,
- ⇒ demander l'autorisation au gestionnaire, qui décide seul de l'attribution de l'emplacement qui devra être tenu propre et ne pourra accueillir qu'une seule famille. Le gestionnaire n'est disponible et habilité que pendant ses horaires de travail.
- ⇒ décliner son identité et celle de son conjoint ou concubin ainsi que le nombre d'enfants à charge occupant chaque caravane
- ⇒ que des emplacements soient libres, l'aire d'accueil ayant une capacité maximale de 40 emplacements-caravanes, l'installation des caravanes est strictement limitée aux emplacements prévus.
- ⇒ que chaque usager dispose en propre d'un véhicule tracteur en état de rouler afin de pouvoir déplacer ou évacuer sa (ses) caravane(s) en cas de besoin.
- ⇒ accepter les dispositions du présent règlement intérieur et les modalités de paiement de la redevance de stationnement.
- ⇒ être en règle : papiers d'identité, certificats de vaccination des enfants, carnet ou livret de circulation en cours de validité, assurances en cours des caravanes et véhicules tracteurs et en responsabilité civile pour les dommages susceptibles d'être causés de leur fait aux tiers et aux installations, certificats de vaccination des animaux. La

Commune de Montpellier incite fortement les utilisateurs à souscrire un contrat d'assurance de personne offrant des garanties forfaitaires en cas de dommages corporels.

- ⇒ n'avoir pas préalablement fait l'objet d'une décision de justice d'expulsion (ordonnance sur requête ou ordonnance de référé) de l'aire d'accueil ou d'une décision d'interdiction de stationner de la part du gestionnaire pour raison de comportement ou de dette antérieure,
- ⇒ avant l'entrée, déposer au bureau d'accueil la carte grise de chaque caravane, qui sera rendue au départ, ainsi que la photocopie du titre de circulation,
- ⇒ remplir un registre d'entrée (si il est étranger),

### **CHAPITRE III – CONDITIONS DE SEJOUR SUR L'AIRE D'ACCUEIL**

Les installations et services mis à disposition sont à l'usage exclusif des usagers stationnant sur le terrain à jour de leurs redevances.

Chaque titulaire de l'emplacement est responsable civilement et financièrement des dommages et dégâts causés sur les équipements mis à sa disposition pendant son séjour.

#### **Article 4 : Mineurs – Scolarité obligatoire**

La scolarisation des enfants est obligatoire entre 6 et 16 ans.

Les arrivants doivent se conformer à cette obligation soit en indiquant au gestionnaire l'établissement où les enfants sont scolarisés, soit en sollicitant de celui-ci ou de la Conseillère Sociale une demande d'inscription dans un établissement de la Commune.

Les élèves en âge de fréquenter la maternelle peuvent être inscrits dans les écoles les plus proches de l'aire de stationnement.

Les élèves en âge d'être scolarisés au C.P et dans les classes supérieures de l'enseignement primaire seront inscrits dans un établissement scolaire choisi par la famille, ou, à défaut dans l'école la plus proche. Les élèves en âge d'être inscrits au collège seront inscrits dans les collèges les plus proches.

Faute du respect de l'obligation scolaire les familles pourront après avertissement ne plus être autorisées à séjourner sur cet équipement public et faire l'objet de signalements auprès des administrations concernées.

#### **Article 5 : Tarifs et dépôt de garantie**

Déposer contre délivrance d'un reçu, un **dépôt de garantie de 40 €** auprès du gestionnaire avant l'entrée sur l'emplacement désigné par celui-ci. La restitution de cette caution en fin de séjour est conditionnée : par le bon respect du présent règlement, à la libération totale de l'emplacement après état des lieux, à la vérification par le gestionnaire que l'emplacement et les sanitaires utilisés sont dans le même état que le jour d'arrivée, au règlement la totalité des redevances d'occupation.

**Régler tous les vendredis de la semaine écoulée, et au moment du départ pour le séjour écoulé depuis le paiement du vendredi précédent**, la redevance journalière par emplacement (incluant l'occupation de l'emplacement, les consommations en eau et électricité) fixée actuellement par la Commune à :

- ◆ **5,00 €** Par véhicule aménagé ou par caravane avec son véhicule tracteur,
- ◆ **2,50 €** Par véhicule aménagé ou par petite caravane (1 seul essieu et moins de 4 m) avec son véhicule tracteur supplémentaire sur le même emplacement

appartenant en propre au titulaire de la première caravane, ce qui sera confirmé par la carte grise où devra figurer son même nom et prénom ou appartenant en propre à la / au conjoint/e.

Cette disposition exceptionnelle nécessite l'accord du gestionnaire selon la demande de l'usager qui faute d'accord peut occuper un emplacement à part entière au tarif de **5,00 €**.

- ♦ **1,00 €** Par véhicule supplémentaire appartenant en propre à la famille
- ♦ **1,50 €** Par autre véhicule supplémentaire
- ♦ Pour les voyageurs de **60 ans et plus**, propriétaires de leur caravane, le forfait journalier est fixé à **2,50 € par caravane**.

La révision de ces tarifs pourra intervenir périodiquement sur délibération du Conseil Municipal

Dans le cas où un usager quitterait l'aire d'accueil sans acquitter les redevances dues, la Commune de Montpellier ou le gestionnaire se réservent le droit d'exercer à son encontre toutes poursuites prévues par la loi, et de lui notifier une interdiction à stationner sur l'équipement,

En ce qui concerne les caravaniers **non titulaires d'un titre de circulation**, ils pourront être exceptionnellement autorisés à stationner sur l'Aire d'accueil et ceci à condition que des places soient disponibles.

Le tarif journalier de l'emplacement pour 1 caravane pour les non titulaires d'un titre de circulation est de **7,00 €**.

Ce tarif pourra être révisé par le Conseil Municipal

Il est rappelé par ailleurs que les familles titulaires d'un titre de circulation sont prioritaires par rapport à celles n'en détenant pas.

#### **Article 6 : Propreté**

L'usager s'engage à entretenir l'emplacement attribué, les équipements sanitaires (douche et WC) après usage. Les aménagements mis à disposition des usagers devront être totalement nettoyés lors du départ.

Les enfants en bas âge doivent être accompagnés d'un adulte pour utiliser les sanitaires.

Il est interdit de jeter des détritres en dehors des containers ou à l'extérieur du terrain. Les usagers devront vider leurs ordures ménagères dans les containers ou bennes prévues à cet effet, selon les indications du gestionnaire. Tous les autres déchets devront être déposés dans les déchetteries de la Commune.

#### **Article 7 : Electricité**

L'usager atteste de la conformité de ses équipements électriques personnels aux normes réglementaires, étanches, et assume la responsabilité de ses déclarations. Le gestionnaire peut procéder à des contrôles et mettre l'usager en demeure de régulariser sa situation.

Les branchements électriques ne peuvent se faire qu'avec un câble en bon état, sans raccord et sans épissure, et des prises conformes aux normes actuelles (2 fils de courant + 1 fil de terre). Le raccordement est activé après vérification de ce câble, Il est interdit de brancher sur les installations électriques des appareils autres que ceux ménagers.

Il est de même interdit de fournir l'eau et l'électricité à tout autre occupant sans autorisation du gestionnaire.

La détention d'une bouteille de gaz de la part de l'usager devra répondre aux normes de sécurité en vigueur en matière d'aménagement des caravanes et véhicules,

La Commune de Montpellier et le Gestionnaire ne pourront en aucun cas être tenus pour responsables des dégâts, dégradations ou vols dont pourrait faire l'objet de la part de tiers

la/les caravane(s) et véhicule(s) de l'usager, ce dernier étant tenu de se garantir contre ces risques particuliers.

De même, la responsabilité de la Commune de Montpellier et du Gestionnaire ne pourra être recherchée pour tout ce qui résulterait de la faute, négligence ou imprudence de l'usager, notamment en ce qui concerne l'utilisation du courant électrique.

Le non respect de ces dispositions liées à la sécurité de l'Aire d'Accueil et de ses occupants pourra entraîner une interdiction définitive à y stationner et la coupure immédiate des fournitures électriques.

La responsabilité de la Commune comme du gestionnaire ne pourra en aucun cas être recherchée par tout tiers ou occupant pour raison d'actes imputables aux usagers du terrain.

## **CHAPITRE IV – OBLIGATIONS**

### **ARTICLE 8 : Stationnement**

Il n'est pas autorisé sur cet équipement :

⇒ **de dépasser la durée de stationnement maximale autorisée, fixée par la Commune de Montpellier à 2 fois 60 jours par année civile avec une interruption obligatoire de 30 jours entre les deux stationnements. L'aire d'accueil est un terrain destiné à l'accueil des passagers et n'a pas vocation à accueillir des sédentaires voire des semi-sédentaires.**

En cas de dépassement de la durée maximale d'occupation, une sommation de quitter l'aire d'accueil sans délai sera notifiée par le Gestionnaire ou par huissier. A défaut d'exécution dans les 24 heures, l'expulsion pourra être sollicitée pour occupation sans droit ni titre, sur simple ordonnance adressée par requête au Président du Tribunal de Grande Instance en application des articles 493 et 812 du Nouveau Code de Procédure Civile.

De même, en cas de non respect du règlement intérieur, ou de non paiement de la redevance, le contrevenant sera mis en demeure, par le gestionnaire ou par acte d'huissier, de se mettre en conformité avec ses obligations dans un délai de 48 heures.

Faute pour lui de respecter la réglementation, une demande d'expulsion avec le concours de la force publique sera sollicitée par voie de référé, (étant indiqué que le contrevenant et son groupe familial seront alors redevables, à compter de la signification par le gestionnaire de l'occupation illégale et jusqu'à la libération effective des lieux, d'une indemnité d'occupation d'un montant de 30 € par jour).

Par ailleurs, toute caravane laissée sans occupant qui ne se sera pas acquitté de son loyer le vendredi de la semaine écoulée pourra faire l'objet d'un enlèvement de la caravane et mise en fourrière à ses frais sauf cas particulier signalé au gestionnaire.

⇒ **de laisser stationner des véhicules n'appartenant pas en propre aux usagers séjournant sur l'aire de stationnement,**

Le stationnement des caravanes et des véhicule est interdit en dehors des emplacements désignés, et ne doit pas entraver la circulation ou l'installation de nouveaux arrivants, la Commune et le Gestionnaire déclinant toute responsabilité concernant ces véhicules et leurs occupants.

### **ARTICLE 9 Environnement – Règles de vie**

Il n'est pas autorisé sur cet équipement :

- ⇒ d'édifier des cabanes, des auvents indépendants des caravanes, ou toutes autres formes d'abris fixes même démontables pour quelques usages qu'ils soient.
- ⇒ de faire du feu à même le sol sur le terrain comme en bordure extérieure. Le feu de bois ou de charbon est autorisé pour un usage familial et dans un récipient réservé à cet usage.  
Conformément au règlement sanitaire départemental, tout brûlage et particulièrement le brûlage de pneus, films plastiques, câbles électriques, et toutes matières polluantes et malodorantes est formellement interdit.
- ⇒ de jeter des eaux polluées et tous détritiques dans les regards d'assainissement pouvant nuire au libre écoulement des eaux usées,
- ⇒ de jeter les eaux sales ailleurs que dans les sanitaires ou dans les bouches d'évacuation des bornes d'eau :
  - ◆ chaque emplacement est pourvu d'un dispositif permettant de collecter les eaux usées et les eaux pluviales séparément,
  - ◆ les caravanes doivent être raccordées au réseau d'eaux usées,
  - ◆ tout rejet de liquides ou matières polluantes ou dangereuses dans les réseaux est prohibé.
- ⇒ de faire des trous sur le goudron pour quelque installation que ce soit sans l'autorisation du gestionnaire, tout trou effectué dans le sol entraînera une retenue sur la caution de 7,50 €.
- ⇒ d'entreposer des objets ou matières insalubres ou dangereuses, ainsi que des chiffons, papiers, cartons, épaves de véhicule, ou produits de récupération, de ferrailleur sur le terrain ou de s'y livrer à toute activité bruyante ou salissante (nuisance et pollution), aussi bien sur l'aire que sur ses abords immédiats
- ⇒ de faire du bruit entre 22 heures et 7 heures,
- ⇒ de stationner en bordure de l'aire d'accueil,
- ⇒ de porter atteinte aux bornes d'alimentation électrique et eau,
- ⇒ de changer d'emplacement sans autorisation ou de se brancher sur une autre borne que celle qui a été affectée par le gestionnaire à l'entrée sur l'équipement,
- ⇒ pour des motifs de sécurité, d'utiliser les véhicules sur le terrain en dehors des besoins et au-delà d'une vitesse de 10 km/h. Par ailleurs la circulation intérieure doit se faire sur la partie voirie uniquement,
- ⇒ de détériorer le matériel mis à la disposition des voyageurs,

## **ARTICLE 10**

## **ANIMAUX**

Les animaux domestiques sont seulement tolérés sur l'Aire de Stationnement. Les chiens doivent être attachés sur l'emplacement du maître ou tenus en laisse.

Si toutefois suite à l'agressivité de l'animal, le Gestionnaire avait à constater des morsures, il serait exigé du propriétaire de prendre en charge les frais médicaux et vestimentaires qui en découleraient. En cas de non observation de ces dispositions, les familles, après avertissement du gestionnaire, ne seront plus autorisées à séjourner sur le terrain

Tous les chiens présents sur le terrain doivent être vaccinés contre la rage (certificat antirabique en cours de validité).

Les chiens d'attaque (type pitbull) de 1<sup>ère</sup> catégorie, selon la loi du 6 juin 1999, sont strictement interdits sur l'aire d'accueil.

Concernant les chiens de 2<sup>ème</sup> catégorie (type bull terrier, dogue argentin), chiens de garde et de défense, il est rappelé que ne peuvent en détenir :

- ⇒ les personnes âgées de moins de 18 ans
- ⇒ les majeurs sous tutelle, à moins qu'ils n'y aient été autorisés par le Juges des Tutelles
- ⇒ les personnes condamnées pour crime ou à une peine d'emprisonnement avec ou sans sursis, pour délit inscrit au bulletin n°2 du casier judiciaire, ou, pour les ressortissants étrangers, dans un document équivalent.
- ⇒ les personnes auxquelles la propriété ou la garde d'un chien a été retirée en application de l'article 211 du code rural.

#### **ARTICLE 11**      **ARMES**

L'entreposage et la manipulation d'armes sont interdits sur l'aire d'accueil. Toute infraction fera l'objet d'un dépôt de plainte auprès des services compétents et entraînera une décision d'exclusion **immédiate et définitive** du contrevenant et de sa famille, ainsi que des personnes dont il a la charge. Il sera au besoin recouru à la force publique sur simple ordonnance adressée par requête au Président du Tribunal de Grande Instance, en applications des dispositions des articles 493 et 812 du Nouveau Code de Procédure Civile.

#### **CHAPITRE V : NON RESPECT DU REGLEMENT - SANCTIONS**

Les dégradations apportées aux installations ou tous vols ou dommages constatés donneront lieu à des remboursements soit individuels soit collectifs de l'ensemble des usagers présents destinés aux réparations.

De même, tout manquement aux dispositions de ce règlement pourra donner lieu à un avertissement, éventuellement à des pénalités financières sous forme de retenues sur caution, selon la gravité des faits reprochés allant jusqu'à une interdiction temporaire ou définitive de séjourner sur l'aire d'accueil.

En particulier le non-respect des personnes et du matériel, le non-paiement des participations aux frais et des temps de séjour, les troubles de l'ordre public (*rixes, scandale, ivresse, insultes, menaces, introduction de biens ou matériels volés*), le mauvais entretien de l'emplacement et des équipements sanitaires, les stationnements non autorisés en bordure de l'aire d'accueil, entraîneront une décision d'exclusion avec recours, au besoin, de force publique sur ordonnance adressée par requête au Président du Tribunal de Grande Instance, en applications des dispositions des articles 493 et 812 du Nouveau Code de Procédure Civile, pour une durée à déterminée dans chaque cas d'espèce.

Si la Commune de Montpellier se trouve dans l'impossibilité d'assurer la sécurité des biens et des personnes, il sera procédé à la fermeture provisoire du terrain.  
De même, en cas de nécessité, il pourra être fermé pour travaux d'entretien.

Fait à ....., le .....

Mme le Maire de Montpellier

Pour acceptation,  
L'usager  
(Signature du chef de famille)

Direction Finances et  
Contrôle de Gestion  
Gestion Budgétaire et  
Comptable

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2010 / 505

## Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02/11/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

### Absents :

Arnaud JULIEN.

## Admission en non-valeur pour l'exercice 2010

Au nom de la Commission, Max LEVITA rapporte :

Monsieur le Trésorier Principal Municipal a transmis à l'ordonnateur l'état des titres qui s'avèrent irrécouvrables.

La Ville après analyse donne suite à cette demande pour un montant total de : 411 321,07€ (la liste des titres acceptés en non valeur est annexée à la présente délibération).

Il s'agit de titres correspondant aux exercices 2003 à 2007.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :

- d'accepter l'admission en non valeur des titres dont la liste est jointe à la présente délibération pour un montant total de 411 321,07€, montant prévu au budget 2010 au chapitre 931.

Le Conseil adopte.

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : mardi 9 11 2010



## Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02/11/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

### Absents :

Arnaud JULIEN.

## Décision Modificative n°2 du Budget Principal 2010 de la Ville de Montpellier

Au nom de la Commission, Max LEVITA rapporte :

Dans le cadre de l'exécution budgétaire de l'exercice 2010, il convient de procéder à des ajustements de crédits sur le Budget Principal. Notons que cette Décision Modificative permet de transférer des crédits entre chapitres, afin que l'exécution budgétaire soit conforme à l'instruction M14.

Elle permet notamment :

- De constater les rôles complémentaires au titre de l'exercice 2010 pour + 1,1 M€,
- De recalculer, à charges constantes les dépenses de personnel entre les différents chapitres budgétaires,
- D'affiner les prévisions relatives aux dépenses et recettes des différents programmes d'investissement,
- D'affecter le solde de ces opérations à la baisse du recours à l'emprunt qui s'élève à - 2,5 M€ pour l'exercice 2010

Cette décision modificative se décompose de la façon suivante :

### 1. Section de fonctionnement

La Décision Modificative s'équilibre en dépenses et en recettes de fonctionnement à 1 614 376,00 euros. Elle se décompose de la façon suivante :

#### Recettes de fonctionnement

Chapitre	Sous-fonction	Nature	Libellé	Montant DM 2010
920	020	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	96 260,00
920	021	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	51 000,00
920	022	74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	9 655,00
920	026	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	6 890,00

922	212	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	11 172,00
928	820	70	PRODUITS DES SERVICES	71 300,00
928	822	70	PRODUITS DES SERVICES	13 557,00
928	822	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	34 862,00
928	823	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	2 700,00
931		76	PRODUITS FINANCIERS	5 000,00
932		74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	101 780,00
933		73	IMPOTS ET TAXES	1 210 200,00
<b>Total des recettes de fonctionnement</b>				<b>1 614 376,00</b>

### Dépenses de fonctionnement

Chapitre	Sous-fonction	Nature	Libellé	Montant DM 2010
920	020	60	ACHATS ET VARIATIONS DE STOCK	- 30 800,00
920	021	61	SERVICES EXTERIEURS	- 2 000,00
920	022	62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	- 33 200,00
920	023	63	IMPOTS TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILES	20 000,00
920	024	64	CHARGES DE PERSONNEL	1 160 000,00
920	025	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	35 530,00
920	026	67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	20 000,00
920	021	64	CHARGES DE PERSONNEL	300 000,00
921	12	64	CHARGES DE PERSONNEL	40 000,00
921	112	64	CHARGES DE PERSONNEL	65 000,00
922	212	64	CHARGES DE PERSONNEL	1 245 000,00
923	30	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	7 500,00
923	312	64	CHARGES DE PERSONNEL	200 000,00
923	323	61	SERVICES EXTERIEURS	- 5 000,00
923	323	62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	- 2 500,00
924	40	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 300 000,00
924	411	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 270 000,00
924	412	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 370 000,00
924	422	62	AUTRES SERVICES EXTERIEURS	30 000,00
924	422	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 590 000,00
925	520	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	- 137 000,00
926	64	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 350 000,00
928	810	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 100 000,00
928	822	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 500 000,00
928	822	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	150 000,00
928	822	67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	47 000,00
928	823	61	SERVICES EXTERIEURS	40 000,00
928	823	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 480 000,00
929	91	64	CHARGES DE PERSONNEL	- 70 000,00
929	91	65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	1 770,00
939		023	VIREMENT A LA SECTION D INVESTISSEMENT	1 493 076,00
<b>Total des dépenses de fonctionnement</b>				<b>1 614 376,00</b>

## 2. Section d'investissement

La Décision Modificative s'équilibre en dépenses et en recettes d'investissement à -533 287, 00euros. Elle se décompose de la façon suivante :

### **Recettes d'investissement**

Chapitre	Sous-fonction	Nature	Libellé	Montant DM 2010
900	020	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	20 930,00
902	213	13	SUBVENTIONS D INVESTISSEMENT	94 026,00
903	324	13	SUBVENTIONS D INVESTISSEMENT	33 000,00
908	821	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 309 398,50
908	822	13	SUBVENTIONS D INVESTISSEMENT	263 958,00
908	822	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	5 080,00
908	823	13	SUBVENTIONS D INVESTISSEMENT	3 000,00
908	824	13	SUBVENTIONS D INVESTISSEMENT	266 009,00
911		16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	- 2 452 672,50
913		10	DOTATIONS FONDS DIVERS ET RESERVES	49 705,00
919		021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	1 493 076,00
<b>Total des recettes d'investissement</b>				<b>- 533 287,00</b>

### **Dépenses d'investissement**

Chapitre	Sous-fonction	Nature	Libellé	Montant DM 2010
900	020	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	- 9,47
900	021	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	11 300,00
900	022	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 195 576,90
900	025	20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	50 000,00
903	324	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 11 000,63
904	422	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	- 30 000,00
904	422	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	62 000,00
905	520	27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	- 80 000,00
908	814	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	1 100 000,00
908	823	21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	- 40 000,00
908	824	23	IMMOBILISATIONS EN COURS	- 1 400 000,00
<b>Total des dépenses d'investissement</b>				<b>- 533 287,00</b>

**Il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :**

- adopter la Décision Modificative proposée au niveau du chapitre budgétaire,
- autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué aux Finances à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire,

Hélène MANDROUX

Publiée le : 09 11 2010

## Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02/11/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

### Absents :

Arnaud JULIEN.

## Fin d'exercice 2010 - Attribution et ajustement de subventions et cotisations

Au nom de la Commission, Max LEVITA rapporte :

Dans le cadre de sa politique active de partenariats avec les associations, la Ville de Montpellier poursuit et intensifie dans différents domaines ses aides qui viennent s'ajouter aux financements déjà alloués au cours de cet exercice. Ainsi il est proposé les attributions et ajustements suivants :

### Subventions

**Théâtre Vista de la Méditerranée :** L'association Théâtre Vista de la Méditerranée a pour projet l'insertion par la culture des habitants des quartiers sensibles de Montpellier. L'objectif est de permettre aux personnes qui n'ont pas accès au théâtre pour des raisons sociales, territoriales de pouvoir accéder aux spectacles de la Vista. Dans ce cadre, il est proposé que la Ville attribue une subvention de 900 €.

Cette subvention sera prélevée sur les crédits inscrits au Budget Primitif 2010 (imputation budgétaire chapitre 6574/922, ligne de crédit 1495).

**La Ruée vers l'Art :** L'association La Ruée vers l'Art a pour but de favoriser les échanges culturels, artistiques et de permettre aux jeunes créateurs de s'insérer dans la vie professionnelle. Afin de soutenir ces actions la ville de Montpellier a attribué une subvention de 580 € lors du Conseil Municipal du 14 décembre 2009 sur le budget 2010. La délibération numéro 2009/677 présentant une imprécision dans l'affectation de cette subvention, il convient de redélibérer.

Ainsi, cette subvention sera prélevée sur les crédits inscrits au Budget Primitif 2010 (imputation budgétaire chapitre 6574/922, ligne de crédit 1495).

**Action d'Espace :** Afin de soutenir les actions de l'association Action d'Espace en matière de danse artistique, la Ville de Montpellier a attribué une subvention de 2 000 € lors du Conseil Municipal du 22 juin 2009. La délibération numéro 2009/256 présentant une confusion de dénomination de l'association bénéficiaire de cette subvention, il convient de redélibérer.

Ainsi, cette subvention sera prélevée sur les crédits inscrits au Budget Primitif 2010 (imputation budgétaire chapitre 6574/923, ligne de crédit 1596).

**Bamboubulle :** Dans le cadre de la création d'une structure d'accueil pour la petite enfance, d'une capacité de 16 enfants, la Ville de Montpellier attribue une subvention de 480 € à l'association Bamboubulle.

Cette subvention sera prélevée sur les crédits 2010 (imputation budgétaire chapitre 6574/926, ligne de crédit 1997).

**Association manager du Centre Ville :** Il est proposé au Conseil d'accompagner la démarche de Stewards urbains lancée par cette association. Cette action participera à l'animation et à la dynamique de notre centre ville. La subvention complémentaire pour l'exercice 2010 s'établit à 7 500 euros.

Cette subvention sera prélevée sur les crédits 2010 (imputation budgétaire chapitre 6574/928, ligne de crédit 13166).

**Le Vieux Biclou :** Le vieux Biclou est une association qui s'inscrit dans le cadre du développement durable. Au travers de diverses actions comme des conférences, des expositions, cette association promeut tous les moyens de déplacement utilisant une force motrice non polluante, auprès de la population. Son action est essentiellement axée sur les jeunes publics, en milieu scolaire, afin de leur permettre de participer à la préservation de la planète. Pour permettre à cette association de sensibiliser le plus grand nombre de Montpelliérains au développement durable, la Ville propose d'attribuer une subvention complémentaire de 6 000 €.

Cette subvention sera prélevée sur les crédits 2010 (imputation budgétaire chapitre 6574/920, ligne de crédit 1260).

### Cotisations

Nom de l'association	Montant initialement prévu au Budget Primitif 2010	Montant notifié de la cotisation 2010
<b>AVICCA</b> (Association des villes et collectivités pour les communications électroniques et l'audiovisuel) L' AVICCA regroupe des collectivités territoriales françaises qui sont actives pour l'aménagement de leur territoire en réseaux de communications électroniques ainsi que pour le développement des services et des usages.	-	3 585.00 €
<b>Ordre national des Vétérinaires</b>	310,00 €	661.85 €

**En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :**

- autoriser les attributions et ajustements proposés ci-dessus ;
- prélever les sommes nécessaires sur les crédits du budget 2010 ;
- autoriser Madame le Maire, ou à défaut, l'Adjoint Délégué à signer les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour être conforme, Madame le Maire

  
Hélène MENDROUX  
(Maire)

Publiée le : mardi 9 11 2010

**Direction Energie Moyens  
Techniques**  
 Achats et Production  
 Graphique

**Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier**  
**n° 2010 / 508**

## **Séance publique du lundi 8 novembre 2010**

**Convoqué le 02/11/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en  
mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h, sous la présidence de  
Madame le Maire, Hélène Mandroux**

### **Présents :**

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH,  
 Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE,  
 Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT,  
 Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR,  
 Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-  
 MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA,  
 Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe  
 MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène  
 QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe  
 THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert  
 ZYLBERMAN.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code  
Général des Collectivités Territoriales :**

Mustapha MAJDOUL.

### **Absents :**

Arnaud JULIEN.

## **Achat de fournitures hôtelières et de barquettes gastronomes Autorisation de signer les marchés**

Au nom de la Commission, Max LEVITA rapporte :

Un appel d'offres a été lancé en vue de l'achat de fournitures hôtelières et barquettes gastronomes pour  
 l'ensemble des besoins de fonctionnement des services de la ville de Montpellier et en particulier pour les  
 services éducation, enfance, restaurants scolaires et protocole.

Cet appel d'offres ouvert n° 0G67 7010 est passé en application des articles 33 alinéa 3, et 57 à 59 du Code des  
 marchés publics. Il suit les dispositions de l'article 77-I du Code des marchés publics relatif aux marchés à  
 bons de commande.

Les marchés sont conclus pour une période initiale du 01 janvier 2011 au 31 décembre 2011. Ils peuvent être  
 reconduits par périodes successives de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans, sans que ce  
 délai ne puisse excéder le 31 décembre 2014.

Ce sont des marchés d'un montant total annuel de commandes compris entre 175 000 € HT minimum et 700  
 000 € HT maximum, répartis sur 3 lots comme suit :

N° lot	Libellé du lot	Mini €/an HT	Maxi €/an HT
Lot 1	Vaisselle traditionnelles	20 000 €	80 000 €
Lot 2	Fournitures hôtelières à usage unique	40 000 €	160 000 €
Lot 3	Barquettes gastronomes	115 000 €	460 000 €

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres pour les lots 1, 2 et 3 sont les suivants :

- Valeur technique : 50 %
- Prix : 50 %

La commission d'appel d'offres du 19 octobre 2010 a attribué ces marchés aux sociétés :

- PROEQUIP S.A, 34470 PEROLS, pour le lot 1.
- FIRST DIPAL, 34070 MONTPELLIER pour le lot 2.
- RESCASET CONCEPT, 38147 RIVES pour le lot 3.

Les crédits sont inscrits au budget de la Ville : fonctionnement nature 60628 – 60632 tous chapitres.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer les marchés avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène M. BROUX  
(Hérault)

**Publiée le : mardi 9 11 2010**

Direction Energie Moyens  
Techniques  
Achats et Production  
Graphique

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
Municipal de la Ville de  
Montpellier  
n° 2010 / 509

## Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02/11/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOLI, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETTOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Mustapha MAJDOUL.

### Absents :

Arnaud JULIEN.

## Achat de lampes - Appel d'offres -

**Autorisation de signer la convention de groupement de commandes entre la Commune de Montpellier, les Communes de PEROLS, JACOU, GRABELS, le C.C.A.S de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier**

Au nom de la Commission, Max LEVITA rapporte :

Dans le cadre de l'achat de lampes pour la Commune de Montpellier, les Communes de Pérols, Jacou, Grabels, le C.C.A.S de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il apparaît utile :

- de lancer un appel d'offres en vue de conclure des marchés à bons de commande d'une durée d'un an reconductibles trois fois. Cet appel d'offres concerne l'achat de lampes.
- d'établir un groupement de commandes, entre la Commune de Montpellier, les Communes de Pérols, Jacou, Grabels, le C.C.A.S de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, conformément à la convention annexée au dossier.

La Commune de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement. La commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur.

La procédure de mise en concurrence appelle le lancement d'un appel d'offres européen conformément aux articles 57 à 59 et 77 du code des marchés publics. Cet appel d'offres se compose de deux lots :

Pour le lot 1 : achat de lampes fluocompact, halogènes, à incandescence et tubes fluorescent

- La Commune de Montpellier, le montant estimé sera de 100 000 € HT/an
- La Communauté d'Agglomération de Montpellier, le montant estimé sera de 55 000 € HT/an
- La Commune de PEROLS, le montant estimé sera de 6 000 € HT/an
- La Commune de JACOU, le montant estimé sera de 2 000 € HT/an
- La Commune de GRABELS, le montant estimé sera de 3 000 € HT/an
- Le C.C.A.S de Montpellier, le montant estimé sera de 7 000 € HT/an



Pour le lot 2 : achat de lampes à décharge

- La Commune de Montpellier, le montant estimé sera de 200 000 € HT/an
- La Commune de JACOU, le montant estimé sera de 5 000 € HT/an

Les Communes de Grabels, Pérols, le C.C.A.S de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier ne participent pas à ce lot.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :**

- d'accepter le principe de lancement d'un appel d'offres,
- d'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes entre la Commune de Montpellier, les Communes de Pérols, Jacou, Grabels, le C.C.A.S de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène MANDROUX

Publiée le : mardi 9 11 2010

**Convention de groupement de commandes publiques entre la  
Commune de Montpellier,  
les Communes de PEROLS, JACOU, GRABELS, le C.C.A.S de  
Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier**

**Ayant pour coordonnateur  
la Commune de Montpellier**

**FOURNITURE DE LAMPES**

## **Entre**

La Commune de Montpellier, représentée par son Maire, Madame Hélène MANDROUX, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 2010 ;

D'une part,

et

La Commune de PEROLS, représentée par son Maire, Monsieur Christian VALETTE, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 2010 ;

et

La Commune de JACOU, représentée par son Maire, Monsieur Jean-Marcel CASTET, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 2010 ;

et

La Commune de GRABELS, représentée par son Maire, Monsieur René REVOL, agissant en vertu de la délibération du Conseil municipal en date du 2010 ;

et

Le Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier, représentée par Madame Christiane FOURTEAU, Vice-présidente, agissant en vertu de la délibération du Conseil d'administration du 2010 ;

et

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, représentée par Monsieur Pierre MAUREL, Vice-président, Président Délégué de la commission contentieux, affaires juridiques, assurances et moyens interne, agissant en vertu de la délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération en date du 2010.

## **Il est convenu ce qui suit.**

### **Préambule**

La volonté de rationaliser les achats, et surtout de réaliser des économies d'échelle enjoignent les collectivités, dans la mesure du possible, de se regrouper dans le cadre de groupement de commandes publiques. Dans cette perspective, permanente, de recherche de sources d'économie le code des marchés publics permet le regroupement des entités publiques afin d'effectuer des achats performants sur divers secteurs de l'économie.

Le souhait, en l'espèce, de la Commune de Montpellier, des Communes membres du groupement, du Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier se traduit par la volonté de mettre en place un groupement de commandes dans le cadre de la passation de marchés de fournitures de lampes fluo compact, halogènes à incandescence et tubes fluorescent (lot 1) et lampes à décharge (lot 2).

## **Article 1 – Objet de la convention constitutive du groupement**

La présente convention a pour objet la constitution d'un groupement de commandes publiques, sur le fondement du décret n° 2006-975 du 1er août 2006 modifié portant Code des Marchés Publics, et notamment son article 8, en vue de la passation de marchés relatifs à « la fourniture de lampes » au terme d'une procédure de consultation commune, lancée pour le compte des membres du groupement.

La définition des modalités de fonctionnement du groupement de commandes ainsi constitué.

## **Article 2 – Coordonnateur du groupement**

La Commune de Montpellier est désignée en qualité de coordonnateur du groupement, objet des présentes, au sens de l'article 8 II alinéa 3 du Code des Marchés Publics.

En vertu de cet article, la Commune de Montpellier, en tant que membre coordonnateur est chargée de préparer (élaboration de l'avis d'appel public à la concurrence, règlement de consultation, acte d'engagement ...) et de passer les marchés (publication de l'avis d'appel public à la concurrence, réception des candidatures et des offres, rapport de présentation....) sur la base et conformément aux besoins strictement définis par chacun des membres.

Le coordonnateur se charge de la signature des marchés et de leur notification.

Les membres du groupement d'achat s'engagent à signaler au coordonnateur tout problème survenant dans l'exécution des marchés, et à lui communiquer toute information ou pièce relative aux litiges et contentieux formés au titre de l'exécution des marchés.

Le coordonnateur gère la mise en œuvre des clauses d'ajustement et de révision de prix, et réalise les avenants ; il centralise la procédure de reconduction expresse des marchés pluriannuels, ainsi que leur résiliation le cas échéant, après avoir consulté chaque membre du groupement.

Le coordonnateur gère les relations précontentieuses et les contentieux formés par ou contre le groupement, à l'exception des litiges courants et des recours contentieux formés par ou contre un membre du groupement à titre individuel.

Chaque membre du groupement restera maître de la bonne exécution du marché correspondant à ses propres besoins indépendamment des autres membres conformément à l'article 8 VII du code des marchés publics.

## **Article 3 - Adhésion et retrait du groupement**

Chaque membre adhère au groupement de commande par la signature de la présente convention, en y étant dûment habilité par délibération de son instance délibérante.

Une copie de la délibération est notifiée au coordonnateur du groupement de commande.

Chaque membre du groupement conserve la faculté de se retirer du groupement avant l'envoi de l'avis de publicité dont la date prévisionnelle sera communiquée aux membres du groupement.

Les membres peuvent se retirer du groupement. Le retrait est constaté par une délibération de l'assemblée délibérante du membre concerné. La délibération de retrait du groupement est notifiée au coordonnateur, en charge d'en informer le titulaire du marché.

Le retrait d'un ou plusieurs membres ne rend pas caduque la présente convention.

#### **Article 4 – Durée de la convention constitutive du groupement**

La convention prend effet à compter de sa signature par tous les membres du groupement jusqu'à la fin des marchés, périodes de conduction comprises.

#### **Article 5 - Dispositions financières**

La mission du coordonnateur ne donne pas lieu à rémunération.

Les frais de publicité et les autres frais occasionnés pour la gestion de la procédure incomberont au coordonnateur désigné, soit en l'espèce à la Commune de Montpellier.

#### **Article 6 - Commission d'appel d'offres du groupement**

Sur le fondement de l'article 8 VII du Code des Marchés Publics, la commission d'appel d'offres de la Commune de Montpellier est reconnue compétente pour procéder à la désignation des titulaires des marchés.

A la demande des Communes membres, sur la base de l'article 23 du Code des Marchés Publics, le Maire de la commune de Montpellier pourra désigner par arrêté des personnalités représentant des communes en raison de leur compétence dans la matière qui fait l'objet de la consultation. Ces personnes n'auront qu'une voix consultative.

#### **Article 7- Modifications de la présente convention**

Les éventuelles modifications de la convention constitutive du groupement de commande prennent la forme d'un avenant et doivent être approuvées dans les mêmes termes par les membres du groupement.

Fait à Montpellier, le .....

Pour la Ville de Montpellier,  
Le Maire

Pour la Communauté d'Agglomération de  
Montpellier,  
Le Vice Président Délégué

Hélène MANDROUX

Pierre MAUREL

Pour la Commune de PEROLS,  
Le Maire

Pour la Commune de JACOU,  
Le Maire

Christian VALETTE

Jean-Marcel CASTET

Pour la Commune de GRABELS,  
Le Maire

Pour le C.C.A.S. de Montpellier  
La Vice-présidente

René REVOL

Christiane FOURTEAU

## Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02/11/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUEGHIA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

### Absents :

Arnaud JULIEN.

## Location de tentes et de matériels de réception, de cabines wc autonomes et bungalows.

### Autorisation de signer les marchés

Au nom de la Commission, Max LEVITA rapporte :

Un appel d'offres a été lancé en vue de la location de tentes et de matériels de réception, de cabines WC autonomes et bungalows pour tout type de manifestation organisée par la ville de Montpellier.

Cet appel d'offres ouvert n° 0G60 7010 est passé en application des articles 33 alinéa 3, et 57 à 59 du Code des marchés publics. Il suit les dispositions de l'article 77-I du Code des marchés publics relatif aux marchés à bons de commande.

Les marchés sont conclus pour une durée initiale allant de leur notification jusqu'au 31/12/2011. Ils peuvent être reconduits par périodes successives de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 2 ans, sans que ce délai ne puisse excéder le 31 décembre 2013.

Ce sont des marchés pour un montant total annuel de commandes compris entre 160 000 € HT minimum et 800 000 € HT maximum, répartis sur 2 lots comme suit :

N° lot	Libellé du lot	Mini €/an HT	Maxi €/an HT
1	Locations de tentes et de matériels de réception	150 000 €	750 000 €
2	Location de cabines wc autonomes et bungalows	10 000 €	50 000 €

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres pour les lots 1 et 2 sont les suivants :

- Valeur technique : 60 %
- Prix : 40 %

La commission d'appel d'offres du 19 octobre 2010 a attribué ces marchés aux sociétés :

- AD RECEPTION, 34730 PRADES LE LEZ, pour le lot 1.
- MOBILUX SERINFOR, 34130 MUDAISON pour le lot 2.

Les crédits sont inscrits au budget de la Ville : fonctionnement nature 6135 – 6232 - 6233 tous chapitres.

**En conséquence, il est demandé au Conseil municipal :**

- d'approuver cette opération et le recours à cette procédure
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjoint délégué à signer les marchés avec les entreprises retenues par la commission d'appel d'offres et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour extrait conforme, Madame le Maire

Hélène M. DEBROUX  
(Maire)

**Publiée le : mardi 9 11 2010**



## Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02/11/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARJA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETTOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

### Absents :

Arnaud JULIEN.

## Réforme de véhicules et matériels

Au nom de la Commission, Max LEVITA rapporte :

Suite aux instructions comptables de la M14, toute sortie de l'actif de notre collectivité doit être constatée par une opération comptable en ce qui concerne les acquisitions de matériels réalisées avec des crédits d'investissement. En conséquence, par délibération du 02 avril 2008, il a été créé une commission de réforme du matériel et des véhicules qui devra donner son accord pour la réforme des matériels et arrêter les modalités de cession éventuelle de ces matériels.

### 1) Réforme de véhicules : service Parc Auto

Suite à l'acquisition des véhicules pour l'exercice 2010, il convient de réformer les véhicules remplacés dont la liste est jointe en annexe. Les prix de vente estimés par le service Parc Auto serviront de base aux enchères publiques organisées par le Centre 113, route départementale 613, 34740 VENDARGUES. 9% de frais seront facturés par cette société sur les prix des ventes effectifs.

### 2) Réforme de matériels informatiques : Direction des Systèmes d'Informations - service Relations Utilisateurs

Suite au programme de renouvellement des matériels informatiques de l'année 2010, les matériels dont les listes sont jointes en annexe doivent être réformés.

Ce type de matériel ne peut aller directement en décharge, il convient donc de faire appel à une société spécialisée afin de dépolluer les écrans et de recycler les unités centrales. Pour cela l'association d'insertion sociale et professionnelle des chômeurs bénéficiaires du RMI, Informatique Plus Protection de l'Environnement, 2 rue Jacques Draparnaud 34 000 MONTPELLIER a été retenue pour un coût nul pour la Ville.

Nous proposons de confier ce matériel à l'association Informatique Plus Protection de l'Environnement.

### **3) Réforme de fax : service Achats et Production Graphique**

Suite au déploiement du fax électronique, les fax usagés dont la liste est jointe doivent être réformés. Les déchets électriques et électroniques seront recyclés conformément à la loi du 13/08/2005 dite loi DEEE.

### **4) Réforme de micro ordinateurs des écoles : service Education**

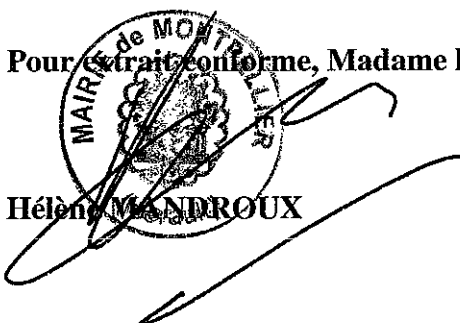
Suite à l'état de vétusté des micros ordinateurs des écoles dont la liste est jointe, il convient de le réformer. Ces matériels sont recyclés par la société Triade électronique, filiale de VEOLIA, 169 Chemin Thermes 34170 CASTELNAU LE LEZ.

**En conséquence, il est demandé au Conseil Municipal :**

- de déclarer réformés, ces matériels et ceux qui sont sur les listes jointes en annexe,
- d'autoriser la vente des véhicules réformés du service Parc Auto aux enchères,
- d'autoriser la mise à disposition gracieuse du matériel informatique réformé à l'association Informatique Plus Protection de l'Environnement,
- d'autoriser le recyclage du matériel bureautique et fax,
- d'autoriser la mise à disposition gracieuse des micro ordinateurs réformés pour leur recyclage à la société Triade Electronique,
- d'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'adjoint(e) délégué(e), à signer tous documents relatifs à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

Pour ~~être~~ **traité conforme**, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

**Publiée le : mardi 9 11 2010**

**COMMISSION DE REFORME du 18 novembre 2010**

Véhicule								Estimation valeur résiduelle (€)
N° Parc	Immatriculation	Type	Marque	Modèle	Date MEC	Kilométrage	Commentaire	
152	3533 YS 34	Scooter	Peugeot	Vivacity	28/10/1999	33 600	Vétuste	25
312	8754 ZJ 34	Berline	Renault	Laguna 2	21/06/2001	84 500	Vétuste	1000
426	1565YG34	Berline	Peugeot	106	08/09/1998	176 000	Vétuste	500
494	9072YT34	Berline	Peugeot	106	28/12/1999	125 000	Vétuste	500
524	225 APG 34	Berline	Peugeot	607 V6 essence	14/09/2005	96 299	remplacé par un véhicule moins polluant et moins consommateur	2000
540	1566 YX 34	Berline	Peugeot	106	29/03/2000	217 300	Vétuste	100
544	1010 XZ 34	Berline	Renault	Laguna 1	24/09/1997	159 000	Vétuste	500
577	5784 YA 34	Berline	Citroën	AX	28/11/1997	115 000	Vétuste	500
770	625 AAY 34	Fourgonnette	Citroën	Berlingo	27/12/2002	67 700	Accidenté	100
858	8407 YT 34	Fourgonnette	Renault	Trafic	28/12/1999	105 300	Vétuste	500
917	3533VK34	BUS	Renault VI	BUS INFO JEUNE	25/10/1989	600 000	Vétuste	1000
992	5375VH34	Fourgon plateau	Renault	B80	25/07/1989	196 496	Vétuste	100
11	7 402	Vélo	Vitus	VTT Hell Vitus	16/08/2005	/	Vétuste	Epave
21	115501vrf0	Vélo	Gitane	VTT Rocks	01/04/2003	/	Vétuste	Epave
74	AZ6A05373	Vélo	Vitus	VTT Hell Vitus	07/04/2007	/	Vétuste	Epave
V1	Néant	Vélo	Peugeot	Ville-cadre Homme	01/01/2000	/	Vétuste	Epave

## Liste micro ordinateurs écoles 2010 à réformer

Numero_interne	Ren_reel	Type	Numero_serie	Constructeur	Dachat	Site
M-0072	2010	PC	0022584	M2	17/05/2004	FIGUIER Louis -M
M-0099	2010	PC	0022311	M2	26/02/2004	GALILÉE -E
M-0143	2010	PC	0022133	M2	29/01/2004	VERNE Jules -E
M-0188	2010	PC	0022378	M2	31/08/2004	DE GAULLE Anthonioz -M
M-0195	2010	PC	0022310	M2	26/02/2004	GALILÉE -E
M-0198	2010	PC	0022308	M2	26/02/2004	GALILÉE -E
M-0209	2010	PC	0022217	M2	01/09/2004	SIMON Jules -E
M-0255	2010	PC	0022399	M2	22/04/2004	FLORIAN Jean Pierre -M
M-0329	2010	PC	0022180	M2	12/01/2004	ROOSEVELT Franklin -E
M-0331	2010	PC	0022282	M2	20/01/2004	ROOSEVELT Franklin -E
M-0347	2010	PC	0022193	M2	02/04/2004	CHAPTAL Jean -M
M-0372	2010	PC	0022148	M2	19/01/2004	DICKENS Charles -E
M-0374	2010	PC	0022149	M2	19/01/2004	DICKENS Charles -E
M-0388	2010	PC	0022239	M2	05/02/2004	FERRY Jules -E
M-0406	2010	PC	0022450	M2	16/03/2004	FRANCE Anatole -M
M-0475	2010	PC	0022166	M2	23/01/2004	SÉVIGNÉ -E
M-0487	2010	PC	0022142	M2	19/01/2004	MACÉ Jean -E
M-0548	2010	PC	0022272	M2	10/05/2004	ROUSSEAU Jean-Jacques -M
M-0554	2010	PC	0022192	M2	30/01/2004	PÉRICLÈS -E
M-0609	2010	PC	0022156	M2	20/01/2004	SCHOELCHER Victor -E
M-0614	2010	PC	0022227	M2	11/03/2004	BOULANGER Lily -M
M-0621	2010	PC	0023105	M2	27/12/2004	ALIGHIERI Dante -E
M-0629	2010	PC	0023110	M2	27/12/2004	ALIGHIERI Dante -E
M-0642	2010	PC	0022321	M2	19/01/2004	MALET Léo -E
M-0644	2010	PC	0022324	M2	19/01/2004	MALET Léo -E
M-0653	2010	PC	0022418	M2	01/04/2004	Vasco de GAMA -M
M-0658	2010	PC	0022147	M2	03/02/2004	LAMARTINE -E
M-0710	2010	PC	0022178	M2	22/04/2004	VOLTAIRE -E
M-0714	2010	PC	0023104	M2	15/11/2004	VOLTAIRE -E
M-0741	2010	PC	0022448	M2	29/03/2004	MICHELET Jules -M
M-0760	2010	PC	0022431	M2	30/04/2004	CERVANTES Miguel -M
M-0795	2010	PC	0022130	M2	19/01/2004	PASCAL Blaise -E
M-1021	2010	PC	0022433	M2	02/04/2004	CHAPLIN Charlie -M
M-1077	2010	PC	0022278	M2	02/04/2004	DESBORDES-VALMORE Marceline -M
M-0789	2010	PC	0022401	M2	16/03/2004	KIPLING Rudyard -M
M-1120	2010	PC	0022347	M2	05/03/2004	DAUBIÉ Julie -E
M-1122	2010	PC	0022358	M2	05/03/2004	DAUBIÉ Julie -E
M-1171	2010	PC	0022438	M2	30/03/2004	SUN YAT SEN -E
M-1173	2010	PC	0022442	M2	30/03/2004	SUN YAT SEN -E
M-1175	2010	PC	0022404	M2	23/03/2004	CALLAS Maria -M
M-1191	2010	PC	0022126	M2	23/01/2004	BAZILLE Frédéric -E
M-1196	2010	PC	0022419	M2	01/04/2004	ROUX Docteur -M
M-1208	2010	PC	0022376	M2	16/03/2004	FRANCK Anne -M
M-1282	2010	PC	0022176	M2	05/02/2004	DIDEROT Denis -E
M-1287	2010	PC	0022169	M2	05/02/2004	DIDEROT Denis -E
M-1298	2010	PC	0022356	M2	26/04/2004	DURUY Victor -M
M-1306	2010	PC	0022437	M2	29/03/2004	SIGNORET Simone -M
M-1339	2010	PC	0023092	M2	14/12/2004	PICASSO Pablo -M
M-1313	2010	PC	0023093	M2	14/12/2004	PRÉVERT Jacques -M
M-1320	2010	PC	0022143	M2	20/01/2004	SCHOELCHER Victor -E
M-1325	2010	PC	0023099	M2	16/12/2004	SEDAR SENGHOR Léopold -E
M-1327	2010	PC	0022271	M2	06/05/2004	RENAUD Madeleine -M

COMMISSION DE REFORME du 18 novembre 2010

Véhicule								Estimation valeur résiduelle (€)
N° Parc	Immatriculation	Type	Marque	Modèle	Date MEC	Kilométrage	Commentaire	
152	3533 YS 34	Scooter	Peugeot	Vivacity	28/10/1999	33 600	Vétuste	25
312	8754 ZJ 34	Berline	Renault	Laguna 2	21/06/2001	84 500	Vétuste	1000
426	1565YG34	Berline	Peugeot	106	08/09/1998	176 000	Vétuste	500
494	9072YT34	Berline	Peugeot	106	28/12/1999	125 000	Vétuste	500
524	225 APG 34	Berline	Peugeot	607 V6 essence	14/09/2005	96 299	remplacé par un véhicule moins polluant et moins consommateur	2000
540	1566 YX 34	Berline	Peugeot	106	29/03/2000	217 300	Vétuste	100
544	1010 XZ 34	Berline	Renault	Laguna 1	24/09/1997	159 000	Vétuste	500
577	5784 YA 34	Berline	Citroën	AX	28/11/1997	115 000	Vétuste	500
770	625 AAY 34	Fourgonnette	Citroën	Berlingo	27/12/2002	67 700	Accidenté	100
858	8407 YT 34	Fourgonnette	Renault	Trafic	28/12/1999	105 300	Vétuste	500
917	3533VK34	BUS	Renault VI	BUS INFO JEUNE	25/10/1989	600 000	Vétuste	1000
992	5375VH34	Fourgon plateau	Renault	B80	25/07/1989	196 496	Vétuste	100
11	7 402	Vélo	Vitus	VTT Hell Vitus	16/08/2005	/	Vétuste	Epave
21	115501vrf0	Vélo	Gitane	VTT Rocks	01/04/2003	/	Vétuste	Epave
74	AZ6A05373	Vélo	Vitus	VTT Hell Vitus	07/04/2007	/	Vétuste	Epave
V1	Néant	Vélo	Peugeot	Ville-cadre Homme	01/01/2000	/	Vétuste	Epave

## Liste micro ordinateurs écoles 2010 à réformer

Numero_interne	Ren_reel	Type	Numero_serie	Constructeur	Dachat	Site
M-0072	2010	PC	0022584	M2	17/05/2004	FIGUIER Louis -M
M-0099	2010	PC	0022311	M2	26/02/2004	GALILÉE -E
M-0143	2010	PC	0022133	M2	29/01/2004	VERNE Jules -E
M-0188	2010	PC	0022378	M2	31/08/2004	DE GAULLE Anthonioz -M
M-0195	2010	PC	0022310	M2	26/02/2004	GALILÉE -E
M-0198	2010	PC	0022308	M2	26/02/2004	GALILÉE -E
M-0209	2010	PC	0022217	M2	01/09/2004	SIMON Jules -E
M-0255	2010	PC	0022399	M2	22/04/2004	FLORIAN Jean Pierre -M
M-0329	2010	PC	0022180	M2	12/01/2004	ROOSEVELT Franklin -E
M-0331	2010	PC	0022282	M2	20/01/2004	ROOSEVELT Franklin -E
M-0347	2010	PC	0022193	M2	02/04/2004	CHAPTAL Jean -M
M-0372	2010	PC	0022148	M2	19/01/2004	DICKENS Charles -E
M-0374	2010	PC	0022149	M2	19/01/2004	DICKENS Charles -E
M-0388	2010	PC	0022239	M2	05/02/2004	FERRY Jules -E
M-0406	2010	PC	0022450	M2	16/03/2004	FRANCE Anatole -M
M-0475	2010	PC	0022166	M2	23/01/2004	SÉVIGNÉ -E
M-0487	2010	PC	0022142	M2	19/01/2004	MACÉ Jean -E
M-0548	2010	PC	0022272	M2	10/05/2004	ROUSSEAU Jean-Jacques -M
M-0554	2010	PC	0022192	M2	30/01/2004	PÉRICLÈS -E
M-0609	2010	PC	0022156	M2	20/01/2004	SCHOELCHER Victor -E
M-0614	2010	PC	0022227	M2	11/03/2004	BOULANGER Lily -M
M-0621	2010	PC	0023105	M2	27/12/2004	ALIGHIERI Dante -E
M-0629	2010	PC	0023110	M2	27/12/2004	ALIGHIERI Dante -E
M-0642	2010	PC	0022321	M2	19/01/2004	MALET Léo -E
M-0644	2010	PC	0022324	M2	19/01/2004	MALET Léo -E
M-0653	2010	PC	0022418	M2	01/04/2004	Vasco de GAMA -M
M-0658	2010	PC	0022147	M2	03/02/2004	LAMARTINE -E
M-0710	2010	PC	0022178	M2	22/04/2004	VOLTAIRE -E
M-0714	2010	PC	0023104	M2	15/11/2004	VOLTAIRE -E
M-0741	2010	PC	0022448	M2	29/03/2004	MICHELET Jules -M
M-0760	2010	PC	0022431	M2	30/04/2004	CERVANTES Miguel -M
M-0795	2010	PC	0022130	M2	19/01/2004	PASCAL Blaise -E
M-1021	2010	PC	0022433	M2	02/04/2004	CHAPLIN Charlie -M
M-1077	2010	PC	0022278	M2	02/04/2004	DESBORDES-VALMORE Marceline -M
M-0789	2010	PC	0022401	M2	16/03/2004	KIPLING Rudyard -M
M-1120	2010	PC	0022347	M2	05/03/2004	DAUBIÉ Julie -E
M-1122	2010	PC	0022358	M2	05/03/2004	DAUBIÉ Julie -E
M-1171	2010	PC	0022438	M2	30/03/2004	SUN YAT SEN -E
M-1173	2010	PC	0022442	M2	30/03/2004	SUN YAT SEN -E
M-1175	2010	PC	0022404	M2	23/03/2004	CALLAS Maria -M
M-1191	2010	PC	0022126	M2	23/01/2004	BAZILLE Frédéric -E
M-1196	2010	PC	0022419	M2	01/04/2004	ROUX Docteur -M
M-1208	2010	PC	0022376	M2	16/03/2004	FRANCK Anne -M
M-1282	2010	PC	0022176	M2	05/02/2004	DIDEROT Denis -E
M-1287	2010	PC	0022169	M2	05/02/2004	DIDEROT Denis -E
M-1298	2010	PC	0022356	M2	26/04/2004	DURUY Victor -M
M-1306	2010	PC	0022437	M2	29/03/2004	SIGNORET Simone -M
M-1339	2010	PC	0023092	M2	14/12/2004	PICASSO Pablo -M
M-1313	2010	PC	0023093	M2	14/12/2004	PRÉVERT Jacques -M
M-1320	2010	PC	0022143	M2	20/01/2004	SCHOELCHER Victor -E
M-1325	2010	PC	0023099	M2	16/12/2004	SEDAR SENGHOR Léopold -E
M-1327	2010	PC	0022271	M2	06/05/2004	RENAUD Madeleine -M

**FAX à réformer**

<b><u>DATE</u></b>	<b><u>MARQUE</u></b>	<b><u>TYPE</u></b>	<b><u>SERIE</u></b>
<b><u>26 03 10</u></b>	PANASSONIC	FAX UF 490	LDP 1AU 00024
<b><u>17 06 10</u></b>	SAGEM	NAVIGATOR 915	3935402
<b><u>07 09 10</u></b>	PANASSONIC	FAX	1981200123

## Matériels du Parc Informatique à réformer

Type	Désignation	Constructeur	Référence	N° Interne
Ecran (7)				
Ecran	75E	SAMTRON		2044
Ecran	75E	SAMTRON		3739
Ecran	76E	SAMTRON		4076
Ecran	76E	SAMTRON	AN17LT7L/EDC	4901
Ecran	M990	Dell Computer Corporation		3812
Ecran	SyncMaster 1000s	SAMSUNG		467
Ecran	SyncMaster 950p	SAMSUNG		2465
Imprimante (13)				
Imprimante	E310	LEXMARK		1346
Imprimante	Optra E330	LEXMARK		5038
Imprimante	Optra E332	LEXMARK	4505-310	4993
Imprimante	Optra M410	LEXMARK		7684
Imprimante	Optra T520	LEXMARK		4396
Imprimante	Optra T610	LEXMARK		2729
Imprimante	Optra T630	LEXMARK		5145
Imprimante	Phaser 3150	XEROX		5987
Imprimante	Phaser 3150	XEROX		5907
Imprimante	Phaser 6100	XEROX		6222
Imprimante	Phaser 8400	XEROX		5973
Imprimante	Phaser 8400	XEROX		5822
Imprimante	Phaser 8500	XEROX		6387
Unité centrale (53)				
Unité centrale	Latitude D505	DELL		5819
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation		5034
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation		5758
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation		5202
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation		5117
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation		5751
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation		5979
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation		6168
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation		6169
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation		5794
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation		5795
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation		5750
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation		5113
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation		5761
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation		5801
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation		5812
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation		5926
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation		5927
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation		5803
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation		5844
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation		5843
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation		5261
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation		5846
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation		5849
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation		5238



## Matériels du Parc Informatique à réformer

Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation	5876
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation	5885
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation	6000
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation	6039
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation	6111
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation	6142
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation	6160
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation	5919
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation	5920
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation	5921
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation	6129
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation	6134
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation	6130
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation	6190
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation	6174
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation	6193
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation	6167
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation	6172
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation	6135
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation	6165
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation	6261
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation	6200
Unité centrale	OptiPlex GX280	Dell Computer Corporation	6192
Unité centrale	Precision WorkStation 370	Dell Computer Corporation	5240
Unité centrale	Precision WorkStation 370	Dell Computer Corporation	5159
Unité centrale	Precision WorkStation 370	Dell Computer Corporation	5188
Unité centrale	Precision WorkStation 370	Dell Computer Corporation	5999
Unité centrale	Precision WorkStation 370	Dell Computer Corporation	5232

## Séance publique du lundi 8 novembre 2010

Convoqué le 02/11/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le lundi 8 novembre 2010 à 18h, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARGHA-JAFFIOL, Nicole BIGAS, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Marc DUFOUR, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Jean-Louis GELY, Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Richard MAILHE, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Jacques MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Michel PASSET, Martine PETITOUT, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Jean-Louis ROUMEGAS, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Mustapha MAJDOUL.

### Absents :

Arnaud JULIEN.

## Voeu pour le maintien du budget de l'Etat consacré au logement social

Au nom de la Commission, Max LEVITA rapporte :

Dans son projet de loi de finances pour 2011, le Gouvernement prévoit un prélèvement de 340 Millions d'Euros sur les Organismes HLM. Cette disposition va à l'encontre des intérêts des locataires et génère des conséquences néfastes pour l'ensemble des bailleurs sociaux.

C'est une véritable « triple peine » :

- pour les locataires, cette taxe sur les loyers s'élèvera à 240 euros par logement sur 3 ans. Elle remet en cause les objectifs sur lesquels les organismes étaient prêts à s'engager dans le cadre des Conventions d'Utilité Sociale aux côtés des collectivités territoriales.
- pour les bailleurs sociaux, cette taxe sur les loyers HLM entraînera une diminution de la production de 60 000 logements sur 3 ans avec ses conséquences sur l'emploi et le bâtiment. Ce sont 10 milliards d'euros de travaux qui ne seraient pas engagés.
- pour les aides à la pierre, si l'on déduit les 340 M€, que désormais les organismes HLM sont censés apporter, celles financées réellement par l'Etat vont passer de 630 M€ en 2010 à 160 M€ en 2011 et seulement 60 M€ en 2013. Les aides à la pierre seraient alors largement payées par le logement social et ses locataires, et non plus par la solidarité nationale.

La Ville de Montpellier, très engagée dans une politique volontariste en faveur du logement pour tous qui a permis d'atteindre aujourd'hui un taux de logement sociaux de 21% sur son territoire, dénonce ces mesures pénalisantes tant pour les bailleurs sociaux et leurs locataires que pour l'emploi local et la cohésion sociale.

Les conséquences de celles-ci sur le pouvoir d'achat des familles modestes ainsi que sur les capacités des organismes HLM à investir dans l'entretien des immeubles et les constructions neuves sont injustes socialement et inefficaces économiquement.

**Le Conseil adopte.**

**Hélène MANDROUX**

371

# Registre des délibérations - décisions

## Décisions et annexes

**Lundi 8 novembre 2010**

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée**

**Marché de travaux - Démolition du gymnase et de la  
salle de boxe Paul Rocca**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009-35 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric Tsitsonis, adjoint délégué;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à la démolition du gymnase et de la salle de boxe Paul Rocca, 1041 rue Paul Rimbaud sur la commune de Montpellier,
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 2 juillet 2010, l'entreprise Genier-Deforge a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise Genier-Deforge 33 – 35 rue d'Athènes, 13845 Vitrolles, pour un montant total du marché de 48 062.00 euros HT ;
- D'autoriser Madame Le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement tout document relatif à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2010 de la Ville de Montpellier, Direction Architecture & Immobilier, service Patrimoine-Sécurité, ligne 17525, nature 2313.

Montpellier, le 21/09/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 22/09/2010  
Notifiée le :



Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2010/385

**1716 avenue de Toulouse**  
**Avenant n° 1 - Prorogation de 6 mois**  
**Convention d'occupation précaire et révocable en date**  
**du 16 avril 2010**  
**Ville de Montpellier/SERM**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/35 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric TSITSONIS, Adjoint délégué.

**Considérant :**

- que par convention d'occupation précaire et révocable en date du 16 avril 2010, la Ville de Montpellier a mis à la disposition de la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM), pour une durée de 3 mois, une maison d'habitation sise 1716 avenue de Toulouse afin qu'elle puisse y loger dans l'urgence des familles du Petit Bard ;
- que les occupants hébergés temporairement n'ont toujours pas trouvé de logements définitifs ;
- que conformément à l'article 4, cette convention peut être renouvelée si la situation d'occupation le nécessite ;

**Décide en conséquence :**

- de passer avec la SERM l'avenant n° 1 prorogeant de 6 mois la durée de la convention d'occupation précaire et révocable en date du 16 avril 2010 ;
- qu'il n'est rien dérogé aux autres conditions de la convention initiale ;
- que ledit avenant sera annexé à la présente décision.

Montpellier, le 21/09/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 22/09/2010.  
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée : Conception, réalisation et maintenance d'un  
site Internet et d'une application pour Smartphone**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 39/2009, donnant délégation à Monsieur DELAFOSSE Michaël, Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- Que dans le cadre d'un projet artistique et culturel innovant, la Direction de la Culture et du Patrimoine souhaite mettre en place un site Web et une application pour « Smartphone » ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées conformément aux articles 28 et 77 du Code des Marchés Publics, en date du 9 juillet 2010, la société Le Hub Agence a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à la société Le Hub Agence sise 55 rue Sedaine - 75011 Paris, pour une durée de 6 mois pour la réalisation, un an pour la garantie et un an renouvelable deux fois pour la maintenance, à compter de la date de notification et un montant total estimé à 36 805,50 € HT.
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.
- De dire que la dépense sera imputée sur les budgets 2010 et suivants de la Direction des Systèmes d'Information - CRB 70000 - Nature 205 - Fonction 900204 - Natures 6188 et 6156 - Fonction 920204.

**Montpellier, le 21/09/2010**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**



**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22/09/2010**

**Notifiée le : 22/09/2010**

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée: encadrement de photographies pour  
l'exposition Les Suds profonds de l'Amérique**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/39 en date du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'encadrement des photographies qui seront présentées au Pavillon Populaire du 21 octobre 2010 au 9 janvier 2011, dans le cadre de l'exposition *Les Suds profonds de l'Amérique* ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 20 juillet 2010 ;
- La S.A.R.L. Fantomas – Images de demain a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à la S.A.R.L. Fantomas – Images de demain, 10 rue de la Vieille, 34000 Montpellier, pour un montant de 9 268.30 € H.T. ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2010 de la Ville, fonction 923.

**Montpellier, le 21/09/2010**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué**



**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 22/09/2010**

**Notifiée le : 22/09/2010**



## Travaux d'installation et d'entretien du patrimoine électrique extérieur

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009-23 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à M. Marc DUFOUR, Adjoint Délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu d'effectuer des travaux d'installation et d'entretien du patrimoine électrique extérieur du service des Affaires Commerciales comprenant les bornes alimentaires, le réseau des illuminations de fêtes de fin d'année, le réseau événementiel, le réseau d'éclairage des marchés de plein air ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du CMP, en date du 11/08/2010, l'entreprise Citeos – sise 242, avenue du progrès, zone artisanale, 34820 Teyran – a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

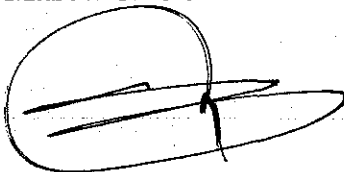
**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché n° 0M 784 relatif aux travaux d'installation et d'entretien du patrimoine électrique extérieur à l'entreprise CITEOS pour une durée de 1 an et pour un montant maximum de 85 000 € HT ;
- D'autoriser Mme le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs à la préparation, la passation, l'exécution ou le règlement du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget des Affaires Commerciales CRB 127 au titre de l'année 2010.

Montpellier, le 12/10/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Marc DUFOUR

Publiée le : 13/10/2010  
Notifiée le :



Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2010/393

**Transfert du marché de remplacement du logiciel  
d'urbanisme et du contrat de maintenance associé de la  
société APPIA à la société OPERIS**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

VU la décision en date du 30.11.2006 attribuant à la société APPIA, présentant le logiciel Droits de Cités, le marché, n°6 AFO 2600, de remplacement du logiciel de gestion d'urbanisme de la Ville de Montpellier

VU également le contrat de maintenance prenant effet à compter du 02.05.2008, son avenant du 29.06.2009 passés entre la société APPIA et la Ville de Montpellier en application de la décision précitée.

VU l'opération de transfert universel de patrimoine de la société APPIA au profit de sa société mère OPERIS effective à compter du 16.11.2009 et décidée par la société OPERIS, actionnaire unique d'APPIA, conformément à l'article 1844-5 3ème alinéa du code civil.

**Considérant :**

Que les droits et obligations de la société APPIA sont ainsi transférés automatiquement à la société OPERIS

**Décide en conséquence :**

-Le marché n°6 AFO 2600 de remplacement du logiciel d'urbanisme visé ci-dessus ainsi que le contrat de maintenance pris sur son application sont transférés de la société APPIA, ainsi dissoute, à la société OPERIS dont le siège social est 1-3 rue de l'Orme Saint Germain-91160 Champlan immatriculée au registre du commerce d'EVRY sous le n°453 874 687 R.C.S.

-La collectivité se libérera des sommes dues par elle sur le compte bancaire suivant ouvert au nom de la société OPERIS :

Etablissement : BNP PARIBAS MASSY SACLAY

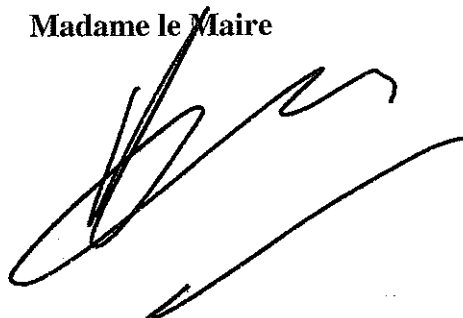
Code banque	Code guichet	Numéro de compte	Clé RIB
30004	00684	00010110002	30

Montpellier, le 21.09.2010

Madame le Maire

Publiée le :

Notifiée le :

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several sweeping strokes, positioned below the text 'Madame le Maire'.



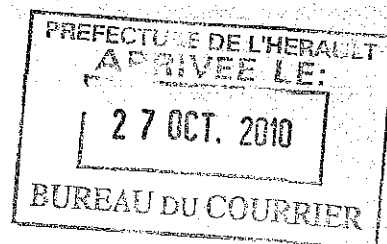
**DROIT DE PREEMPTION**  
**Zone d'aménagement Différé "Avenue de la Mer"**  
**Propriété RAUNIER**  
**Avenue Albert Einstein**  
**Exercice du droit de préemption**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté de délégation pris par Madame le Maire le 12 juillet 2010 (n° 2010-389);
- Vu les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- Vu le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- Vu l'arrêté préfectoral du 8 mars 2007 portant création de la zone d'aménagement différé "Avenue de la Mer";
- Vu l'estimation des services fiscaux du 12 août 2010.

**Considérant :**

- que le 04 août 2010, Monsieur Jean RAUNIER a souscrit une déclaration d'intention d'aliéner un terrain nu situé avenue Albert Einstein lieudit Mas de Julien et cadastré section RC 1, au prix de 218.000 €,
- qu'il paraît opportun pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption sur ce bien afin de constituer une réserve foncière au titre de la zone d'aménagement différé "Avenue de la Mer". Cette ZAD doit permettre, entre autres, d'aménager le secteur compris entre le Zénith et l'avenue Mendès France dans le cadre du projet Port Marianne. L'acquisition de ce terrain permettra également de réaliser l'opération de voirie inscrite au Plan Local d'Urbanisme sous le numéro C77. Ces objectifs sont conformes aux articles L 210-1 et L 300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut être exercé, notamment, pour mettre en œuvre un projet urbain et pour réaliser des équipements collectifs.
- que le prix proposé paraît excessif.



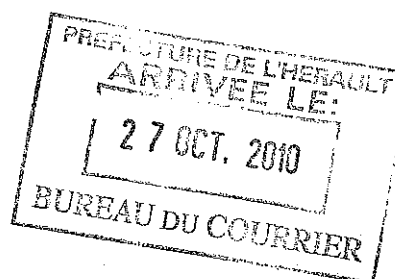
**Décide en conséquence :**

- d'exercer le droit de préemption sur la propriété RAUNIER, située avenue Albert Einstein lieudit Mas de Julien, et cadastrée section RC 1, au prix de 73.425 €,
- dans le cas où le propriétaire déciderait de maintenir le prix indiqué dans la déclaration, d'engager la procédure réglementaire afin que le prix de l'immeuble soit fixé par la juridiction compétente en matière d'expropriation, conformément à l'article R 213-11 du code de l'urbanisme,
- de prélever les sommes nécessaires à cette acquisition sur le budget 2010 de la Ville, programme individualisé "Action foncière" ligne de crédit 17459 "Acquisitions terrains".

Montpellier, le 15 SEP. 2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Philippe SAUREL

Publiée le : 15 SEP. 2010  
Notifiée le :





**Acquisition d'une carte d'abonnement AIR FRANCE  
pour monsieur le Directeur du Cabinet, pour la  
période 2010-2011**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

**Considérant :**

- qu'il convient de passer commande d'une carte d'abonnement permettant de bénéficier de tarifs réduits auprès de la société Air France en faveur de Monsieur le Directeur du Cabinet de la Ville de Montpellier ;

**Décide en conséquence :**

- d'acquérir cette carte d'abonnement en faveur de Monsieur Christian ASSAF, Directeur du Cabinet de la Ville de Montpellier pour une période d'un an à compter du 22 septembre 2010.
- de prélever le montant de la dépense (570 € TTC) sur les crédits inscrits au budget de la Ville, fonction 920020, nature 6256.

Montpellier, le 15/10/2010

  
**Madame le Maire  
Hélène MANDROUX**

**Publiée le : 18/10/2010  
Notifiée le :**



33760

**Marché de service à bons de commande, passé selon  
une procédure adaptée pour l'expertise du patrimoine  
arboré**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/21 du 31 juillet 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, Adjoint Délégué ;
- Vu l'Article 28 dernier alinéa du Code des marchés publics ;

**Considérant :**

- qu'il y a lieu de procéder à l'expertise du patrimoine arboré de la Ville,
- qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 29 juillet 2010, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, l'entreprise CITARE, sise 13, av d'Aygu - 26200 Montélimar a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour la Ville ;

**Décide en conséquence :**

- d'attribuer le marché (OM735) précité à l'entreprise CITARE, pour une durée de un an renouvelable une fois et pour un montant minimum de 10 000 € H.T et maximum de 51 000 € HT ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2010 de la Ville section fonctionnement 928.
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.



Montpellier, le 24/09/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur le Premier  
Adjoint  
Serge FLEURENCE

Publiée le : 27/09/2010

Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée - travaux de chauffage au palais des sports  
Pierre de Coubertin**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°35/2009 du 31 mars 2009 donnant délégation à Monsieur Frédéric TSITSONIS adjoint délégué

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à des travaux de chauffage au palais des sports Pierre de Coubertin
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, en date du 13 septembre 2010
- Que l'entreprise Boisson a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse :

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise Boisson, domiciliée à la zone artisanale lot n°3 - 34130 Mudaison pour un montant de 40 650,00 €HT
- De dire que la dépense correspondante sera imputée sur le budget primitif 2010 de la Ville, nature 2315 fonction 900201

Montpellier, le 28.03.2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Frédéric TSITSONIS

Publiée le : 29.03.2010  
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée - Travaux de mise en conformité des  
ascenseurs de l'Hôtel de Ville**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/35 donnant délégation à Monsieur Frédéric TSITSONIS adjoint délégué

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à des Travaux de mise en conformité des ascenseurs de l'Hôtel de Ville;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, en date du 1<sup>er</sup> juillet 2010 :
- Que l'entreprise Schindler a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse globalement pour la Ville :

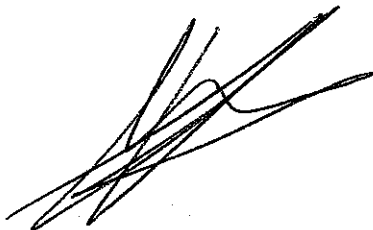
**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise Schindler, domiciliée au 55 rue Pomier Layrargues – 34000 Montpellier pour un montant de 5 295,91 €HT
- De dire que la dépense correspondante sera imputée sur le budget primitif 2010 de la Ville, nature 2315 fonction 900201

Montpellier, le **12.10.2010**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Frédéric TSITSONIS**

Publiée le : **13.10.2010**  
Notifiée le :



**Contentieux**  
**Ville c/ Les Riverains de Camperiols**  
**Arrêté du 30 avril 2010 délivrant un permis de**  
**construire à la SCCV Le Jardin des Oliviers**  
**Recours pour excès de pouvoir**



**Décision de défendre**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que les Riverains de Campériols ont déposé un recours n°1003822-1 à l'effet d'obtenir l'annulation de l'arrêté du Maire du 30 avril 2010 accordant un permis de construire n°34 172 09V0388 à la SCCV Le Jardin des Oliviers ;
- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la Ville

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 27/09/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le :  
Notifiée le :

**Contentieux**  
**Ville c/ Monsieur Guy RODIER**  
**Personnel Municipal**  
**Arrêté du 24 juin 2010**  
**Recours pour excès de pouvoir**  
☐  
**Décision de défendre**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/25 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Max LEVITA adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que Monsieur Guy RODIER demande par un recours n°1003752-3 l'annulation de l'arrêté du Maire du 24 juin 2010 de mise en disponibilité d'office ;
- Qu'il est nécessaire d'assurer la défense des intérêts de la Ville

**Décide en conséquence :**

- De défendre les intérêts de la Ville par l'intermédiaire de la SCP Vinsonneau.Palies-Noy-Gauer et associés devant toute juridiction qui aurait à connaître de cette affaire ;
- De verser, le cas échéant, les provisions d'usage à l'avocat de la Ville ;
- De prélever les dépenses relatives à cette affaire sur les crédits inscrits au budget de la Ville nature fonction : 6227-920 200 (nomenclature code des marchés publics 75.03)

Montpellier, le 24.09.2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Max LEVITA

Publiée le : 1/10/2010  
Notifiée le :

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 201 / 403

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée  
Maintenance Littéralis (n°0M828)**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009-130 du 31 juillet 2009 donnant délégation de signature à Monsieur S. Fleurence, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- qu'il y a lieu de confier à un prestataire extérieur la maintenance de l'application Littéralis ;
- qu'à la suite de la consultation de l'entreprise CDI titulaire de l'exclusivité, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, en date du 23/08/2010 ;
- l'entreprise CDI, (2/4 rue du Suffrage Universel, Le Mandinet II Lognes – 77437 Marne La Vallée cedex 2) a présenté une offre économiquement avantageuse ;

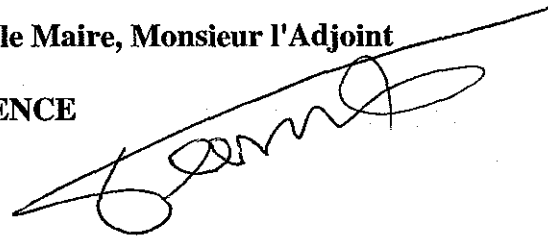
**Décide en conséquence :**

- d'attribuer le marché précité à l'entreprise CDI pour un montant de 8 290€ HT et ce pour une période de un an reconductible trois fois ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville – nature 6 156, fonction 928220, ligne 2183 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou M (Mme) l'adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.

Montpellier, le 30/09/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Serge FLEURENCE

Publiée le : 1/10/2010  
Notifiée le :





Direction du Génie  
Urbain

Direction du Génie Urbain

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2010/404

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée  
Maintenance des logiciels d'Imagis (n°0M829)**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009-130 du 31 juillet 2009 donnant délégation de signature à Monsieur S. Fleurence, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- qu'il y a lieu de confier à un prestataire extérieur la maintenance des logiciels d'Imagis ;
- qu'à la suite de la consultation de l'entreprise Imagis titulaire de l'exclusivité, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, en date du 23/08/2010 ;
- l'entreprise Imagis (8 bis, rue Guizot – 30015 Nîmes cedex 1) a présenté une offre économiquement avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- d'attribuer le marché précité à l'entreprise Imagis pour un montant de 6 000 € HT et ce pour une période de un an reconductible trois fois ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville – nature 6 156, fonction 928220, ligne 2183 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou M (Mme) l'adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.

Montpellier, le 30/09/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Serge FLEURENCE

Publiée le : 01/10/2010  
Notifiée le :

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2010/1405

**Convention de formation des élus - Ville de  
Montpellier / Wall Street Institute - Formation de  
perfectionnement à l'anglais**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

**Considérant :**

- Qu'une formation de perfectionnement à l'anglais organisée par Wall Street Institute se déroulera à Montpellier,
- Que dans le cadre des dispositions de la loi du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux, Monsieur Michael DELAFOSSE, Adjoint au Maire, souhaite suivre cette formation,
- Que le coût de cette formation s'élève pour la Ville à 1165 euros HT ;

**Décide en conséquence :**

- D'imputer la dépense de 1165 euros HT sur les crédits figurant au budget de la Ville, fonction 920210, nature 6535.

Montpellier, le 15/10/2010

Madame le Maire

  
Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/10/2010  
Notifiée le :



Direction de la  
Réglementation et de la  
Tranquillité Publique  
Ressources Communes

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2010/406

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée pour l'acquisition d'un logiciel d'exploitation  
et de supervision du système de vidéo protection  
urbaine. Autorisation de signer le marché**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire et modifiée par la délibération 2009/131 du 30 mars 2009;
- Vu l'arrêté n° 2009/29 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Madame Régine Souche, adjointe déléguée à l'égalité des droits et des devoirs et à la tranquillité publique ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de confier à une entreprise spécialisée l'acquisition d'un logiciel d'exploitation et de supervision du système de vidéo protection urbaine ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, en date du 4 août 2010, l'entreprise Groupe CIRCET SA sise à Solliès-Pont (83) a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise Groupe CIRCET SA pour un montant hors taxes minimum de 10 000 € et maximum de 80 000 € ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2010 de la Ville ;
- D'autoriser Madame le Maire ou à défaut l'adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 06.10.2010

Pour Madame le Maire, Madame l'Adjointe  
déléguée  
Régine SOUCHE

Publiée le :  
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée: mise en oeuvre technique d'une manifestation  
artistique dans l'espace public**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n02009/39 en date du 31 mars 2009, donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu d'organiser la mise en oeuvre technique de la manifestation artistique qui se déroulera du 11 au 14 novembre 2010 dans le quartier Antigone
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 28 juillet 2010 ;
- L'association Illusion et Macadam a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse

**Décide en conséquence :**

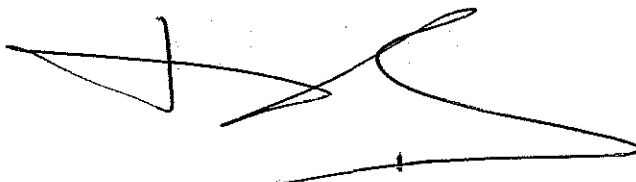
- D'attribuer le marché précité à Illusion et Macadam, 15 rue du Faubourg Saint Jaume, 34 000 Montpellier, pour un montant de 85 000 € HT maximum
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer le marché et plus généralement toutes les pièces relatives à cette affaire
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923

Montpellier, le 08/10/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23/10/2010

Notifiée le :





**Autorisation de signer le marché passé sans formalité  
préalable avec l'association Solidarité SIDA**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

**Considérant :**

- Que la ville de Montpellier souhaite offrir une représentation du spectacle « le Grand Zapping Show » le 09 octobre 2010, sur la place du Peyrou ;
- Que SOLIDARIRE SIDA dispose du droit exclusif de représentation publique en France de ce spectacle ;
- Qu'en application de l'article 28 du code des marchés publics et conformément à l'article 35 II 8 qui prévoit que peuvent être négociés sans publicité ni mise en concurrence « les marchés et accords cadres qui ne peuvent être confiés qu'à un opérateur économique déterminé pour des raisons techniques, artistiques ou tenant à la protection des droits d'exclusivité ».

**Décide en conséquence :**

- D'approuver le contrat de cession du droit d'exploitation du spectacle « Le Grand Zapping Show » pour un montant de 47 475 euros TTC ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la ville ;
- D'autoriser Mme le Maire ou l'Adjoint délégué à signer ce contrat.

Publiée le : 08/10/2010  
Notifiée le :

Montpellier, le 08/10/2010

Madame le Maire  
Serge EL GUENEGUE



## CONTRAT DE CESSION DU DROIT D'EXPLOITATION D'UN SPECTACLE

### ENTRE LES SOUSSIGNEES :

Dénomination sociale de l'association : **SOLIDARITE SIDA**  
dont le siège social est situé 16 bis avenue Parmentier – 75011 Paris ;  
N° TVA intracommunautaire : FR 78 398 613 083 ;  
représentée par Stéphane Lopez en sa qualité de Secrétaire Général ;  
titulaire de la licence n° 3-100 7215 en date du 26/09/2007 ;  
n° tél. : +33 1 53 10 22 22 ;  
n° télécopie : +33 1 53 10 22 20 ;

Ci-après dénommée « LE PRODUCTEUR ».

D'UNE PART,

ET

La Ville de : **MONTPELLIER**  
dont l'hôtel de Ville est situé 1, Place Francis Ponge – 34000 Montpellier ;  
représentée par Hélène MANDROUX, en sa qualité de Maire de Montpellier  
n° tél. : 04 67 34 70 00

Ci-après dénommée « L'ORGANISATEUR »

D'AUTRE PART,

### ETANT PREALABLEMENT EXPOSE QUE :

1. LE PRODUCTEUR dispose du droit exclusif de représentation publique en France (et dans les pays éventuellement concernés par la tournée) du **GRAND ZAPPING SHOW**, spectacle en plein air gratuit, consistant en une projection sur écran géant des meilleurs moments du Zapping de Canal+, entrecoupés de films de prévention sida du monde entier, d'une durée de 2 (deux) heures et réalisé par l'équipe des Zappeurs de Canal +.

L'ORGANISATEUR déclare connaître et accepter le principe du spectacle précité.

2. L'ORGANISATEUR certifie s'être assuré de la disponibilité du lieu ci-dessous désigné :  
**Place du Peyrou** retenu pour accueillir la manifestation.

LE PRODUCTEUR déclare connaître et accepter les caractéristiques et contraintes techniques du lieu réservé par L'ORGANISATEUR.

15/1

SVF

396

**IL EST CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV.**

## **ARTICLE 1 - OBJET DU CONTRAT**

**1.1 - LE PRODUCTEUR** cède à L'ORGANISATEUR qui accepte dans les conditions définies au présent contrat, le droit d'exploitation du spectacle précité dans le lieu susmentionné.

Le présent contrat ne constitue aucune forme d'association ou de société entre les parties.

**1.2 - LE PRODUCTEUR** s'engage à fournir dans les conditions définies ci-après [n] représentation(s) du spectacle susnommé :

PAYS : FRANCE

VILLE : MONTPELLIER

DATE : 09 OCTOBRE 2010

LIEU : PLACE DU PEYROU

DUREE DU SPECTACLE : environ 4 (quatre heures) dont 2 (deux) heures réservées à l'accueil du public et 2 (deux) heures de projection sur écran géant.

## **ARTICLE 2 - OBLIGATIONS DU PRODUCTEUR**

**2.1 - LE PRODUCTEUR** fournira le spectacle entièrement monté et assurera la responsabilité artistique et technique de la représentation.

En qualité d'employeur, il assurera la rémunération, charges sociales et fiscales comprises, de son personnel attaché au spectacle.

Il lui appartiendra notamment de solliciter, en temps utile, auprès des autorités compétentes, les déclarations d'embauche, ainsi que, le cas échéant, les autorisations pour l'emploi de techniciens étrangers dans le spectacle.

En vertu des traités et accords internationaux, il est rappelé que les étrangers salariés en France sont soumis aux dispositions législatives, réglementaires et conventionnelles (étendues ou non) applicables aux salariés employés par des entreprises de la même branche établies en France, en matière de rémunération, durée de travail, conditions de travail et congés.

**2.2 - LE PRODUCTEUR** prendra en charge l'ensemble des transports aller et retour et effectuera les éventuelles formalités douanières des personnels, éléments et matériels délimités ci-dessus, et, en supportera le coût. Les frais d'hébergement, de restauration et les défraiements des personnels qui sont sous sa responsabilité resteront à sa charge.

**2.3 - LE PRODUCTEUR** fournira et installera les éléments de décors, de son, d'éclairage, et, d'une manière générale, tous les éléments artistiques et techniques nécessaires à la représentation.

**2.4 - LE PRODUCTEUR** fournira en annexe I du présent contrat, un *Dossier de Présentation* définissant le déroulement du spectacle et les conditions techniques générales prévisionnelles de sa mise en oeuvre. Cette annexe I fait partie intégrante du contrat.

**2.5 - LE PRODUCTEUR** s'engage à fournir à L'ORGANISATEUR au plus tard 30 jours avant la représentation le *Dossier technique* qui précisera et planifiera les conditions techniques générales prévisionnelles définies dans le *Dossier de Présentation*.

Le *Dossier technique* comprendra entre autres, la justification de la conformité à la législation en vigueur des matériaux fournis, le rider et le plan de scène.

OK

395

Il devra être signé par les deux parties.

Toute clause du *Dossier technique* générant un surcoût par rapport aux conditions techniques générales prévisionnelles définies dans le *Dossier de Présentation* devra faire l'objet d'un accord écrit particulier.

**2.6** - En accompagnement du *Dossier technique*, LE PRODUCTEUR fournira à L'ORGANISATEUR au plus tard 30 jours avant la représentation, la *Demande détaillée de mise à disposition du lieu en ordre de marche* recensant les besoins relatifs au montage sur le lieu, et dont la fourniture incombe à L'ORGANISATEUR (barriérage, raccordements en eau, électricité...).

**2.7** - LE PRODUCTEUR s'engage à valoriser l'engagement de L'ORGANISATEUR, qui sera présenté en qualité de Partenaire lors de la promotion du spectacle.

Le logo de L'ORGANISATEUR sera ainsi présent sur l'ensemble des éléments de promotion locale : affiches, affichettes, tracts, banderoles - ainsi que sur le site internet dédié.

L'ORGANISATEUR bénéficiera en outre d'une valorisation particulière à chaque prise de parole du PRODUCTEUR : conférences de presse, opérations spéciales...

**2.8** - Afin de permettre à L'ORGANISATEUR d'assurer la promotion et la publicité du spectacle, le PRODUCTEUR fournira au plus tard 30 jours avant la représentation les éléments nécessaires à la publicité du spectacle (visuels, dossiers de presse, affiches...)

Ces documents, à usage de promotion, resteront acquis à L'ORGANISATEUR.

**2.9** - En cas d'intempéries empêchant la manifestation, le PRODUCTEUR s'engage à proposer un report de date intervenant d'ici la fin d'année 2010.

### **ARTICLE 3 - OBLIGATIONS DE L'ORGANISATEUR**

**3.1** - L'ORGANISATEUR fournira le lieu de représentation précité, conformément à la *Demande détaillée de mise à disposition du lieu en ordre de marche* fournie par le PRODUCTEUR.

L'ORGANISATEUR s'engage à ne pas modifier le lieu sans l'accord écrit du PRODUCTEUR.

L'ORGANISATEUR sera responsable de la demande et de l'obtention des autorisations administratives permettant la manifestation.

Il pourra, à cet effet, communiquer à la Préfecture ou aux autres services concernés, le *Dossier de présentation* et le *Dossier technique* remis par le PRODUCTEUR.

En cas de retrait des autorisations administratives (réquisition du lieu par exemple), le PRODUCTEUR ne pourra en aucun cas être tenu pour responsable. Dans ce cas, le montant de la vente prévu à l'article 4 sera dû au producteur dans sa totalité.

L'ORGANISATEUR communiquera, sur demande, copie desdites autorisations au PRODUCTEUR.

L'ORGANISATEUR tiendra le lieu de spectacle à disposition du PRODUCTEUR à partir de 20h00 la veille du spectacle, jusqu'à l'issue du démontage (qui interviendra au plus tard, dans les 6 heures suivant la fin du spectacle).

OK ✓

SP

## **B) ASSURANCES À LA CHARGE DE L'ORGANISATEUR**

L'ORGANISATEUR devra faire son affaire personnelle de souscrire toute police d'assurances (matériel, annulation de spectacle, responsabilité civile, dommages à la salle de spectacle et à ses alentours...) pour les risques lui incombant et couvrant le bon déroulement du spectacle et renoncera à tous recours, ainsi que ses compagnies d'assurances, contre le PRODUCTEUR afin que ce dernier ne puisse pas être inquiété.

Il appartiendra à L'ORGANISATEUR de prendre une assurance annulation pour couvrir l'ensemble de la manifestation. Dans le cas d'une intempérie, l'assurance pourra être limitée à ses propres frais.

L'ORGANISATEUR devra produire, à première demande du PRODUCTEUR, une copie des attestations des assurances précitées dans les 48 heures suivant la demande du PRODUCTEUR, ceci constituant une clause déterminante du présent contrat.

## **ARTICLE 10 - RESILIATION OU SUSPENSION DU CONTRAT**

**10.1** - Le présent contrat pourra être dénoncé de part et d'autre sans indemnités d'aucune sorte exclusivement dans les cas d'accidents indépendants des parties reconnus de force majeure et impliquant la fermeture du lieu, étant précisé que les parties soussignées s'entendent pour donner les caractères de la force majeure aux événements retenus par la jurisprudence des Cours et Tribunaux français.

Hormis les cas précités, l'inexécution de ses obligations par l'une ou l'autre des parties entraînera la résiliation de plein droit du contrat, 15(quinze) jours après l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception adressé à l'autre (aux autres) partie(s) et demeuré sans effet. Passé ce délai, la partie défaillante aura l'obligation de verser à l'autre partie (aux autres parties), à titre de clause pénale, une somme égale au minimum nécessaire à la couverture des frais exposés en application des présentes par la partie lésée, sur la base des justificatifs adéquats.

**10.2** - Il est toutefois entendu que le présent contrat sera résilié immédiatement et de plein droit aux torts exclusifs de l'ORGANISATEUR, entraînant le paiement immédiat au PRODUCTEUR de l'intégralité du prix de cession visé à l'article 4 et la récupération sans délai du droit de représentation du SPECTACLE dans les cas limitatifs suivants :

- Le défaut ou le retrait des autorisations administratives permettant la (les) représentation(s)
- Le non-respect de la demande de Mise à Disposition du lieu en ordre de marche
- Le non-respect des dispositions relatives au(x) parrainage et/ou sponsoring
- Le non-respect des dispositions relatives à la publicité du SPECTACLE
- Le non-respect des dispositions relatives à l'enregistrement du SPECTACLE
- Le non-respect des dispositions réglementaires relatives à la sécurité

**10.3** - Au cas où, pour quelque cause que ce soit, les sommes payables par L'ORGANISATEUR au PRODUCTEUR avant le spectacle ne lui auraient pas été versées intégralement, le PRODUCTEUR sera en droit, ce qu'accepte expressément L'ORGANISATEUR, de conserver les acomptes d'ores et déjà perçus et de ne pas assurer la (les) représentation(s).

## **ARTICLE 11 - RESPONSABILITES**

Chaque partie garantit l'autre partie contre tout recours des personnels, fournisseurs et prestataires dont elle a personnellement la charge au titre des obligations respectives définies au présent contrat.

OK

88  
397

## **ARTICLE 12 - LOI DU CONTRAT**

Le présent contrat est régi par la loi française.  
Le français est la langue faisant foi quant à l'interprétation des présentes.

## **ARTICLE 13 - ATTRIBUTION DE JURIDICTION**

En cas de litige portant sur l'interprétation ou l'application du présent contrat, les parties conviennent de s'en remettre à l'appréciation des tribunaux compétents de Paris

Fait en double exemplaire,  
Le 4 octobre 2010, à Paris...

**LE PRODUCTEUR**

**L'ORGANISATEUR**

  
**Serge FLEURENCE**  
Premier Adjoint au Maire  
de Montpellier



OK ✓

80

## ANNEXE I :

### **Dossier de présentation en PJ.**

## ANNEXE II

### **ARTICLES R. 1336-6 A R. 1336-10 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE (DECRET 95-408 DU 18 AVRIL 1995)**

#### **Article R. 1336-6**

Les dispositions des articles R. 1336-7 à R. 1336-10 s'appliquent à tous les bruits de voisinage, à l'exception de ceux qui proviennent des infrastructures de transport et des véhicules qui y circulent, des aéronefs, des activités et installations particulières de la défense nationale et des installations classées pour la protection de l'environnement et des bruits perçus à l'intérieur des mines, des carrières, de leurs dépendances et des établissements mentionnés à l'article L. 231-1 du Code du travail.

#### **Article R. 1336-7**

Sauf en ce qui concerne les chantiers de travaux publics et privés et les travaux intéressant les bâtiments et leurs équipements soumis à une procédure de déclaration ou d'autorisation, est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la troisième classe le fait d'être à l'origine, dans un lieu public ou privé, par soi-même ou par l'intermédiaire d'autrui ou d'une chose dont on a la garde ou d'un animal placé sous sa responsabilité, d'un bruit particulier de nature à porter atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme par sa durée, sa répétition ou son intensité.

Les personnes coupables de l'infraction prévue au présent article encourent également la peine complémentaire de confiscation de la chose qui a servi ou était destinée à commettre l'infraction.

Le fait de faciliter sciemment, par aide ou assistance, la préparation ou la consommation des contraventions prévues au présent article est puni des mêmes peines.

#### **Article R. 1336-8**

Si le bruit mentionné au premier alinéa de l'article R. 1336-7 a pour origine une activité professionnelle ou une activité culturelle, sportive ou de loisir organisée de façon habituelle ou soumise à autorisation, les peines prévues à cet article ne sont encourues que si l'émergence du bruit perçu par autrui est supérieure aux valeurs limites admissibles définies à l'article R. 1336-9 et si, lorsque l'activité est soumise à des conditions d'exercice fixées par les autorités compétentes, la personne qui est à l'origine de ce bruit n'a pas respecté ces conditions.

#### **Article R. 1336-9**

L'émergence est définie par la différence entre le niveau de bruit ambiant, comportant le bruit particulier en cause, et celui du bruit résiduel constitué par l'ensemble des bruits habituels, extérieurs et intérieurs, dans un lieu donné, correspondant à l'occupation normale des locaux et au fonctionnement normal des équipements.

Les valeurs admises de l'émergence sont calculées conformément à l'annexe 13-10.

Les mesures du bruit sont effectuées selon les modalités définies par arrêté des ministres chargés de la construction, de l'environnement, de l'équipement, de la santé et des transports.

#### **Article R. 1336-10**

Est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la troisième classe le fait, à l'occasion de chantiers de travaux publics ou privés et de travaux intéressant les bâtiments et leurs équipements soumis à une procédure de déclaration ou d'autorisation, d'être à l'origine d'un bruit de nature à porter atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme :

- 1°/ Sans respecter les conditions d'utilisation ou d'exploitation de matériels, ou d'équipements fixées par les autorités compétentes ;
- 2°/ Sans prendre les précautions appropriées pour limiter ce bruit ;
- 3°/ En faisant preuve d'un comportement anormalement bruyant.

oh y

399

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2010/410

**Convention de formation des élus Ville de  
Montpellier/CIDEFE le 3 Octobre 2010**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;

**Considérant :**

- qu'une formation pour les élus locaux organisée par le Centre d'Information, de documentation, d'Etude et de formation des Elus (CIDEFE) – Cité des Congrès de Nantes Métropole – 5 rue de Valmy 44000 NANTES se déroulera le 3 Octobre 2010 à Nantes sur le thème « L'essor de la citoyenneté et de la démocratie participative, de coopérations entre toutes les collectivités : un acte majeur ou mineur pour les politiques publiques ? »
- que dans le cadre des dispositions de la loi du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux, Monsieur Cédric SUDRES, Monsieur Michel PASSET, Madame Claudine TROADEC-ROBERT, Madame Françoise PRUNIER, Monsieur Hervé MARTIN, souhaitent suivre cette formation ;
- que le coût de cette formation s'élève au total à 3520 Euros TTC ;

**Décide en conséquence :**

- d'imputer la dépense de 3520 Euros TTC sur les crédits figurant au budget, fonction 920210 nature 6535

Montpellier, le 30 / 10 / 2010

Madame le Maire

  
Hélène MANDROUX

Publiée le : 01 / 10 / 2010  
Notifiée le :



Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 1010-4M

**Marché de travaux passé selon une procédure adaptée  
pour l'aménagement du cheminement rue des  
Araucarias - Lot 3 Réalisation d'un arrosage et  
plantation**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/21 du 31 juillet 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, Adjoint Délégué ;
- Vu l'Article 28 du dernier alinéa du Code des marchés publics ;

**Considérant :**

- qu'il y a lieu de procéder à l'aménagement du cheminement rue des Araucarias ;
- qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 18 juin 2010, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, l'entreprise POUSSE CLANET sise avenue Paysagère Maurin 34970 LATTES a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour la Ville, pour le lot 3 : Réalisation d'un arrosage et plantation ;

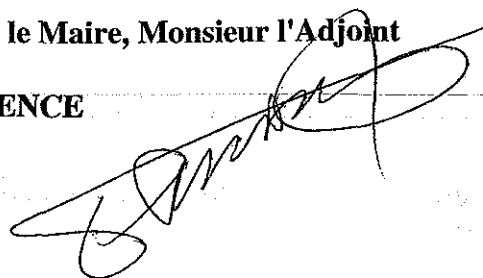
**Décide en conséquence :**

- d'attribuer le marché précité à l'entreprise POUSSE CLANET pour un montant de 6 411.60 € HT ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2010 de la Ville, section investissement 908 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 11/10/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Serge FLEURENCE

Publiée le : 12/10/2010  
Notifiée le :



Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2010/412

**Marché de travaux passé selon une procédure adaptée  
pour la maintenance et la rénovation des bi-tunnels  
horticoles Filclair**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2009/21 du 31 juillet 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Serge Fleurence, Adjoint Délégué ;
- Vu l'Article 28 dernier alinéa du Code des marchés publics ;

**Considérant :**

- qu'il y a lieu de rénover la couverture des deux bi-tunnels Filclair du centre horticole Richer de Belleval ;
- qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 25 Août 2010, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, l'entreprise GILLOOTS, sise Z.A le bois des places - 77620 EGREVILLE, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour la Ville ;

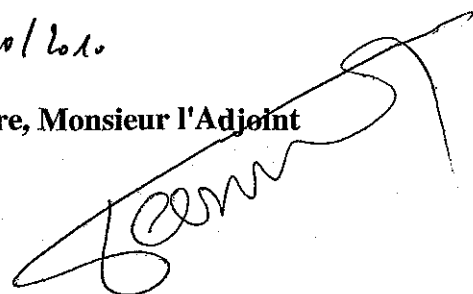
**Décide en conséquence :**

- d'attribuer le marché (OM769) précité à l'entreprise GILLOOTS, pour un montant de 44 733 € H.T ;
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget 2010 de la Ville section investissement 908 ;
- d'autoriser Madame le Maire ou à défaut Monsieur l'Adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 11/10/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Serge FLEURENCE

Publiée le : 12/10/2010  
Notifiée le :





**Marché public à procédure adaptée relatif au suivi et à  
la coordination des illuminations des fêtes de fin  
d'année**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009-23 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à M. Marc DUFOUR, Adjoint Délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu, dans le cadre des illuminations des fêtes de fin d'année 2010, d'assurer le suivi des travaux de pose et dépose des décors ainsi qu'une mission de coordination sécurité et protection de la santé ;
- Qu'à la suite d'une mise en concurrence de plusieurs entreprises spécialisées, l'entreprise ARTEBA Coordination, sise Arche Jacques Cœur, 266, place Ernest Granier 34000 Montpellier, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché n° 0M 911 relatif au suivi et à la coordination des illuminations des fêtes de fin d'année à la société Arteba Coordination pour un montant de 8 000 € HT, soit 9 568 € TTC;
- D'autoriser Mme le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget des Affaires Commerciales au titre de l'année 2010.

Montpellier, le 18/10/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Marc DUFOUR

Publiée le : 19/10/2010  
Notifiée le :

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2010/415

**Contrôle des installations électriques des illuminations  
des fêtes de fin d'année.**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009-23 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à M. Marc DUFOUR, Adjoint Délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu, dans le cadre des fêtes de fin d'année 2010, d'assurer le contrôle des installations électriques des illuminations ;
- Qu'à la suite d'une mise en concurrence de plusieurs entreprises spécialisées, l'entreprise QUALICONSLT, sise Parc Club du Millénaire, 1025, rue Henri Becquerel 34000 Montpellier, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

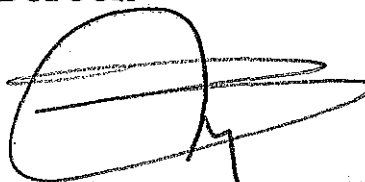
**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché n° 0M 933 relatif au contrôle des installations électriques des illuminations ; à la société QUALICONSLT pour un montant HT de 4 550 €;
- D'autoriser Mme le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer tous les documents relatifs à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget des Affaires Commerciales au titre de l'année 2010.

Montpellier, le 18/10/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Marc DUFOUR

Publiée le : 19/10/2010  
Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée pour des missions de coordination en matière  
de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs  
dans le cadre de la réalisation du futur groupe scolaire  
François Mitterrand.**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/42 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis GELY ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de confier à une entreprise le marché de missions de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé dans le cadre de la construction du futur groupe scolaire François Mitterrand, quartier Malbosc ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 27 juillet 2010, conformément à l'article 28 du code des Marchés Publics, l'entreprise QUALICONSULT SECURITE sise - 1025 Rue Henri Becquerel - 34000 Montpellier a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché 0 M 739 précité à l'entreprise QUALICONSULT SECURITE, pour un montant global de 8.288,00 € H.T.
  - De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2010 de la Ville
- Section : Investissement Fonction : 90213 Nature : 2313
- D'autoriser Madame le Maire ou L'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

12/10/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Jean-Louis GELY

Publiée le : 13/10/2010  
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée pour l'étude de la structure béton dans le  
cadre de la construction du futur groupe scolaire  
Malbosc**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/42 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis GELY ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à une étude de la structure béton dans le cadre de la construction du futur groupe scolaire Malbosc ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 2 juillet 2010, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, l'entreprise P3G sise 471 rue Nungesser à Mauguio (34) a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché 0 M 176 précité à l'entreprise P3G Ingénierie pour un montant total du marché de 30100,00 € H.T sur une durée de 28 semaines en phase 1 et 12 semaines en phase 2.
  - De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2010 de la Ville
- Section : Investissement Fonction : 90213 Nature : 2313
- D'autoriser Madame le Maire ou L'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le

12/10/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Jean-Louis GELY

Publiée le : 13/10/2010  
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée pour effectuer des missions de contrôle  
technique dans le cadre de la construction du futur  
groupe scolaire Malbosc**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/42 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis GELY ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à des contrôles techniques dans le cadre de la construction du futur groupe scolaire Malbosc ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 8 juin 2010, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, l'entreprise QUALICONSLT sise 1025 rue Henri de Becquerel à Montpellier (34) a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché 0 M 262 précité à l'entreprise QUALICONSLT pour un montant global de 25.772,00 € H.T. (Tranche ferme et tranche conditionnelle)
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2010 de la Ville  
Section : Investissement Fonction : 90213 Nature : 2313.
- D'autoriser Madame le Maire ou L'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 12/10/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint délégué

Jean-Louis GELY

Publiée le : 13/10/2010  
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée pour l'aménagement de locaux scolaires  
supplémentaires à l'école Louisville.**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/42 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Jean-Louis GELY ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à l'agrandissement de la capacité d'accueil des enfants en aménageant des locaux scolaires supplémentaires à l'école Louisville sise 431, avenue de Louisville à Montpellier (34) ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 15 juin 2010, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, les entreprises suivantes ont présenté les offres économiquement les plus avantageuses :
  - o Lot 1 : Démolition, gros œuvre, carrelage, cloisons, faux-plafonds : Entreprise SARL AZUARA sise 1 avenue du général de Gaulle à Fabrègues (34) ;
  - o Lot 2 : Menuiserie aluminium : Entreprise OLIVIER REALISATIONS sise 75 avenue des Compagnons, Parc d'Activité La Garrigue à Castelnau le Lez (34)
  - o Lot 3 : Menuiserie bois : Entreprise ALVAREZ Frères sise 481 rue Hélène Boucher à Mauguio (34) ;
  - o Lot 4 : Electricité, courants faibles : Entreprise SARL DEAHIL sise 20 rue François Boeledieu à Fabrègues (34) ;
  - o Lot 5 : Peinture, sols souples : Entreprise François TOLEDO sise 11 avenue du Général de Gaulle à Fabrègues (34) ;
  - o Lot 6 : Occultations : Entreprise CLEMENT et FILS sise 2 rue des Terres du Sud à Juvignac (34) ;
  - o Lot 7 : Plomberie, sanitaire : Entreprise SARL CHICHE sise 9 rue Patrice Lumumba à Montpellier (34).
  - o Lot 8 : Chauffage : Entreprise SARL CHICHE sise 9 rue Patrice Lumumba à Montpellier (34).

**Décide en conséquence :**

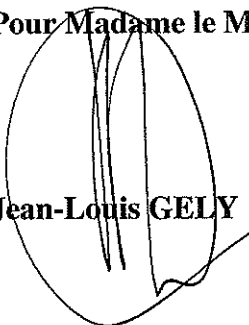
- D'attribuer le marché 0 M 388 précité aux entreprises suivantes :
  - Lot 1 : SARL AZUARA pour un montant de 41.683,25 € H.T.
  - Lot 2 : OLIVIER REALISATIONS pour un montant de 24.430,00 € H.T.
  - Lot 3 : ALVAREZ FRERES pour un montant de 9.669,00 € H.T.
  - Lot 4 : SARL DEHAIL pour un montant de 22.422,25 € H.T.
  - Lot 5 : François TOLEDO pour un montant de 15.975,50 € H.T.
  - Lot 6 : CLEMENT et FILS pour un montant de 2.625,00 € H.T.
  - Lot 7 : SARL CHICHE pour un montant de 7.938,00 € H.T.
  - Lot 8 : SARL CHICHE pour un montant de 8.990,00 € H.T.



- De dire que la dépense sera imputée sur le budget primitif 2010 de la Ville  
Section : Investissement      Fonction : 90212      Nature : 2313
- D'autoriser Madame le Maire ou L'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 12/10/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint délégué

  
Jean-Louis GELY

Publiée le : 13/10/2010  
Notifiée le :

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2010/420

## PARC ZOOLOGIQUE DE LUNARET TRANSPORT DE GIRAFES

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/39 donnant délégation de fonctions à M. Michael DELAFOSSE, Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

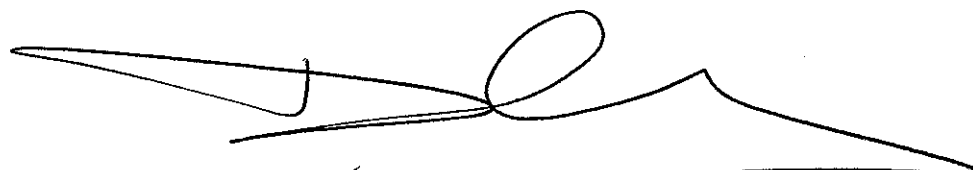
- que la Ville de Montpellier vient d'acquérir 4 girafes mâles,
- que ces 4 girafes arrivent de Usti, Augsburg, de la réserve de Peaugres et du zoo de la Flèche,
- que le transport de ces animaux est très spécifique et nécessite des équipements particuliers,
- qu'à la suite d'une mise en concurrence entre plusieurs transporteurs spécialisés, conformément à l'article 28 du code des marchés publics, la Société M.S.O. International Zoo Services a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

**Décide en conséquence :**

- d'attribuer le transport des girafes à la société M.S.O International Zoo Services – Langendorfer Strasse 56 Neuweld 56564 Allemagne pour un montant de 15 851,67 € H.T soit 18 958.60 € T.T.C,
- d'autoriser Madame le Maire ou, à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire,
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget investissement chapitre 908232 nature 2185.9

Montpellier, le 15/10/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint délégué



Michael DELAFOSSE

Publiée le : 18/10/2010  
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée pour le transport et la mise en place de  
kiosques en bois**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009-23 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à M. Marc DUFOUR, Adjoint Délégué;

**Considérant :**

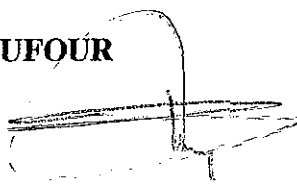
- Qu'il y lieu d'assurer le transport et la maintenance de kiosques en bois dans le cadre des manifestations organisées par la Ville, en particulier les Hivernales de Montpellier;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du CMP, en date du 19 août 2010, la société CIEL VERT – sise Parc Méditerranée 34470 Pérols – a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché n° 0M 814 relatif au transport et à la mise en place de kiosques en bois à l'entreprise Ciel Vert pour une durée d'1 an et pour un montant maximum de 40 000 € HT.
- D'autoriser Mme le Maire ou l'Adjoint Délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs à la préparation, à la passation, l'exécution ou le règlement du marché;
- De dire que la dépense sera imputée sur les crédits inscrits au budget de la Ville au titre de l'année 2010.

Montpellier, le 18/10/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Marc DUFOUR



Publiée le : 19/10/2010  
Notifiée le :

**MARCHE DE TRAVAUX**  
**Rafrachissement et chauffage**  
**Maison de la Prévention**  
**Commune de Montpellier**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009-35 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric Tsitsonis, adjoint délégué :

**Considérant :**

- Qu'il a lieu de procéder aux travaux de rafraichissement et de chauffage à la Maison de la Prévention sur la commune de Montpellier,
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 29 juin 2010, la SARL Chiche Plomberie a présenté une offre considérée comme satisfaisante ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à la SARL Chiche Plomberie, 9 rue Lumumba 34070 Montpellier, pour un montant total du marché de 16 700,00 euros HT sur une durée de 4 semaines.
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement tout document relatif à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2010 de la Ville de Montpellier, Direction Architecture & Immobilier, Service Patrimoine-Sécurité. Ligne de crédit n° 11876, fonction 520, nature 2313.

**Montpellier, le 11/10/2010**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint délégué**



**Frédéric TSITSONIS**

**Publiée le : 12/11/2010**

**Notifiée le :**



**Acquisition des droits d'exploitation du spectacle  
Cartoon Circus présenté à l'occasion de la fête du  
cinéma d'animation, salle Rabelais, le 1er décembre  
2010**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/39 en date du 31 mars 2009, donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Que la Ville souhaite offrir le 1<sup>er</sup> décembre 2010 un ciné concert dans le cadre du festival du cinéma d'animation qui sera organisé par l'association Association Festival du Cinema d'Animation de Baillargues le 6 octobre 2010 ;
- Que par délibération du 4 octobre 2010, le Conseil municipal a autorisé et valorisé la mise à disposition gratuite de la Salle Rabelais à cette date ;
- Que le spectacle « Cartoon Circus » correspond à l'esprit de la manifestation ;
- Que l'association Cinémusiques dispose du droit de représentation en France et à l'étranger dudit spectacle ;

**Décide en conséquence :**

- D'approuver le contrat de cession du droit d'exploitation du spectacle « Cartoon circus » présenté en annexe, pour un montant de 1734.20 € TTC ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 923
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer ce contrat et plus généralement toutes les pièces relatives à cette affaire.

Montpellier, le 14 octobre 2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Michaël DELAFOSSE

Publiée le :  
Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée: fourniture, pose, dépose et enlèvement de  
cimaises au Carré Sainte Anne pour le salon du dessin**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/39 en date du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de faire procéder à la pose, la dépose et l'enlèvement de cimaises pour l'organisation du Salon du dessin qui se tiendra au Carré Sainte Anne du 13 au 17 octobre 2010 ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés publics, en date du 29 juillet 2010 ;
- L'entreprise Les Ateliers du Sud a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise Les Ateliers du Sud, Route de Mauguio, 34130 Lansargues, pour un montant de 18 975 € H.T.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2010 de la Ville, fonction 923 ;
- D'autoriser madame le Maire ou Monsieur l'adjoint délégué à signer le marché et plus généralement toutes les pièces relatives à cette affaire.

Montpellier, le 14 octobre 2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Michaël DELAFOSSE

Publiée le :  
Notifiée le :





**Convention de mise à disposition du Carré Sainte  
Anne à l'association Les Galeries de Montpellier pour  
la seconde édition du Salon du Dessin contemporain de  
Montpellier**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°2009/39 en date du 31 mars 2009, donnant délégation de signature à Monsieur Michaël DELAFOSSE, adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Qu'afin de permettre la tenue de la seconde édition du Salon du dessin contemporain de Montpellier il convient de mettre à disposition le Carré Sainte Anne à l'association « Les galeries de Montpellier » du samedi 9 octobre au mardi 19 octobre 2010 ;
- Que cette mise à disposition se fait dans le respect du règlement approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 26 juillet 2010, notamment en ce qui concerne la redevance d'occupation du domaine public due par chaque exposant ;

**Décide en conséquence :**

- D'approuver la convention de mise à disposition du Carré Sainte Anne présentée en annexe ;
- D'autoriser Madame le Maire ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer cette convention et plus généralement tout document relatif à cette affaire

Montpellier, le 14 octobre 2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Michaël DELAFOSSE

Publiée le :  
Notifiée le :

**ZAC la Fontaine**  
**Convention de participation**  
**Parcelles LM 808 et 795 - SA Holding Nicollin**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n°29/2009 en date du 31 mars 2009 de Mme Hélène Mandroux, Maire de Montpellier donnant à M Philippe Saurel, Adjoint au Maire, délégué au Projet Urbain, à l'Urbanisme et à l'Aménagement Durable, délégation de fonctions;
- Vu le code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L.311-4;
- Vu la délibération du Conseil municipal en date du 23 septembre 1982 approuvant le dossier de création de la zone d'aménagement concerté la Fontaine ;
- Vu la délibération du Conseil municipal en date du 29 juillet 2004 approuvant les termes d'un traité de concession confiant à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), l'aménagement de la ZAC la Fontaine;

Vu le traité de concession en date du 18 juillet 1986 entre la Ville de Montpellier et la SERM et plus particulièrement son article 8ter

**Considérant :**

- Que la SA HOLDING NICOLLIN souhaite l'extension d'un bâtiment existant comportant deux logements collectifs sur les parcelles LM 808 et 795, localisées à l'intérieur du périmètre de la zone d'aménagement concerté (ZAC) mais non acquises par la SERM,
- Que dans ce contexte, il y a lieu d'établir une convention de participation entre la Ville de Montpellier et la SA HOLDING NICOLLIN afin de préciser les conditions de leur participation financière au coût de l'équipement de la ZAC la Fontaine ;
- Les éléments suivants relatifs au projet d'extension envisagé, sont résumés comme suit :
  - Surface hors œuvre nette (SHON) supplémentaire envisagée : 122 m<sup>2</sup> pour la réalisation de trois logements supplémentaires, portant la SHON globale du bâtiment à 584 m<sup>2</sup>.
  - SHON maximale : 613 m<sup>2</sup>
  - Calcul du montant de la participation :  
Base de calcul : 116 €/m<sup>2</sup> SHON pour les logements collectifs (valeur indexée sur l'Indice National des Travaux Publics TP01 connu à la date de la décision) ;

**Montant total : 122 x 116 = 14 152 €**



**Décide en conséquence :**

- de conclure une convention de participation entre la Ville de Montpellier et la SA HOLDING NICOLLIN;
- du versement du montant de la participation directement au bénéfice de la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM), selon les modalités de l'article 4 de la convention de participation ;
- que ladite convention sera annexée à la présente décision .

Montpellier, le

18/10/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Philippe SAUREL

Publiée le :

Notifiée le :



**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée  
Restauration de deux tableaux classés aux Monuments  
Historiques  
Chapelle de la Miséricorde**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009/39, en date du 31 mars 2009, donnant délégation à Monsieur Michaël DELAFOSSE, Adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à la restauration de tableaux classés aux Monuments Historiques de la Chapelle de la Miséricorde :
  - Lot 1 : La Transfiguration
  - Lot 2 : Les Dames de la Charité
  - Lot 3 : La Charité de Saint Vincent de Paul
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées en date du 1 juillet 2010, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics ;
  - Pour des raisons techniques, il a été décidé de classer sans suite le lot 1 ;
  - Madame Armelle DEMONGEOT-SEGURA a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 2 ;
  - Madame Marina WEISSMAN a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot 3.

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché de restauration des tableaux :
  - Lot 2 à Madame Armelle DEMONGEOT- SEGURA, 40 rue de Lauzon, 84000 Avignon, pour un montant de 11 130 € H.T.
  - Lot 3 à Madame Marina WEISSMAN, 11 rue de la Velouterie, 84000 Avignon, pour un montant de 9 900 € H.T.
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, fonction 903, nature 2316 ;
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 14 octobre 2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint  
délégué  
Michaël DELAFOSSE

Publiée le :

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2010/429

**Convention de formation des élus**  
**Ville de Montpellier / Cédis**  
**Le 20 octobre 2010**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée par la délibération 2009/131 du 30 mars 2009;
- Vu la délibération en date du 30 juin 2008 relative au droit à la formation des élus ;

**Considérant :**

- qu'une formation pour les élus locaux organisée par le Cédis – 105-107 bd de Chanzy 93100 Montreuil – se déroulera le 20 octobre 2010 à Montpellier sur le thème « Optimiser ses relations presse » ;
- que dans le cadre des dispositions de la loi du 3 février 1992 relative aux conditions d'exercice des mandats locaux, Mr Roumégas Jean-Louis, Mr Majdoul Mustapha, Mme Stamm Nicole, Mme Médeiros Nathalie, Conseillers municipaux, souhaitent suivre cette formation ;
- que le coût de cette formation s'élève à 2400 € TTC ;

**Décide en conséquence :**

- d'adopter la convention de formation proposée par le Cédis,
- d'imputer la dépense de 2400 € TTC sur les crédits figurant au budget, fonction 920210 nature 6535.

Montpellier, le 15/10/2010

Madame le Maire

  
Hélène MANDROUX

Publiée le : 18/10/2010

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé  
selon une procédure adaptée  
TRAVAUX DE GRANDE HAUTEUR SUR  
OUVRAGES HISTORIQUES**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2010/389/T/R du 13 juillet 2010 donnant délégation de signature à Monsieur Philippe SAUREL, Adjoint délégué ;

**Considérant :**

- Qu'il y a lieu de procéder à des travaux de grande hauteur sur ouvrages historiques ;
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des marchés publics, en date du 13 novembre 2009, l'entreprise TGH Languedoc a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché précité à l'entreprise TGH Languedoc pour un montant annuel de 1 500 € HT minimum, à 80 000 € HT maximum ;
- D'autoriser Mme le Maire, son représentant ou M. l'Adjoint délégué à signer le marché et plus généralement tous les documents relatifs à cette affaire notamment à la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville (CRB 28500) ;

Nature 61522 Fonction 824

Montpellier, le 21/10/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint délégué

Philippe SAUREL

Publiée le : 22/10/2010  
Notifiée le :

Extrait du registre des  
décisions de la Mairie de  
Montpellier

Décision n° 2010/431

**Attribution d'un marché passé selon une procédure  
adaptée  
Distribution de courriers d'information**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté 2010/389/T/R du 12 juillet 2010 donnant délégation de fonction à Monsieur Philippe SAUREL, Adjoint au Maire ;

**Considérant :**

- qu'il y a lieu de procéder à la distribution de courriers d'information dans le cadre des campagnes de ravalement et de la révision du règlement d'urbanisme du secteur sauvegardé.
- qu'une consultation d'entreprises spécialisées a été menée, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 16 août 2010 ;
- que l'entreprise Pro Courrier a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- d'attribuer le marché précité à l'entreprise Pro courrier en application des prix fixés au bordereau des prix unitaires. Le montant du marché s'élève à 700 € (minimum) à 10.500 € HT(maximum) pour une période de un an renouvelable trois fois.
- de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville (CRB 28500) : chapitre 903.
- d'autoriser Madame le Maire, son représentant ou Monsieur l'Adjoint délégué à signer le marché et tous les documents relatifs à cette affaire notamment la préparation, la passation, l'exécution et le règlement du marché.

Montpellier, le 18/10/2010

Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint délégué

  
Philippe SAUREL

Publiée le : 19/10/2010

Notifiée le :

**Attribution d'un marché passé  
selon une procédure adaptée  
MARCHE A BONS DE COMMANDE  
Audit accessibilité  
aux personnes handicapées  
des bâtiments communaux**

**Madame le Maire de la Ville de Montpellier,**

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L 2122-22 et L 2122-23;
- Vu la délibération en date du 2 avril 2008 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Madame le Maire modifiée;
- Vu l'arrêté n° 2009-35 du 31 mars 2009 donnant délégation de signature à Monsieur Frédéric Tsitsonis, adjoint délégué :

**Considérant :**

- Qu'il a lieu de procéder à un audit accessibilité aux personnes handicapées des bâtiments communaux sur la commune de Montpellier,
- Qu'à la suite d'une consultation d'entreprises spécialisées, conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics, en date du 11 juin 2010, le bureau d'études Qualiconsult a présenté une offre considérée comme économiquement la plus avantageuse ;

**Décide en conséquence :**

- D'attribuer le marché à bons de commande précité au bureau d'études Qualiconsult, Parc Club du Millénaire, Bât 18, 1025 rue Henri Becquerel 34000 Montpellier, sans minimum et pour un montant maximum de 130 000,00 euros HT sur une durée de 12 mois.
- D'autoriser Madame le Maire, ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué, à signer le marché avec l'entreprise titulaire et, plus généralement tout document relatif à cette affaire ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2010 de la Ville de Montpellier, Direction Architecture & Immobilier, Service Patrimoine-Sécurité. Ligne de crédit n°16063, fonction : 900207, nature : 2135.

**Montpellier, le 11/10/2010**

**Pour Madame le Maire, Monsieur l'Adjoint délégué**



**Frédéric TSITSONIS**

**Publiée le : 12/11/2010**

**Notifiée le :**

# Registre des délibérations - décisions

**SEANCE PUBLIQUE DU:**

**Lundi 24 novembre 2010**

# **Registre des délibérations - décisions**

## **Délibérations et annexes**

**Lundi 24 novembre 2010**



Montpellier, le 18 novembre 2010

Ville de



Montpellier

Secrétariat général



Service de l'Assemblée

Cher(e) Collègue,

Je vous invite à assister à la séance publique du Conseil Municipal qui se réunira, en mairie, Salle des Rencontres, le **mercredi 24 novembre 2010 à 19h00**.

Conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du code général des collectivités territoriales, vous trouverez ci-joint l'ordre du jour et la synthèse de l'unique affaire présentée.

Veuillez agréer, Cher(e) Collègue, l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Madame Le Maire,

Hélène MANDROUX

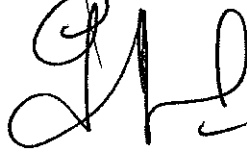
PJ :





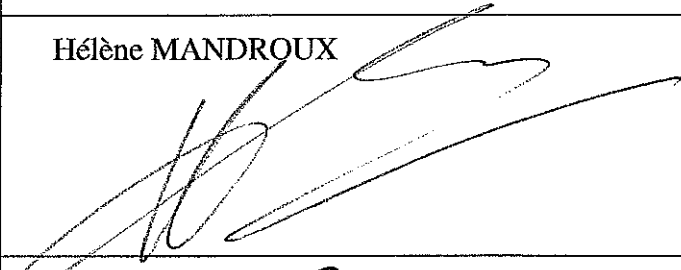

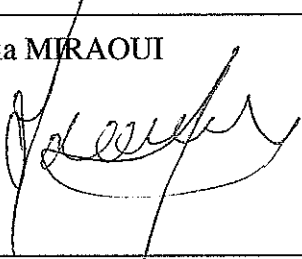
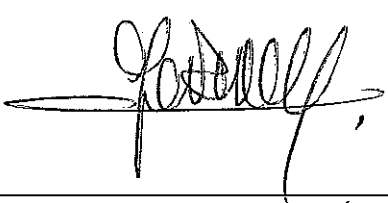
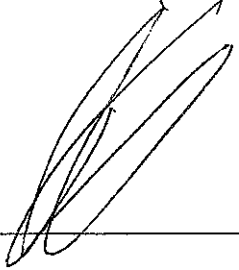
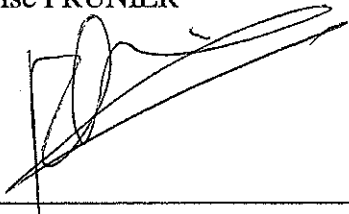
- Ordre du jour
- Synthèse.

# LISTE du CONSEIL MUNICIPAL - EMARGEMENTS

SEANCE PUBLIQUE du 24 novembre 2010

Brahim ABBOU 	Frédéric ARAGON 
Michel ASLANIAN 	Marie-Josée AUGÉ-CAUMON 
Eva BECCARIA 	Annie BENEZECH 
Amina BENOUEARGHA-JAFFIOL 	Nicole BIGAS 
Stéphanie BLANPIED 	Sophie BONIFACE-PASCAL 
Christian BOUILLE 	Agnès BOYER 
Nancy CANAUD 	Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM 
Marlène CASTRE 	Josette CLAVERIE 

Magalie COUVERT 	Perla DANAN 
Michaël DELAFOSSE 	Gabrielle DELONCLE 
Fanny DOMBRE-COSTE 	Jacques DOMERGUE 
Marc DUFOUR 	Christian DUMONT 
Sarah EL ATMANI 	Laure FARGIER 
Serge FLEURENCE 	Christiane FOURTEAU 
Nathalie GAUTIER-MEDEIROS 	Jean-Louis GELY 
Arnaud JULIEN 	Catherine LABROUSSE 

<p>Audrey De LA GRANGE</p> <p></p>	<p>Gérard LANNELONGUE</p> <p></p>
<p>Max LEVITA</p> <p></p>	<p>Richard MAILHE</p> <p></p>
<p>Mustapha MAJDOUL</p>	<p>Hélène MANDROUX</p> <p></p>
<p>Hervé MARTIN</p> <p></p>	<p>Jacques MARTIN R</p>
<p>Stéphane MELLA</p>	<p>Nadia MIRAoui</p> <p></p>
<p>Christophe MORALES</p> <p></p>	<p>Nicole MOSCHETTI-STAMM</p>
<p>Michel PASSET</p> <p></p>	<p>Martine PETITOUT</p>
<p>Louis POUGET</p> <p>R (Guerre)</p>	<p>Françoise PRUNIER</p> <p></p>

<p>Hélène QVISTGAARD</p> 	<p>Jean-Louis ROUMEGAS</p>
<p>Philippe SAUREL</p> 	<p>Régine SOUCHE</p> 
<p>Robert SUBRA</p> 	<p>Cédric SUDRES</p> 
<p>Philippe THINES</p> 	<p>Jacques TOUCHON</p> 
<p>Claudine TROADEC-ROBERT</p>	<p>Frédéric TSITSONIS</p> 
<p>Patrick VIGNAL</p> 	<p>Francis VIGUIE</p> 
<p>Alain ZYLBERMAN</p> 	

## Séance publique du mercredi 24 novembre 2010

Accusé de réception - Ministre de l'intérieur

034-213401722-20000101-0000041105-DE

Acte Certifié exécutoire

Envoi : 26/11/2010

Réception par le Préfet : 26/11/2010

Convoqué le 18/11/2010, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salles des Rencontres, le mercredi 24 novembre 2010 à 19h00, sous la présidence de Madame le Maire, Hélène Mandroux

### Présents :

Brahim ABBOU, Frédéric ARAGON, Michel ASLANIAN, Marie-Josée AUGÉ CAUMON, Eva BECCARIA, Annie BENEZECH, Amina BENOUGHARHA-JAFFIOL, Stéphanie BLANPIED, Sophie BONIFACE-PASCAL, Christian BOUILLE, Agnès BOYER, Nancy CANAUD, Tatiana CAPUOZZI-BOUALAM, Marlène CASTRE, Josette CLAVERIE, Magalie COUVERT, Perla DANAN, Michael DELAFOSSE, Gabrielle DELONCLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Sarah EL ATMANI, Laure FARGIER, Serge FLEURENCE, Christiane FOURTEAU, Jean-Louis GELY, Arnaud JULIEN Catherine LABROUSSE, Audrey DE LA GRANGE, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Hélène MANDROUX, Hervé MARTIN, Stéphane MELLA, Nadia MIRAOU, Christophe MORALES, Michel PASSET, Louis POUGET, Françoise PRUNIER, Hélène QVISTGAARD, Philippe SAUREL, Régine SOUCHE, Robert SUBRA, Cédric SUDRES, Philippe THINES, Jacques TOUCHON, Patrick VIGNAL, Francis VIGUIE, Albert ZYLBERMAN.

### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :

Nicole BIGAS, Marc DUFOUR, Richard MAILHE, Jacques MARTIN, Claudine TROADEC-ROBERT, Frédéric TSITSONIS.

### Absents :

Nathalie GAUTIER-MEDEIROS, Mustapha MAJDOUL, Nicole MOSCHETTI-STAMM, Jean-Louis ROUMEGAS, Martine PETITOUT.

## Communauté d'Agglomération de Montpellier Election d'un représentant de la Ville

L'arrêté préfectoral en date du 20 juillet 2000 modifié par le 5 novembre 2003 a établi la composition du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, 90 membres y siègent dont 45 délégués représentants la ville de Montpellier.

A la suite du décès de M. Georges FRECHE, il convient de procéder à l'élection d'un nouveau délégué représentant la Ville dans les conditions définies à l'article L 5211-7 du code général des collectivités territoriales. Cette élection se déroule au scrutin secret à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Comme en atteste le procès-verbal d'élection ci-joint, a été élue par 43 voix :

- Madame Nadia MIRAOU

Pour extrait conforme, Madame le Maire



Hélène MANDROUX

Publiée le : 25/11/2010

Ville de  
Montpellier



Secrétariat général



Service de l'Assemblée

**Procès - Verbal de dépouillement  
Scrutin uninominal majoritaire**

Séance du Conseil municipal du

- Candidat n° 1 proposé par Mme le MAIRE : *Mme Tiradoui*
- Candidat n° 2 proposé par : .....
- Candidat n° 3 proposé par : .....

**Dépouillement du 1<sup>er</sup> tour de scrutin :**

Nombre de bulletins trouvés dans l'urne : ..... *48*  
A déduire : Bulletins litigieux énumérés aux articles L 65 et L 66 du Code Electoral : .....  
Blancs : *4* ..... + Nuls : *1* ..... = .....  
Nombre de suffrages exprimés : ..... *43*

**Nombre de voix obtenues :**

- Candidat n° 1 proposé par Mme le MAIRE : ..... *43*
- Candidat n° 2 proposé par ..... *=*
- Candidat n° 3 proposé par ..... *=*

Majorité absolue (suffrages exprimés / 2) : ..... *22* .....

**A obtenu la majorité absolue et est donc élu(e) :**

M<sup>me</sup> *TIRADOU* avec *43* voix .....

Signature du Président de séance :

M<sup>me</sup> *le Maire* .....

Signature du Secrétaire de séance :

M<sup>me</sup> *Fanjian* .....

Signature des scrutateurs :

M<sup>me</sup> .....  
*Jacquie*

M<sup>me</sup> *Blampied* :  
*Blampied*